

Une stratégie de développement et une transformation **en marche**

**Rapport
Financier
Annuel
2022**



Managem

Creating value beyond mining



SOMMAIRE

| RAPPORT FINANCIER ANNUEL 2022 |

04

1. PRÉSENTATION DE MANAGEM

- Managem, acteur majeur de l'industrie minière en Afrique
- Chiffres clés
- Dates clés
- Un portefeuille d'actifs miniers couvrant les zones à fort potentiel
- Une expertise pointue dans la chaîne de valeur de l'industrie minière
- Une équipe dirigeante à la hauteur des ambitions du Groupe
- Un actionnariat stable
- Présentation des activités

30

2. RAPPORT D'ACTIVITÉ

- Renforcement du portefeuille de métaux
- Accélération du développement de métaux de la transition énergétique
- La digitalisation au coeur de la stratégie de transformation du Groupe
- Poursuite de la démarche d'excellence opérationnelle

42

3. RAPPORT ESG

- Méthodologie et périmètre du reporting
- Stratégie RSE à la hauteur des enjeux et défis du Groupe
- Une stratégie environnementale ambitieuse
- La culture de Santé & Sécurité une priorité pour Managem
- Le Capital humain au coeur de la stratégie de transformation
- Une gouvernance responsable

118

4. COMPTES ANNUELS ET RAPPORTS

- Comptes sociaux
- Comptes consolidés
- Rapport de gestion
- Résumé des notes aux comptes consolidés
- Rapport des CAC

01

Présentation de Managem



Managem acteur majeur de l'industrie minière en Afrique

— Créé en 1928, Managem est aujourd'hui un Groupe minier panafricain qui développe un patrimoine minier de 46 000 km² à travers le continent, en produisant un portefeuille équilibré composé de métaux de base et de métaux précieux. Le Groupe s'est développé grâce à la mise en valeur de gisements de grande envergure et cela à travers une politique

d'exploration ciblée et une expertise avérée en matière d'ingénierie, d'exploitation et de traitement.

Managem est ainsi engagé dans une stratégie de croissance en Afrique ainsi que dans une politique de renforcement de ses investissements dans des projets à haut potentiel sur le continent.



Managem - Corporate film



— Managem fait preuve, depuis sa création, d'engagements en faveur de l'intégration des principes de la RSE dans toute sa chaîne de valeur.

Le Groupe s'assure, dans cette optique, à s'aligner aux normes et standards nationaux et internationaux, et prend part à des évaluations régulières de sa performance extra-financière, en termes, entre autres, d'environnement, de santé et sécurité au travail, d'éthique, et de chaîne d'approvisionnement responsable.



— L'objectif de Managem est de répondre aux besoins croissants des acteurs de l'industrie, de la technologie ainsi que ceux de l'économie mondiale en matières premières stratégiques.

Pour ce faire, ses activités sont réalisées en harmonie avec ses valeurs afin d'assurer un engagement, une pérennité et un respect durables.



Intégrité

Agir et se comporter avec transparence, équité et honnêteté entre collaborateurs et avec les parties prenantes



Bienveillance

Placer la sécurité et l'humain au cœur des préoccupations, être attentif et respectueux de l'environnement et de toutes les parties prenantes



Engagement

Viser l'excellence et agir de façon responsable et déterminée afin de créer de la valeur pour toutes les parties prenantes



Audace

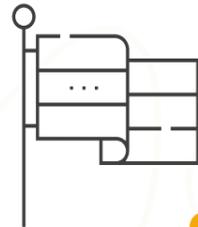
Faire preuve d'agilité et de résilience et oser la transformation, l'innovation et les nouveaux relais de croissance

6 000
Collaborateurs

15%
de femmes
managers



8
Pays



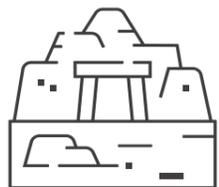
22
Nationalités

538
MD MAD

**Recherche &
Exploration**



50
projets
d'exploration
sur le continent



13
exploitations
minières



25,3 MMDH
Capitalisation
boursière
au 31/12/2022

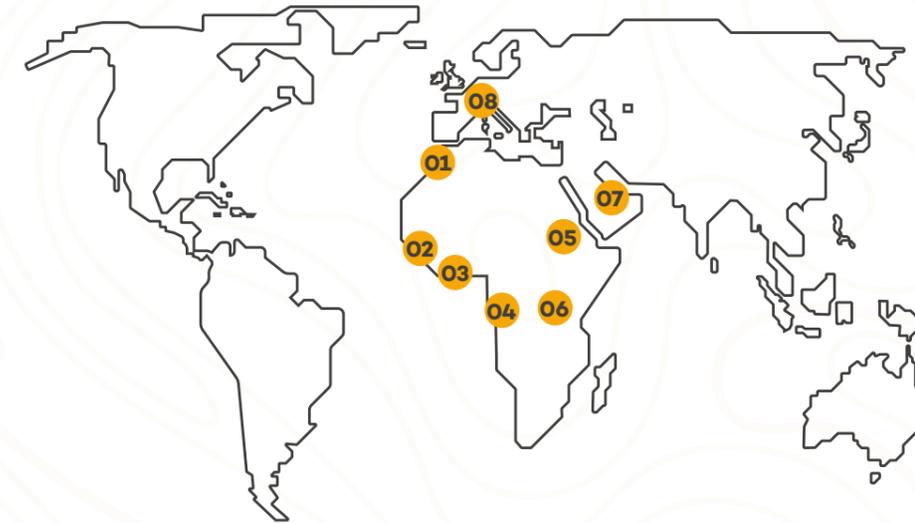


9
Brevets
d'invention

22
Unités
industrielles



46 000 km²
de patrimoine minier



- 01 MAROC
- 02 GUINÉE
- 03 CÔTE D'IVOIRE
- 04 GABON
- 05 SOUDAN
- 06 RDC
- 07 SUISSE
- 08 EAU

Indicateurs consolidés en IFRS Au 31 décembre 2022



9 645 MDH

Chiffre
d'Affaires

+30% Vs 2021



3 349 MDH

Excédent Brut
d'Exploitation

+23% Vs 2021



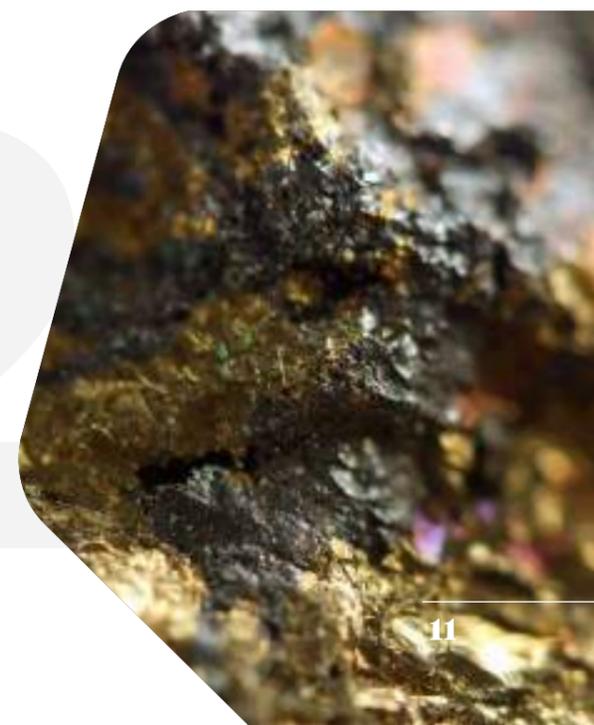
1 615 MDH

Résultat Net
Part du Groupe

+88% Vs 2021

Dates clés

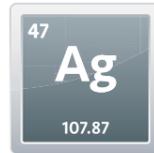
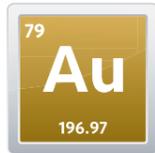
1928



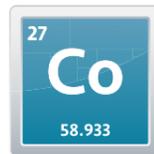
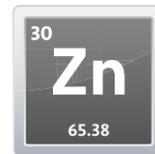
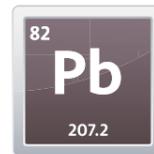
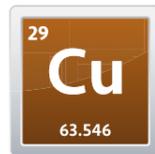
Un portefeuille d'actifs miniers couvrant les zones à fort potentiel

— Managem développe et gère un portefeuille d'actifs miniers diversifié, équilibré et à fort potentiel de croissance. Ses activités comprennent les métaux précieux (or et argent) et les métaux de base (cobalt, cuivre, plomb et zinc), ainsi qu'un savoir-faire dans la valorisation des produits dérivés pour approvisionner ses clients dans le monde entier.

MÉTAUX PRÉCIEUX



MÉTAUX DE BASE



MAROC



SOUDAN



GUINÉE



CÔTE D'IVOIRE



GABON



RDC



Leader mondial dans la production de cathode de Cobalt depuis 1928



Leader du secteur minier au Maroc



N°1 de la production d'Argent en Afrique



Avec un fort potentiel de développement dans l'Or et le Cuivre

Une expertise pointue dans la chaîne de valeur de l'industrie minière

Nos Ressources

Capital humain

- 6000 Collaborateurs
- 22 Nationalités

Capital minier et Industriel

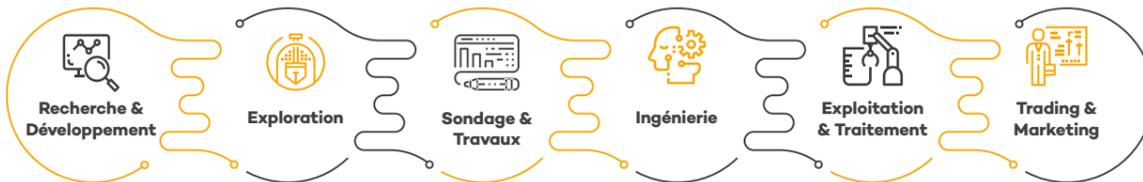
- 46 000 km² Patrimoine minier
- 8 Pays
- 13 mines opérationnelles
- 22 unités industrielles
- 9 Brevets d'invention
- 755 licences d'exploitation

Ressources financières

- 8 208,1 MDH Capitaux propres
- 19 305 MDH Total bilan

Une forte expertise sur l'ensemble de la chaîne de valeur minière

Un modèle opérationnel basé sur la maîtrise de toutes les étapes de l'industrie minière



Notre stratégie de développement orientée vers l'Afrique

Notre ambition

Développer un portefeuille résilient et profitable, à travers des projets de grande taille autour de métaux à forte valeur ajoutée en Afrique et assurer une croissance régulière ainsi qu'une création de valeur durable pour nos parties prenantes.

Nos axes stratégiques de développement

- Développer un portefeuille orienté vers des métaux à forte valeur ajoutée**
- Renforcer notre empreinte géographique**
- Développer et réaliser des projets d'envergure**
- Assurer un développement responsable à l'égard des parties prenantes**



Notre création de valeur

Communauté

- Entre 60% et 80% Taux d'emploi local
- 47% Contribution communautaire dans le bien-être
- 53% Contribution communautaire dans l'entrepreneuriat, l'éducation et la jeunesse

Collaborateurs

- 53% de l'effectif formé

Environnement

- 5,0% vs. 2021 Consommation d'eau par tonnage traité
- 11% vs. 2021 Consommation d'électricité par tonnage traité
- 1.474 KT De rejets miniers recyclés

Actionnaires

- 25,3 MMDH Capitalisation boursière au 31/12/2022
- 30 DH Dividende par action

Nos Objectifs de Développement durable

Préserver la santé et sécurité de nos collaborateurs



Respecter les droits humains



Valoriser le capital humain du groupe



Respecter l'éthique des affaires et les règles du marché



Protéger l'environnement



Contribuer au développement socio-économique des régions d'intervention au Maroc et à l'international



Respecter les règles de gouvernance responsable



Une équipe dirigeante à la hauteur des ambitions du Groupe



1 - M. Imad TOUMI

Président Directeur Général

Diplômé de l'École Polytechnique (X82), titulaire d'un doctorat de l'Université Paris 6, et d'un MBA de l'école des Hautes Études Commerciales de Paris (MBA HEC 2000), Imad TOUMI a une expérience de plus de 20 ans dans le Management de projets industriels et spécifiquement dans le domaine de l'énergie et des mines au sein de grands groupes comme le Commissariat à l'Énergie Atomique « CEA » et AREVA. Il a notamment occupé plusieurs postes dont celui de Directeur Général de AREVA South Africa, puis de AREVA Niger.

2 - M. Youssef EL HAJJAM

Directeur Général des Opérations Maroc

Diplômé de l'École Polytechnique puis de l'École des Mines de Paris, Youssef EL HAJJAM rejoint le Groupe Managem en tant qu'ingénieur en charge du traitement à CTT. Il intègre ensuite les activités Hydrométallurgie et Ingénierie avant de prendre en charge la direction du projet Dra Lasfar puis la direction d'exploitation de Samine. En 2005, il est nommé Directeur Technique des Exploitations minières puis Directeur de Développement, et Directeur Général de la branche Métaux Précieux, puis Directeur Général des Activités à l'international et du Développement. En 2020, Youssef El Hajjam est nommé Directeur Général des Opérations Maroc.

3 - Mme. Naoual ZINE

Directrice Générale Reminex Ingénierie, R&D et Gestion des Projets

Directrice Générale de Reminex, en charge du développement des nouveaux projets de Managem qui regroupe les activités d'Ingénierie industrielle & minière, la gestion des projets en construction, la réalisation des études de faisabilité et le pilotage des programmes d'innovation et d'appui technique aux opérations.

Lauréate d'un diplôme d'Ingénieur d'état, madame ZINE a capitalisé 24 ans d'expérience en gestion des projets industriels, en finance et pilotage stratégique des entreprises et en opérations de fusion, d'acquisition et de financement dans un périmètre international à dominante africaine.

Naoual ZINE a débuté sa carrière en 1998 avec une responsabilité opérationnelle à la mine d'argent (SMI). Elle a occupé ensuite plusieurs postes dont celui de Directrice Contrôle Générale, DGA Finances et Stratégie du groupe Managem avant d'être nommée en 2019 Directrice Générale de Reminex, filiale de développement du Groupe Managem.

4 - M. Mohamed Amine AFSABI

Directeur Exécutif Marketing & Commercial

Diplômé de l'École Spéciale des Travaux Publics de Paris et d'un MBA de l'école des Ponts et Chaussées, Amine AFSABI débute chez le Groupe Managem comme responsable des méthodes, puis des métiers de l'eau et de l'environnement. Après une expérience chez Veolia Tétouan, il réintègre le Groupe pour diriger le risk Management et le contrôle de gestion Corporate. Il est successivement en charge des achats, de la logistique, des activités supports puis des grands projets de valorisation.

5 - M. Lhou MAACHA

Directeur Exécutif de l'Exploration

Fort d'une expérience de 33 ans dans le domaine de l'exploration, la génération de projet et le développement tant au Maroc qu'à l'international, M. Maacha est titulaire d'un Doctorat d'État en Géophysique et Métallogénie (2013), d'un diplôme des études approfondies à l'université Cadi Ayyad (1994), et d'un diplôme d'Ingénieur d'État (1989). Il a commencé sa carrière en tant que géologue minier et exploration à la mine polymétallique de Hajjar, la mine de Cobalt à Bou-Azzer et la mine de Cuivre à Beida. Il a occupé ensuite le poste de Directeur d'Exploration, puis, Directeur Général Exploration et Développement au sein du Groupe, son domaine d'expertise couvre plusieurs types de minéralisations et de commodités, notamment les métaux précieux, les métaux de base et les métaux de la transition énergétique. Il a été également Directeur des Opérations de Managem en 2002 ce qui lui a permis de développer des compétences en Géologie économie et économie minière.

6 - M. Zakaria RBII

Directeur Exécutif Capital Humain, Communication, Développement durable et Technologies de l'Information

Diplômé de l'Institut National Polytechnique de Toulouse en France en tant qu'Ingénieur des Systèmes d'Information et titulaire d'un Master en Marketing à l'ESG Paris. Monsieur Zakaria RBII a démarré sa carrière en tant que "Ingénieur Analyste du marché des Semiconducteurs" à STMicroelectronics France de 1990, puis il a rejoint STMicroelectronics Maroc en tant que "HR Development Manager" en 1992.

En 1996, il est nommé "Directeur des Ressources Humaine" à Unilever Maghreb couvrant la fonction RH des trois pays du Maghreb : Maroc, Algérie et Tunisie. Il rejoint par la suite Kraft Food (Mondelez) en tant que « Directeur Ressources Humaines »

pour la région Afrique du Nord de 2000 à 2005, puis TOYOTA Aljico en tant que "Directeur Général Corporate HR" pour la zone Afrique, Moyen Orient et Asie de 2006 à 2011.

Entre 2011 et 2018, il a été nommé Vice-Président Ressources Humaines Afrique du Nord chez Danone Group, puis Vice-Président Talent Development de la zone Afrique et Moyen Orient cumulé au poste de Vice-Président de Centrale Danone Maroc. Depuis Juin 2018, il est Directeur Exécutif Ressources Humaines, Développement durable et Communication de Managem Group.

7 - Mouna MAHFOUD

Directrice Exécutive Finances

Lauréate de l'école Mohammadia des Ingénieurs (EMI), Mouna MAHFOUD a rejoint le Groupe Managem en 1998 en tant qu'ingénieur process. Affectée aux unités hydro Métallurgiques du site de Guemassa pour contribuer au développement de la production des cathodes de cobalt, elle y prend très vite plusieurs responsabilités notamment celle des usines de production de cobalt, cuivre et oxyde de zinc. En 2003, forte d'une riche expérience opérationnelle de terrain, elle se réoriente vers le contrôle de gestion et devient en 2008 Directrice en charge du Contrôle de gestion opérationnel rattachée à la Direction Générale. Son périmètre s'agrandit au fil des années, en 2018, il regroupe le contrôle de gestion de l'ensemble des activités opérationnelles du Groupe Managem, au Maroc et à l'international. En 2020, elle est nommée Directrice Exécutive Finances.

8 - M. Omar NAIMI

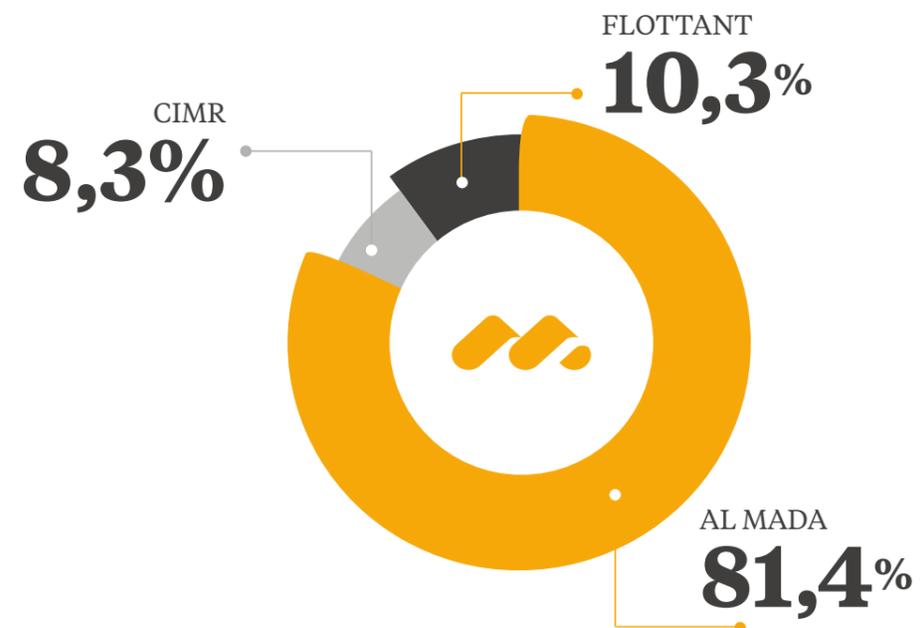
Directeur Exécutif Achats et Supply Chain, chargé de mission auprès du PDG

M. NAIMI est diplômé de l'école Mohammadia des Ingénieurs et de l'École des Ponts Business School, Il rejoint le Groupe Managem en 1997 en tant qu'ingénieur maintenance à la mine de Bou azzer (CTT). En 2001, il est expatrié en Guinée pour occuper le poste de Responsable Maintenance et Activités Support de la mine de Kiniero. En 2003, il intègre la Direction des Achats au Maroc en tant que Responsable Achats Investissements, PDR & Consommables spécifiques & Chargé des Achats pour les Filiales à l'International. M. NAIMI revient aux opérations dès 2005 quand il est nommé Chef d'Exploitation à la mine de Akka et est promu Directeur des Exploitations à la même mine dès 2007. En 2008, il prend la Direction de Techsub et la Direction des Opérations à l'International au sein de la Direction Générale du Développement et des Activités à l'International en 2016.

Depuis Octobre 2019, M. NAIMI est nommé Directeur Exécutif Achats et Supply Chain.

Un actionnariat stable

Structure de l'actionnariat au 31 décembre 2022



AL MADA POSITIF IMPACT

— Al Mada est un fonds d'investissement privé marocain à vocation panafricaine, ayant pour ambition d'investir à long terme dans des secteurs d'activité structurants, favorisant l'émergence d'une économie moderne et l'amélioration des conditions de vie des territoires et populations auprès desquels il intervient, notamment sur le continent, participant ainsi à la dynamique de coopération Sud-Sud. Le fonds investit dans les secteurs des services financiers, matériaux de construction, distribution, télécommunications, mines, énergie et immobilier & tourisme.

CIMR (CAISSE INTERPROFESSIONNELLE MAROCAINE DE RETRAITE)

— La CIMR est la caisse de retraite complémentaire dédiée au secteur privé, dotée du statut de société mutuelle de retraite régie par la loi 64-12 portant création de l'Autorité de Contrôle des Assurances et de la Prévoyance Sociale (ACAPS). Elle a pour mission de promouvoir un régime de retraite pérenne, équilibré et solidaire, garantissant aux bénéficiaires une pension équitable dans le cadre d'une gestion efficace et de qualité.

Elle est gérée par un Conseil d'Administration dont les membres sont élus par l'Assemblée Générale des adhérents.



Présentation des activités

Activité Or

— Le Groupe Managem a acquis une expertise avérée dans la valorisation et le développement des gisements aurifères en Afrique. Le développement de l'activité Or a connu une forte impulsion à partir de 2015, avec une stratégie qui combine l'exploration greenfield et l'acquisition de projets en exploration avancée. L'activité Or du Groupe Managem compte aujourd'hui plusieurs projets de grande envergure, dans des régions à fort potentiel minier en Afrique, à des niveaux de maturité variable, entre les projets en production et les projets en exploration.

Sites en production	Soudan (Bloc 15) - Guinée Tri K
Production	6 796 Kg d'Or (+39% vs. 2021)
Part dans le chiffre d'affaires consolidé	42,5%
Projets en développement	Soudan : Wadi Gabgaba Gabon : ETEKE

79
Au
196.97



47
Ag
107.87

Activité Argent

— L'activité Argent de Managem est portée par la filiale SMI (Société Métallurgique d'Imiter) qui exploite un gisement reconnu pour les qualités de son minerai, produisant un Argent d'une pureté de 98,5%, sous forme d'anodes d'Argent. La filiale SMI est engagée dans un programme d'Exploration pour le renouvellement de ses réserves ainsi que pour la mise en valeur de nouveaux gisements dans la région. En 2019, SMI a démarré une unité de traitement qui permet de valoriser les haldes des anciennes digues. En 2021, un projet d'exploitation minière en carrière a également été lancé dont la production a démarré en fin 2021.

Sites en production	IMITER
Production	110,7TM d'Argent (-6% vs 2021)
Part dans le chiffre d'affaires consolidé	8,2%

Activité Cobalt

— À travers la filiale CTT, le Groupe Managem exploite l'un des rares gisements de Cobalt primaire au Monde. L'activité Cobalt capitalise sur l'expertise du Groupe en hydrométallurgie, grâce à la valorisation des haldes de Cobalt qui a permis de mettre en place un procédé et une marque brevetée (CMBA).

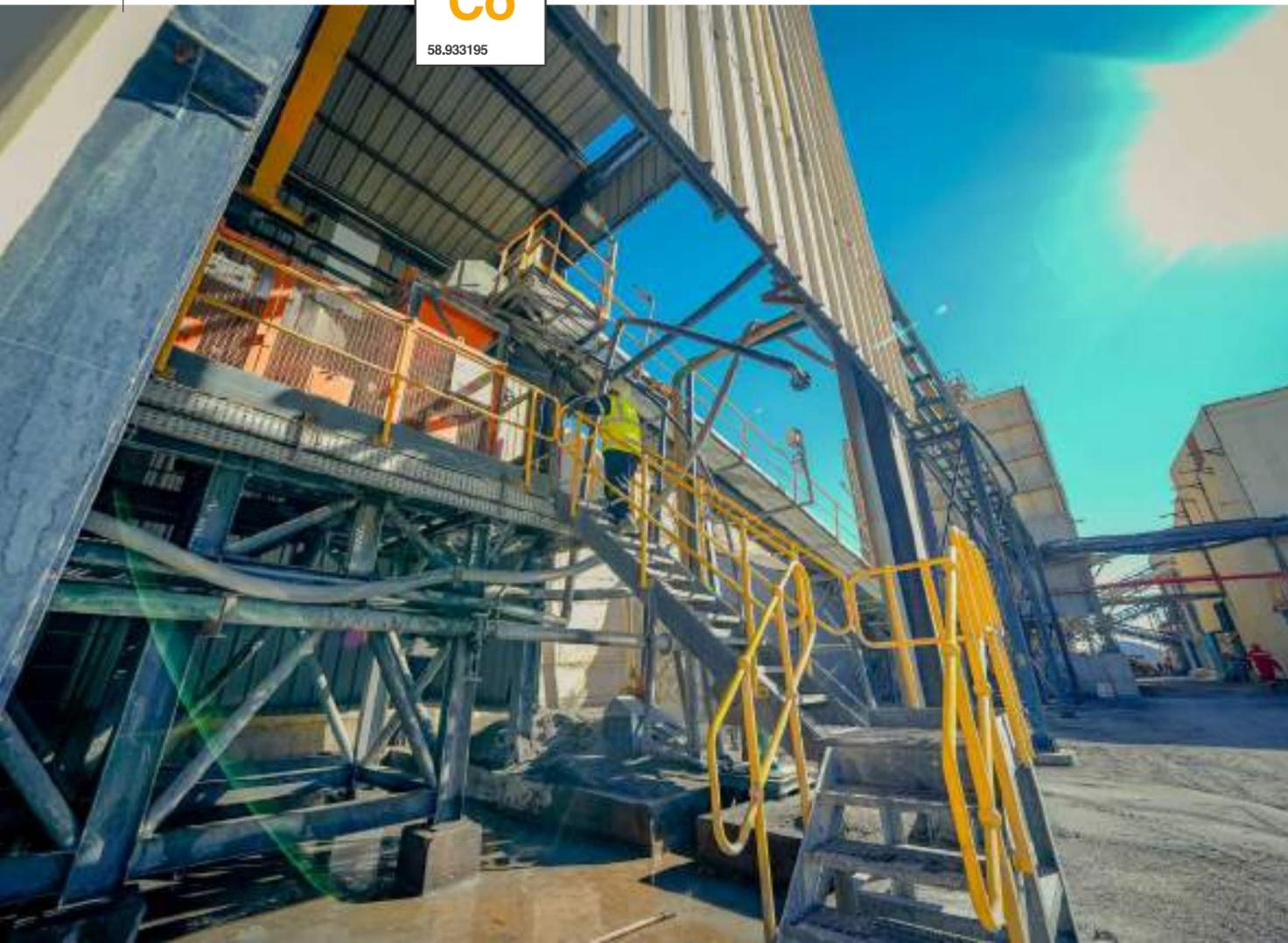
À ce titre, le Groupe Managem figure parmi les cinq plus grands producteurs de cathodes de Cobalt, haute pureté au Monde, un positionnement qui en fait un partenaire de plusieurs Groupes industriels, notamment pour la fabrication de batteries électriques.

Sites en production	Bou Azzer (Maroc) Pumpi (RDC)
Production de Cathodes de Cobalt (CTT)	1 690 TM (-6% vs 2021)
Production d'Hydroxydes de Cobalt Sté LAMIKAL (Pumpi RDC)	5 105 TM (60% vs 2021)
Part dans le chiffre d'affaires consolidé (CTT)	9,9%
Projets en développement	Valorisation des batteries en fin de vie (Black Mass) en partenariat avec Glencore

27

Co

58,933195



29

Cu

63,546

Activité Cuivre

— Managem développe son activité cuprifère depuis plus de 25 ans. Aujourd'hui, le Groupe dispose

de plusieurs actifs miniers au Maroc exploités par les filiales AGM, SOMIFER, CMO et CMG. Le développement de l'activité en Afrique Sub-Saharienne a démarré avec le projet Pumpi en RDC en partenariat avec le Groupe Norin Mining (Ex Wanbao). Managem a également mis en évidence des réserves et des ressources au niveau du Projet Tizert, situé au sud du Maroc, considéré comme un projet d'envergure sur le plan national et dont la construction a démarré en 2022.

En 2022, le Groupe a continué à tirer profit du contexte mondial et a maintenu avec une légère croissance sa production de Cuivre au Maroc à travers la hausse des volumes traités et l'amélioration sensible des teneurs, ainsi qu'en RDC avec la commercialisation de la quote-part du Groupe Managem dans la production de la mine de Pumpi.

Sites en production	Bleida (Maroc) Akka (Maroc) Ouansimi (Maroc) Oumjrane (Maroc) Draa Sfar (Maroc) Koudiat Aicha (Maroc) Pumpi (RDC)
Production de concentré de Cuivre (Mines Maroc)	106 893 TC (-3% vs 2021)
Production de Cathodes de Cuivre (Pumpi RDC)	38 538 TM (0% vs 2021)
Part dans le chiffre d'affaires consolidé (hors part de Lamikal)	15%
Projets en construction/développement	Tizert Bouskour

Activité Zinc & Plomb

— La production du Zinc et du Plomb est assurée par les mines polymétalliques de la filiale CMG (Compagnie Minière de Guemassa), ainsi que les mines polymétalliques de Draa Sfar et Koudiat Aicha

82 Pb 207.2	30 Zn 65.39
--------------------------	--------------------------

Sites en production	Koudiat Aïcha (Maroc) Draâ Sfar (Maroc)
Production de concentré de Zinc	47 666 TC (-10% vs 2021)
Production de concentré de Plomb	10 174 TC (-19% vs 2021)
Part dans le chiffre d'affaires consolidé	6%



02

Rapport d'activité



Renforcement du portefeuille de métaux

— En 2022, Managem a donné une forte impulsion à sa stratégie de développement, visant des projets à fort potentiel de croissance, afin de hisser le Groupe vers une nouvelle dimension et atteindre des tailles critiques par métal.

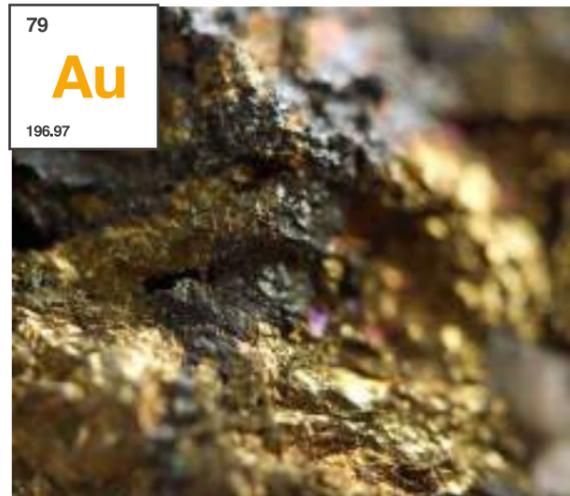
Managem a ainsi accéléré cette année le déploiement de son plan stratégique en initiant différentes opérations de croissance organique et externe d'envergure. Afin d'accompagner son expansion, Managem a poursuivi en 2022 son programme d'efficacité opérationnelle et a accéléré son programme de transformation avec des avancées majeures à la fois sur le plan culturel, managérial et digital.



L'or au centre de la stratégie du Groupe

Or

— Managem a pour ambition de devenir un acteur majeur de la production d'or en Afrique subsaharienne, en atteignant une production annuelle minimum de 200 000 onces. Ce projet ambitieux est poursuivi de manière organique, avec l'exploitation du gisement d'or au Soudan qui produit déjà 70 000 onces de métal par an, le partenariat stratégique avec Norin Mining, le projet aurifère Tri-K en Guinée, qui atteint sa capacité nominale dès 2021 et produit 150 000 oz d'or par an. En 2022, la stratégie Or du Groupe se concrétise également à travers de nouveaux projets de développement organique ou de croissance externe.



Extension de l'usine au Soudan

— Avec trois blocs d'exploration prometteurs et une unité de production au bloc 15, Managem déploie tous les efforts nécessaires afin de profiter pleinement du potentiel aurifère du Soudan.

L'année 2022 a été marquée par de belles avancées pour le développement du Bloc 15, avec notamment l'extension de sa capacité à 1,6 Mtpa.

De plus, les travaux de la 1^{ère} tranche du pipe pour l'alimentation en eau industrielle sont terminés et le grand projet Wadi Gabgaba avance bien en collaboration avec le partenaire Wanbao.

1,6Mtpa
Capacité de l'usine



Obtention du permis d'exploitation du projet Or d'ETEKE

— Niché dans la région de Mouila au Gabon, le projet aurifère d'ETEKE a obtenu le permis d'exploitation en 2022 suite à un long processus. Avec une étendue de 1408 km², le domaine minier entre dans la phase d'étude de faisabilité.

1408 km²
Superficie du domaine



Acquisition des actifs Bambouk en Afrique de l'Ouest

— Conformément à sa stratégie visant le développement de son portefeuille minier ainsi que l'extension de son empreinte géographique, Managem a procédé en 2022 à l'acquisition des participations de la compagnie minière IAMGOLD dans les actifs Bambouk, qui se trouvent au Sénégal, au Mali et en Guinée. Il s'agit de trois gisements aurifères contigus situés dans une zone géologique hautement prolifique, avec un potentiel de production à court terme de 1,6 million d'onces d'or pour le projet Boto, ainsi qu'un total de ressources aurifères dépassant les 5 millions d'onces d'or. C'est une acquisition d'envergure pour Managem, offrant de nombreuses opportunités de croissance prometteuses dans ces pays.

1,6M Oz
Potentiel de production

>5 M Oz
Ressources aurifères

Accélération du développement de métaux de la transition énergétique



Cobalt

— La filière Cobalt offre des perspectives très prometteuses pour le Groupe. Afin de renforcer sa proposition de valeur, une stratégie innovante a été adoptée pour asseoir un nouveau business model, avec une forte implication dans la métallurgie. Le but est de quantifier les investissements nécessaires et les performances techniques pour la production de Cobalt de haute pureté et ses dérivés pour capter plus de valeur ajoutée. Divers partenariats ont été conclus afin d'assurer l'approvisionnement des constructeurs de véhicules électriques en cobalt et procéder au recyclage de black mass.



27
Co
58.933195



GLENCORE

Production de cobalt à partir de black mass recyclés en partenariat avec Glencore

— Glencore et Managem ont uni leurs forces pour relever le défi du recyclage des déchets de l'industrie des véhicules électriques, avec un nouveau partenariat visant à produire du cobalt à partir de matériaux de batteries recyclées dans les unités hydrométallurgiques CTT de Managem à Guemassa. Ce partenariat démontre l'engagement des deux entreprises à atteindre des objectifs ambitieux en matière de développement durable au Maroc.

Cet engagement porte sur 1200 tonnes de cobalt recyclées par an sur une durée de 5 ans, avec des rendements de récupération semblables aux benchmarks mondiaux, avec une faible empreinte Carbone.

Plus concrètement, Glencore fournira de la black mass contenant du cobalt à la raffinerie de CTT qui procédera à son recyclage grâce à la technologie de recyclage des batteries lithium-ion développée et testée dans l'usine pilote du centre de R&D REMINEX. Le cobalt recyclé sera ensuite commercialisé par Glencore auprès de son réseau mondial de clients dans les secteurs de l'électronique et de l'automobile.

Les travaux de construction de l'unité de traitement/recyclage des batteries sont en cours, avec un démarrage de la production prévu pour le 2^{ème} semestre 2023.

Renault Group

Production de sulfate de cobalt en faveur de la mobilité durable en partenariat avec Renault Group

— Le Groupe Renault et le Groupe Managem ont signé en 2022 un accord prometteur pour fournir un sulfate de cobalt de source durable et neutre en carbone, destiné à la production de batteries électriques. Managem fournira 5 000 tonnes de sulfates de cobalt chaque année pendant 7 ans à partir de 2025. Les deux acteurs construiront également une nouvelle usine pour transformer le minerai de cobalt en sulfate de cobalt. Grâce à leur partenariat, le Groupe Renault pourra produire jusqu'à 15 GWh de batteries.

Renault et le Groupe Managem s'allient pour garantir une chaîne d'approvisionnement en cobalt pour batteries plus durables et écoresponsables. Ce partenariat permettra également de développer de nouvelles collaborations pour l'approvisionnement en sulfate de manganèse et de cuivre, ainsi que la revalorisation des matériaux de batteries en circuit fermé. Avec une efficacité énergétique de plus de 80 % d'origine éolienne, les installations de Managem Group contribuent à minimiser l'impact environnemental. Un engagement responsable qui redéfinit les normes de l'industrie automobile.





Cuivre

29
Cu
63,546

— Managem dispose d'un actif minier cuprifère important qu'elle prévoit d'exploiter à travers le développement du projet Tizert.

Démarrage des travaux de construction du projet Cuivre de Tizert

— Le Projet Tizert, situé dans la province de «Taroudant», est une mine de cuivre et d'argent renfermant d'importantes réserves estimées à près de 925 000 tonnes de métal de cuivre et 66 358 Koz d'argent. Il s'agit d'un projet de grande envergure qui redimensionnera l'activité Cuivre du Groupe Managem.

En 2022, suite à la finalisation de l'étude de faisabilité, Managem a lancé les travaux de construction et de financement du projet. Il s'agit d'un projet prometteur qui offre de nombreuses opportunités dans le secteur de la métallurgie.


925k T
Ressources
métal de cuivre


66 358k oz
Ressources
d'Argent



2022 marquée par des découvertes majeures

— L'exploration à Managem est orientée vers des projets de taille Tier-1 et Tier-2, utilise des technologies de pointe et des compétences et outils de traitement par Intelligence Artificielle, un réseau d'experts internationaux et des cabinets experts. En matière de Géosciences, Managem collabore avec des universités et Instituts de Recherche au Maroc et à l'étranger.

Dans le cadre de sa stratégie de développement, des réorientations stratégiques ont été apportés en terme d'exploration pour donner la priorité aux actifs rentables et à potentiel de croissance.

En 2022, la stratégie d'exploration de Managem a été renforcée par les nouvelles technologies de collecte et de mangement des données et le traitement par intelligence artificielle. Ceci a été couronné par des découvertes significatives des Ressources Minérales et à des couts très compétitifs et la mise en évidence des cibles avancées d'exploration valorisables à court terme. Managem a ainsi conforté son pipeline de projets à travers différents types de nouveaux gisements dans des provinces à potentiel avéré.

Managem a également consolidé son portefeuille par la gestion efficace des permis existant vis à vis des institutions de tutelles et des lois réglementaires, le dépôt des nouveaux permis et les conventions de recherche avec l'ONHYM sur des projets stratégiques. Enfin, les équipes du

groupe travaillent à inscrire d'autres substances critiques dans le pipeline des projets notamment le Graphite, le lithium et le Nickel.

Dans le domaine du digital et selon une démarche systémique, Managem a réussi à transformer 90 ans de data antérieures en données digitales et les équipes ont fait appel aux concours des cabinets experts marocains et canadiens sur une période de 3 ans.

Aujourd'hui, Managem dispose d'une Big Data digitale et un projet en cours de data-plateforme pour l'héberger, la protéger et la valoriser. En parallèle, les équipes ont mené un plan de la collecte numérique des données sur le terrain depuis la cartographie, l'échantillonnage jusqu'au logging des sondages. Cet axe englobe une transformation culturelle et technologique et il a fallu acquérir les outils et les Softwares nécessaires, former les utilisateurs et s'assurer de la compatibilité de la sémantique et des formats normalisés des données pour en assurer l'utilisation et l'interprétation.

Ce projet a permis de réduire le temps des opérations de plus de 50%, de s'assurer de l'intégrité des données et de leur qualité.



États des ressources et des réserves

Ressources Minérales à fin 2022

Site	Catégorie	Tonnage (kt)	Teneur						Métal						Participation
			Zn (%)	Pb (%)	Cu (%)	Co (%)	Au (g/t)	Ag (g/t)	Zn (kt)	Pb (kt)	Cu (kt)	Co (kt)	Au (koz)	Ag (koz)	
CMG	Mesurée	4 259	3.69	1.26	0.46			157	54	20			4 790	86.96%	
	Indiquée	14 948	2.80	1.12	0.55			419	167	82			13 278	86.96%	
	Mesurée + Indiquée	19 207	3.00	1.15	0.53			576	221	102			18 069	86.96%	
	Inférée	2 996	2.34	0.65	0.56			70	19	17			1 830	86.96%	
SMI	Mesurée	11 106											101 955	80.26%	
	Indiquée	7 885											47 581	80.26%	
	Mesurée + Indiquée	18 991											149 537	80.26%	
	Inférée	3 120											19 167	80.26%	
CTT	Mesurée	540				0.73					4			99.79%	
	Indiquée	2 087				0.59					12			99.79%	
	Mesurée + Indiquée	2 627				0.62					16			99.79%	
	Inférée	800				1.00					8			99.79%	
AGM Akka	Mesurée	8 570				0.75					64		4 647	99.93%	
	Indiquée	3 970				0.97					39		2 410	99.93%	
	Mesurée + Indiquée	12 540				0.82					103		7 056	99.93%	
	Inférée	342				0.96					3		221	99.93%	
AGM-Ouanssimi	Mesurée	651				1.50					10		63	99.93%	
	Indiquée	1 497				1.28					19		144	99.93%	
	Mesurée + Indiquée	2 147				1.35					29		216	99.93%	
	Inférée	1 872				1.40					26		60	99.93%	
AGM-TIZERT	Mesurée	10 540				0.89					94		6 100	99.93%	
	Indiquée	89 250				0.93					831		60 258	99.93%	
	Mesurée + Indiquée	99 790				0.93					925		66 358	99.93%	
	Inférée	32 560				0.79					259		18 843	99.93%	
SOMIFER	Mesurée	4 590				0.86					39			99.79%	
	Indiquée	6 520				0.90					59			99.79%	
	Mesurée + Indiquée	11 110				0.88					98			99.79%	
	Inférée	940				0.91					9			99.79%	

Site	Catégorie	Tonnage (kt)	Teneur						Métal						Participation
			Zn (%)	Pb (%)	Cu (%)	Co (%)	Au (g/t)	Ag (g/t)	Zn (kt)	Pb (kt)	Cu (kt)	Co (kt)	Au (koz)	Ag (koz)	
CMO	Mesurée	2 445				1.77							43		100%
	Indiquée	2 973				1.35							40		100%
	Mesurée + Indiquée	5 418				1.54							83		100%
	Inférée	699				1.29							9		100%
BOUSKOUR	Mesurée	4 100				1.77							73	1 845	100%
	Indiquée	14 900				1.35							201	5 749	100%
	Mesurée + Indiquée	19 000				1.44							274	7 594	100%
	Inférée	5 440				0.98							53	1 749	100%
MANUB Centre	Mesurée	8 397								1.42				384	50.70%
	Indiquée	27 475								1.38				1 222	50.70%
	Mesurée + Indiquée	35 872								1.39				1 606	50.70%
	Inférée	52 377								1.18				1 985	50.70%
MANUB - WG	Mesurée	3 977								1.47				188	50.70%
	Indiquée	52 689								1.15				1 952	50.70%
	Mesurée + Indiquée	56 666								1.17				2 141	50.70%
	Inférée	18 968								1.35				822	50.70%
SMM	Mesurée	15 771								1.59				806	85%
	Indiquée	31 395								1.26				1 272	85%
	Mesurée + Indiquée	47 166								1.37				2 078	85%
	Inférée	29 085								1.13				1 059	85%
ETEKEE	Mesurée	0								0.00				0	100%
	Indiquée	8 637								2.43				674	100%
	Mesurée + Indiquée	8 637								2.43				674	100%
	Inférée	2 562								2.51				207	100%
LAMIKAL Cuivre *	Mesurée	2 069				1.59								33	20%
	Indiquée	3 838				1.70								65	20%
	Mesurée + Indiquée	5 906				1.66								98	20%
	Inférée	6 465				1.85								119	20%
LAMIKAL Cobalt *	Mesurée	2 137								0.41				9	20%
	Indiquée	3 013								0.43				13	20%
	Mesurée + Indiquée	5 150								0.42				22	20%
	Inférée	5 513								0.40				22	20%

Pour LAMIKAL, il s'agit des ressources restantes qui n'incluent pas les réserves

États des ressources et des réserves

Réserves Minérales^(*) à fin 2022

Site	Catégorie	Tonnage (kt)	Teneur						Métal						Participation
			Zn (%)	Pb (%)	Cu (%)	Co (%)	Au (g/t)	Ag (g/t)	Zn (kt)	Pb (kt)	Cu (kt)	Co (kt)	Au (koz)	Ag (koz)	
CMG	Prouvées	3 011	2.42	0.82	0.35			73	25	11			2 374	86.96%	
	Probables	10 824	2.38	0.73	0.42			257	79	45			6 670	86.96%	
	Total	13 835	2.39	0.75	0.40			330	104	56			9 044	86.96%	
SMI	Prouvées	3 541											43 064	80.26%	
	Probables	2 780											18 502	80.26%	
	Total	6 321											61 566	80.26%	
CTT	Prouvées	522				0.66					3			99.79%	
	Probables	1 095				0.69					8			99.79%	
	Probables (digues)	747				0.28					2			99.79%	
Total	2 364				0.55					13			99.79%		
AGM Akka	Prouvées	1 484				0.88					13			99.93%	
	Probables	498				0.89					4			99.93%	
	Total	1 981				0.89					18			99.93%	
AGM Ouanssimi	Prouvées	416				1.53					6			99.93%	
	Probables	799				1.28					10			99.93%	
	Total	1 215				1.37					17			99.93%	
AGM TIZERT	Prouvées OP	760				0.79					6		357	99.93%	
	Prouvées UG	3 369				0.90					30		1 822	99.93%	
	Probables OP	7 450				0.87					65		6 055	99.93%	
	Probables UG	26 640				1.02					272		17 567	99.93%	
	Total	38 219				0.98					373		25 800	99.93%	
SOMIFER	Prouvées	3 764				0.75					28			99.79%	
	Probables	4 730				0.72					34			99.79%	
	Total	8 494				0.73					62			99.79%	

(*) : Les réserves minérales sont incluses dans les ressources minérales

Site	Catégorie	Tonnage (kt)	Teneur						Métal						Participation
			Zn (%)	Pb (%)	Cu (%)	Co (%)	Au (g/t)	Ag (g/t)	Zn (kt)	Pb (kt)	Cu (kt)	Co (kt)	Au (koz)	Ag (koz)	
CMO	Prouvées	1 639				1.48							24	100%	
	Probables	1 232				1.25							15	100%	
	Total	2 872				1.38							40	100%	
BOUSKOUR	Prouvées	2 251				1.76							40	100%	
	Probables	7 127				1.55							111	100%	
	Total	9 378				1.60							150	100%	
MANUB Centre	Prouvées	3 247				1.72							179	50.70%	
	Probables	9 240				1.66							492	50.70%	
	Total	12 488				1.67							672	50.70%	
MANUB - WG	Prouvées	3 752				1.36							164	50.70%	
	Probables	31 197				1.20							1 202	50.70%	
	Total	34 949				1.22							1 366	50.70%	
SMM	Prouvées	12 800				1.75							720	85%	
	Probables	13 900				1.59							711	85%	
	Total	26 700				1.67							1 431	85%	
ETEKE	Prouvées	945				4.01							122	100%	
	Probables	1 281				4.13							170	100%	
	Total	2 227				4.08							292	100%	
LAMIKAL Cuivre	Prouvées	14 308				1.92							275	20%	
	Probables	7 225				1.99							144	20%	
	Total	21 533				1.94							418	20%	
LAMIKAL Cobalt	Prouvées	14 904				0.39							59	20%	
	Probables	8 408				0.36							30	20%	
	Total	23 312				0.38							88	20%	

Notes explicatives

Tous les bilans des Ressources Minérales à l'exception de SMI, SMM, Etéké et Lamikal sont effectifs au 30 Novembre 2022. Les Ressources Minérales de SMI sont effectives au 30 Juin 2022. Les Ressources Minérales de SMM sont effectives au 30 novembre 2021. Les Ressources Minérales d'Etéké sont effectives au 31 Octobre 2021. Les Ressources Minérales de Lamikal- sont effectives au 11 Aout 2014.

Les Ressources Minérales sont présentées sur la base de 100% du site avec la participation de Managem tel qu'indiquée à la dernière colonne du tableau des Ressources Minérales et des Réserves Minérales. Les Réserves Minérales sont incluses dans les Ressources Minérales, à l'exception de Lamikal pour lequel les Ressources Minérales Indiquées et Mesurées correspondent aux Ressources Minérales Restantes et n'incluent pas les Ressources Minérales Mesurées et Indiquées transformées en Réserves Minérales.

Les Ressources Minérales sont reportées en conformité avec le Règlement canadien 43-101 sur l'information concernant les projets miniers, et sont catégorisées selon la nomenclature adoptée par l'Institut Canadien des Mines, de la Métallurgie du Pétrole. Les Ressources Minérales ne sont pas des Réserves Minérales et leur viabilité économique n'est pas démontrée. Les nombres ont été arrondis pour refléter l'imprécision des estimations.

Les Ressources Minérales à fin 2022 sont basées sur les cours suivants :

CMG : Le Zn à 3200 US\$/t, le Pb à 2 000 US\$/t, le Cu à 10 000 US\$/t, La parité de 9,5 MAD/US\$.

SMI : l'Ag 25 US\$/Oz, La parité de 9,5 MAD/US\$.

CTT : le Co à 35 US\$/lb, La parité de 9,5 MAD/US\$.

AGM Akka et Ouanssimi : le Cu à 10 000 US\$/t et l'Ag 25 US\$/Oz, La parité de 9,5 MAD/US\$.

AGM Tizert : le Cu 6 500 US\$/t et l'Ag 16 US\$/Oz, La parité de 9,4 MAD/US\$.

SOMIFER : le Cu à 10 000 US\$/t, La parité de 9,5 MAD/US\$.

CMO : le Cu à 10 000 US\$/t, La parité de 9,5 MAD/US\$.

Bouskour : le Cu à 6 600 US\$/t, La parité de 9 MAD/US\$.

MANUB Bloc 15 : l'Au à 2 000 US\$/Oz, La parité de 9,5 MAD/US\$.

SMM Tri-K : l'Au à 2 000 US\$/Oz, La parité de 9 MAD/US\$.

Etéké : l'Au à 1 750 US\$/Oz, La parité de 9 MAD/US\$.

Informations

CMG

Les Ressources Minérales ont été optimisées avec une valeur de coupure à la tonne de 445 MAD pour Draa Sfar sud ; 495 MAD pour DS Nord ; 516 MAD pour Koudiat Aicha et 548 MAD pour Amensif, tout en utilisant des taux de récupération usine de 85 % pour le zinc, 64% pour le plomb, et une récupération argent à 32%. La récupération minière est à 100%, la dilution et salissage ne sont pas considérés. La parité de 9,5 MAD/US\$.

SMI

Les Ressources Minérales sont rapportées à une teneur de coupure de 25.28 g/t Ag pour la fosse 40 g/t Ag pour le fond. La récupération de l'usine est de 88% et la dilution à 10%. La récupération du gisement est estimée à 95%.

CTT

Les Ressources Minérales de CTT-Bou Azzer sont rapportées avec une teneur de coupure de 0.16 % Co. Le rendement usine est estimé à 86 %, avec une dilution de 0% et une récupération du gisement de 100%.

AGM- Akka

Les Ressources Minérales comprennent une portion oxyde et une portion sulfure, toutes deux exploitées par fosse et supposent une récupération minière de 100% et dilution de 0 %. Elles sont rapportées à une teneur de coupure est de 0.4 % Cu pour les oxydes et de 0.3 % Cu pour les sulfures. Le rendement usine est de 70 % pour les oxydes de 80% pour les sulfures.

AGM- Ouanssimi

Les Ressources Minérales de Ouanssimi sont rapportées à une teneur de coupure de 0,38% Cu, une récupération usine de 90%, et une récupération gisement de 100%, sans dilution additionnelle.

AGM Tizert

Les Ressources Minérales de Tizert sont rapportées à une teneur de coupure de 0,45% CuEq en assumant une exploitation souterraine. La récupération usine de 88% pour le Cuivre et de 85% pour l'Argent.

Somifer

Les Ressources Minérales de type Open Pit sont rapportées à des teneurs de coupure variables varie selon les secteurs de 0.30% à 0.54% Cu pour les oxydes et de 0.19% à 0.46% Cu pour les sulfures. La récupération minière est estimée à 100% sans dilution. Les récupérations usines des oxydes est de 73%, et de 87% pour les sulfures.

CMO

Les Ressources Minérales sont rapportées à une teneur 0.35% pour les oxydes de la fosse et 0.22% pour les sulfures de la fosse ; et de 0.50% à 0.54% Cu pour les sulfures souterrains, une récupération gisement de 100%, une récupération usine de 83% pour les oxydes et 93% pour les sulfures.

BouSkour

Les Ressources Minérales underground du gisement de la Patte d'Oie sont rapportées à une teneur de coupure de 0,5% Cu. Elle est de 0,95% Cu pour le gisement de l'Ancien Quartier. Les Ressources Minérales open pit sont rapportées à une teneur de coupure de 0,4% Cu pour les oxydes et 0, 2% Cu pour les sulfures. Aucune dilution minière et aucune perte minière n'a été considérée pour les ressources minérales. La récupération est estimée à 95% pour le Cuivre et 95% pour l'Argent.

Manub

Les Ressources Minérales sont rapportées à une teneur de coupure allant de 0,2g/t à 0.32g/t Au tout en utilisant des taux de récupération de l'or variant de 82 à 92% selon les gisements. Tous les matériaux rapportés sont confinés dans une fosse à ciel ouvert, en supposant une récupération minière de 95%, une dilution minière allant de 10% à 20%.

SMM Tri-K

Les Ressources Minérales sont rapportées à des teneurs de coupures variant entre 0,30 g/t et 0.47g/t Au et assument des taux de récupération d'or allant de 80% à 93%. Tous les matériaux rapportés sont confinés dans une fosse à ciel ouvert, en supposant une récupération minière à 100%, une dilution minière de 5%.

Etéké

Les Ressources Minérales sont rapportées à une teneur de coupure variant de 0,4 g/t à 0.55g/t Au, et de 1.5g/t pour les ressources souterraines. Le taux de récupération d'or variant de 95% à 98%. La grande partie des matériaux rapportés sont confinés dans une fosse à ciel ouvert, en supposant une récupération minière de 100%, une dilution minière de 8%.

Pumpi (LAMIKAL)

Les Ressources Minérales sont rapportées à une teneur de coupure de 0.2% pour le Cu et de 0,2% pour le Co. La récupération usine est de 90% pour le Cu et 80% pour le Co. La dilution mine est estimées à 10% avec une récupération mine de 95%.

Personnes Qualifiées et Experts

Les personnes compétentes qui ont revu et validé les informations et/ou les estimations des Ressources Minérales pendant la période qui se termine au 31 décembre 2022 pour le Groupe Managem et ses filiales ou qui ont autorisé des parties d'un ou des rapports techniques ayant servi à l'élaboration de ce rapport sont:

CMG : Boukerrou Salah, Ahmed Smouh, de Managem.

SMI : David Machuca, PEng, Marion Iseppi, PGeo de SRK Consulting (Canada). Inc;

CTT Cobalt : Abdelhak Karfal, Ahmed Smouh de Managem.

AGM Akka, AGM Ouanssimi, SOMIFER, CMO: Madi Atman, Ahmed Smouh, de Managem.

AGM-Tizert: Chantal Jolette, PGeo, Sebastien Bernier, PGeo, Glen Cole, PGeo et David Machuca, PEng de SRK Consulting (Canada). Inc.;

Bouskour : Elzéar Belzile, Ing. de Belzile Solutions Inc

Manub: David Machuca, PEng, Glen Cole, PGeo, Jocellyn Smith, PGeo, de SRK Consulting (Canada). Inc.;

SMM: Sebastien Bernier, PGeo, Glen Cole, PGeo, David Machuca, de SRK Consulting (Canada). Inc ; Alain Carrier, Eric Kinnan et Simon Boudreau de InnovExplo

ETEKE: Vincent Nadeau-Benoit, ; Alain Carrier ; Eric Kinnan, de InnovExplo

Lamikal, Katanga, RDC : Michel Dagbert, PEng, Jean Philippe Paiement, PGeo, Amanda Landriault, PGeo, de SGS Canada Inc.;

Les autres informations scientifiques et techniques de ce rapport sont vérifiées et approuvées par Mohamed Zouhair, Directeur Exploration et Génération projets et Lhou Maacha Directeur Exécutif de Managem.

Les cabinets indépendants qui ont contribué aux rapports techniques et aux informations contenues dans ce rapport n'ont aucune participation dans Managem et ses filiales.

Les données et les processus d'estimations des Ressources Minérales et des Réserves Minérales sont revues par le comité indépendant des Ressources et des Réserves de Managem

La digitalisation au coeur de la stratégie de transformation du Groupe

— Managem considère que la digitalisation de ses processus est un levier majeur de création de valeur et une garantie du bon déploiement de sa stratégie au Maroc et à l'international. Le Groupe investit des moyens importants et lance des programmes ambitieux pour construire un système d'information moderne et performant, aligné sur ses enjeux. Managem a mis en place notamment une plateforme technologique

centrale qui dessert l'ensemble de ses métiers. Parallèlement, Managem s'intéresse à l'exploitation efficace et efficiente des données générées tout au long de sa chaîne de valeur avec pour ambition de saisir les opportunités qu'offrent aujourd'hui les nouvelles technologies de l'information avec notamment les Data plateformes, le Big data, l'Intelligence artificielle, la BI...

Digitalisation du Management des énergies

— La digitalisation du Management des énergies est un enjeu majeur pour les industriels. Soucieux de son empreinte écologique et de son efficacité énergétique, CTTG a mis en place une plateforme qui permet une collecte automatique et en temps réel des données énergétiques, en corrélation avec les données remontées instantanément depuis les automates.

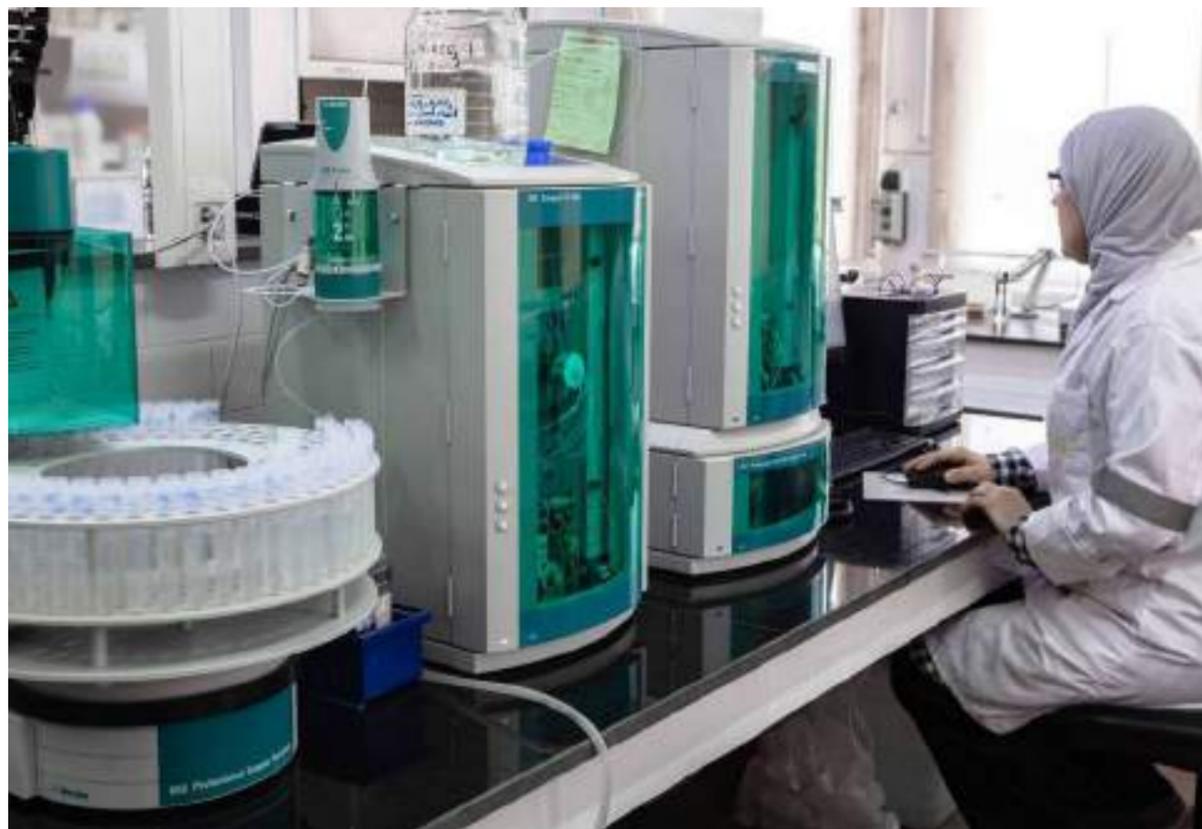
Les équipes de la mine de Guemasse peuvent ainsi visualiser de manière synthétique les informations les plus importantes liées à la gestion de l'énergie, analyser les données à l'aide de tableaux de bord personnalisables, détecter les éventuelles dérives en temps réel grâce aux alertes, et suivre les dérives en fonction des facteurs influents, avec les baselines mises à jour automatiquement.



Digitalisation du processus Drill & Blast

— Dès sa première année d'activité, la Société minière de Mandiana a lancé une dynamique ambitieuse de digitalisation des processus de la mine de Tri-K et a pu finaliser son initiative de digitalisation du processus Drill & Blast qui vise l'optimisation de la dilution, la maîtrise de la fragmentation, l'amélioration de la sélectivité du minerai et les mesures des vibrations et bruits. L'objectif étant la réduction des pertes générées par l'effet de la dilution ainsi que la maîtrise des coûts liés au métrage foré, la consommation en explosifs et la fragmentation.





Lancement du système de titration 100% automatisé pour les analyses volumétriques chez REMINEX

— Soucieux d'optimiser sa productivité et garantir la qualité de ses produits, tout en contribuant à la transition énergétique, le centre de recherche REMINEX a récemment mis en place un titrateur 100% automatisé pour ses analyses volumétriques.

Cette nouvelle technologie permet d'effectuer plusieurs analyses simultanément sur une capacité de gérance de 20 échantillons, offrant ainsi une solution robotisée plus efficace que les titrations manuelles. Le gain de temps s'élève à environ 60% pour chaque analyse. De plus, toutes les applications de titrage sont désormais regroupées

sur une seule plateforme, ce qui permet une traçabilité instantanée des résultats. Cette initiative permet également d'améliorer les conditions de travail grâce à l'utilisation optimale des réactifs chimiques.

Ce projet d'envergure vient dans la suite du projet de transformation digitale des analyses chimiques et dans le cadre de l'élargissement des capacités du centre de recherche pour répondre aux besoins analytiques des projets de développement des produits de la transition énergétique.

Les levés topographiques par drone à Manub

— L'initiative de déploiement du levé 3D par drone chez Manub, a pris forme et son exploitation a débuté en avril 2022, concrétisant ainsi les objectifs fixés pour ce projet. L'utilisation des drones dans les exploitations à ciel ouvert présente généralement des avantages tels qu'un meilleur rendement, une meilleure résolution (maille de 3 cm), une livraison géométrique en temps voulu et une maîtrise des écarts, ce qui permet d'améliorer les performances de l'exploitation et de se préparer aux grandes exploitations futures.

En ce qui concerne Manub, l'utilisation de drones présente des avantages supplémentaires, notamment des coûts d'exploitation réduits par rapport aux méthodes de relevé traditionnelles, une fourniture rapide de données précises et complètes sur les sites, une meilleure gestion et planification grâce aux relevés volumétriques, une meilleure prise de décision lors des opérations de forage ou de dynamitage, et une analyse post-action. De plus, les drones permettent une évaluation rapide des dangers pour la santé et la sécurité et réduisent les déplacements sur le site.



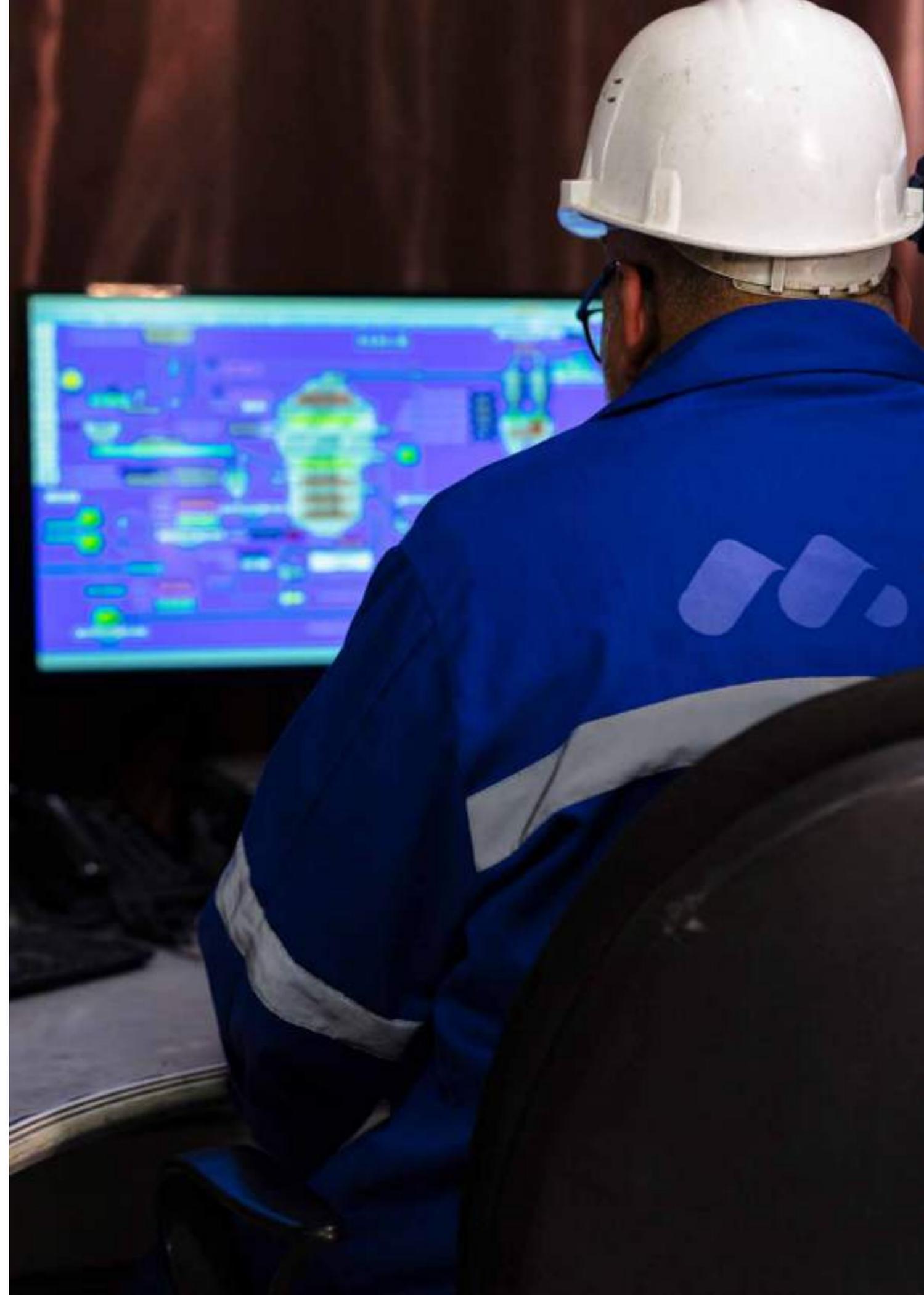
Poursuite de la démarche d'excellence opérationnelle

— En 2022, le Groupe Managem a poursuivi sa démarche d'excellence opérationnelle lancée en 2019 visant l'amélioration de ses processus.

Cette démarche qui prend la forme d'un projet collaboratif mobilisant l'ensemble des collaborateurs à travers ses différents sites de production et ses filiales, est organisée en deux programmes, Managem Excellence et OPTIMUM.

À travers cette approche participative, Managem renforce chaque année la culture de l'innovation et de la prise d'initiative et assure l'adhésion de ses collaborateurs à sa stratégie de développement.

Enfin, les initiatives mises en place dans le cadre de Managem Excellence et OPTIMUM se sont traduites par une amélioration considérable de la performance et de la profitabilité du Groupe avec un gain cumulé d'environ 350MDh.



03

Rapport ESG



Méthodologie et périmètre du reporting

— À travers ce rapport, le Groupe Managem vise à partager sa performance extra-financière avec ses parties prenantes. Cette performance est évaluée à l'aide d'un ensemble d'indicateurs formalisés, qui permettent de rendre compte de l'engagement en matière de responsabilité sociale, environnementale et de gouvernance envers les différentes parties prenantes.



Périmètre de reporting

— Les données extra-financières concernent les indicateurs sociaux, sociétaux, environnementaux et de gouvernance et couvrent l'ensemble des activités du Groupe au Maroc et à l'international, sauf lorsque des exceptions sont explicitement mentionnées.

Période de reporting

— L'ensemble des indicateurs contenus dans le présent rapport couvrent les entités du Groupe pour la période allant du 1^{er} janvier au 31 décembre de chaque année. Les années de référence sont communiquées selon la disponibilité et la complétude des données. Ainsi, l'évolution des indicateurs est mentionnée lorsque les données sont à un périmètre constant en termes géographique et de modalités de calcul des indicateurs.

Référentiel du reporting

— Les indicateurs suivis au sein du Groupe sont en conformité avec les standards du Global Reporting Initiative (GRI), de responsabilité sociétale avec les orientations de la norme ISO 26000 et de la circulaire de l'AMMC n°03/19 du 20 février 2019 relative aux opérations et informations financières, en termes de pertinence pour le secteur d'activité et de la spécificité de ses opérations.

Les Objectifs de Développement Durables (ODD), sont également considérés pour communiquer sur sa contribution à cet égard. Fixés par l'ONU selon un agenda adopté en septembre 2015, les dix-sept ODD visent à « éliminer la pauvreté, protéger la planète et améliorer le quotidien de tous les citoyens, partout dans le monde ».

Modalités de reporting

- Les données recueillies suivent un processus formalisé de collecte, de contrôle et de validation des données.
- › Les données sociales relatives à l'effectif et à la formation sont centralisées et extraites des systèmes d'informations dédiés.
- › Les informations relatives à l'accidentologie du travail et les relations sociales reposent sur la remontée des sites du Groupe selon des canevas harmonisés.
- › Les données environnementales et sociétales, hors financières, sont remontées selon des formules de calcul harmonisées et contrôlées au niveau de chaque site avant d'être consolidées au niveau du Groupe.

- › Les données de gouvernance relatives notamment au fonctionnement du Conseil et la tenue des Assemblées Générales sont communiquées par la Direction Juridique du Groupe.
- › Le recueil de chaque indicateur est réalisé par une personne désignée qui est également responsable de son contrôle sur son périmètre de reporting.
- › Une fois les données remontées, la Direction RSE procède, en vue de limiter le risque d'erreur, à un autre niveau de contrôle à travers la vérification du respect des formules de calcul, de la cohérence des données, ainsi que du respect des périmètres géographiques et temporels de reporting.

Une stratégie RSE à la hauteur des enjeux et défis groupe

— Le Groupe a élaboré une stratégie de Responsabilité Sociétale d'Entreprise (RSE), évolutive et adaptable en fonction des changements du contexte économique et social, et qui répond aux besoins et attentes des parties prenantes.

Elle repose sur des thèmes interdépendants, reflète ses valeurs et principes qui sont en cohérence avec l'orientation de son actionnaire de référence AL MADA, fonds panafricain, dont la raison d'être est le « positive impact ».

Le déploiement de cette stratégie, s'appuie sur une organisation diversifiée et engagée, qui opère dans un environnement de travail sain et sécurisé pour l'ensemble des collaboratrices et collaborateurs, et sur des instances de gouvernance favorisant le travail collaboratif, entre différents intervenants, en s'alignant sur les aspects de la durabilité, à la fois environnementale et sociale.

Composante clé de la stratégie RSE, la stratégie environnementale, vise la pérennité des activités, en mettant en place des pratiques durables pour maîtriser les risques et saisir les opportunités d'amélioration des processus.

Le Groupe a pu construire des relations de confiance solides avec ses partenaires, à travers son engagement dans le développement socio-économique des communautés riveraines autour de ses sites. Cette relation privilégiée a permis à Managem d'assurer un ancrage territorial durable pendant plus de 90 ans au Maroc et depuis plus de 20 ans dans d'autres pays à travers le continent.

Les engagements de Managem sont également en ligne avec la norme de responsabilité sociétale ISO26000, les principes du Pacte Mondial (ONU) et répondent aux standards de l'ICMM (International Council on Mining & Metals).



Engagements phares 2022



Adhésion à l'ABLCS

— Le Groupe Managem s'est engagé avec plus de 50 entreprises africaines, à la "Déclaration climatique des chefs d'entreprise africains", qui ambitionne de porter la vision africaine face au défi du changement climatique.



— Le Groupe Managem a adhéré au Fair Cobalt Alliance en 2022, dans le cadre de la coopération entre les différents acteurs de l'industrie extractive, afin de relever les défis du secteur et contribuer à apporter des réponses concrètes partout dans le monde.



LONDON METAL EXCHANGE

— Le LME a annoncé ses exigences en matière d'approvisionnement responsable, auxquelles le Groupe Managem a adhéré formellement.



— Managem est membre du Cobalt Institute dont les missions de promotion de l'utilisation responsable du cobalt dans toutes ses formes, sont en ligne avec les principes de Managem.



Initiative Morocco4diversity

— Le Groupe a participé à l'événement de clôture de la campagne axée sur le thème "S'engager pour renforcer l'emploi des femmes dans le secteur privé". Cette célébration a permis de mettre en avant les réalisations accomplies et de se projeter vers l'avenir en planifiant les prochaines étapes visant à renforcer l'emploi des femmes au Maroc.



Un pilotage de la stratégie RSE à travers une gouvernance dédiée

— Pour accompagner le déploiement des actions qui découlent des axes stratégiques d’engagement, Managem a mis sur pied plusieurs comités internes à fréquence variable. Constitués d’un panel d’experts, ces différents comités sont les garants de la mise en œuvre de la feuille de route définie par le Groupe. Chaque comité rend compte de manière régulière de l’état d’avancement des actions qui lui sont dévolues.



Comités

Principales missions

Comités	Principales missions
Comités mensuels	
Comité Safety	<ul style="list-style-type: none"> - Définir le plan stratégique de la Santé et Sécurité au Travail (SST) - Piloter l’analyse des risques Opérationnels Safety et définir/suivre les Plans de mitigation - Définir l’organisation, la gouvernance et les budgets de la SST - Coordonner les actions et le suivi des Comités SST au niveau des entités de Managem
Comité People & Organisation	<ul style="list-style-type: none"> - Approuver le Plan Stratégique, le budget et le forecast des effectifs et de la masse salariale - Revoir et approuver le plan annuel de la formation et des nominations - Évaluer et valider les augmentations annuelles de mérite et les bonus
Comité Gestion de Projets	<ul style="list-style-type: none"> - Pour le portefeuille projets : Aligner le programme de développement sur la stratégie du Groupe, optimiser l’affectation des ressources humaines et financières - Pour chaque projet : Valider la stratégie de développement et d’exécution, l’organisation et le programme du projet, piloter l’avancement global et valider le Go ou No Go pour les étapes successives du projet
Comité de Gestion	<ul style="list-style-type: none"> - Suivi des KPI et des travaux de développement impactant le budget - Atterrissage trimestriel et semestriel - Revue des performances par activité et des recommandations des COGES
Comités trimestriels	
Comité Exploration	<ul style="list-style-type: none"> - Orienter la stratégie d’exploration et de prospection et statuer sur les stades d’avancement des projets - Valider les budgets, les objectifs stratégiques, les plans d’action et les choix technologiques. - Suivi des réalisations et des résultats d’exploration, de la prospection, et du patrimoine minier
Comité Pilotage Environnement	<ul style="list-style-type: none"> - Définir le plan stratégique environnemental - Définir et analyser les KPIs et Balance Scorecard environnementale - Analyser la cartographie des risques environnementaux et piloter les études d’impact
Comité Réputation, Risques et RSE	<ul style="list-style-type: none"> - Définir le plan stratégique pour l’amélioration de la réputation de Managem - Piloter l’analyse des risques business et définir/suivre les plans de mitigation
Comité Pilotage Innovation	<ul style="list-style-type: none"> - Mise en place d’un système de gouvernance facilitant la prise de décision - Veiller à ce que les efforts d’innovation soient dotés de financement et soutenus par les compétences et les ressources nécessaires à la mise en oeuvre des projets d’innovation - Adopter des indicateurs et des incitatifs qui concordent avec la stratégie d’innovation pour récompenser les réalisations des collaborateurs
Comité semestriel	
Comité Ressources et Réserves	<ul style="list-style-type: none"> - Évalue périodiquement le processus de calcul des ressources et réserves et valide leurs estimations - S’assure de la maîtrise des dispositions réglementaires de la norme NI43101 et des bonnes pratiques - Mandate les auditeurs internes chargés d’examiner, et les auditeurs externes chargés de certifier le processus d’estimation des ressources et réserves

Dialogues avec les parties prenantes

— Les relations entre le Groupe et ses parties prenantes sont d'une importance capitale pour la réussite de ses activités. Afin de consolider ces relations, l'entreprise s'assure d'entretenir un dialogue constant et efficace avec chaque partie prenante, en utilisant divers canaux de communication. Ce dialogue est essentiel pour assurer une compréhension mutuelle des intérêts, des attentes et des ambitions de chacun, et pour les concrétiser en vue d'une gestion efficace.



Capital humain

— Le Groupe privilégie l'écoute et des échanges réguliers avec les collaborateurs et les instances représentatives du personnel. Les sujets tels que la santé et la sécurité, ainsi que la stratégie globale sont abordés dans les instances règlementaires dédiées. Les comités spécifiques ont pour rôle de réunir collaborateurs et partenaires sociaux afin de mettre en œuvre des actions sociales ou répondre à des préoccupations ponctuelles.

Communautés & autorités locales

— Le dialogue se tisse principalement sur les sites où le Groupe exerce ses activités. Ces échanges sont axés sur une meilleure écoute et une plus grande proximité, en respectant l'approche de responsabilité sociétale du Groupe. À cet égard, le correspondant RSE joue un rôle clé en écoutant les préoccupations des riverains, tout en soutenant les directeurs des sites.



Associations et société civile

— Les questions relatives aux causes d'intérêt général sont traitées au niveau du siège de l'entreprise, ils concernent particulièrement les partenariats institutionnels qui opèrent à l'échelle nationale ou dans plusieurs régions avec une portée territoriale étendue.



Partenaires d'affaires, clients et fournisseurs

— Le dialogue s'exerce sur une base individuelle dans le respect des principes de la saine concurrence et de l'éthique dans la conduite des affaires du Groupe. Cette démarche est complétée par les enquêtes de satisfaction et des évaluations.

Investisseurs

— Le Groupe Managem répond également aux sollicitations des acteurs de l'investissement responsable, des banques d'investissement, des agences de notation telles que Moody's ESG solutions notamment, ainsi que les médias. La performance extra-financière de Managem fait l'objet d'un chapitre intégré au Rapport Financier Annuel publié chaque année.

Enfin, le site web de Managem est mis à jour régulièrement afin de rendre compte de l'actualité du Groupe. Il répond à la fois aux préoccupations de la communauté financière et à celles des autres parties prenantes avec une section dédiée aux sujets liés à la RSE.



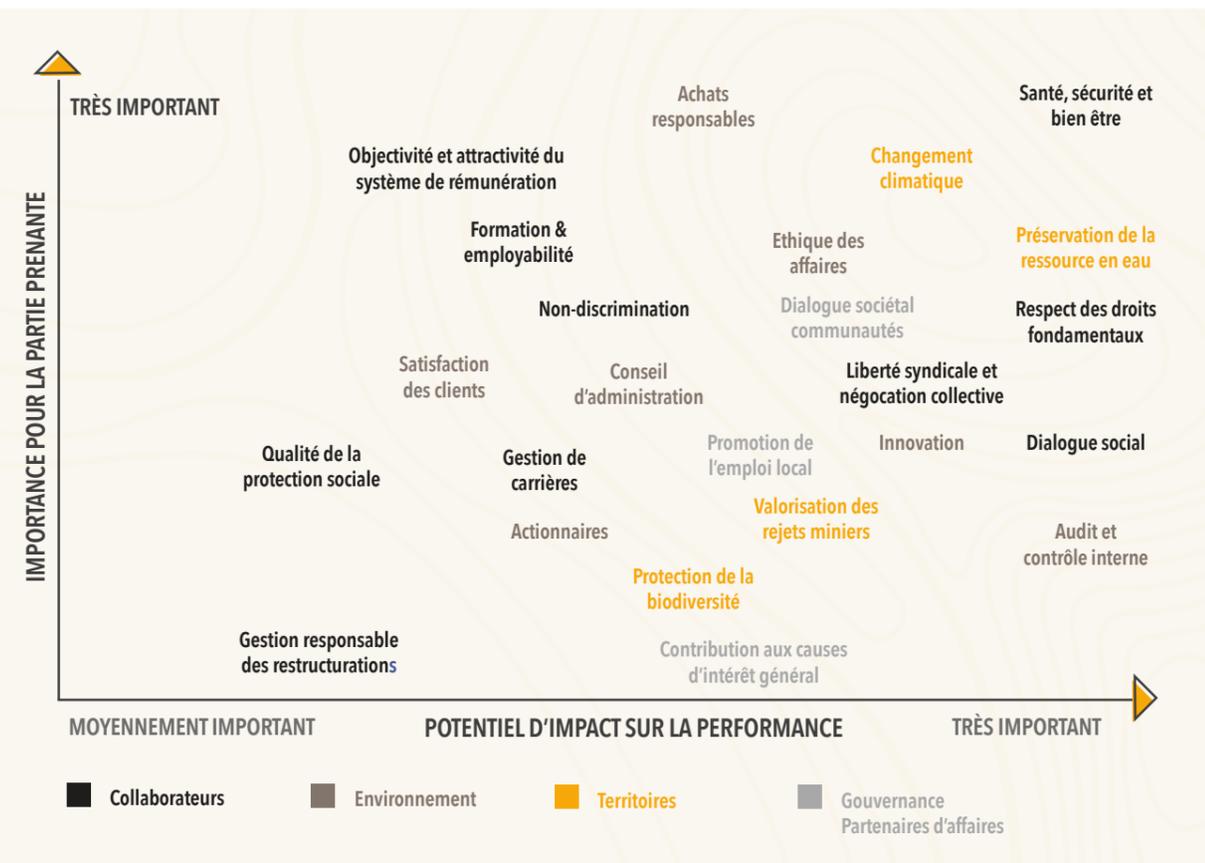
Matérialité

— La matrice de matérialité permet la détermination et la hiérarchisation des enjeux RSE les plus matériels pour les parties prenantes et leur impact potentiel sur les activités du Groupe. Cette analyse, est réalisée sous le prisme du contexte lié au secteur d'activité et permet de contribuer à la définition de la stratégie de développement durable du Groupe.

Une analyse de matérialité globale, est effectuée périodiquement, compte tenu de la durée des opérations dans l'industrie minière, ce qui entraîne une faible variabilité des thématiques de développement durable déterminées d'une année à une autre. Une actualisation annuelle, est cependant menée, pour prendre en considération les questions d'actualité relatives au secteur.

Les sujets suivants ont été identifiés lors de la mise à jour de la matrice de matérialité selon le baromètre de perception RSE, soulignant l'attente prioritaire qui porte sur les conditions de travail et le bien-être des collaborateurs, ainsi que l'intérêt des parties prenantes externes, davantage concentrées sur les sujets liés au changement climatique.

La refonte de l'analyse de matérialité, initialement prévue pour 2022, a été reportée à 2023, suite au changement du périmètre de l'analyse, afin de couvrir l'ensemble des activités par pays d'implantation et par minerai. Cet exercice permettra également d'affiner les contributions de Managem aux Objectifs de Développement Durable (ODD).



— La « matrice de matérialité » est une représentation en 2 dimensions des facteurs de responsabilité sociale d'une entreprise prenant en compte d'une part, de leur potentiel d'impact sur les intérêts de l'entreprise, et d'autre part, leur « importance » pour les parties prenantes.

Le potentiel d'impact des facteurs de responsabilité sociale pour l'entreprise découle de l'analyse de deux facteurs :

- › La nature des objectifs de responsabilité sociale, hiérarchisés selon leur degré d'opposabilité (fondamentaux, essentiels, sensibles).
- › La densité des risques et des opportunités potentiellement associés à ces facteurs de

responsabilité : réputation et image de marque, cohésion du capital humain, coopération, innovation, productivité, efficacité de l'organisation, efficacité des processus, sécurité juridique.

L'importance des facteurs de responsabilité sociale pour les parties prenantes est estimée en fonction de leur vulnérabilité par rapport à l'entreprise ou à son secteur d'activité :

- › Plus les parties prenantes sont vulnérables et plus le facteur de responsabilité sociale concerné sera considéré comme important.
- › La vulnérabilité est mesurée selon une échelle à trois niveaux.



Une stratégie environnementale ambitieuse

— La durabilité des activités minières repose sur une gestion environnementale rigoureuse. La mise en place d'un système de gestion environnemental solide, a un impact significatif sur les performances globales, en permettant une meilleure efficacité, une réduction des coûts et des risques opérationnels, ainsi qu'une plus grande compétitivité sur le marché.

Les considérations environnementales sont intégrées de manière proactive dès la phase de conception, dans les décisions d'investissement, notamment à travers la réalisation d'études d'impacts environnementaux et sociaux.

Ces études réalisées en accord avec la réglementation en vigueur des pays d'implantation et des normes du Groupe constituent un outil de cartographie et de compréhension des aspects environnementaux significatifs et de leurs impacts potentiels. Cette cartographie permet de prendre les mesures de prévention, d'atténuation et de compensation à mettre en œuvre, le cas échéant.

Le Groupe Managem, a construit au fil des années une démarche d'amélioration continue, basée sur l'optimisation de l'utilisation des ressources, à savoir les matières premières, l'eau et l'énergie,

avec une attention particulière portée sur la maîtrise de l'impact de l'ensemble de ses activités sur le climat.

La démarche est mise en place à travers l'instauration de systèmes de Management environnementaux maîtrisés au niveau des sites opérationnels. Ces systèmes se caractérisent par une responsabilisation de tous les intervenants, et un suivi régulier des indicateurs liés à la gestion des risques et aux mesures de prévention et d'atténuation des impacts.

Managem bénéficie de l'appui du centre de recherche de REMINEX, notamment pour le déploiement du programme de la surveillance environnementale réalisé de manière périodique dans l'ensemble des sites miniers, ainsi que d'autres programmes innovants liés à l'amélioration de la performance environnementale.

La maîtrise des impacts environnementaux s'opère en veillant à la conformité réglementaire en vigueur, tout en accompagnant en continu le renforcement des compétences de l'organisation dédiée des responsables qualité et environnement, présents au niveau des sites du Groupe au Maroc et à l'international.

Gouvernance

— Le système de gouvernance du volet environnemental, repose sur l'implication des parties prenantes à plusieurs niveaux de gestion, pour accompagner les activités depuis l'exploration, jusqu'à la fermeture et la réhabilitation des sites.

Le comité environnement mis en place, réunit les experts environnementaux du Groupe, qui contribuent chacun dans son domaine d'expertise, à tracer les lignes directrices de la stratégie environnementale de Managem à chacune des étapes de la chaîne de valeur.

Par ailleurs, cette instance, supervise également la performance environnementale des sites de manière périodique, et veille à ce que les pratiques environnementales soient intégrées dans la conduite des activités quotidiennes.

Organisation dédiée

— La gestion environnementale du Groupe repose sur une organisation dédiée au niveau de chaque site. Elle est composée de responsables de la qualité et de l'environnement qui sont appuyés par différents intervenants, pour décliner la démarche environnementale, au niveau des opérations minières industrielles ou de support.

L'organisation mise en place, interagit de manière collaborative avec les différentes entités du site, pour concevoir et mettre en œuvre des mesures pour prévenir et maîtriser l'impact environnemental, tout en assurant la conformité à la réglementation et normes en vigueur, ainsi que le partage des bonnes pratiques, entre les sites.

Chaque entité dispose ainsi d'un programme de Management environnemental avec un plan d'actions couvrant à la fois les axes majeurs d'impacts propres à ses activités ainsi que des sujets transverses émanant du Comité environnement.



Système de Management environnemental

— Le système de Management environnemental, est mis en place au niveau des sites de Managem, afin de piloter la démarche d’amélioration continue des performances environnementales conformément aux différentes exigences applicables. La certification de ce système, selon la norme ISO 14001, constitue une reconnaissance des efforts déployés et de l’engagement du Groupe.

	ISO 14001 v 2015	
	Année de 1 ^{ère} certification	2021- 2022
CTT Guemassa	Depuis 2003	Maintien
CMG Hajjar	Depuis 2003	Maintien
CMG Draa Lasfar	Depuis 2013	Maintien
CTT Bouazzer	Depuis 2015	Maintien
AGM	Depuis 2015	Maintien
SOMIFER	Depuis 2016	Maintien
CMO	Depuis 2017	Maintien
Reminex Centre de Recherche	Depuis 2003	Maintien
SMI	Depuis 2013	Maintien
TECHSUB	Depuis 2003	Maintien

— Cet engagement est traduit principalement à travers l’importance accordée à la sensibilisation et à la responsabilisation des collaborateurs aux enjeux de protection de l’environnement.

Un plan de formation, permettant d’identifier et de mettre en œuvre les éléments clés d’un système de Management environnemental est mis en place et alimenté par l’ensemble des sites. Il détaille les besoins en formation liés aux différentes thématiques environnementales issues de l’ensemble des analyses des aspects environnementaux, de la réglementation, ainsi que des incidents environnementaux.

Ce plan de formation a pour objectif de :

- › Assurer les formations liées à l’environnement afin de promouvoir la culture environnement ;
- › Améliorer le comportement des collaborateurs pour maîtriser les aspects environnementaux significatifs et éviter les incidents environnementaux;
- › Améliorer le dispositif de formation interne à travers la formation des formateurs internes, et la réalisation de formation par les experts métiers internes.

Suivi & Reporting

— Pour garantir une gestion durable de l’environnement, des indicateurs sont définis, suivis, analysés et vérifiés au niveau du site, et ensuite consolidés et analysés au niveau central, donnant lieu à des bilans consolidés du Groupe et un reporting périodique au top Management.

Ces indicateurs, font l’objet d’un processus rigoureux de vérification et de validation à plusieurs niveaux de l’organisation, afin de garantir la communication de données pertinentes et fiables. Ce processus permet également de repérer rapidement les éventuelles anomalies et

de mettre en place des interventions appropriées pour y remédier.

Le Groupe recueille à travers sa Balance Score Card environnementale, les indicateurs de la performance, les incidents, ainsi que les programmes déployés, qui reflètent le mieux la réalité du terrain. Ceci permet d’évaluer le plus précisément la performance environnementale, et de transmettre périodiquement au comité de Direction et autres instances de gouvernance les indicateurs nécessaires au pilotage et aux prises de décisions.





Recherche & Développement

— La Recherche & Développement occupe une place prépondérante pour Managem qui cherche à se démarquer sur le marché par la qualité de ses produits, l'optimisation de ses ressources et la protection de l'environnement.

Le centre de Recherche REMINEX de Managem, spécialisé dans les sciences et technologies minières depuis plus de 30 ans, détient une expertise portant sur les infrastructures, les technologies et les ressources de pointe. Certifié ISO 9001, ISO 14001 et ISO 45001, il accompagne les activités du Groupe sur toute la chaîne de valeur : l'extraction, l'hydrométallurgie, le traitement de minerais, l'environnement, l'analyse et la caractérisation minéralogique.

Le centre de recherche REMINEX, certifié ISO 17025 depuis 1997, développe des solutions innovantes et étudie des phénomènes

scientifiques associés à plusieurs enjeux, notamment :

- › La mise au point de procédés et de nouvelles technologies dans le traitement des minerais, l'hydrométallurgie et la création de nouveaux produits ;
- › Les analyses chimiques et minéralogiques pour l'exploration et les opérations d'extraction;
- › Les techniques minéralurgiques se basant sur la séparation physique entre les minéraux (flottation, gravimétrie, séparation magnétique, séparation, densimétrie) ;
- › Les techniques et procédés hydrométallurgiques, depuis la mise en solution à la purification et à la récupération ;
- › L'appui aux industriels pour leurs démarches de progrès continu.

REMINEX lance le monitoring digital des digues de Managem pour la prévention des risques d'instabilité

— Managem a élaboré des directives strictes qui régissent la gestion des digues, afin d'assurer un niveau d'attention élevé depuis la phase de conception jusqu'à la fermeture. L'objectif est de s'assurer que toutes les infrastructures qu'elles soient opérationnelles ou fermées, respectent ou dépassent les exigences réglementaires ainsi que les normes et pratiques en vigueur.

REMINEX a lancé en 2022 le monitoring digital des digues, à travers l'analyse des mouvements des sols par satellite, afin de prévenir les risques d'instabilité. Ceci permet de :

- › Fiabiliser et systématiser l'information sur l'état de stabilité des ouvrages

- › Minimiser les arrêts non planifiés de la production et des usines
- › Améliorer en continu la qualité, le design et la durée de vie des digues
- › Prévenir les risques de rupture des digues
- › Mettre en place une gestion prédictive accompagnée d'une planification optimale des actions de correction
- › Répondre aux exigences réglementaires et s'aligner sur les nouveaux standards de gestion des digues GSTIM 2020 exigés par les parties prenantes des projets (Banques, administrations, Assurances,..)



La préservation de la ressource en eau

— Les ressources en eau constituent le nerf central des activités de l'industrie minière. Cette Ressource est vitale non seulement pour l'activité, mais également pour populations riveraines aux activités minières. Une gestion consciencieuse de cette denrée, est prioritaire dans les plans de croissance du Groupe.

À cet effet, des politiques appropriées au contexte spécifique de chaque site, sont mise en place. Elles sont traduites en objectifs annuels et font l'objet d'un suivi régulier des indicateurs de consommation d'eau.

Cette démarche, est rythmée par des audits internes périodiques, menés par la Direction Audit et Contrôle Interne, Risques et Assurance. Ils donnent lieu à des plans d'action, permettant notamment de vérifier la maîtrise du processus de gestion intégrée des ressources en eau. De plus, la gestion du risque lié à la ressource en eau est suivie de près par les plus hautes instances de gouvernance du Groupe, de manière semestrielle.

La formation et la sensibilisation des collaborateurs, est un gage de réussite du déploiement des politiques et programmes de la gestion de l'eau. Les responsables Qualité et Environnement des sites sont formés pour s'assurer du respect des règles générales, notamment, le respect des dimensionnements prévus pour les prélèvements et consommations d'eau, et de leur correspondance aux quantités de matériaux extraits et traités, avec une optimisation de la substitution des eaux fraîches par des eaux recyclées.

Le suivi de la performance rapproché, permet quant à lui, d'identifier la distribution de l'utilisation de l'eau, l'identification précoce des anomalies et la mise en place d'actions correctives, ainsi que la mesure de l'efficacité des politiques et programmes définis en matière de gestion de l'eau.

Pour cela, un accompagnement technique est réalisé par les unités de production qui disposent d'outils de suivi qui permettent de mesurer régulièrement les débits d'eau prélevés.



Indicateur	2020	2021	2022**
Consommation Eau (m ³)	8 972 759	9 957 320	11.671.398
Ratio de consommation d'eau par tonnage traité (m ³ /TT)	1,4	1,26	1,20
Taux de recyclage	62%	65%	60 %

**La comptabilisation des données SMM pour une année d'activité, contrairement à l'année 2021 où les données étaient comptabilisées depuis, le lancement des activités en juin.



L'action climatique

— L'industrie minière fait face à un double enjeu. D'abord, celui du défi mondial de la transition énergétique à travers l'approvisionnement en minerais essentiels au développement d'énergies renouvelables, mais également celui de réduire sa propre empreinte carbone.

Le Groupe Managem, conscient de ces enjeux, déploie une stratégie de lutte contre le changement climatique, en cohérence avec les orientations nationales et les efforts internationaux en la matière, tout en assurant une croissance durable de ses activités.

À ce jour, la stratégie de croissance de Managem basée sur différents aspects liés à la durabilité, a permis d'orienter et de développer son portefeuille vers les métaux et minéraux, au centre de la transition énergétique et des technologies de stockage, avec 80% des produits destinés aux technologies bas carbone.

Dans le cadre de sa stratégie de lutte contre le changement climatique, le Groupe a mis en œuvre des mesures visant à optimiser la consommation d'énergie en effectuant des audits énergétiques. En outre, il veille à sensibiliser et former les collaborateurs à l'utilisation appropriée des équipements et aux bonnes pratiques pour optimiser la consommation d'énergie.

Par ailleurs, grâce au partenariat signé avec NAREVA, depuis 2014, leader de la fourniture d'électricité d'origine éolienne au Maroc, le Groupe a réussi à introduire l'énergie renouvelable dans plus de 60% de ses sites au Maroc, avec une part dans le mix énergétique pouvant atteindre les 100% au niveau de certains sites.

Un bilan carbone couvrant toutes ses activités au Maroc dans un premier temps, a été lancé en 2022. Il a pour objectif de :

- › Définir, l'empreinte carbone du portefeuille produit

- › Calculer les émissions de gaz à effet de serre (GES) générées par ses activités (Energie, transport, infrastructure...)
- › Hiérarchiser le poids des émissions en fonction des postes d'émissions;
- › Réaliser une analyse comparative entre les coefficients d'émissions des activités Managem et ceux des autres groupes miniers
- › Définir un plan d'action de réduction des émissions et une stratégie de compensation

Une série de formations ont été dispensées, sur la thématique du Bilan Carbone, aux collaborateurs du Groupe, pour une sensibilisation sur les enjeux, afin d'assurer une continuité des efforts, et fédérer les collaborateurs autour de la lutte contre le changement climatique.

Il est à souligner que Managem, dans son ancrage territorial, est signataire du Pacte Qualit'air, stratégie climat nationale volontariste pour réduire les émissions de gaz à effet de serre (GES). Initié par la Fondation Mohammed VI pour l'Environnement et la CGEM, ce pacte vise à créer une synergie entre les signataires, faire converger les efforts individuels, et créer un cadre de partage des bonnes pratiques.



En 2022, à travers son Président Directeur Général, le Groupe Managem s'est engagé avec plus de 50 entreprises africaines, à la "Déclaration climatique des chefs d'entreprise africains" (ABLCS). Le Groupe marque ainsi son engagement à contribuer concrètement à la construction de la résilience climatique du continent et à sa croissance durable.

Cette déclaration, annoncée lors de la COP27, est le fruit de la Coalition des chefs d'entreprise en Afrique (ABLC), initiative conduite par des Présidents Directeurs Généraux africains, et qui émane de la stratégie 2021-2023 du Pacte Mondial des Nations Unies pour l'Afrique.

L'adhésion à la déclaration climatique implique également, l'engagement des chefs d'entreprises pour :

- › Participer au Pacte mondial des Nations Unies et respecter ses dix principes dans les pratiques commerciales avec les fournisseurs et les clients.
- › Développer des plans de résilience d'entreprise solides pour améliorer la capacité d'adaptation

et renforcer la résilience systémique en intégrant explicitement les risques climatiques dans les activités et les investissements, et en collaborant avec les fournisseurs pour adopter la même approche.

› Maintenir les principes directeurs d'une transition juste au cœur de toutes les actions et du plaidoyer pour le climat, en commençant par élaborer des plans de transition au niveau de l'entreprise, tout en veillant à ce que personne ne soit exclu.

› Fixer des objectifs pour augmenter considérablement la part des énergies renouvelables dans la consommation d'énergie, ce qui contribuera à l'ambition continentale de 27 % de la production d'énergie renouvelable d'ici 2030.

› Porter la voix du secteur privé africain et montrer la perspective africaine sur les scènes mondiales comme la COP27 afin de plaider en faveur de la prospérité durable du peuple, des entreprises et du continent.

Suivi de la consommation d'énergie électrique

Indicateurs	2020	2021*	2022**
Consommation globale d'électricité (MWH)	379 377	398 857	399 524
Ratio de consommation d'électricité de source propre	57%	54%	49%
Ratio de consommation d'électricité par tonnage traité (KWH/TT)	53	46	41

* Changement de périmètre : les indicateurs de 2021 comprennent les données relatives aux opérations de la SMM, depuis le lancement de ses activités en juin 2021.

** La comptabilisation des données SMM pour une année d'activité, contrairement à l'année 2021 où les données étaient comptabilisées depuis, le lancement des activités en juin



La protection de la biodiversité

— L'aspect de la biodiversité, est intégré dès les premières phases de conception des projets du Groupe, tant au niveau national qu'international, notamment lors de la réalisation des études d'impact environnementales.

Ces études, sont mises à jour en fonction du développement des activités, afin de dresser l'état des lieux, de déterminer les impacts potentiels et ainsi mettre en place les plans de mitigation pour minimiser ces impacts le cas échéant.

Des plans de réhabilitation sont également élaborés dans le cadre des études d'impact environnemental, donnant lieu à des lignes directrices de restauration. Ces plans sont appuyés par des études techniques dédiées, permettant de concrétiser les plans de

réhabilitation des sites miniers en fin de vie, et peuvent également assister les sites pour déployer des actions de réhabilitation en parallèle à l'exploitation dans la mesure du possible.

Des plans de formation, de sensibilisation et simulation des situations de risques, sont également déployés, à des fréquences adaptés à chaque risque. Ils sont réalisés au profit des collaborateurs dans le cadre du dispositif mis en place par le Groupe, pour réduire les risques d'accidents environnementaux, principalement les risques d'incendies et les déversements de produits dangereux.

Le Groupe Managem n'a pas fait l'objet de litige ou de poursuite judiciaire à caractère environnemental au cours de l'année passée.

La gestion des déchets miniers

— Inscrit dans une démarche environnementale holistique, le Groupe a adopté une approche d'économie circulaire, basée sur des trois piliers interconnectés.

Pour la gestion des déchets, le Groupe veille à la préservation des ressources en amont, en veillant à optimiser la consommation de la matière première naturelle, de l'énergie, notamment fossile, des ressources en eau, et donc une préservation des écosystèmes naturels.

Le recyclage dans cette démarche, représente un prolongement de la logique de préservation des ressources. Ainsi, le recyclage des déchets miniers générés, permet de réduire la consommation de la matière première naturelle, et conduit ainsi à une meilleure efficacité énergétique, et une

réduction des émissions des gaz à effets de serre.

L'innovation est la clé de voûte qui alimente les deux axes précédents, pour des projets existants ainsi que pour les projets en développement à travers, par exemple :

- › Le développement de procédés permettant d'améliorer le rendement de la matière première,
- › L'amélioration du potentiel de recyclage des déchets miniers,
- › L'intégration des aspects climatiques de la phase de conception de nouveaux projets, etc.

Depuis 2019, tous les sites du Groupe sont inscrits dans un projet de valorisation des rejets miniers.



Journée mondiale de l'environnement

Le 5 juin 2022, l'ensemble des filiales et sites du Groupe Managem au Maroc et à l'international ont célébré la journée mondiale de l'environnement. Les célébrations, étalées sur une semaine, ont été marquées par la participation active de l'ensemble des collaborateurs.

Sous la thématique « une seule Terre », et en cohérence avec la politique environnementale du Groupe, cette semaine de célébration était très riche en terme de :

- › sensibilisations sur les différentes thématiques environnementales (eaux, déchets, énergie...)
- › ateliers de travail marqués par de nouvelles idées innovantes émanant des participants permettant la maîtrise des aspects environnementaux significatifs.

La culture Santé & Sécurité une priorité pour Managem

— L'objectif « Zéro accident », représente la priorité ultime de la culture de santé et sécurité que le Groupe Managem déploie au niveau de ses sites au Maroc et à l'international.

Le Groupe continue à oeuvrer pour instaurer une culture partagée par tous les collaborateurs, en tant que responsabilité individuelle et collective, intolérante face au non-respect des règles de sécurité.

La culture de santé et sécurité au travail déployée par MANAGEM, basée sur une approche normalisée, repose principalement sur l'anticipation et la prévention des risques, elle permet de minimiser la survenue des risques à la source, à travers notamment la maîtrise des risques professionnels liés aux postes de travail, et aux installations. Les autres piliers essentiels pour réussir la diffusion de cette démarche sont les suivants :



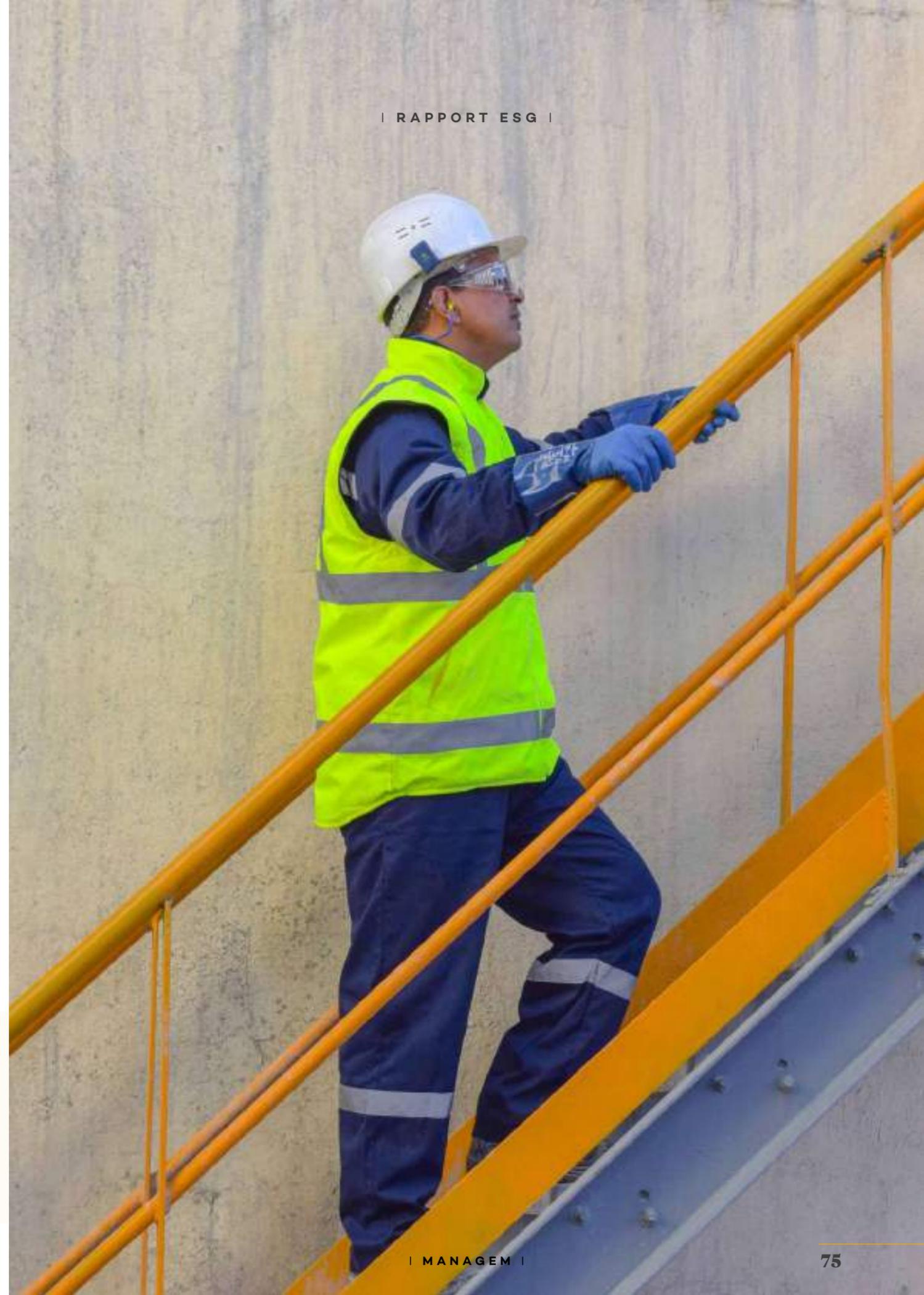
Culture Santé & Sécurité de Managem

- › Conformité : Respect de la législation et de la réglementation en vigueur
- › Changement comportemental : Dialogue, observation écoute, formation et sensibilisation
- › Engagement visible : Tous les acteurs (Titulaires et sous-traitants)
- › Amélioration continue : Mesure de la performance, bonnes pratiques, et programme d'amélioration

En 2022, les accidents de travail, ont enregistré une régression de 36 % par rapport à 2021. Cette baisse témoigne de l'ancrage de la culture SST au niveau des opérations.



Année	2020	2021	2022
Nombre d'accidents	60	56	41



Actions phares en santé et sécurité au travail en 2022

— Des mesures concrètes ont été mises en place afin de garantir l'efficacité de l'approche SST, et d'assurer une continuité du développement du système de Management. Dans cette optique, un plan d'action est défini chaque année pour la maîtrise des risques professionnels et la prévention des risques liés à la santé des collaborateurs.

Les actions phares réalisées durant l'année 2022 sont les suivantes :



Prévention des risques spécifiques

- › Création d'un centre de prévention Managem doté des équipements de mesure d'exposition aux risques Physiques & Chimiques.
- › Réalisation d'une campagne de surveillance et de mesurage d'exposition aux risques physiques et agents chimiques dangereux

Digitalisation & Technologie SST

- › Utilisation de la technologie Scan 3D pour étudier la stabilité des terrains (Carrière, Fond, Digue...)
- › Digitalisation de la remontée journalière des données des engins via un serveur (frein parking, frein service, moteur...) pour planifier les interventions et aussi pour corriger les mauvais comportements des conducteurs.
- › Finalisation à 100 % du projet de déploiement d'une plateforme digitale dédiée à la gestion et à l'analyse des indicateurs sécurité proactifs & réactifs.

Médecine du travail et préservation de la santé des collaborateurs

- › Finalisation du programme des surveillances médicales systématiques et renforcées des collaborateurs

Formation développement des compétences SST

- › Finalisation du plan de formation annuel incluant plusieurs sessions de formation pour toutes les catégories de l'organisation sur plusieurs thèmes relatifs à la SST, telle



que le Management de la santé au travail, Leadership Safety, Surveillance et mesurage métrologiques, Risques chimiques... , ainsi que d'autres formations d'habilitation des collaborateurs concernés par les opérations à risques.

- › Organisation annuelle d'une journée sécurité au niveau de l'ensemble des filiales Managem. Cet événement est une opportunité pour rappeler et sensibiliser les salariés sur l'importance de la sécurité au sein du Groupe, mettre l'accent sur les différents problèmes de sécurité qu'ils peuvent rencontrer au quotidien, et renforcer l'implication et la participation de l'ensemble des collaborateurs et sous traitants dans des actions de prévention.

Maitrise opérationnelle & système de Management SST

- › Mise en place d'un nouveau référentiel SST dédié à l'évaluation des risques chimiques
- › Mise à jour des référentiels SST du Groupe
- › Renforcement du contrôle du respect des procédures opérationnelles

Audit de la culture SST 2022

— Afin de garantir l'efficacité de son approche SST, un programme d'audit systématique est lancé annuellement au niveau de tous les sites Managem au Maroc et à l'international, en partenariat avec un cabinet de consulting expert en gestion de la sécurité.

Cet audit est basé principalement sur une évaluation selon les pôles d'excellence de la culture sécurité, dont l'objectif est d'évaluer le

niveau de maturité de chaque site, ainsi que la performance et la conformité du système de Management SST.

Des plans d'actions sont ensuite élaborés, visant l'amélioration du niveau de maturité de la culture SST. L'année 2022 était caractérisée par une progression significative au niveau de l'ensemble des critères d'évaluation de la culture SST.

Formations SST

	2020	2021	2022
Pourcentage de l'effectif formé	60%	56%	70%
Pourcentage du budget formation par rapport à la masse salariale	0,35%	1%	1%

Le Capital humain au coeur de la stratégie de transformation

— Le Capital Humain du Groupe Managem est au cœur de sa dynamique de transformation.

Le Groupe a développé une stratégie Capital Humain à horizon 2025 pour garantir la réalisation de ses objectifs opérationnels et stratégiques. Elle englobe différents niveaux d'intervention à savoir, l'attrait des talents et leur fidélisation, le développement de leurs compétences, ainsi que l'accompagnement en matière d'évolution de carrière, de transfert de savoir et de préparation de la relève.



— Le Groupe Managem veille depuis plusieurs années au développement de ses collaborateurs en respectant les standards de haute performance, en utilisant des outils modernes de Management de la performance et du PMO, rétribué par des systèmes d'incentive et des programmes de reconnaissances à tous les niveaux de collaborateurs.

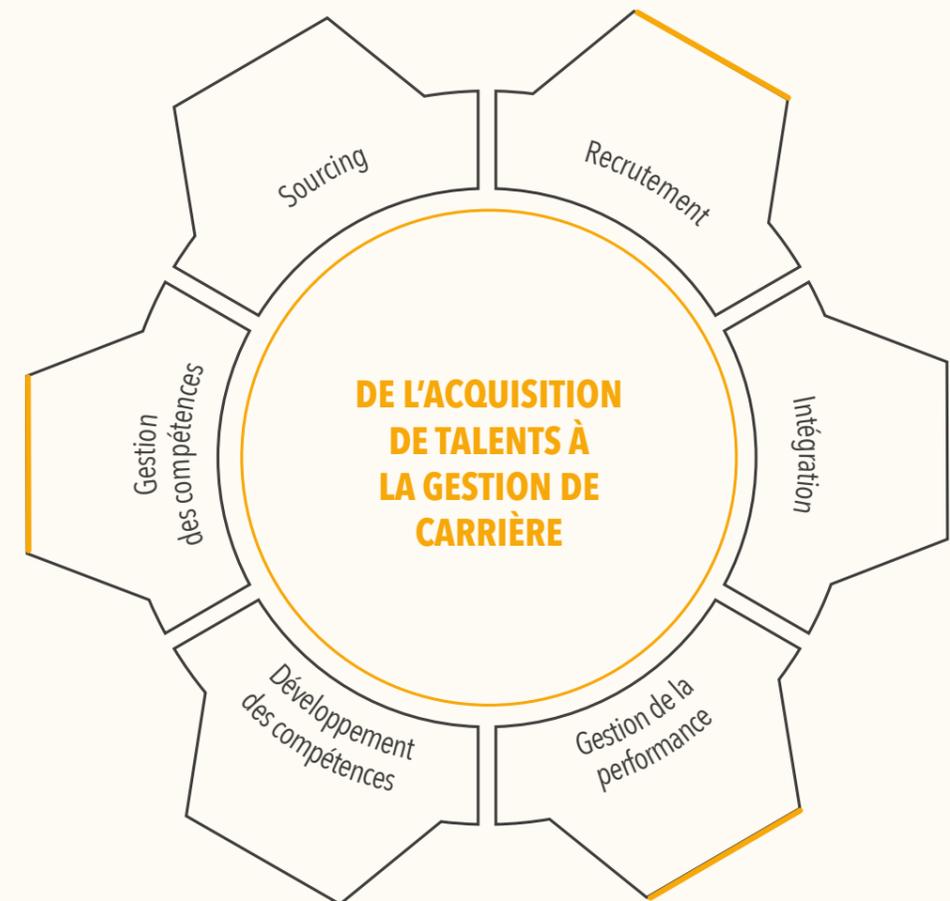
La diversité genre est également encouragée, et ce, à travers le recrutement des Femmes au sein de Managem via des programmes ciblés de recrutement, et le développement de leurs compétences et parcours, ainsi que l'équité en termes de salaire et de plan de carrière.

La création du Club « Managem Women Rise-up » regroupant toutes les Femmes de Managem vient renforcer cette dynamique et accompagner la transformation culturelle du Groupe.

La mission de la politique de Management du capital humain consiste à accompagner l'entreprise dans l'exploration, le développement et la préservation de sa ressource la plus précieuse, à savoir ses collaborateurs.

Ce positionnement stratégique du capital humain vise à faire de Managem un employeur de référence sur les marchés marocain et africain, en attirant des profils talentueux et diversifiés, en développant leurs compétences métiers et transverses et en améliorant continuellement l'expérience des collaborateurs.

La politique de Management du capital humain est construite autour de différentes activités complémentaires qui permettent à ses acteurs d'agir en tant que véritables partenaires du développement de l'entreprise.



Stratégie de recrutement

— Le Groupe Managem s'appuie sur une forte marque employeur attractive nourrie au fil des années, notamment, à travers les relations de partenariats historiques nouées avec les établissements de formation au Maroc et à l'international, ainsi que les communautés étrangères, et concrétisées par différentes actions :

- › Opportunités d'encadrement de stages et de projets de fin d'études ;
- › Opportunités de recrutement, notamment via le programme MGP ;
- › Visites opérationnelles des sites ;
- › Sponsoring des forums de recrutements et des activités des clubs étudiants
- › Conventions de recherche avec des universités marocaines et étrangères
- › Organisation de séminaires et forums techniques et scientifiques
- › Organisation de trip trainings au profit des étudiants des écoles marocaines et étrangères
- › Coopération avec les universités et instituts de recherche des pays d'accueil
- › Réseau d'experts et de consultants spécialisés
- › Cabinets de recrutement

Ces actions permettent aux futurs lauréats représentant des candidats potentiels, de bénéficier d'un encadrement de qualité et de conseils précieux en orientation et en développement personnel, à travers l'interaction avec les professionnels RH et les experts métiers de Managem, ce qui favorise considérablement leur immersion professionnelle.

Afin de développer d'avantage son attractivité et appuyer son positionnement en tant qu'employeur de référence, le Groupe Managem conduit trois programmes ciblés de recrutement des talents :

- › Le programme « Scouting » qui œuvre pour l'identification et l'attractivité des talents



expérimentés du secteur industriel en général et du secteur minier en particulier ;

- › Le programme « Blue ocean » dont l'objectif est d'identifier et d'attirer des talents et experts du secteur minier sur des disciplines non-disponibles au Maroc ;
- › Le programme MGP (Managem Graduates Program) qui a pour vocation le recrutement de jeunes lauréats sortie d'écoles ou disposant d'une première expérience dans différentes disciplines (Mine, digital, Géologie, etc.)
- › Le sourcing au sein du Groupe Managem se caractérise par la diversité par rapport à la répartition des effectifs recrutés et ce, parallèlement à la nature de ses activités et métiers, notamment, par :
 - › Niveau d'études (base ouvrière, techniciens, Agents de maîtrise, cadre et directeurs) ;
 - › Nature des établissements de formation (Instituts, facultés, grandes écoles de commerce, de gestion et d'ingénieurs, Phd au Maroc ou à l'international) ;
 - › Niveau d'expérience (juniors et expérimentés) ;

- › Genre (les femmes sont recrutées, notamment, dans les métiers de base, réputés être dédiés aux hommes, et dans des postes de Management, ce qui contribue à accroître le taux de mixité des effectifs) ;
- › Nationalités (Guinée, Soudan, Ghana, Philippines, Burkina Fasso, France, Australie, Afrique du sud, Ukraine ... ce qui contribue à ancrer l'identité marocaine ouverte à l'international et à conforter la présence de Managem par des projets d'envergure dans plusieurs pays de l'Afrique subsaharienne, pour une dynamisation de l'emploi et de l'économie locale).

Un sourcing construit sur l'attractivité pour alimenter le vivier de candidats potentiels et un recrutement qui répond au besoin de renforcement des équipes émanant de la dynamique d'organisation et des nouveaux projets.

25%
Femmes
dans le COMEX

10%
Des Directeurs
sont des femmes

33%
Des Cadres
sont des femmes

Dont **47%**
Occupent des fonctions
managériales

— Le recrutement chez Managem prône le principe d'inclusion et repose sur les fondamentaux de diversité et d'égalité des chances, d'insertion des jeunes à l'emploi, de promotion de l'approche genre et de l'interdiction du travail des enfants, en conformité avec sa charte de recrutement.

Soucieuses d'améliorer l'expérience du candidat tout au long de son processus de recrutement, du premier contact à la contractualisation et au delà, les équipes ressources humaines de Managem, mènent diverses actions afin de faciliter l'intégration des nouvelles recrues à l'échelle du Groupe.

La mobilité interne est une composante essentielle de la gestion des talents, considérée comme l'un des moyens privilégiés pour sourcer les opportunités d'évolution au sein de l'organisation, que ce soit au Maroc ou à l'international, dans des fonctions fonctionnelles ou verticales. Elle vise à associer les collaborateurs à des perspectives d'évolution valorisantes, en reconnaissant les compétences internes et en contribuant à la fidélisation des talents, tout en accompagnant la dynamique de l'organisation.

L'année 2022 a été l'occasion pour le Groupe Managem de renforcer ses relations de partenariats avec des établissements de formations, ciblés à travers des programmes de parrainage sur mesure (UM6P, EMI, École Polytechnique) :

Le parrainage établit un lien solide avec les jeunes étudiants des écoles partenaires, grâce à un accompagnement dédié. Il leur permet de construire et de développer leur réseau, de se préparer à leur future carrière, tout en affinant leur orientation vers les opportunités professionnelles les plus adaptées à leur formation académique et à leur potentiel.

Le programme de parrainage de Managem vise à promouvoir l'employabilité des jeunes talents en offrant des opportunités d'apprentissage et de développement personnel. Il contribue également au développement de la marque employeur de Managem en mobilisant les collaborateurs du Groupe en tant qu'ambassadeurs du programme. Cela permet aux étudiants de se connecter à l'environnement de Managem, de s'y projeter et de découvrir les avantages d'un employeur de choix dans un secteur d'avenir.



En 2022, Managem a lancé des programmes de recrutement-pépinière pour faire face à la rareté des profils qualifiés dans les métiers de la mine, qui connaît des départs massifs à la retraite et nécessite une préparation de la relève. Ce programme vise à accompagner la croissance du portefeuille d'activités de Managem tout en préservant les compétences stratégiques du Groupe et en répondant aux besoins organisationnels en matière d'occupations de postes.

Ce programme prévoit le recrutement par étapes des profils géologues motivés et agiles pour une reconversion en géo-mineurs en passant par des étapes d'Assessment en commission RH et Technique où les métiers de la géologie de production et la mine sont représentés pour une meilleure appréciation du potentiel de reconversion et des visites terrain pour

conforter les différentes parties dans leur décision de recrutement. Cette première étape de recrutement est complétée par un programme de formation et d'alternance permettant de statuer sur les confirmations et affectations des candidats retenus pour les recrutements définitifs.

Aussi, en marge des journées doctorales Géosciences organisées en décembre 2022, un événement dédié à la recherche scientifique et technologique qui a réuni des experts et conférenciers internationaux, Managem a identifié un vivier de talents potentiels pour la relève. Cela a été réalisé grâce aux présentations des thématiques de recherche devant les comités scientifiques spécialisés de Managem, ainsi qu'aux entretiens RH menés par l'équipe de recrutement.

Management des talents

— Le cycle de Management des talents s'appuie sur des outils et pratiques agiles qui permettent d'identifier les talents, et au fil du temps, créer les conditions de leur développement dans l'entreprise, ce qui requiert au-delà de la simple analyse de leur performance, de bien appréhender leur potentiel et leurs attentes.

L'appréciation des agilités et compétences métier à Managem se fait lors de la phase préparatoire de la Campagne Talent Development, qui permet de positionner chaque collaborateur sur la Matrice « Talent » par rapport au référentiel d'agilités et référentiels métier.

Le bilan de compétences issu de la people Review fournit un aperçu des compétences et agilités sur lesquelles le collaborateur doit s'améliorer pour réaliser son projet professionnel et ses perspectives de carrière. La People Review permet donc de produire le Plan de Développement Individuel (PDI) qui correspond à l'ensemble des actions RH à entreprendre pour parfaire les compétences des collaborateurs et assurer une relève qualifiée et un vivier de talents en ligne avec les besoins de Managem.

On Job development

— L'apprentissage dans l'environnement du travail se déroule en grande partie sur le terrain. Il est estimé que 70% du savoir est acquis par l'expérience. Le « On job development » peut être défini comme un processus d'apprentissage et de développement des collaborateurs en les responsabilisant sur des projets concrets. L'objectif est de faciliter l'apprentissage en engageant le collaborateur dans une démarche de développement par l'acquisition de nouvelles compétences.

Le On Job development permet de :

- › Renforcer les savoirs, savoir-faire et savoir-être des collaborateurs
- › Acquérir de nouvelles compétences techniques
- › Développer des compétences critiques en leadership
- › Etoffer son réseau interne à travers le développement de relations interfonctionnelles

Chez Managem, nous veillons à élaborer des plans de développement sur le terrain (On Job Development) lors de l'exercice annuel « Talent ». Chaque collaborateur se voit attribuer une à deux actions de développement sur le terrain à réaliser dans l'année, en fonction des compétences qu'il doit améliorer ou développer, sous la supervision de son manager.

Un Management des talents à la hauteur des ambitions stratégiques du Groupe et en ligne avec les objectifs de montée en compétence des collaborateurs.

Employee Value Proposal

— Le Groupe Managem s'est inscrit dans une démarche de proposition de valeur aux collaborateurs « Employee Value Proposal » dans le cadre de sa stratégie Capital Humain.

Cette démarche, dite « EVP », regroupe plusieurs ambitions, que Managem souhaite réaliser à horizon 2025, s'inscrivant dans les 6 dimensions Entreprise, Travail, Récompenses, Opportunités, Personnes et Culture, à savoir :

- › « **PDI pour tous** » qui consiste en l'élaboration d'un plan de développement individuel en faveur de l'ensemble des collaborateurs de Managem.
- › « **Best Place to Work** » pour faire de Managem, l'une des entreprises où il fait le mieux travailler, à travers des conditions de travail qui permettent la flexibilité, notamment avec l'adoption du télétravail ponctuel comme une option possible pour certaines fonctions, des espaces de travail et des équipements sur site qui garantissent le confort des collaborateurs, ainsi que des programmes de formation riches et à forte valeur ajoutée, une gestion des carrières et des talents.
- › « **Rémunération compétitive** » à travers la construction d'une offre de rémunération équilibrée qui s'appuie non seulement sur la rémunération fixe, mais également sur des éléments variables, notamment le bonus de



performance en plus de la panoplie d'avantages sociaux proposés pour garantir un certain équilibre et confort social aux collaborateurs et à leurs familles (maison de vacances, colonies de vacances, ...)

› « **Culture responsable** » : faisant partie de l'ADN du Groupe Managem, la responsabilité sociale des entreprises est une de nos priorités, c'est pour cela que notre Groupe est engagé à faire de la diversité et de l'inclusion les facteurs de sa performance durable. Les indicateurs de diversité genre ont connu une forte progression et le Groupe est sur la bonne voie pour respecter ses objectifs sur la période 2021-2025.

› « **Appréciation du travail** » : Depuis plusieurs années, le Groupe Managem veille à valoriser l'ensemble de ses collaborateurs méritant et met en exergue leurs réalisations à travers l'organisation de plusieurs événements tels que les Managem Awards, Women in Mining awards, Managem Excellence et bien d'autres.

› « **Engagements SST** » le Groupe Managem est engagé à maintenir sa culture d'exploitation minière responsable dans le cadre de toutes ses activités en respectant des normes et standards internationaux en matière de protection de l'environnement, de pratiques sociales et de gouvernance, y compris son engagement Zéro Incident et Accident).

Le développement des compétences

— L'année 2022 est une année charnière qui a marqué la politique de développement du Capital Humain chez Managem. Elle a notamment été marquée par la finalisation de l'élaboration des référentiels Métiers, et Référentiels Agilités, et leur déploiement dans le cadre du Talent Management.

Les pratiques au niveau des ressources humaines ont subi une importante transformation, notamment à travers la mise en place de la digitalisation totale des processus Performance et Talent et du parcours d'onboarding pour une intégration optimale des nouvelles recrues.

Cette année a également été marquée par le renforcement de la proximité des équipes RH qui, après la crise sanitaire, sont allées à la rencontre des collaborateurs.

— En 2022, suite à la levée des restrictions sanitaires liées à la crise de la Covid-19, la Direction Capital Humain a souhaité renforcer la proximité physique avec les collaborateurs, qui avait été limitée en raison du contexte favorisant le travail à distance.

Cela s'est concrétisé lors des entretiens de restitution auxquels les équipes RH ont largement participé, au niveau des sites d'exploitation d'Akka, Bouazzer, Imiter et dans les différents sites de Marrakech, couvrant ainsi l'ensemble des entités. Les entretiens par visioconférence ont principalement concerné les équipes affectées au Soudan et à Samine.

Cette approche a permis aux équipes RH d'être plus proches du terrain et de participer activement à un exercice clé de gestion des talents, en recueillant les préoccupations des collaborateurs, en comprenant leurs interrogations sur les projets RH et en répondant à leurs besoins, notamment en matière de développement de carrière et de formation.

Les remontées de ces entretiens ont été consolidées et les équipes RH ont cherché à apporter des réponses concrètes à ces problématiques.



Lancement des référentiels métiers

— Les 31 Référentiels Métiers & Agilités, un ensemble de savoir et savoir-faire nécessaires à la maîtrise des métiers et des postes ont été élaborés de manière à couvrir l'ensemble des métiers du Groupe. Tous les postes ont été cartographiés et les compétences requises pour chaque métier ont été définies. Le référentiel de compétences est un instrument utilisé par Managem pour mettre en valeur de manière précise le capital de compétences de l'entreprise. Cette approche facilite la gestion stratégique en clarifiant les compétences du Groupe, et permettra à terme, lors de l'évaluation des talents, d'identifier d'éventuels écarts afin d'assurer l'alignement avec le plan stratégique de l'entreprise.

Le référentiel des agilités permet d'identifier, d'évaluer et de développer les talents à fort impact, de repérer les hauts potentiels, et de structurer l'évaluation des agilités et du potentiel à travers un outil commun et unique.

— En 2022, dans la continuité des efforts mis en place, Managem a lancé différents chantiers de digitalisation de ses processus en matière de management des ressources humaines.

La digitalisation du processus Onboarding

— Le Groupe Managem a mis en place un parcours d'intégration "onboarding" pour les nouvelles recrues des catégories Cadres & Employés Technicien et Agents de Maitrise, comprenant 11 modules différents. Ce parcours commence par la présentation du Groupe et de sa stratégie, ainsi que d'autres éléments importants tels que la responsabilité sociétale des entreprises (RSE), la gestion des talents et la santé-sécurité au travail. Les formations sont digitales et comprennent des vidéos, des présentations, des quizz et d'autres contenus interactifs. Les nouvelles recrues peuvent suivre ces formations à leur propre rythme au cours de leurs 6 premiers mois chez Managem, et la validation de ces modules permet d'attester de l'acquisition des connaissances par la nouvelle recrue.

La Digitalisation du processus Talent

— La première étape du processus implique les collaborateurs dans le renseignement des formulaires de développement de carrière et de compétences sur la plateforme MyDev de Managem. Les collaborateurs peuvent également exprimer leur volonté de devenir formateur interne ou mentor, en prenant en compte les domaines de compétences et le volume horaire.

La deuxième étape concerne les managers, qui peuvent visualiser le parcours de carrière de leurs collaborateurs sur MyDev, y compris la formation académique, les expériences professionnelles antérieures et l'évolution de carrière à Managem. Les managers sont également invités à évaluer les points forts et les points d'amélioration des collaborateurs, ainsi qu'à proposer des actions pour leur développement.

La Digitalisation du processus Performance

— La digitalisation a été mise en place dans le processus de l'évaluation de la performance à travers une plateforme dédiée qui permet dans un premier temps de procéder à la fixation des objectifs de performance avec des interactions tripartites entre le collaborateur, son manager et le business partenaire en charge de sa catégorie de métier au sein des ressources humaines. Le deuxième volet concerne l'évaluation des performances à travers une auto-évaluation, puis une évaluation par le manager direct qui attribue un score pour chaque objectif justifié, si nécessaire, par des commentaires. Le plan d'évaluation est consulté par la suite sur la plateforme par l'ensemble des niveaux hiérarchiques désignés.

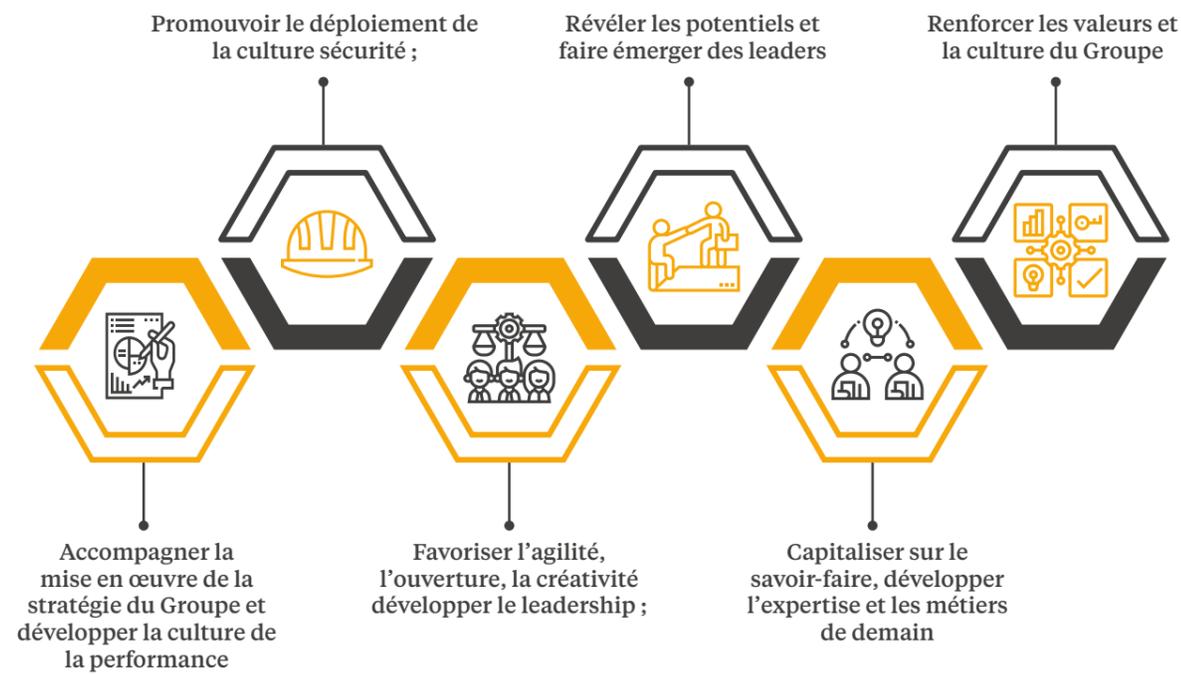
Cette digitalisation permet d'optimiser la traçabilité et la fidélisation du processus d'évaluation de la performance, ainsi que de garantir un accompagnement rigoureux de toutes les parties prenantes de ce processus à chaque étape.

Le plan de succession de la People review est un outil pour garantir la continuité de l'organisation en identifiant les postes clés et en sélectionnant les successeurs potentiels parmi les talents internes, avec une échéance de relève. Les plans d'intérim prévoient également des remplaçants temporaires pour les postes clés en attendant la mise en œuvre des plans de succession. Le Talent Reviewer est chargé d'estimer la durabilité de la performance du collaborateur et de calculer le positionnement dans la Talent Matrix en fonction de la performance durable et de l'évaluation des agilités. Enfin, le Talent Reviewer complète le tableau de succession en désignant des successeurs potentiels à court, moyen et long terme, avec un accompagnement approprié, parmi ses équipes ou parmi les talents du groupe.

La formation -Managem Academy

— Le développement des collaborateurs est l'un des éléments clefs de la politique RH de Managem.

Il inclut toutes les actions visant à maintenir, mettre à jour, renforcer les connaissances, compétences, capacités et révéler les potentiels des collaborateurs dans l'objectif de :





La formation, un vrai levier de performance, de développement des compétences et des talents.

— La formation est pilotée par “Managem Academy”, offrant des programmes alignés sur les orientations stratégiques du Groupe Managem pour répondre aux besoins collectifs et individuels des collaborateurs. Elle inclut des formations métiers variées (Géologie, digital, Mine, maintenance, traitement, R&D, Finance, Achats, etc.) et en Management et leadership (Leadership, outils du manager, Lean-Six Sigma, développement personnel, onboarding, etc.). Malgré les restrictions sanitaires liées à la Covid-19, Managem Academy a su s’adapter en proposant des formations en ligne (e-learning, blended learning, webinaires, etc.) via différentes plateformes d’apprentissage.

Dans la continuité de cette démarche, en 2022, plusieurs modules propres à Managem ont été développés et digitalisés pour concevoir le parcours d’intégration, les modules sur les bases du Lean Management ainsi que le module sur

le code éthique et la conduite des affaires. Ces formations digitalisées permettent d’élargir la cible et de toucher le maximum de collaborateurs.

L’offre de formation, comprend également le on job learning qui se matérialise par un apprentissage à travers la pratique en situation de travail et qui a principalement touché cette année le métier de l’exploration et la géologie minière.

— En 2022, Managem Academy a lancé plusieurs cursus de formation afin d’accompagner les ambitions stratégiques du groupe en termes de santé et sécurité, digitalisation, agilité, métiers et excellence opérationnelle.

Principales formations 2022

Simulateur boomer T1D

Programme conçu pour apprendre à actionner l’équipement de forage et d’optimiser sa manipulation. La formation simulateur boomer T1D a permis d’initier tous les mineurs, aides mineurs et chefs de postes, aux règles de la sécurité, aux techniques de forage et aux bonnes pratiques de l’utilisation des équipements.

Préparation à l’habilitation électrique avec l’ONEE

Afin de répondre aux exigences de conformité, d’assurer la sécurité des collaborateurs et de maîtriser l’usage des installations électriques, un programme de formation a été spécialement conçu pour les collaborateurs qui interviennent sur les installations électriques. Cette formation permet également de les préparer à l’habilitation aux manœuvres et travaux hors tension sur les installations électriques BT & HTA & HTB.

Préparation et accompagnement à la certification PMP

Cette formation a ciblé principalement nos chefs de projets avec l’objectif d’obtenir la certification PMP reconnue mondialement et délivrée par le PMI (Project Management Institute). Elle consiste à faire comprendre le corpus des connaissances en Management de projet (PMBOK), de présenter les responsabilités professionnelles attendues pour un praticien, et d’assurer la compréhension de la structure de l’examen et la stratégie de préparation.

Lean six sigma black belt

Dans la continuité de la feuille de route formation du programme change du groupe, cette formation a été introduite pour quelques membres de l’équipe de l’excellence opérationnelle ayant

déjà obtenu la certification LSS green belt. Ce programme permet d’être reconnu coach professionnel et expert de la LSS pour guider les autres collaborateurs du groupe ainsi que d’acquérir la méthodologie, les outils et les techniques Lean Six Sigma (LSS).

Géologie structurale

Ciblant les chefs de projets exploration du groupe Managem, cette formation vient renforcer la compréhension des données structurales utiles à la cartographie. L’enjeu étant de mettre l’accent sur l’acquisition des données structurales à partir des forages et de démontrer comment l’intégration des observations structurales sur le terrain avec une compréhension des systèmes minéraux permet d’améliorer le processus d’exploration pour maîtriser la géologie structurale appliquée.

Transformation digitale de la mine

Ce programme a ciblé les directeurs et chefs d’exploitations et s’inscrit dans la lignée des efforts mis en place par le groupe Managem pour garantir la réussite de sa transition et sa transformation digitale. L’objectif de ce parcours est de découvrir une approche et une représentation holistique intégrant l’ensemble des leviers pour la mise en place d’un projet de transformation digitale et de présenter les méthodes de cadrage ainsi que les modèles d’architecture globaux nécessaires à la digitalisation de l’entreprise.

Cycle RH

Ce cycle de formation a été réalisé en faveur des cadres du Capital Humain pour une montée en compétence et pour un meilleur accompagnement du projet change entrepris par le groupe. Ce cycle vise à développer les notions telles que la marque employeur, les propositions de valeurs pour les collaborateurs et les rôles de la fonction RH dans la transformation et le change Management du groupe Managem.

Organisation de la rencontre MGP

Un évènement regroupant les recrues MGP promotions 2019,2020,2021 et 2022 a été organisé à Managem Academy en présence du Président Directeur Général et de plusieurs membres du COMEX. Cet évènement a connu la création du club MGP, dont la feuille de route et les différents axes stratégiques sont en cours de développement. Un évènement sur trois jours durant lequel de nombreuses formations ont été dispensées ainsi que des séances de teams building, des ateliers de brainstorming et moments d'échange avec les membres du COMEX.



2^{ème} édition de Managem Campus

En 2022, Managem Academy a organisé la 2^{ème} édition du Managem CAMPUS, un programme de formation sur mesure étalé sur 5 jours. Près de 400 cadres ont participé à cet évènement, comprenant des formations, workshops et plénières dispensés par des experts nationaux et internationaux pour renforcer les compétences des équipes. Les thèmes abordés lors de cet évènement comprenaient la réhabilitation d'un site minier, les technologies pour une maintenance durable, le leadership au féminin, la gestion intergénérationnelle, les contrats FIDIC, et d'autres sujets d'avenir. Les plénières et talks ont mis l'accent sur des sujets en corrélation directe avec les valeurs et enjeux du Groupe, tels que l'intelligence collective, la responsabilité sociale des entreprises et les objectifs de développement durable, la gestion de l'eau en période de stress hydrique, et d'autres ateliers inspirants.

Learning trip Soudan

Cette même année, le Groupe Managem, a organisé un Learning Trip en faveur de ses collaborateurs du Soudan. Cette mission représente une opportunité pour découvrir Managem plus en profondeur à travers une série de workshops, rencontres, formations et visites des différentes entités du Groupe situés au niveau des sièges sociaux de Managem, des mines et des filiales.

C'était également une opportunité pour les équipes de se rencontrer, d'échanger autour de diverses thématiques et meilleures pratiques mises en œuvre dans l'ensemble des sites miniers et filiales au Maroc.



Un séminaire stratégique pour partager les orientations et ambitions du Groupe

Le Groupe Managem a organisé, une journée « stratégie » en présence du Président Directeur Général Imad Toumi, des directeurs, managers et cadres du groupe.

Cette journée, qui a réuni plus de 200 collaborateurs a été l'occasion de passer en revue les réalisations du Groupe, de capitaliser sur les expériences et de partager avec l'ensemble des collaborateurs présents, les ambitions et orientations stratégiques à horizon 2025.



Les journées doctorales géosciences

En décembre 2022, Managem Academy a organisé la deuxième édition des Journées Doctorales Géosciences, un évènement à vocation scientifique et technologique dédié à la recherche, qui est essentiel pour le développement durable et la nouvelle génération de chercheurs. Organisé en mode hybride, avec des intervenants et des invités en présentiel et à distance, cet évènement a accueilli plus de 300 participants venant d'Afrique, d'Amérique et d'Europe. Le programme de l'évènement était conçu pour promouvoir la recherche, l'innovation ouverte et la culture scientifique. Avec des échanges riches et des présentations d'études et de progrès scientifiques, l'évènement a été couronné de succès et a permis aux doctorants invités d'échanger sur leurs thèses avec un jury composé de professeurs chercheurs de renommée mondiale.



Dialogue Social

— La liberté syndicale et la négociation collective, font partie intégrante des engagements du Groupe Managem, en conformité avec la législation sociale nationale en vigueur, ainsi que les normes internationales du travail ratifiées par le MAROC. Dans cette optique, le Groupe veille à favoriser une communication interne permanente et transparente, pour assurer un dialogue social constructif.

Les partenaires sociaux jouent un rôle clé dans l'atteinte des objectifs communs, l'amélioration de la performance collective et le renforcement de la cohésion sociale, à travers leur implication dans le processus de gestion du capital humain. Leur contribution est particulièrement ressentie lors des moments marqués par les défis où leur valeur ajoutée est clairement perceptible.

Un processus collaboratif a été mis en place, à travers des réunions régulières, formelles et informelles, organisées afin d'assurer la négociation de conventions collectives et des accords qui répondent au mieux aux besoins des collaborateurs, notamment en termes de conditions de travail, et d'avantages sociaux.

Les échanges formels, tels que décrits dans les dispositions législatives, sont relayés par les instances représentatives du personnel, notamment le comité d'hygiène et de sécurité et le comité d'entreprise.

Par ailleurs, des protocoles d'accord relatifs au régime d'avantages sociaux sont signés annuellement entre les organisations syndicales représentatives et le site concerné. Ces accords témoignent de la volonté commune de promouvoir l'intérêt général des collaborateurs et du Groupe.

	2020	2021	2022
Nombre de jours de grève*	1.244	633	0
Représentants du personnel	108	156	136

* :Le nombre de jours de grève considéré a été revu pour refléter le nombre de participant également, et est défini par : nombre de jours de grève x nombre de participants.

Une offre dédiée aux collaborateurs

— Le Groupe MANAGEM propose une offre sociale diversifiée aux collaborateurs, l'instar de :

- › Voyages organisés à des prix attractifs, avec facilités de paiement
- › Logements de vacances mis à la disponibilité des collaborateurs
- › Cadeaux pour les enfants à l'occasion d'Achoura
- › Colonies de vacances au profit des enfants

En 2022, des colonies de vacances ont été organisées au profit de plus de 2600 enfants des collaborateurs du Groupe, sous le thème « La digitalisation et l'enfant : Créativité, développement et épanouissement ».

Ces colonies ont été riches en activités d'apprentissage ludiques, à travers plus de 16 ateliers de découverte et créativité autour du digital, culture, éducation et de l'entrepreneuriat avec l'appui de INJAZ AL MAGHRIB, en activités nautiques, et également en activités artistiques et de divertissement.

Moment d'inspiration : M. Said Ben Amar, le premier Marocain à avoir traversé l'Atlantique à la rame, a partagé son expérience avec les enfants pour les inspirer à franchir les barrières et les défis, pour atteindre leurs objectifs.



Droits humains

— En cohérence avec les valeurs du Groupe, sa charte RSE et son code éthique et de conduite des affaires, des mesures sont déployées par Managem pour veiller au respect des droits humains de ses parties prenantes, internes et externes, à chaque étape de sa chaîne de valeur.

Dans ce sens, le Groupe et ses filiales s'engagent à respecter les principes suivants :

- › Prévenir toutes les formes de discrimination (ethnique, genre, nationalité, religion, âge, handicap, état de santé, etc.), et à agir activement pour l'égalité professionnelle tout au long du parcours des collaborateurs.
- › Promouvoir une culture de santé et sécurité,
- › Promouvoir le travail décent et l'emploi librement consenti
- › Respecter les droits relatifs à la liberté d'association et de la négociation collective,

- › Evaluer les risques de violations des droits de l'Homme dans le cadre du recours aux services de sécurité

La politique des droits humains, établie en se référant aux principes directeurs, chartes et conventions internationales, vient réaffirmer les positions fermes et intransigeantes du Groupe et ses filiales, en incitant ses partenaires (sous-traitants, fournisseurs,...) à s'aligner sur les mêmes principes, et lutter ainsi contre :

- › Le travail infantile, le travail forcé, l'esclavage moderne et la traite des êtres humains,
- › Toute forme d'abus et violences physiques ou morales au travail,
- › L'imposition par la menace ou la force des heures supplémentaires ou de travail,

Des formations sur les droits humains sont périodiquement dispensées.



Fournisseurs

— La charte des achats responsables mise en place par le Groupe, vise à instaurer des relations commerciales avec ses fournisseurs, basées sur des pratiques éthiques et durables dans sa chaîne d'approvisionnement, et trace les engagements concrets du Groupe et celles de ses partenaires.

En 2022, Managem a introduit la lettre d'engagement des fournisseurs dans le processus de formalisation des relations commerciales, afin de partager des principes de bonne conduite des affaires avec ses partenaires, pour s'assurer de la réalisation des prestations sollicitées dans les meilleures conditions économiques, sociales et environnementales.



Due diligence cobalt

— En termes d'approvisionnement des minerais, Managem mène une due diligence tout au long de l'année pour sa chaîne d'approvisionnement du Cobalt, pour s'assurer de la mise en place d'une chaîne d'approvisionnement éthique et responsable, tout en minimisant les risques et en respectant les exigences légales.

La due diligence est conduite, conformément au standard « cobalt refine supply chain due diligence standard ». Un standard, élaboré conjointement par la RMI (Responsible Minerals Initiative) et la RCI (Responsible Cobalt Initiative), basé sur le guide de l'OCDE sur le devoir de diligence pour des chaînes d'approvisionnement responsables en minerais provenant de zones de conflit ou à haut risque.

Un rapport annuel détaillé sur l'exercice du devoir de diligence concernant la chaîne d'approvisionnement est publié sur le site web de Managem.

En 2022, l'approvisionnement en Cobalt s'est fait exclusivement de la mine de BouAzzer, mine historique de Managem, site de la filiale CTT du Groupe Managem.



Indicateurs sociaux 2022

Répartition de l'effectif global par genre	2020	2021	2022
Femmes	223	220	232
Hommes	5 051	5 283	5 042
Total effectif	5 274	5 503	5.274

Répartition Effectif propre par nature du contrat de travail	2020	2021	2022
Contrat à durée indéterminée	5 157	5 129	403
Contrat à durée déterminée	115	372	4 865
Formation Insertion	2	2	6
Total	5 274	5 503	5 274

Répartition par catégorie déclinée par genre	2020	2021	2022
Femmes direction	2	2	6
Femmes cadres	77	77	88
Femmes non cadres	130	129	127
Total femmes	209	208	221
Hommes direction	7	6	57
Hommes cadres	390	412	417
Hommes non cadres	4 352	4 322	4 170
Total hommes	4 749	4 740	4 644
Total effectif	4 958	4 948	4 865

Répartition de l'effectif total par branche d'activité	2020	2021	2022
Opérations Maroc	4 358	4 535	4 175
Opérations à l'international	722	771	564
Développement			325
Corporate	194	197	210
Total effectif	5 274	5 503	5 274

Répartition par ancienneté	2020	2021	2022
0 - 2 ans	339	602	682
2 - 5 ans	1 211	708	458
5 - 12 ans	2 344	2 807	2 774
12 - 20 ans	938	894	852
20 - 25 ans	258	320	364
25 ans et plus	184	172	144
Total effectif	5 274	5 503	5 274

Formation globale	2020	2021	2022
Nombre de salariés ayant bénéficié d'une formation en % de l'effectif global	51%	52%	51,6%
Budget formation en % de la masse salariale	0,38%	0,73%	0,8%
Nombre de jours de formation / salarié	1,9	2,3	2,4

Évolution de l'emploi	2020	2021	2022
Nombre de recrutements	136	398	367
Nombre de démissions	55	158	96
Nombre de licenciements	10	11	10

Sociétal : Engagement communautaire

— L’ancrage territorial durable de Managem, depuis plus de 90 ans dans les zones où il opère, est le résultat d’une volonté, d’une vision et d’un impératif à créer des relations avec ses parties prenantes, basées sur l’implication, la concertation et la co-construction, qui perdurent dans le temps avec un objectif de création de valeur partagée.

La stratégie de croissance du Groupe, intègre la promotion du développement socio-économique durable des communautés, au sein desquelles il opère, comme composante prioritaire dans ses plans de développement, portés par les hautes

instances de gouvernance du Groupe.

Le lien inhérent entre les sujets du développement durable, permet d’affiner et d’orienter les domaines d’actions vers des initiatives à plus forte valeur ajoutée, pouvant générer un impact positif et créer de la valeur à différentes dimensions.

Dans cette perspective, les orientations stratégiques de la contribution communautaire ont été définies, en ligne avec les Objectifs de Développement Durable qui répondent aux besoins spécifiques des zones mitoyennes des sites d’activité du Groupe.

L’approche sociétale, adoptée par Managem repose sur une organisation dédiée et mobilisée au niveau de toutes les activités du Groupe. Outre sa mission de mise en œuvre des plans d’actions spécifiques à chaque site, arrêtés annuellement en partenariat avec les différents acteurs, cette organisation, assure un canal de dialogue permanent avec les parties prenantes.

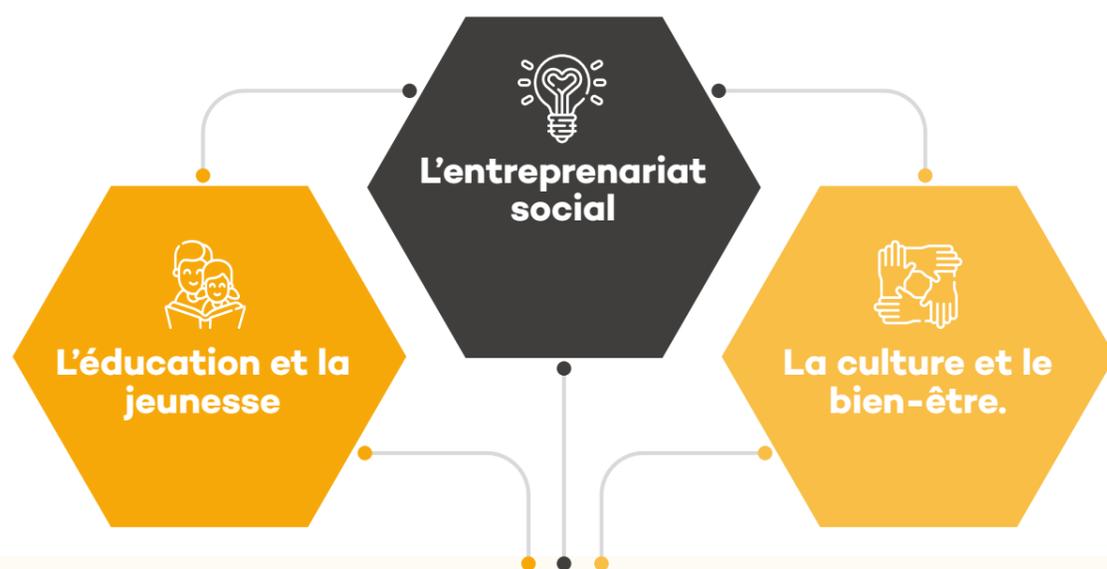
Des procédures sociétales inclusives ont été mises en place par le Groupe, afin de renforcer le dialogue proactif mené par cette organisation et d’accompagner l’élaboration des plans d’actions annuels, notamment :

- › Consultation des parties prenantes : renforcer la communication et les consultations avec les représentants des communautés riveraines, afin de les inclure dans le processus décisionnel, sur les sujets qui les impactent ou pourraient les impacter.
- › Etude des doléances : assurer la traçabilité de toutes les doléances émises par les parties prenantes, et la transparence sur toutes les étapes du mécanisme.
- › Veille sociétale : Rester à l’écoute des attentes, des changements et des perceptions sociétales, et par conséquent optimiser la gestion des risques, uniformiser les principes et les pratiques inter-sites, et adapter l’offre sociétale à son environnement.

En complément de la veille sociétale menée in-situ, la gestion des risques sociétaux est étroitement suivie par les instances de gouvernance du Groupe, à l’instar notamment du comité des Risques et des Comptes qui examine tous les six mois l’analyse des risques sociétaux menée par la Direction Audit et Contrôle Interne, Risques et Assurance, en collaboration avec la Direction Développement Durable et RSE.

Par ailleurs, l’analyse des risques réalisée par les organismes externes, tel qu’Ernst & Young, permet de catégoriser les risques les plus matériels dans l’industrie minière. En 2023, le rapport annuel sur les risques et opportunités de l’industrie minière, prévoit la prévalence des risques liés aux aspects ESG pour la 2^{ème} année consécutive, avec un périmètre plus élargi et une demande plus accrue des parties prenantes sur une meilleure évaluation des risques et des opportunités.

La démarche inclusive de Managem, lui permet d’aborder l’engagement sociétal de manière holistique, en prenant en considération le contexte, mondial, national et local. Cette démarche veille à l’implication des communautés riveraines et les autres parties prenantes locales, en formant des partenariats solides autour des potentialités et compétences locales, pour devenir leurs propres acteurs de développement.



ENGAGEMENT COMMUNAUTAIRE

Managem Groupe (MAROC)	2020	2021	2022
Contribution budgétaire dans l’axe du bien-être	89%	32%	47%
Contribution budgétaire dans l’axe de l’entrepreneuriat et de l’Education & Jeunesse	11%	68%	53%

Performance

Managem Groupe (MAROC)	2020	2021	2022
Partenaires	28	38	23
Nombre de réunions avec les partenaires sociétaux	133	103	37*

*Les réunions tenues avec les 23 partenaires, courant l’année 2022.



Entrepreneuriat social

— Le Groupe Managem joue un rôle clé dans l'économie des régions où il exerce ses activités en tant qu'acteur économique principal. Sa présence dynamise l'économie locale grâce à la nature même de ses activités, à travers notamment :

- › Le maintien au sein des filiales d'une politique de recrutement local, à ce jour le taux d'emploi local pour les opérateurs varie entre 60% et 80% ;
- › L'appui à la création d'entreprises locales sous-traitantes ou l'implantation d'entreprises nationales, favorisant l'emploi des compétences locales ;
- › L'appui financier des activités génératrices de revenu pour le lancement et la commercialisation des produits, notamment à travers la participation aux différents salons régionaux et nationaux.

Le programme « INJAZ FACTORY », lancé en 2021, en partenariat avec l'Association INJAZ AL MAGHRIB, a été renforcé pour inclure un second volet de promotion de l'entrepreneuriat. En 2022, le programme a été enrichi, il est désormais constitué de deux volets, qui visent à former et accompagner les porteurs de projets, via le programme « Douf3a », ainsi que les structures de l'Economie Sociale et Solidaire autour des activités minières du Groupe, via le programme « Cooper Up ».

En 2022, plus de 42 structures de l'Economie Sociale et Solidaire, constituées à plus de 80% de femmes, ont bénéficié d'un plan de formation adapté à leurs besoins et défini sur la base d'un diagnostic de leur organisation, de leur gestion administrative, financière et commerciale. Ce programme a également permis d'offrir un encadrement individuel grâce à l'implication de 19 collaborateurs du Groupe.

En mai 2022, sous l'égide de la Fondation Al Mada, le Groupe et l'association Injaz Al-Maghrib, à travers son pilier Injaz Factory, ont signé des conventions tripartites avec les Comités provinciaux de développement humain dans les provinces d'Ouarzazate et Zagora.

Le programme vise l'appui au développement de l'entrepreneuriat au niveau provincial, particulièrement au niveau des zones minières.

Grâce à au programme INJAZ Factory, 42% des structures accompagnées ont pu postuler aux programmes nationaux et internationaux de subvention et d'équipement.

Education & jeunesse

— Le programme dédié aux jeunes et à leur éducation a pour objectif de réduire les écarts entre les régions et de prévenir la déscolarisation, en particulier chez les filles. Pour y parvenir le Groupe, vise à contribuer à l'amélioration de l'offre éducative existante et à la rapprocher des communautés concernées.

Le Groupe apporte une contribution essentielle à l'éducation, depuis la petite enfance jusqu'à l'enseignement secondaire et même au-delà. Il agit sur plusieurs fronts pour améliorer les perspectives des futurs acteurs du développement et encourager leur réussite, à travers notamment :

- › La promotion du préscolaire : à travers la construction, l'aménagement et l'équipement des classes et l'appui des monitrices affectées aux différents centres.

- › La réhabilitation d'infrastructures scolaires: Managem priorise la construction et la rénovation de classes, de cantines et notamment de blocs sanitaires, qui restent l'un des facteurs décisifs dans la continuité des études pour les filles.
- › L'appui au transport scolaire : Nécessaire dans la lutte contre le décrochage scolaire, le Groupe Managem participe au financement pour l'achat ou la location de bus scolaires. Durant l'année scolaire 2021-2022, plus de 880 élèves ont pu bénéficier de l'action du transport scolaire.
- › Le soutien des activités parascolaires : Managem apporte son appui à la participation aux activités culturelles et sportives locales et régionales.
- › L'encouragement dans la poursuite des études : Contribution à la distribution de kits scolaires, et des prix et bourses pour les élèves méritants.



Culture & Bien-être

— Managem vise à réduire la précarité dans les zones où elle opère et à contribuer à la diminution des écarts entre les milieux ruraux et urbains. Pour y parvenir, le Groupe fournit un soutien visant à faciliter l'accès des populations locales aux infrastructures et services sociaux essentiels. Cette intervention leur permet entre autre :

- › L'accès à l'eau potable ;
- › La démocratisation de l'utilisation de l'énergie renouvelable à travers l'équipement en panneaux solaires,

- › Le renforcement de l'offre sanitaire, par la contribution aux caravanes médicales et la réhabilitation et l'équipement des centres de santé
- › Le désenclavement des villages à travers la réhabilitation et l'aménagement des routes et pistes d'accès aux villages, particulièrement en cas d'intempéries.
- › L'accès à l'énergie électrique,
- › La préservation du patrimoine matériel et immatériel, en contribuant à l'organisation des festivités locales.



Feuille de route TPE

En vue de créer un écosystème favorable à la croissance et à la pérennisation des TPE, Managem a mis en place une feuille de route axée sur des mesures concrètes, à l'instar de l'intégration de son engagement pour favoriser l'émergence des start-up performantes, dans sa charte des achats responsables.

Managem s'engage d'ailleurs à soutenir l'économie locale à travers la promotion des achats de proximité tout en ralliant les parties prenantes externes, autour des valeurs partagées pour une conduite des affaires et des partenariats responsables.

En 2022, la part des achats auprès des TPE nationales, représentait 20% des achats totaux de Managem au Maroc. Les achats de proximité des TPE locales, représentaient quant à eux 25% du chiffre d'affaires achats du Groupe au Maroc.

Dans le but, de maintenir le taux des achats de proximité et l'améliorer à court et moyen terme, le Groupe a mis en place une feuille de route, permettant de capitaliser sur les acquis et les développer, à travers notamment :

- › **Le renforcement de l'écosystème existant :** Accompagnement adapté des TPE, en partenariat avec les acteurs régionaux et nationaux, pour la

pérennisation de leurs activités (amélioration, diversification..).

- › **L'identification des nouvelles opportunités** Affiner la cartographie des achats par famille pour déceler les opportunités pour des TPE locales et promouvoir la création de nouvelles TPE autour des activités du Groupe.

La vision intégrée du Groupe pour le développement socio-économique des communautés locales et sa propre croissance, permet une convergence naturelle des programmes stratégiques développés.

Le programme lancé avec INJAZ AL MAGHRIB en 2020, «INJAZ FACTORY», pour l'accompagnement des startups, constitue la continuité de la démarche inclusive de Managem pour encourager les achats locaux en soutenant particulièrement la création et l'installation des TPE autour de ses activités, et permettra de :

- › Développer le tissu économique local
- › Aider les TPE/startups à tirer profit des initiatives et programmes de financement régionaux et nationaux
- › Promouvoir les TPE et les structures de l'économie sociale et solidaire pour une amélioration et diversification de leurs produits, en s'ouvrant sur de nouveaux marchés.

Une gouvernance responsable

Structure de gouvernance

Managem est une société anonyme administrée par un Conseil composé de trois membres au moins et par douze membres au plus, nommés par l'Assemblée Générale et renouvelés ou révoqués par elle. Le Conseil d'Administration définit les orientations stratégiques de la société et veille à leur mise en œuvre. Il procède également aux contrôles et vérifications qu'il juge opportuns et se saisit de toute question relative à la bonne marche de la société.

Au 31 décembre 2022, le Conseil d'Administration de Managem est composé de 9 membres. Les administrateurs peuvent être des personnes physiques ou morales. Dans ce dernier cas, lors de sa nomination, la personne morale est tenue de désigner un représentant permanent pour une durée de mandat identique au sien.

Membres du Conseil d'Administration	Fonction	Nomination	Dernier Renouvellement	Expiration du mandat	Lien avec le Groupe Managem
M. Imad TOUMI	Président Directeur Général	28/01/2016	AG du 27/05/2021	AG statuant sur les comptes de 2026	Président Directeur Général du Groupe et Président Directeur Général de Africaplane
M. Bassim JAI HOKIMI	Administrateur	23/04/2002	AG du 25/06/2020	AG statuant sur les comptes de 2025	Administrateur Al Mada (maison mère) et SMI (filiale)
M. Hassan OURIAGLI	Administrateur	09/11/2009	AG du 27/05/2021	AG statuant sur les comptes de 2026	Administrateur Al Mada (maison mère), SMI (filiale) et Africaplane
Mme Noufissa KESSAR	Administrateur	27/05/2016	AG du 03/06/2022	AG statuant sur les comptes de 2027	Administrateur, CMG et CTTA (filiales)
M. Frédéric TONA	Administrateur indépendant	24/09/2019	AG du 25/06/2020	AG statuant sur les comptes de 2025	Aucun
M. Samir IDRISSE OUDGHIRI	Administrateur indépendant	25/06/2020	-	AG statuant sur les comptes de 2026	Aucun
AL MADA rep. par M. Hassan OURIAGLI	Administrateur	16/03/2011	AG du 16/06/2017	AG statuant sur les comptes de 2022	Actionnaire
ONHYM Rep. par Mme Amina BENKHADRA	Administrateur	16/09/1996	AG du 25/06/2020	AG statuant sur les comptes de 2025	Administrateur CMG et SMI (filiales)
SIGER Rep. par M. Karim KHETTOUCH	Administrateur	04/06/2002	AG du 25/06/2020	AG statuant sur les comptes de 2025	Actionnaire Al Mada actionnaire de Managem

Managem est en conformité avec les dispositions de l'article 41 bis de la loi n° 20-19, publiés au bulletin officiel en avril 2019, modifiant et complétant la loi n° 17-95 relative aux sociétés anonymes, et notamment sur les critères d'indépendance des administrateurs.

Le Conseil d'Administration de Managem S.A compte depuis 2020 deux administrateurs indépendants.

Le tableau suivant présente les représentants des administrateurs personnes morales au 31 décembre 2022 :

Membres du Conseil d'Administration	Fonction actuelle (Managem)	Personne morale administrateur représentée	Fonction actuelle (Société représentée)	Lien de la société représentée avec Managem
Hassan OURIAGLI	Administrateur	AL MADA	Président Directeur Général	Maison mère de Managem
Amina BENKHADRA	Administrateur	ONHYM	Directrice Générale	Actionnaire dans CMG (filiale de Managem)
Karim KHETTOUCH	Administrateur	SIGER	Directeur Général	Actionnaire dans Al Mada (maison mère de Managem)

Fonctionnement du Conseil d'Administration

Durée des fonctions des administrateurs

La durée des fonctions des administrateurs est de six années, chaque année étant entendue comme la période courue entre deux Assemblées Générales Ordinaires annuelles consécutives.

Rémunération des administrateurs

Au titre de l'exercice 2022, l'Assemblée Générale Ordinaire a fixé les jetons de présence alloués aux membres du Conseil et du Comité des Risques et des Comptes à 1 577 000 MAD.

Parité

Le taux de représentation des femmes au Conseil d'Administration est de 22%.

Taux de présence effective aux séances du Conseil d'Administration

Au cours de l'exercice 2022, le Conseil d'Administration a tenu 3 réunions, les administrateurs étaient présents à l'unanimité.

Rémunérations des dirigeants

Le montant global de la rémunération brute annuelle attribuée aux principaux dirigeants de Managem au titre de l'année 2022 s'élève à 22,1 M MAD.

Biographies des administrateurs

M. Imad Toumi, *Président Directeur Général*

Monsieur Imad TOUMI est diplômé de l'École Polytechnique (X 1982), titulaire d'un doctorat de l'Université Paris 6, et d'un MBA de l'école des Hautes Etudes Commerciales de Paris (MBA HEC 2000). Il a une expérience de plus de 20 ans en Management de projets industriels dans le domaine de l'énergie et des mines. Après un début de carrière au sein du Commissariat à l'Energie Atomique (CEA), il rejoint AREVA en 2002 où il occupera plusieurs postes, dont la Direction Générale de AREVA South Africa, puis de AREVA Niger. Il a aussi été membre du Comité de Direction de la branche Mines d'AREVA et administrateur de plusieurs sociétés minières en Afrique et au Canada.

M. Bassim JAI HOKIMI, *Administrateur*

Diplômé de l'École Polytechnique et d'un Master en Computer Science à l'Université de Stanford en Californie aux Etats-Unis. M. HOKIMI occupe actuellement le poste de Président Directeur Général d'ATLAMED, une société anonyme basée à Casablanca, ayant pour objet le capital investissement et le conseil financier.

Après ses expériences dans les systèmes d'information (Royal Air Maroc), la banque de marchés (Mediafinance au Maroc), et le conseil (Orga Consultants à Paris), M. HOKIMI prendra la présidence du groupe SNI/ONA (actuellement AL MADA) de 2002 à 2005.

M. Hassan OURIAGLI, *Administrateur*

Diplômé de l'École Polytechnique et de l'École Nationale des Ponts et Chaussées, M. OURIAGLI occupe actuellement les postes de Président Directeur Général du groupe AL MADA, et d'administrateur dans plusieurs filiales du groupe. Auparavant, M. OURIAGLI occupait les postes suivants :

- › Directeur associé à Cap Gemini Ernst & Young, à Paris ;
- › Directeur attaché à la présidence ONA, chargé des participations financières ;
- › Directeur délégué de l'ONA, absorbée par la SNI en 2010.

M. Frédéric TONA, *Administrateur indépendant*

Docteur en géologie appliquée de l'Université Pierre et Marie Curie de Paris, M. TONA exerce actuellement en tant que consultant indépendant en géologie et stratégie minière. Auparavant, M. TONA occupait plusieurs postes dont :

- › Géologue minier à la Société Minière et Métallurgique de Peñarroya - Espagne ;
- › Exploration Manager AMOK - CLUFF MINING - Canada ;
- › Chef des Missions Préliminaires de COGEMA - France ;
- › Directeur des Recherches Minières de COGEMA - France ;
- › Directeur du Secteur Mines - Chimie - Enrichissement d'AREVA - France.

Mme. Noufissa KESSAR, *Administrateur*

Diplômée de l'École Polytechnique Fédérale de Lausanne, Mme KESSAR occupe depuis 2015 le poste de Directrice exécutive d'AL MADA (ex SNI). Auparavant, elle occupait les postes suivants :

- › Ingénieur-cadre à la direction de l'organisation du groupe Nestlé, à Vevey (Suisse) ;
- › Directrice d'Attijari Finances Corp ;
- › Directrice de la direction des financements structurés au sein du groupe Attijariwafa bank ;
- › Directrice exécutive du groupe Attijariwafa bank, en charge de la création de la banque privée.

M. Samir IDRISSE OUDGHIRI *Administrateur indépendant*

Directeur Général Exécutif de Lesieur Cristal, M. IDRISSE OUDGHIRI est ingénieur Arts et Métiers et ingénieur Pétrole et Moteurs. Il occupait auparavant les postes suivants :

- › Ingénieur de production au sein de Sprint Metal Imphy ;
- › Directeur de l'Unité chez Ahsen Inox ;
- › Directeur d'Usine à Dar El Berrad ;
- › Directeur de la région Casa Centre, puis Directeur Marketing et Commercial chez Air Liquide Maroc ;
- › Directeur Commercial, Directeur Général Adjoint puis Directeur Général Délégué au Groupe Lesieur Cristal.

Mme. Amina BENKHADRA, *Administrateur représentante de l'ONHYM*

Diplômée et ingénieur civil des mines de l'École Nationale Supérieure des Mines de Nancy en 1978. Mme Benkhadra a également un doctorat en sciences et techniques minières (ENSM Paris), en plus d'une double formation en Management à l'Université de Columbia (1990). Aujourd'hui, elle occupe le poste de Directrice Générale de l'ONHYM. Auparavant, elle occupait les postes suivants :

- › Directrice Générale de l'Office national de recherches et d'exploitations pétrolières (Onarep) ;
- › Directrice générale du Bureau des recherches et participations minières (BRPM) ;
- › Directrice des mines au ministère de l'Energie et des Mines ;
- › Secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Energie et des Mines, chargée du Développement du secteur minier ;
- › Ministre de l'Énergie, des Mines, de l'Eau et de l'Environnement.

M. Karim KHETTOUCH, *Administrateur représentant de Siger*

Directeur Général de Siger.

Les organes de direction

Liste des principaux dirigeants

Dirigeants	Fonction actuelle	Date d'entrée en fonction
Imad TOUMI	Président Directeur Général	Janvier 2016
Youssef EL HAJJAM	Directeur Général des opérations Maroc	Octobre 2020
Naoual ZINE	Directrice Générale Reminex	Juillet 2019
Lhou MAACHA	Directeur Exécutif de l'Exploration	Juin 2016
Omar NAIMI	Directeur Exécutif Achats et Supply Chain	Octobre 2019
Zakaria RBII	Directeur Exécutif Capital Humain, Développement durable, Communication et Technologies de l'Information	Juin 2018
Amine AFAHI	Directeur Exécutif Trading et Commercial	Juin 2016
Mouna MAHFOUD	Directrice Exécutive Finance	Février 2020

M. Imad TOUMI

Président Directeur Général

Monsieur Imad TOUMI est diplômé de l'École Polytechnique (X 1982), titulaire d'un doctorat de l'Université Paris 6, et d'un MBA de l'école des Hautes Etudes Commerciales de Paris (MBA HEC 2000). Il a une expérience de plus de 20 ans en Management de projets industriels dans le domaine de l'énergie et des mines. Après un début de carrière au sein du Commissariat à l'Energie Atomique (CEA), il rejoint AREVA en 2002 où il occupera plusieurs postes, dont la Direction Générale de AREVA South Africa, puis de AREVA Niger. Il a aussi été membre du Comité de Direction de la branche Mines d'AREVA et administrateur de plusieurs sociétés minières en Afrique et au Canada.

M. Youssef EL HAJJAM

Directeur Général des opérations Maroc

Diplômé de l'École Polytechnique en 1993 puis de l'École des Mines de Paris en 1995, M. EL HAJJAM rejoint Managem la même année en tant qu'ingénieur en charge du traitement à CTT Guemassa. Il occupera ensuite plusieurs postes de responsabilité dans l'activité hydrométallurgie, notamment Responsable du projet Hydro II et Responsable d'exploitation des usines Cobalt II. En 2002, il rejoint l'activité « ingénierie » en tant que Directeur de projet. Il est ensuite chargé de la Direction de la mine de SAMINE. En 2005, il occupe le poste de Directeur technique des exploitations minières avant d'être nommé Directeur de développement. En 2008, il est nommé Directeur Général de la Branche Métaux Précieux puis Directeur Général de la Branche métaux précieux & Fluorine en 2011.

Depuis Juillet 2019, M. EL HAJJAM est Directeur Général en charge des opérations métaux de base et en octobre 2020, il a été nommé Directeur Général des opérations Maroc.

Mme Naoual ZINE

Directrice Générale Reminex

Mme ZINE est diplômée de l'École Mohammedia des Ingénieurs (1998). Elle rejoint Managem la même année en charge de la gestion du projet d'extension de l'usine à la mine de SMI. Une année après, elle prendra en charge le service de planification minière à SMI. En 2003 elle rejoint la Direction Générale des exploitations minières Maroc en tant que Responsable du contrôle de gestion et gestion des investissements de l'activité minière du Groupe. À partir de 2005, elle est nommée Directrice chargée du contrôle général qui regroupe les trois fonctions: contrôle de gestion stratégique, audit interne et risk Management. En 2009, elle est nommée Directrice Financière et du Contrôle de Gestion Corporate et en 2017 Directrice Générale Adjointe Stratégie & Finance. En juillet 2019, Mme ZINE a été nommée Directrice Générale Reminex.

M. Omar NAIMI

Directeur Exécutif Achats et Supply Chain, chargé de mission auprès du PDG

M. NAIMI est diplômé de l'École Mohammedia des Ingénieurs en 1997 et rejoint le Groupe Managem la même année en tant qu'ingénieur maintenance à la mine de Bou-Azzer (CTT). En 2001, il est expatrié en Guinée pour occuper le poste de Responsable Maintenance et activités support de la mine de Kiniero. En 2003, il intègre la Direction des achats au Maroc en tant que Responsable Achats Investissements, PDR & Consommables spécifiques & chargé des achats pour les filiales à l'international. M. NAIMI revient aux opérations dès 2005 quand il est nommé Chef d'exploitation à la mine de Akka et est promu Directeur des exploitations à la même mine dès 2007. En 2008, il prend la Direction de Techsub à laquelle il rajoute la Direction des opérations à l'international au sein de la Direction Générale du développement et des activités à l'international en 2016. Depuis octobre 2019, M. NAIMI est nommé Directeur Exécutif Achats et Supply Chain.

M. Zakaria RBII

Directeur Exécutif Capital Humain, développement durable, Communication et Technologies de l'Information

M. RBII est diplômé de l'Institut National Polytechnique de Toulouse et titulaire d'un Master de l'ESG Paris. Il démarre sa carrière au sein des ressources humaines de ST Microelectronics, M. RBII a ensuite occupé plusieurs fonctions en Ressources Humaines dans divers secteurs, notamment les produits de grande consommation et le secteur automobile. Directeur des Ressources Humaines Maghreb auprès d'Unilever, il a également fait ses armes auprès de Kraft Food et Toyota-Alijico. Il a travaillé dans plusieurs régions notamment l'Afrique, le Moyen-Orient et l'Asie. Après 7 ans passés chez Centrale Danone, M. Zakaria RBII rejoint Managem à la tête de la Direction du Capital Humain, Développement durable, Communication et Technologies de l'Information en 2018.

M. Lhou MAACHA

Directeur Exécutif de l'Exploration

Titulaire d'un diplôme d'ingénieur d'État de l'École Nationale de l'Industrie Minérale (1989) et d'un diplôme d'études approfondies à l'université Cadi Ayyad de Marrakech. M. MAACHA assume, dès 1993, la fonction de chef géologue de la mine de Cobalt de Bou-Azzer (CTT) puis Chef de la division exploration au sein du pôle mine en 1996. En 1999, il est nommé Directeur de l'exploration des mines puis Directeur central de l'exploration au sein de Managem. Il est également en charge de la prospection et de l'évaluation des projets à l'international.

Depuis juin 2016, M. MAACHA est nommé Directeur Exécutif de l'Exploration

M. Mohamed Amine AFSAHI

Directeur Exécutif Marketing & Commercial

Diplômé de l'École Spéciale des Travaux Publics de Paris (1992), et titulaire d'un MBA de l'école des Ponts et Chaussées (2005), M. AFSAHI rejoint le Groupe Managem en mars 1993 pour une première expérience à CMG dans le domaine de la maintenance et en tant que Responsable des Méthodes. En 1997, il intègre la Direction de Développement de l'Intelligence Économique et du Développement des Métiers de l'Eau et de l'Environnement. En 2000, il est nommé Directeur Adjoint de l'Eau et de l'Assainissement, détaché au sein de Veolia - Tétouan. En 2004, il revient au sein du Groupe pour prendre en charge le Risk Management et le Contrôle de Gestion Corporate. En 2005, il est nommé Directeur des Achats et de la Logistique, puis, en 2008, Directeur Général des Activités Supports, regroupant Reminex ingénierie et TECHSUB. En 2011, il prend en charge la direction des grands projets de valorisation puis la commercialisation et le marketing des produits de Managem à partir de 2013.

Depuis Juin 2016, M. AFSAHI est Directeur Exécutif Marketing & Commercial.

Mme Mouna MAHFOUD

Directrice Exécutive Finance

Lauréate de l'École Mohammadia des Ingénieurs, Mme MAHFOUD a rejoint Managem en 1997 en tant qu'ingénieur process. Affectée aux unités hydro métallurgiques du site de Guemassa pour contribuer au développement de la production des cathodes de cobalt, elle y prend plusieurs responsabilités notamment celles des usines de production de cobalt, cuivre, et oxyde de zinc. En 2003, elle se réoriente vers le contrôle de gestion et devient en 2008, Directrice en charge du Contrôle de gestion opérationnel rattachée à la Direction Générale. En 2018, elle regroupe le contrôle de gestion de l'ensemble des activités opérationnelles du Groupe Managem, au Maroc et à l'international. En 2020, elle est nommée Directrice Financière de Managem.

Autres mandats des administrateurs de Managem SA

M. Imad TOUMI

Société	Activité	Lien avec le Groupe Managem	Fonction
AKKA GOLD MINING (AGM)	Exploitation minière	Filiale	Président Directeur Général
COMPAGNIE DE TIFNOUT TIRANIMINE (CTT)	Exploitation minière	Filiale	Président Directeur Général
COMPAGNIE MINIERE DE GUEMASSA (CMG)	Exploitation minière	Filiale	Président Directeur Général
SAGAX Maghreb S.A	Travaux d'exploration minière	Filiale	Président Directeur Général
CIMR	Caisse de Retraite	Aucun	Représentant de Managem Administrateur
CTTA	Transport et travaux aériens	Filiale	Président Directeur Général
AFRICAPLANE	Transport aérien	GIE	Président
REMINEX	Recherche et Ingénierie minière	Filiale	Président Directeur Général
SOCIETE METALLURGIQUE D'IMTER (SMI)	Exploitation minière	Filiale	Président Directeur Général
SOCIETE ANONYME D'ENTREPRISES MINIERES (SAMINE)	Exploitation minière	Filiale	Président Directeur Général
SOCIETE MINIERE DE BOU GAFFER (SOMIFER)	Exploitation minière	Filiale	Président Directeur Général
TECHSUB	Sondages et travaux souterrains miniers	Filiale	Président Directeur Général
COMPAGNIE MINIERE D'OUMJRANE (C.M.O.)	Exploitation minière	Filiale	Président Directeur Général
COMPAGNIE MINIERE DE SAGHRO (C.M.S.)	Exploitation minière	Filiale	Président Directeur Général
COMPAGNIE MINIERE DE DADES	Exploitation minière	Filiale	Président Directeur Général
MANACET	Holding de participation	Filiale	Président Directeur Général
MANATRADE	Commercialisation de minerais	Filiale	Président Directeur Général
Managem INTERNATIONAL	Holding de participation	Filiale	Président Directeur Général
SMM	Prospection géologique	Filiale	Administrateur Président Directeur Général
MANUB	Exploitation minière	Filiale	Administrateur
MCM	Exploitation minière	Filiale	Président du Conseil d'administration
NIGIEM	Exploitation minière	Filiale	Président du Conseil d'administration
MANAGOLD	Holding de participation	Filiale	Président Directeur Général
TRADIST	Commercialisation	Filiale	Président Directeur Général
Fondation ONA	Association d'utilité publique	Managem membre de la fondation ONA	Représentant de Managem Administrateur
MAA	Métallurgie	Filiale	Président Directeur Général
GGM	Métallurgie	Filiale	Président Directeur Général

M. Hassan OURIAGLI

Sociétés	Fonction
AL MADA	Président Directeur Général
COMPAGNIE CHERIFIENNE DES PRODUITS DU NAPHTH NAPHTA	Président Directeur Général
COMPAGNIE MAROCAINE D'HUILERIE CMH	Président Directeur Général
DAN MAROC	Président Directeur Général
FINANCIERE DE PRISE DE PARTICIPATIONS	Président Directeur Général
FIRST CONNECT SAT	Président Directeur Général
GLOBAL COMMUNICATIONS	Président Directeur Général
INVEST CO HOLDING INVEST CO	Président Directeur Général
LONGOMETAL Afrique	Président Directeur Général
ONA COURTAGE	Président Directeur Général
ONA INTERNATIONAL	Président Directeur Général
RESERVES IMMOBILIERES	Président Directeur Général
FONDATION AI MADA	Président
FONDATION SUZANNE ET JEAN EPINAT	Président
IMMO MASUR	Gérant
ACIMA	Administrateur
AFRICAPLANE	Administrateur
ATTIJARIWABA BANK AWB	Administrateur
COMPAGNIE OPTORG	Administrateur
DIGIBAY	Administrateur
GROUP INVEST	Administrateur
HOSPITALITY HOLDING COMPANY H.Co	Administrateur
LAFARGE MAROC	Administrateur
LAFARGEHOLCIM MAROC LHM	Administrateur
LAFARGEHOLCIM MAROC AFRIQUE LHMA	Administrateur
Managem	Administrateur
MARJANE HOLDING MARJANE	Administrateur
NAREVA HOLDING NAREVA	Administrateur
NAREVA POWER	Administrateur
OFNA	Administrateur
OMNIUM DE GESTION MAROCAIN OGM	Administrateur
ONAPAR-AMETYS	Administrateur
ORIENTIS INVEST	Administrateur
PRESTIGE RESORTS	Administrateur
RADIO MEDITERRANEE INTERNATIONALE RMI	Administrateur
RIHLA IBN BATTUTA PROD	Administrateur
SOCIETE IMMOBILIERE AGENA	Administrateur
SOCIETE AFRICAINE DE TOURISME SAT	Administrateur
SOCIETE CENTRALE D'INVESTISSEMENTS IMMOBILIERS SCII	Administrateur
SOCIETE IMMOBILIERE CENTURIS	Administrateur
SOCIETE IMMOBILIERE DARWA	Administrateur
SOCIETE IMMOBILIERE MANDARONA	Administrateur
SOCIETE METALLURGIQUE D'IMITER SMI	Administrateur
SOCIETE FINANCIERE DE GESTION ET DE PLACEMENT	Président du Conseil d'Administration
COPROPAR	Administrateur
Wafa ASSURANCE	Administrateur
WANA CORPORATE	Administrateur

M. Bassim JAI HOKIMI

Sociétés	Fonction
ATLAMED	Président Directeur Général
AM INVEST MOROCCO	Président Directeur Général et représentant d'ATLAMED
COFIMAG	Président Directeur Général
INVOLYS	Président du Conseil d'Administration
GEMA CORP	Administrateur
GEMADEC	Administrateur
SECURIMAG	Administrateur Représentant d'AM Invest Morocco
SOFRENOR	Administrateur et représentant d'AM Invest Morocco
EGFI	Administrateur et représentant d'AM Invest Morocco
INTEX CO	Administrateur Représentant d'AM Invest Morocco
WATEC	Administrateur et représentant d'AM Invest Morocco
3P FUND	Administrateur
AL MADA	Administrateur
SMI	Administrateur

Mme. Amina BENKHADRA

Sociétés	Fonction
CMG	Administrateur
SMI	Administrateur

M. Samir Idrissi OUDGHIRI

Sociétés	Fonction
Raffinerie Africaine	Administrateur
Hay Al Habaib	Administrateur
ISCAE Ecole de Management	Administrateur
Maghrebail	Administrateur
ESCA Ecole de Management	Administrateur
Fireal	Administrateur
Astra Maroc	Administrateur
ANIOM	Administrateur
COSTOMA	Administrateur

Mme. Noufissa KESSAR

Sociétés	Fonction
ORIENTIS INVEST	Administrateur
PRESTIGE RESORTS	Administrateur
MARJANE HOLDING	Administrateur
COMPAGNIE CHERIFIENNE DES PRODUITS DU NAPHTE	Administrateur
ONAPAR-AMETYS	Administrateur
SOPRIAM	Administrateur
SOCIETE IMMOBILIERE CENTURIS	Administrateur
COMPAGNIE DE TRANSPORTS ET DE TRAVAUX AERIENS (CTTA)	Administrateur
OMNIUM DE GESTION MAROCAIN	Administrateur
COMPAGNIE OPTORG	Administrateur
SOTHERMA	Administrateur
MANAGEM	Administrateur
COMPAGNIE MINIERE DES GUEMASSA	Administrateur et Représentant permanent SOMIFER
WADIS	Représentant permanent d'Al Mada
ROYAL AIR MAROC	Représentant permanent d'Al Mada
AMARJANE AGADIR FOUNTY	Représentant permanent d'Al Mada
MARJANE AIN SEBAA	Représentant permanent d'Al Mada
MARJANE MARRAKECH MENARA	Représentant permanent d'Al Mada
MARJANE RABAT HAY RIAD	Représentant permanent d'Al Mada
MARJANE TIKIOUINE	Représentant permanent d'Al Mada
SODIGEC	Représentant permanent d'Al Mada
TRACTAFRIC EQUIPMENT MAROC	Représentant permanent d'Al Mada
DIGIBAY	Représentant permanent d'Al Mada
SODIGEC 2	Représentant permanent d'Al Mada
TACHEFINE CENTER	Représentant permanent d'Al Mada
TEXTIBAY	Représentant permanent d'Al Mada
ACIMA	Représentant permanent d'Al Mada
VETIBAY	Représentant permanent d'Al Mada
WADIS II	Représentant permanent d'Al Mada
RENAULT COMMERCE MAROC	Représentant permanent d'Al Mada
AKKA GOLD MINING	Représentant permanent REMINEX
SAGAX MAGHREB	Représentant permanent REMINEX

M. Frédéric TONA

M. Frédéric TONA n'a pas d'autres mandats d'administrateur dans d'autres entités.

M. Karim KHETTOUCH

M. Karim KHETTOUCH est Directeur Général de la Siger.



Comités spécialisés

Conformément aux dispositions de la loi sur les sociétés anonymes, le Groupe s'est doté de trois comités spécialisés : le Comité des Risques et des Comptes, le Comité stratégique et le Comité de rémunération:

Intitulé	Comité des Risques et des Comptes
Périodicité	Semestrielle
Membres	M. Samir IDRISSE OUDGHIRI - Administrateur indépendant de Managem M. Frédéric TONA - Administrateur indépendant de Managem Mme Amina BENKHADRA - Administrateur de Managem Mme Noufissa KESSAR - Administrateur de Managem Mme Mouna Mahfoud - Secrétaire et invité permanent
Objectif	S'assurer de l'équilibre financier du Groupe et surveiller les risques auxquels pourraient être exposés les sociétés du Groupe.
Attributions	Le Comité des Risques et des Comptes couvre : - La méthode d'élaboration des comptes sociaux et consolidés ; - L'examen des comptes annuels et semestriels, ainsi que de la situation financière ; - L'examen et le suivi de l'indépendance des commissaires aux comptes, en particulier pour ce qui concerne la fourniture de services complémentaires à l'entité contrôlée ; - Le dispositif de contrôle interne, de la gestion des risques, des règles de gouvernance et de la déontologie.

En plus de la surveillance des risques, ce comité endosse les responsabilités du comité d'audit exigé des sociétés anonymes (article 106 bis de la loi 17-95 sur les sociétés anonymes, telle que modifiée et complétée). Dans ce sens, le comité se tient chaque semestre en deux réunions distinctes. La première réunion a pour objet de faire le point sur les missions d'audit réalisées, les missions d'audit de suivi, les missions à venir sur 3 ans, ainsi que sur

le risque Management (cartographie des risques, etc.). La deuxième réunion se tient avant le conseil d'administration, en présence des CAC, afin de présenter les arrêtés des comptes semestriels. Il est à noter que Managem est en conformité avec la loi 20-19 modifiant et complétant la loi 17-95 en matière d'indépendance des administrateurs et de composition du comité d'audit.

Intitulé	Comité Stratégique
Périodicité	Au besoin
Membres	M. Hassan OURIAGLI – Administrateur de Managem M. Imad TOUMI – Administrateur de Managem M. Karim KHETTOUCH – Administrateur de Managem M. Bassim JAI HOKIMI – Administrateur de Managem M. Frédéric TONA – Administrateur indépendant de Managem Mme Amina BENKHADRA – Administrateur de Managem Mme Noufissa KESSAR – Administrateur de Managem
Objectif	Orientation stratégique générale de l'entreprise
Attributions	- Opérations d'investissement ou de désinvestissements ; - Achats et sélection des fournisseurs de services ou de produits dont le montant est supérieur à 50 MDH ; - Opérations d'augmentation ou de réduction de capital, de fusion ou de scission ; - Partenariats ; - Opérations d'acquisition ou de cession d'actifs immobiliers hors exploitation.

Intitulé	Comité de Nomination et de Rémunération
Périodicité	Au moins une fois par an et chaque fois que nécessaire
Membres	Mme Noufissa KESSAR M. Hassan OURIAGLI M. Karim KHETTOUCH M. Imad TOUMI
Objectif	S'assurer de la juste rémunération des cadres dirigeants.
Attributions	Examen de la situation des cadres clés : - Cadres Dirigeants, Directeurs rattachés hiérarchiquement aux Présidents Directeurs Généraux et aux Présidents du Directoire des participations et Hauts Salaires des participations (recrutement, nomination, renouvellement, rémunération, départs...); - Examen du plan de succession ; - Examen du bilan social ; - Système d'intéressement à moyen terme.

Information des actionnaires durant l'exercice 2022

Conformément aux exigences réglementaires, Managem informe régulièrement ses actionnaires par le biais de son site internet où sont répertoriés l'ensemble des publications légales exigées pour toute société cotée en bourse.

Par ailleurs, l'entreprise a publié ses informations financières au cours de l'année 2022 selon le calendrier suivant :

Communiqués de Presse	Date de Publication
Managem - Acquisition des actifs Bambouk en Afrique de l'Ouest	20/12/2022
Managem - Indicateurs trimestriels au 30 Septembre 2022	24/11/2022
Etats financiers consolidés et sociaux au 30 juin 2022	29/09/2022
Managem- Indicateurs semestriels au 30 Juin 2022	23/09/2022
Managem- Indicateurs trimestriels au 30 Juin 2022	03/08/2022
Managem - Assemblée générale ordinaire - 3 JUIN 2022	03/06/2022
Renault Group et Managem Group signent un accord pour un approvisionnement durable en cobalt marocain.	01/06/2022
Managem - Indicateurs trimestriels au 31 Mars 2022	16/05/2022
Managem - Résultats annuels au 31 Décembre 2021	25/03/2022
Managem - Emission D'un Emprunt Obligataire	21/03/2022
Managem - Emission d'un emprunt obligataire ordinaire	01/03/2022
Document de référence relatif à l'exercice 2020 et au Premier Semestre 2021	01/03/2022
Managem : Indicateurs Trimestriels Managem au 31 Décembre 2021	28/02/2022
Contribution aux objectifs du Développement durable	17/02/2022
Accord de partenariat Managem et Glencore	26/01/2022



Éthique et conduite des affaires

— En 2017, Managem Group a défini un nouveau socle de valeurs, en phase avec la mission de l'entreprise et en appui de sa vocation de croissance durable. Ces valeurs, incarnent la culture d'entreprise « le Managem Group Way » et guident les ambitions de Managem Group et les actions quotidiennes de ses collaborateurs.

Conformément aux dispositions relatives aux sociétés cotées, Managem dispose d'un code de déontologie et a nommé un déontologue depuis juillet 2014.

Le risque de corruption est intégré au périmètre sous revue du Risk Management Group et du contrôle interne et des missions d'audit internes sont menées à fréquence régulière pour en vérifier la conformité et prévenir les risques potentiels de corruption.

Des procédures sont formalisées au niveau des achats qui définissent plusieurs niveaux de contrôle et de validation avant l'étape de la contractualisation, tout en maintenant des évaluations périodiques intégrant les sujets RSE.

Le Groupe a par ailleurs, formalisé son engagement de responsabilité, à travers une charte des achats responsables, qui vient compléter le dispositif des standards mis en place pour assurer une chaîne d'approvisionnement responsable.

— Le code éthique mis en place par le Groupe, s'aligne les normes éthiques les plus élevées, notamment à travers le respect de la législation en vigueur, la protection des droits humains, la promotion de l'esprit d'entreprise, la mise en œuvre de pratiques durables et l'atteinte de l'excellence.

Le Code s'applique à toutes les parties prenantes du Groupe ainsi qu'à ses employés, qui sont tenus de protéger la réputation de l'entreprise et d'agir de manière responsable et éthique tout en respectant les objectifs RSE du Groupe Managem.

Afin de renforcer la diffusion de ses principes d'éthique, un nouveau dispositif de formation sur le Code d'éthique et de conduite des affaires a été introduit, permettant la formation systématique de toutes les nouvelles recrues, et disponible en permanence sur la plateforme digitale de formation de Managem ACADEMY.

Le système d'alerte professionnelle, mis en place en 2020, permet d'utiliser différents canaux de recours tels que l'e-mail, la voie postale ou le téléphone portable. Ces moyens d'alerte assurent la confidentialité et l'anonymat des lanceurs d'alerte et les protègent contre toute forme de représailles. En 2022, aucune alerte n'a été enregistrée.



État des honoraires versés aux contrôleurs de comptes

	FIDAROC GT						DELOITTE					
	Montant/An-née			Pourcentage/Année *			Montant/An-née			Pourcentage/Année *		
	2022	2021	2020	2022	2021	2020	2022	2021	2020	2022	2021	2020
Commissariat aux comptes, Certification, Examen des comptes individuels et consolidés	1	1	765	97%	97%	97%	410	410	270	91%	91%	93%
Emetteur	135	135	135	11%	11%	17%	135	135	135	30%	30%	47%
Filiales	1	1	630	85%	85%	80%	275	275	135	61%	61%	47%
Autres diligences et prestations directement liées à la mission du commissaire au comptes	40	40	20	3%	3%	3%	40	40	20	9%	9%	7%
Emetteur	40	40	20	3%	3%	3%	40	40	20	9%	9%	7%
Filiales	-	-	-	0%	0%	0%	-	-	-	0%	0%	0%
Sous-total	1	1	785	100%	100%	100%	450	450	290	100%	100%	100%
Autres prestations rendues	-	-	-	0%	0%	0%	-	-	-	0%	0%	0%
Autres	-	-	-	0%	0%	0%	-	-	-	0%	0%	0%
Sous-total	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total Général	1	1	785	100%	100%	100%	450	450	290	100%	100%	100%

04

Comptes annuels & rapports



Faits marquants

Opérations/Productions

Bonne performance des productions d'Or et de Cobalt de Bou-azzer, consolidation des productions de Cuivre et retrait des productions d'Argent et de Zinc

- › La production de l'Or du Groupe s'établit à 6796 Kg en hausse de 39% par rapport à 2021 grâce à la contribution de la production de TRIK en année complète ainsi que le redressement de la production de MANUB;
- › La baisse de la production d'Argent de 6% par rapport à 2021 marquée par la diminution de la teneur traitée de 6% qui a été partiellement compensée par la hausse des tonnages traités en provenance de la carrière;
- › La production du Cuivre du Groupe se consolide à 107 KTC, soit -3% par rapport à 2021. Cette évolution a été portée par la bonne performance des productions des mines de CMG et CMO, on note toutefois les baisses observées à AKKA et SOMIFER;
- › La production du Cobalt est en léger recul de 6%, suite principalement à la baisse prévue de la production des cathodes provenant des matières secondaires de 33%. Néanmoins on note une légère hausse de la production en provenance de la mine de Bou-Azzer de 2% ;
- › La baisse de la production du Zinc de 10 % marquée par la baisse des teneurs traitées compensée partiellement par la hausse des tonnages traités et l'amélioration des récupérations métal ;
- › L'arrêt de l'activité souterraine de SAMINE (Concentré de Fluorine) conformément aux prévisions et poursuite de l'activité de traitement des produits de la digue destinée au marché des cimentiers au Maroc.

Projets de développement

Poursuite de la stratégie de développement du Groupe se traduisant par la signature de nouveaux accords de partenariats stratégiques

- › Lancement des travaux la construction du Projet cuprifère de Tizert au Maroc et du processus de son financement (Décision du conseil d'administration du 24 Mars 2022)
- › Poursuite des travaux de développement des projets aurifères du Bloc 15 au Soudan : Extension de capacité à 1,6Mtpa, finalisation des travaux de la première tranche du Pipe assurant l'alimentation du site Gabgaba en eau et avancement dans les travaux de l'étude de faisabilité du grand projet Wadi Gabgaba
- › Signatures de deux Accords de partenariat, en vue de développer le pôle des métaux stratégiques (Cobalt, Cuivre, Manganèse) en vue d'accompagner la transition énergétique du pays, soit :
 - › Accord entre Managem et Glencore pour produire du Cobalt à partir de batteries recyclées au sein des unités hydrométallurgiques de Guemassa.
 - › Accord entre Managem et Renault pour produire des sulfates de cobalt, bas carbone et responsable, pour les batteries électriques à partir de 2025.
- › Signature d'un accord avec la compagnie minière canadienne IAMGOLD Corporation (« IAMGOLD ») relatif à l'acquisition de (i) sa participation de 90% dans la société d'exploitation Boto SA (Sénégal), (ii) l'ensemble des actifs de Diakha-Siribaya (Mali), Boto Ouest, Daorala et Senala Ouest (Sénégal), et Karita (Guinée), ainsi que (iii) les parts d'IAMGOLD dans la joint-venture Senala (Sénégal). Tous les actifs acquis dans le cadre de cette transaction étant collectivement désignés les « Actifs Bambouk ».

Marchés/Résultats financiers/Situation financière

Forte progression du RNPG et nette amélioration de la structure financière

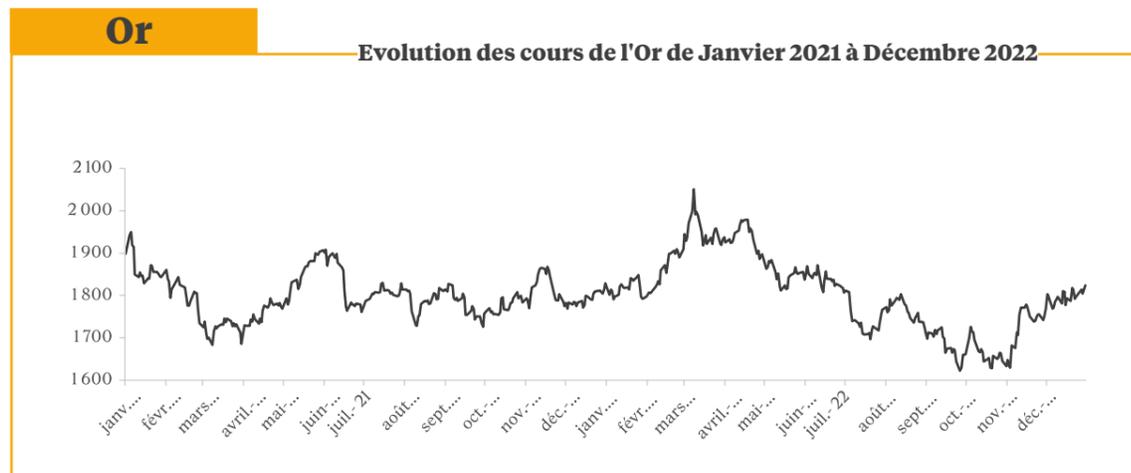
- › Importante croissance du Chiffre d'affaires à 9645 MDH ;
- › Réalisation d'un RNPG de 1,6 Milliard enregistrant ainsi une importante hausse par rapport à 2021 grâce, notamment à la production de TriK sur une année pleine, la consolidation des performances des mines du Groupe qui a permis de capter le niveau haut des cours des métaux et du taux change dans un contexte marqué par le renchérissement des coûts des intrants;
- › Consolidation des activités de LAMIKAL (Mine de Pumpi en RDC), il est à noter que les contributions de cette activité aux indicateurs financiers consolidés du Groupe sont de 1270 MDH en CA, et 157 MDH en RNPG suite à la consolidation par mise en équivalence de LAMIKAL;
- › Le gearing s'établit à 53%, suite aux effets conjugués de la consolidation de l'endettement et l'appréciation des capitaux propres.

Revue du Marché

L'année 2022 devait être une année de reprise et le début d'un nouveau cycle de relance après deux années de pandémie mondiale, mais le contexte géopolitique en a décidé autrement. En effet le conflit Russo-Ukrainien qui a démarré en février et qui semble s'enliser, a pesé lourdement sur les marchés financiers notamment ceux de l'énergie et des soft commodities.

La hausse des cours de ces derniers a alimenté des pressions inflationnistes sans précédents aux Etats-Unis et en Zone Euro, forçant la Fed et la BCE à relever leurs taux directeurs à un rythme jamais vu auparavant. Ces politiques monétaires restrictives semblent donner des résultats qui se confirment par les derniers chiffres de l'inflation (7.1% aux Etats-Unis et 9.1% en Zone Euro). La croissance économique en 2022 est restée robuste de part et d'autre de l'atlantique.

Les marchés de l'emploi ont montré une forte résilience dans une conjoncture marquée par de fortes tensions géopolitiques, un durcissement des conditions monétaires et une hausse du niveau général des prix. Les perspectives pour 2023 s'annoncent toutefois différentes, l'activité économique devant connaître un net recul à cause du resserrement monétaire, particulièrement pendant le premier semestre. Les marchés devraient se stabiliser progressivement si l'inflation est jugulée et que le cycle haussier des taux directeurs touche à sa fin



Cours moyen 2022 1 802	Evolution 22 / 21 + 0,2 %	Meilleure performance 2022 2 050 08/03/2022	Plus faible performance 2022 1 622 26/09/2022
Cours moyen 2021 1 800			

En 2022, la volatilité a été de mise pour les cours de l'or, qui n'ont toutefois clôturé l'année qu'en très léger repli. Le premier trimestre a notamment été marqué par l'escalade des tensions géopolitiques mondiales dans le contexte de l'invasion russe de l'Ukraine, qui a renforcé l'attrait du métal jaune en tant que valeur refuge et propulsé ses cours près de leur pic historique de 2020.

Par la suite, le biais baissier a progressivement repris le dessus, avec l'envolée soutenue de l'inflation US et en conséquence l'accélération du rythme du resserrement monétaire de la Fed et la révision à la hausse des prévisions de hausses de ses taux.

La tendance baissière de l'or n'a finalement pris fin qu'en novembre, lorsque les premiers signes d'un ralentissement de l'inflation aux Etats-Unis ont poussé le marché à réévaluer la trajectoire des taux Fed Funds.

Les cours du métal noble ont ainsi cédé plus de 26% entre mars et début novembre, avant de rebondir de plus de 12% en fin d'année.

Dans ce contexte, la performance de l'or sur l'année 2022 a principalement été impactée par les facteurs suivants :

Marchés boursiers

- › L'année 2022 a été particulièrement ardue pour les marchés actions dans le contexte de la guerre en Ukraine, de la persistance de la politique zéro Covid en Chine et du durcissement des politiques monétaires des banques centrales.
- › L'indice pan-européen Stoxx 600 a cédé 13,24% sur l'année, soit son plus fort repli depuis 2018, tandis qu'outre-Atlantique, le S&P 500, le Dow Jones et le NASDAQ ont respectivement clôturé l'année en baisse de 19,65%, 9,40% et 33,51% dans le cadre de la pire performance des actions américaines depuis 2008. A noter que la tendance des marchés boursiers n'a bénéficié aux cours de l'or qu'en début d'année, dans la mesure où les deux sous-jacents ont plus ou moins commencé à évoluer dans la même direction à partir d'avril.

Demande en valeur refuge et hedge d'inflation

- › L'escalade des tensions géopolitiques mondiales, couplée à la détérioration des perspectives économiques globale, a substantiellement renforcé l'aversion au risque sur les marchés financiers mondiaux, et donc l'appétit pour l'or. Cela vaut particulièrement pour le 1er trimestre et le début du 2ème trimestre de l'année 2022, qui ont été caractérisés par une réaction initiale excessive à l'enclenchement de la guerre en Ukraine sur les marchés financiers.
- › En parallèle, l'implication de la Russie, 1er exportateur mondial de gaz et 2ème exportateur mondial de pétrole, dans un conflit d'une aussi grande échelle que la guerre en Ukraine a exacerbé les craintes liées à la persistance de l'inflation, qui se tenait d'ores-et-déjà à des sommets pluriannuels dans les économies avancées avant la guerre. Ceci a à son tour dopé la demande pour l'or, valeur privilégiée de hedge d'inflation.

Politique monétaire de la Fed et renforcement du dollar

- › L'accélération de l'inflation US dans le sillage de la guerre en Ukraine a progressivement poussé les marchés à s'attendre à un resserrement plus agressif qu'attendu de la politique monétaire de la Fed, soutenant les taux américains et réduisant l'attrait de l'or.
- › La forte amplitude des hausses consécutives des taux de la banque centrale et le durcissement du ton de son Président, Jérôme Powell, a davantage renforcé ce sentiment. Dans ce contexte, l'appréciation du dollar à un pic de 20 ans a d'autant plus exacerbé la pression baissière sur les cours du métal.
- › La décélération plus marquée qu'anticipée de l'inflation, couplée au ralentissement du rythme de resserrement monétaire de la Fed et au renforcement des perspectives de récession en 2023, a toutefois favorisé un rebond des cours de l'or en fin d'année.

Investissement des ETF et achats des banques centrales

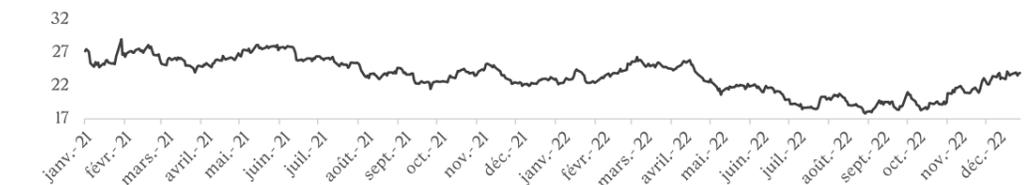
- › La quantité d'or détenue par les ETF à travers le monde a baissé de 110 tonnes cette année, soit un repli de 3% en glissement annuel. Celle-ci avait d'abord augmenté au cours des quatre premiers mois de l'année alors que le risque géopolitique occupait le devant de la scène. Par la suite, la demande des ETF s'est atténuée au fur et à mesure que les perspectives de resserrement de la politique monétaire de la Fed et la force du dollar ont repris le dessus. La plus forte baisse de la demande des ETF a été recensée en Amérique du Nord (-75 tonnes), suivie par l'Asie (-21 tonnes).
- › Les achats d'or des banques centrales ont été un important facteur de soutien pour les cours du métal cette année. Celles-ci ont notamment acheté le plus d'or depuis 1967 durant les trois premiers trimestres de l'année, à 1 181 tonnes, en hausse de 28% en glissement annuel.
- › En novembre, la Banque populaire de Chine (PBoC) a rapporté une augmentation de 32 tonnes de ses réserves d'or, la hausse mensuelle la plus élevée parmi toutes les banques centrales et la première pour la PBoC depuis septembre 2019. La Banque centrale de la République de Turquie (CBRT) a pour sa part ajouté 19 tonnes d'or à ses réserves au cours de ce mois, portant ses achats nets d'or depuis le début de l'année à 123 tonnes.

Prévisions 2023 et 2024

Les marchés tablent globalement sur une année 2023 haussière pour l'or, avec comme principaux facteurs de soutien, le pivot de la Fed, l'affaiblissement du dollar, les perspectives accrues de récession, la poursuite des tensions géopolitiques mondiales (guerre en Ukraine, possible invasion chinoise du Taiwan, pourparlers iraniens), ainsi que la poursuite des achats des banques centrales. Les grandes banques d'affaires s'attendent à ce que la moyenne de cours de l'or soit entre 1 830\$ et 1 860\$ en 2023, puis environ 1 770\$ en 2024.

Argent

Evolution des cours de l'Argent de Janvier 2021 à Décembre 2022



Cours moyen 2022	Evolution 22 / 21	Meilleure performance 2022	Plus faible performance 2022
21,78	-13%	26,40	17,80
Cours moyen 2021 25,13		08/03/2022	01/09/2022

Après une performance mitigée en début d'année, les cours de l'argent ont entrepris le chemin de la hausse dès février pour atteindre en mars un sommet de 8 mois à plus de 26\$. Ils n'ont toutefois pas réussi à conserver leurs gains, s'effondrant par la suite pour atteindre un creux à 17,40\$ en septembre.

Globalement, la tendance de l'argent a suivi celle de l'or, à quelques détails près :

La demande en valeur refuge et en hedge d'inflation, le durcissement de la politique monétaire de la Fed

- › Comme pour l'or, l'enclenchement de la guerre en Ukraine et l'envolée soutenue de l'inflation a renforcé l'attrait de l'argent lors du premier trimestre de l'année.
- › Le resserrement agressif de la politique monétaire de la Fed, couplé au ralentissement de l'activité économique mondiale et au renforcement du dollar, a toutefois renversé la tendance des cours du métal dès le mois d'avril.
- › Par la suite, le ralentissement de l'inflation US, du rythme de resserrement monétaire de la Fed, ainsi que l'affaiblissement du dollar en fin d'année a favorisé une forte reprise des cours de l'argent à partir du mois de novembre.

La demande physique/industrielle et joaillière/en argenterie

Selon la Silver Institute (SI) :

- › Le repli des cours de l'argent au deuxième et troisième trimestre encouragé les achats à bon compte et a ainsi stimulé la demande physique pour le métal, qui a finalement bondi de 18% sur l'année pour atteindre 329 millions d'onces. La plus forte poussée de la demande physique a notamment été observée en Inde (+49%).
- › Malgré l'érosion de la demande mondiale en produits électroniques et la baisse des ventes de voitures neuves à travers le monde dans un contexte de ralentissement économique global, la demande industrielle en argent a augmenté de 5,5%, portée par l'adoption croissante des technologies 5G et l'engagement des gouvernements mondiaux envers les infrastructures vertes.
- › La demande mondiale en argent dans la joaillerie et l'argenterie a respectivement augmenté de 29% et de 72%, soutenus par une forte reconstitution des stocks avant la saison des fêtes et des mariages en Inde, suite à un épuisement important des stocks en 2021.
- › La demande globale en argent a, pour sa part, augmenté de 15,67% par rapport à l'année 2021.

La production mondiale d'argent

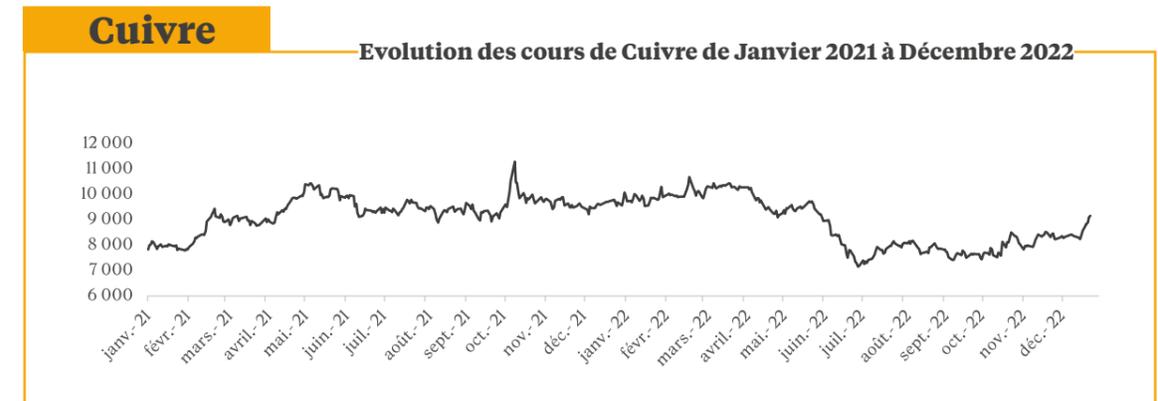
- › L'offre mondiale en argent a augmenté en 2022 de 1% en glissement annuel, soutenue en particulier par une hausse de la production mexicaine. Ce chiffre aurait été plus important si ce n'était pour la contraction recensée de la production péruvienne (mine d'Uchucchacua), chinoise et russe (mine de Kupol).
- › Le déficit en 2022 a été estimé à environ 194 millions d'onces, plus de quatre fois plus qu'un an plus tôt.

Investissements des ETF

La quantité d'argent détenue par les ETF a chuté d'environ 135% en 2022 pour atteindre son plus bas niveau depuis avril 2020, à 768 millions d'once troy. Selon la SI, cela reste en partie attribuable à la volatilité plus élevée de l'argent par rapport à l'or, qui l'a rendu plus vulnérable aux prises de profits. Dans ce contexte, le ratio or-argent a atteint en septembre son deuxième plus haut niveau historique en 95,30, ce qui, couplé à la tendance baissière des cours des deux métaux précieux, encourageait une position vendeuse sur l'argent.

Prévisions 2023 et 2024

Les grandes banques d'affaires s'attendent à ce que le cours de l'argent atteigne respectivement des moyennes de 21,91\$ et 21,52\$ en 2023 et en 2024.



Cours moyen 2022	Evolution 22 / 21	Meilleure performance 2022	Plus faible performance 2022
8 804	-6%	10 702	7 160
Cours moyen 2021 9 319		04/03/2022	14/07/2022

L'année 2022 a été particulièrement mouvementée pour le cuivre, qui a entamé sur un ton positif en début d'année, atteignant des sommets historiques à 10702\$, dans un contexte de tensions sur l'offre et une demande en pleine croissance. L'optimisme a toutefois été de courte durée, face à des craintes croissantes de récession économique mondiale et une dégradation de la situation sanitaire en Chine dès le second semestre 2022.

Les prix du cuivre ont ainsi cédé 33% de leur valeur entre les mois de mars et juillet, avant de se redresser durant le dernier trimestre face à des signaux de réouverture en Chine ainsi qu'un ralentissement du cycle de resserrement monétaire aux Etats-Unis.

Détérioration de la demande en Chine

Résultat du maintien de la politique Zéro Covid en Chine en 2022, l'économie chinoise a vu un net ralentissement cette année. L'impact sur le cuivre a été particulièrement notable tout au long du troisième trimestre 2022, durant une période de résurgence des cas de contaminations et des inquiétudes croissantes par rapport à une reprise de l'activité économique du pays. En parallèle, les perspectives d'une crise de l'immobilier en Chine, moteur de la demande chinoise en cuivre, ont davantage exacerbé la pression sur le métal.

Perturbations de l'offre en Amérique du Sud

- Alors que l'activité de production a vu un rétablissement général de près de 2% en 2022 à l'échelle globale, la production de cuivre a vu une déstabilisation considérable du côté du Chili et du Pérou durant le premier semestre de l'année. Le Chili a notamment subi les conséquences de la sécheresse cette année, où la pénurie d'eau a perturbé l'activité minière qui a reculé à des plus bas de plus de dix ans en 2022.
- Au Pérou, les manifestations des mineurs dans les mines de Las Bambas et Cuajone, réclamant des compensations financières en période de crise, ont provoqué une suspension de la production, et une déclaration d'état d'urgence par le gouvernement.

Cycle de resserrement monétaire aux Etats-Unis

L'adoption d'une politique monétaire restrictive par la Réserve fédérale, et la hausse conséquente de ses taux dès le second trimestre 2022, a fortement soutenu l'évolution du dollar US, faisant ainsi pression baissière sur les cours du cuivre. Les craintes grimpantes de ralentissement économique ont notamment poussé le cuivre à son niveau le plus bas en 2 ans.

Un marché à flux tendu

Selon les plus récentes analyses de Fitch Ratings, la demande mondiale de cuivre primaire devrait augmenter d'environ 2% en 2023, comme en 2022, tandis que la production des mines de cuivre devrait augmenter d'environ 4%. Les entrepôts du LME ne conservent que deux jours d'utilisation mondiale du cuivre, tandis que les niveaux de stocks sur le SHFE et le COMEX sont également dangereusement bas. Le négociant en matières premières Trafigura a récemment averti que les approvisionnements en cuivre dans le monde sont à un niveau historiquement bas, avec seulement 4,9 jours de consommation disponibles. En raison des niveaux extrêmement bas des stocks de cuivre à travers le monde, le marché est dangereusement exposé à des chocs soudains de demande ou d'offre.

Prévisions 2023 et 2024

Une lecture neutre à haussière est maintenue aujourd'hui pour les cours du cuivre sur les deux prochaines années, dans un contexte de stabilisation des fondamentaux. Le marché devrait trouver son équilibre en 2023, face à des craintes grimpantes de récession et des perspectives de tensions sur l'offre. Une reprise de l'activité économique en Chine, ainsi qu'une hausse progressive de la demande industrielle mondiale (transition vers les énergies vertes), devraient toutefois reprendre le dessus sur un plus long terme. Les projections d'évolution des cours du cuivre en moyenne s'affichent à 7900\$ en 2023 et 9050\$ en 2024.



Cours moyen 2022	Evolution 22 / 21	Meilleure performance 2022	Plus faible performance 2022
3 474	+16 %	4 563	2 735
Cours moyen 2021 3 004		19/04/2022	31/10/2022

Les cours du zinc ont entamé l'année 2022 dans le vert, augmentant de près de 25% lors du premier trimestre à l'image de tous les métaux de base dans le sillage de l'enclenchement de la guerre en Ukraine. Ils sont par la suite repartis à la baisse à partir du mois d'avril dans un contexte de prix et de coûts d'emprunt élevés, chutant de 36% le mois de juillet venu.

Ensuite, les prix du métal se sont repris à partir du mois d'août sur fond de tensions d'approvisionnement. Ils ont toutefois effacé leurs gains un mois plus tard alors que les craintes liées à la demande ont pris le devant de la scène, puis ont clôturé l'année autour des creux atteints en août.

Dans ce contexte, les cours ont été principalement impactés par les facteurs suivants :

La demande et la production chinoise

- En 2022, la demande chinoise en zinc a substantiellement pâti des conséquences sur la croissance de la politique intransigeante du zéro Covid, notamment à l'image de la demande du pays en acier. En effet, les importations chinoises d'acier ont baissé de 2% en 2022 et ont terminé l'année juste au-dessus de leur plus bas historique. A noter qu'une reprise de la demande a toutefois été recensée en fin d'année du fait de l'amélioration du sentiment dans un contexte d'assouplissement des restrictions sanitaires.

› La production chinoise de zinc s’est accrue de 2,43% en 2022, soit de moins qu’anticipé en moyenne. Pour cause, la résurgence récurrente de la pandémie du Covid et l’entrée en vigueur de diverses mesures de rationnement énergétiques dans plusieurs provinces productrices, dont notamment celle du Yunnan.

La demande US

L’envolée de l’inflation et la hausse des coûts d’emprunt aux Etats-Unis ont lourdement pesé sur l’activité manufacturière du pays, qui a chuté en 2022 à son plus bas niveau depuis 2 ans. Ceci s’est, selon l’Association mondiale de l’acier (WSA), nettement répercuté sur la demande américaine en acier, en particulier dans le secteur automobile et celui de la construction, et par extension, sur la demande du pays en zinc. Par ailleurs, le renforcement du dollar a exacerbé la pression baissière sur les cours du métal.

La production péruvienne

En 2022, la production cumulée de zinc au Pérou jusqu’au mois de novembre a atteint 1,245 million de tonnes, en baisse de 11,5% par rapport à la même période de l’année dernière.

La production des fonderies européennes

La flambée des coûts élevés de l’énergie à travers le monde a poussé plusieurs fonderies majeures, en particulier en Europe, dont certaines de Glencore et de Nyrstar, à réduire leur production de 50%, voire d’arrêter de manière indéfinie leur activité. Ceci, couplé aux signes avant-coureurs d’une crise de l’énergie dans le bloc, a renforcé les perspectives d’un déficit de l’offre, favorisant un fort rebond des cours autour des mois d’août et de septembre. Les craintes liées à la demande ont toutefois repris le dessus sur celles liées à l’offre par la suite.

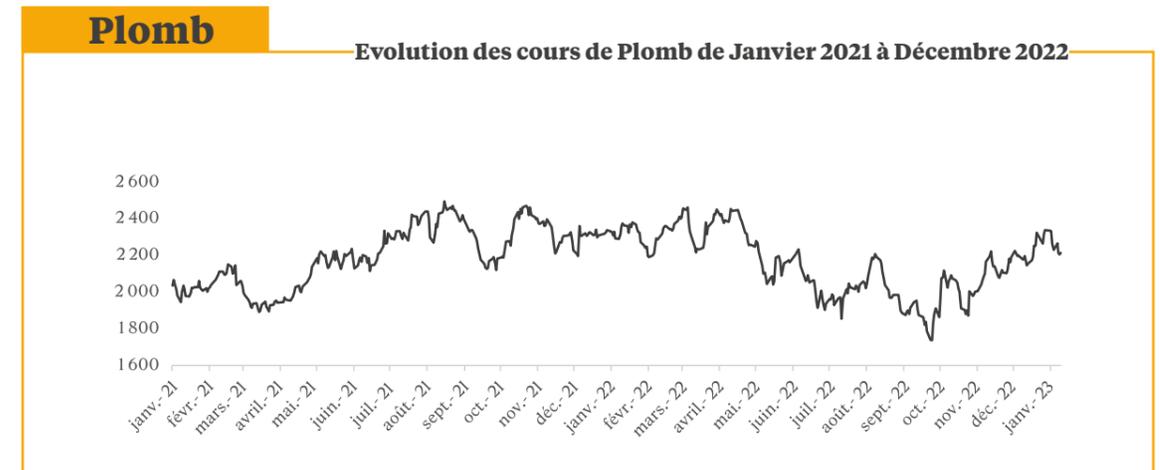
Les stocks mondiaux

Les stocks mondiaux de zinc ont fortement chuté en 2022, renforçant les inquiétudes liées à la disponibilité et fournissant un plancher aux prix du métal. Sur le LME, les stocks de zinc ont baissé de 90% en raison du repli de la production des fonderies européennes dans un contexte de coûts élevés de l’énergie, tandis que sur le Shanghai Futures Exchange, ils ont terminé l’année à un plus bas historique.

Prévisions 2023 et 2024

Le biais sur le zinc reste globalement neutre-à-haussier pour l’année 2023, principalement du fait de la persistance des tensions sur l’offre. L’affaiblissement du dollar, le ralentissement de l’inflation et la reprise anticipée de la demande chinoise dans un contexte de réouverture devraient renforcer la pression haussière sur les cours du métal.

Cependant, le risque baissier n’est pas à écarter compte tenu de l’incertitude qui caractérise la conjoncture économique actuelle, notamment en matière de croissance, d’inflation et de tensions géopolitiques. Les grandes banques d’affaires tablent sur un cours du zinc à 3065,5\$ et 3026\$ respectivement en 2023 et en 2024.



Cours moyen 2022	Evolution 22 / 21	Meilleure performance 2022	Plus faible performance 2022
2 147	-3 %	2 461	1 737
Cours moyen 2021 2 201		08/03/2022	27/09/2022

Les cours du plomb ont fait preuve d’une volatilité particulière en 2022, atteignant en mars leur plus haut niveau depuis octobre 2021, avant de chuter en septembre à un creux de 2 ans. Ils n’ont toutefois terminé l’année qu’en léger repli, grâce à une forte reprise (+18%) qui a démarré en novembre.

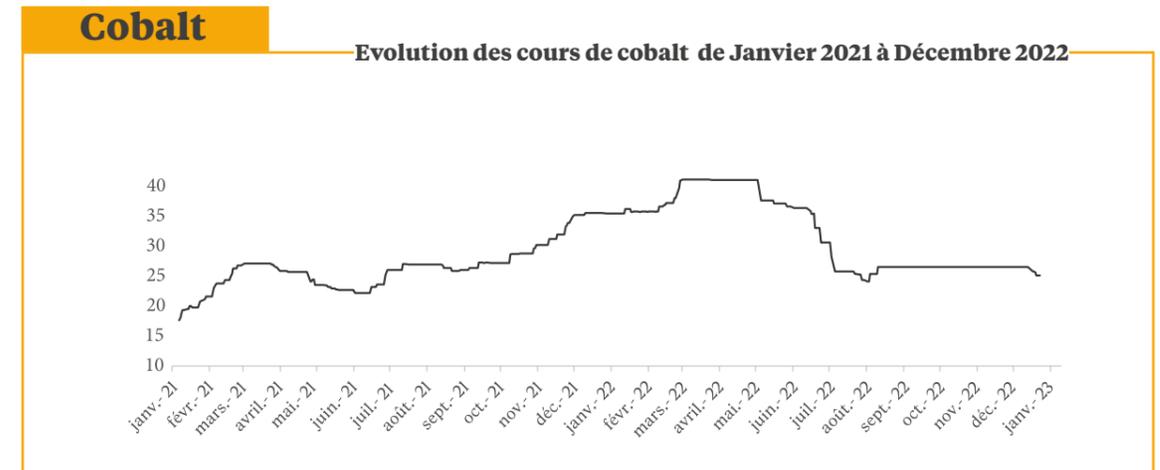
Cette performance reste attribuable à plusieurs vents contraires, dont notamment :

- › Les perturbations préexistantes des chaînes logistiques, exacerbées par les tensions liées au conflit en Ukraine, ont renforcé les craintes liées à la disponibilité. Dans ce contexte, le renchérissement des coûts de l’énergie en Europe a exacerbé ces craintes.
- › La détérioration de la conjoncture économique mondiale dans un contexte d’inflation élevé et de durcissement des politiques monétaires des banques centrales.
- › La dégradation de la situation sanitaire en Chine, locomotive de la demande mondiale pour les métaux industriels, avec une politique drastique en matière de lutte contre la pandémie du COVID a pénalisé l’ensemble des secteurs de l’économie chinoise, en particulier celui de l’automobile (3% de croissance, contre 5,4% anticipé), et a également poussé le pays à exporter 100 040 tonnes de sa production de plomb de janvier à novembre, en hausse de 5,3% en glissement annuel.

- › L'annonce de l'inclusion, dès janvier 2023 et pour la première fois, du plomb dans l'indice de référence des matières premières BCOM de Bloomberg, qui a suscité l'optimisme quant à un rebond de la demande des gestionnaires de fonds pour le métal.
- › Le redémarrage de la fonderie de Port Pirie de Nyrstar, dont la capacité avoisine en moyenne 160 000 tonnes/an.
- › Les stocks de plomb sur le SFE ont baissé à des plus bas de 2 ans en fin d'année, à 35 217 de tonnes, tandis que ceux sur le LME ont chuté de 54% en glissement annuel, atteignant les 25 150 tonnes. Ceci a, selon l'International Lead and Zinc Study Group (ILZSG), favorisé un déficit de l'offre à hauteur de 48 000 tonnes au mois d'octobre.
- › Le ralentissement en fin d'année de l'inflation US et la révision à la baisse des prévisions de hausses des taux de la Fed, couplé à l'optimisme quant à la demande chinoise dans un contexte de réouverture.

Prévisions de 2023 et 2024

En 2023, l'offre du plomb devrait augmenter légèrement avec l'atténuation de l'impact de la pandémie en Chine sur la production du pays et la remise en service de certaines fonderies majeures, telle la fonderie allemande de Stolberg (155 000 tonnes/an). Côté demande, le marché restera probablement tiraillé entre les perspectives de récession dans les économies avancées et le rebond anticipé de la demande chinoise au T3 et T4-2023. Le ILZSG s'attend tout de même à un déficit de 42 000 tonnes en fin d'année. Les analyses s'attendent ainsi à ce que le métal évolue entre 1900\$ et 2100\$ en 2023, puis à une moyenne de 2022\$ en 2024.



Cours moyen 2022	Evolution 22 / 21	Meilleure performance 2022	Plus faible performance 2022
28,81	+24 %	37,15	21,09
Cours moyen 2021 23,89		10/03/2022	15/08/2022

En 2022, les cours du cobalt ont atteint un pic de 4 ans au cours du premier trimestre en raison de l'enclenchement de la guerre en Ukraine, avant de chuter de plus de 39% pour atteindre en août leur plus bas niveau depuis juin 2021 face à la détérioration globale de la conjoncture économique et au rétablissement de l'offre face à la demande. Ils se sont par la suite légèrement repris, mais ont tout de même clôturé l'année en baisse de plus de 26%, leur plus fort repli depuis 2019.

La performance des cours du métal reste principalement attribuable aux facteurs suivants :

La demande chinoise en cobalt

Le ralentissement de l'économie chinoise dans le contexte de la résurgence récurrente de la pandémie du coronavirus et de la politique zéro Covid a fortement pesé sur la demande du pays en cobalt, dans la mesure où les importations chinoises cumulées du métal ont baissé de 57,35% en glissement annuel au mois de novembre. Autre élément explicatif, la croissance du recours aux batteries LFP, qui sont relativement moins coûteuses que les batteries NCM, dans la production des véhicules électriques.

La production congolaise

La production de cobalt en RDC a augmenté de 24% en 2022, malgré de nombreuses perturbations affectant la voie d'approvisionnement traditionnelle de l'hydroxyde de cobalt du pays vers la Chine via l'Afrique du Sud. Ceci a renforcé les perspectives d'un surplus de l'offre en 2022 ainsi qu'en 2023 et a ainsi exacerbé la pression baissière sur les cours du métal.

La demande mondiale en véhicules électriques

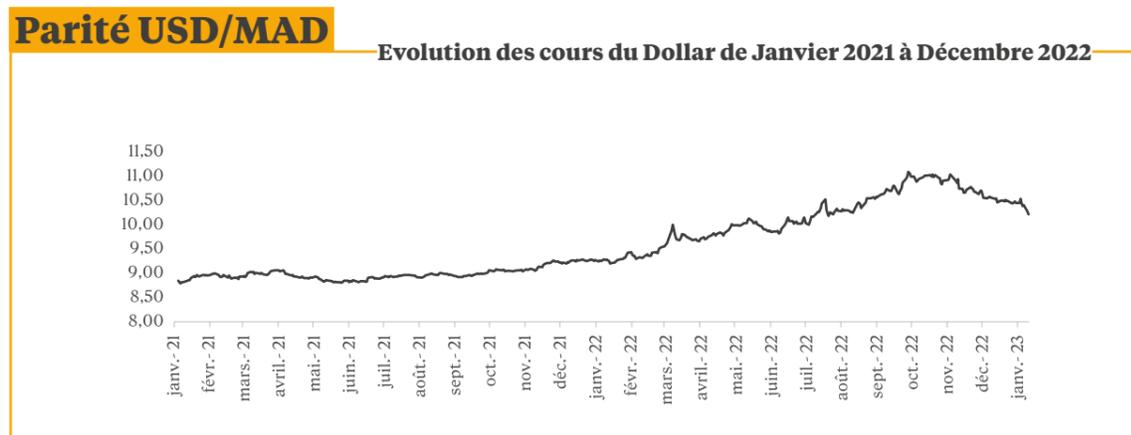
Malgré la détérioration de la conjoncture économique mondiale en 2022, la demande globale en véhicules électriques est restée en forte croissance. Le nombre de véhicules électriques vendus à travers le monde est estimé à 10,6 millions d'unités, en hausse de 63% et de 242% par rapport à 2021 et à 2020, respectivement. La part des véhicules électriques dans les ventes de voitures neuves a pour sa part atteint 13,2%, contre 8,7% en 2021 et 4,3% en 2020. Ceci a fourni un plancher aux prix du métal.

Les stocks mondiaux

Les stocks de cobalt sur le LME ont chuté de 36% en 2022 pour atteindre leur plus bas niveau depuis octobre 2010, à 160 tonnes, renforçant les craintes liées à la disponibilité dans un contexte de transition énergétique mondiale.

Prévisions 2023 et 2024

Le marché s'attend majoritairement à ce que les cours du cobalt restent sous pression en 2023 en raison du surplus anticipé de l'offre. Certains tablent en effet sur un rebond de jusqu'à 20% de la production mondiale de cobalt, couplé à une demande mondiale atone. Cependant, la demande croissante continue en véhicules électriques devrait limiter les pertes des cours du métal, voire favoriser un rebond à plus long terme.



Parité moyenne 2022
10,16
Parité moyenne 2021
8,99

Evolution 22 / 21
+13 %

Meilleure performance 2022
11,09
28/09/2022

Plus faible performance 2022
9,20
13/01/2022

Le dollar s'est apprécié de 20% face au Dirham au cours des trois premiers trimestres de 2022, atteignant un pic historique de 11,09. Il a toutefois effacé une partie de ses gains lors du dernier trimestre de l'année, cédant 5,8%.

Cette performance reste attribuable aux éléments suivants :

La performance de l'Euro face au Dollar

L'EURUSD a chuté en septembre 2022 à 0,9594, à un creux de 20 ans, alors que la parité a entamé l'année 2022 juste au-dessus des 1,1500. Ceci s'explique par :

- › La divergence entre les politiques monétaires de la BCE et de la Fed face à une inflation galopante, qui a joué en faveur des taux américains.
- › L'aversion croissante au risque des investisseurs dans un contexte de tensions géopolitiques accrues et de récession anticipée, qui a bénéficié au billet vert, valeur refuge.
- › La détérioration de la balance commerciale en Zone Euro du fait de la flambée des prix de l'énergie à leur plus niveau depuis 2008.

La monnaie unique a par la suite regagné du terrain face au Dollar compte tenu du durcissement du ton de la BCE, de l'atténuation des craintes liées à l'approvisionnement énergétique de la zone Euro et du ralentissement anticipé du rythme de resserrement monétaire de la Fed.

Le spread de liquidité du Dirham

Le resserrement des conditions de liquidité sur le marché domestique de change a exacerbé la pression haussière sur l'USD/MAD en 2022. Le spread de liquidité du dirham est passé d'environ -4,00% en début d'année à +5,00% en fin novembre, soit son plus haut niveau depuis le début de la flexibilisation de la devise marocaine. Ce niveau correspond également à la limite supérieure de la fourchette de la bande de fluctuation du dirham.

Ceci s'explique principalement par une position de change globalement déficitaire pour la majeure partie de l'année, ainsi que par les anticipations en fin d'année de flux de paiements de dividendes et d'opérations d'acquisition. Par ailleurs, les banques privilégiaient également une situation de surcote, malgré la reprise de la position de change, afin de profiter du carry ou du moins ne pas subir un différentiel de taux défavorable dans le cas d'un déficit en devises.

Prévisions de 2023 et 2024

En 2023, le repli anticipé du dollar, couplé au recul du spread de liquidité du dirham, devrait favoriser un rebond de la devise marocaine face au dollar. Dans ce contexte, les analystes tablent sur un EURUSD à 1,08 et à 1,10 en 2023 et en 2024, respectivement.

Activité

Production

Productions Groupe		31/12/2022	31/12/2021	Evolution % Vs 2021	30/06/2022
Concentrés Zinc	(TC)	47.666	52.706	-10%	25.501
Concentrés Plomb	(TC)	10.174	12.574	-19%	5.701
Concentrés Cuivre	(TC)	106.893	110.013	-3%	54.780
Concentrés Cuivre CMG	(TC)	11.574	8.471	37%	5.148
Concentrés Cuivre AGM	(TC)	35.480	39.458	-10%	18.424
Concentrés Cuivre SOMIFER	(TC)	39.540	44.760	-12%	21.970
Concentrés Cuivre CMO (TC)	(TC)	20 300	17 324	17%	9238
Argent	(Kg)	110.741	117.545	-6%	59.791
Or	(Kg)	6.796	4.901	39%	3.913
Or Maroc	(Kg)	167	147	14%	87
Or SMM	(Kg)	5.134	3.422	50%	2.901
Or Soudan	(Kg)	1.494	1.332	12%	925
Cathodes de cobalt	TM	1.690	1.796	-6%	736
Arsenic	(T)	5.450	6.883	-21%	2.298
Dérivés de Nickel	(T)	157	147	7%	83
Oxyde de Zinc	(T)	0	2.237	-100%	0

Productions de LAMIKAL		31/12/2022	31/12/2021	Evolution % Vs 2021	30/06/2022
Cathodes Cuivre	TM	38 538	38 508	0%	19 992
Hydroxydes de Cobalt	TM	5 105	3 186	60%	2 845

Tableau : Synthèse de l'évolution des principales productions à fin Décembre 2022

Les productions ont connu les faits marquants suivants en 2022 :

- › Repli de la production du **Zinc** de 10% expliqué par la baisse des teneurs traitées compensée partiellement par la hausse des tonnages traités et l'amélioration des récupérations métal ;
- › La production du **Cuivre Groupe** a enregistré une baisse de 3% par rapport à l'année précédente expliquée comme suit :
 - › La forte croissance de la production du Cuivre de CMG de 37%, by-Product des gisements polymétalliques de CMG, grâce au démarrage d'un nouveau chantier cuprifère au niveau de la mine de Draa sfar ;
 - › La baisse de la production prévue, du Cuivre d'AGM de 10%, suite à la baisse des teneurs traitées;
 - › La baisse de la production de SOMIFER de 12% en raison du stress hydrique sévère qu'a connu la région de Zagora le deuxième semestre de l'année;

- › L'augmentation de la production du Cuivre de CMO de 17% grâce à la hausse des tonnages traités et l'amélioration de la récupération;
- › Un léger repli de la production **d'Argent à Imiter** de 6% en raison de la baisse simultanée des productions en provenance de la mine souterraine et des haldes à cause, notamment de la baisse des teneurs traitées, néanmoins ces effets négatifs ont été compensés partiellement par la production provenant des carrières sur une année complète;
- › La production de **l'Or du Groupe** s'établit à 6796 Kg en hausse de 39% par rapport à 2021 grâce la forte contribution de la production de la mine de TRIK en année complète ainsi que le redressement de la production de la mine de GABGABA au Soudan ;
- › La production du **Cobalt** a connu un léger repli de 6%, suite principalement à la baisse prévue de la production des cathodes provenant des matières secondaires de 33%. Néanmoins on note la hausse de la production en provenance de la mine de Bou-Azzer de 2%;
- › L'augmentation de la production des **Dérivés de Nickel** de 7% contre le recul de la production de l'Arsenic de 21% ;
- › Arrêt de la production du concentré de la Fluorine titrant 97%, suite à l'arrêt de l'activité souterraine et démarrage des travaux de réhabilitation. Il convient de rappeler que l'activité de commercialisation sur le marché des cimentiers des concentrés de fluorine provenant des digues se poursuit avec une production annuelle de 57,9 KTC;

Couvertures

Bilan des Couvertures au 31/12/2022:

- › Le bilan de couvertures matières est de **+6,2 MUSD** dont -1,09MUSD relatif au bilan réalisé sur le Zinc, -1,5 MUSD sur l'Or et +8,8 MUSD sur le Cuivre;
- › Le bilan sur les couvertures du change est de **-66,4MDH**, suite au dénouement de 115 MUSD à un cours moyen de couverture de 9,8 contre un cours marché de 10,37.

Métaux / Change	USD/MAD	Ag SMI	Au Tri-K	Cu	Pb	Zn
Positions Couvertes	115.000.000	1.312.778	51.300	12.616	2.930	14.740
Cours moyen d'engagement	9,80	21,10	1.752	9.304	2.196	3.386
Cours moyen de Clôture	10,37	21,09	1.782	8.605	2.194	3.460
Bilan de couvertures	-66,38 MDH	0,01 M\$	-1,5 M\$	8,81 M\$	0,01 M\$	-1,09 M\$

Tableau : Synthèse du bilan de couvertures à fin Décembre 2022

Engagements de couvertures au 31/12/2022

Sous-jacent	Année	Protection (Oz/T)	Cours de protection (\$/T/Oz)	Engagement (Oz/T)	Cours d'engagement (\$/T/Oz)
Argent	2023	630 000	21,8	750 000	22,3
Cuivre	2023	4 300	8 003	6 280	8 065
Zinc	2023	2 800	3 107	2 800	3 156
Plomb	2023	600	2 041	600	2 041
Or Tri-K	2023	52 700	1 577	56 900	1 737
	2024	38 100	1 539	38 100	1 735
\$/DH	2023	113 000 000	10,5	116 000 000	10,4

Tableau : Tableau des engagements de couvertures au 31/12/2022

Mark To Market du Hedging Book au 31/12/2022¹

A fin Décembre 2022, le Mark to Market des engagements de couvertures se présente comme suit :

- › - **20 111 KUSD** pour les matières premières contre -22 149 KUSD fin Décembre 2021 soit une variation positive de **2 038 KUSD** ;
- › Une variation pour le change de **+18 494 KDH**.

Matière première	31/12/2021	31/12/2022	Variation
Argent	-311	-1 566	-1 255
Or *	-20 963	-16 263	4 700
Cuivre	-144	-2 472	-2 328
Zinc	-674	339	1 013
Plomb	-57	-149	-92
MtM en K\$	-22 149	-20 111	2 038
MtM impactant les capitaux propres	-22 095	-18 511	3 584
MtM impactant le P&L	-53	-1 599	-1 546
Dérivés change	31/12/2021	31/12/2022	Variation
En Cash Flow Hedge (CFH)	-8 942	10 176	19 117
En Trading	0	-623	-623
Total MtM KMAD	-8 942	9 552	18 494

(*) Comprend l'impact de la couverture dérivé taux d'intérêt emprunt SMM

¹ Tient compte de l'IFRS9

Tableau : Evolution du Mark to Market au 31/12/2022 par rapport au 31/12/2021

Ventes

		31/12/2022	31/12/2021	Evolution % Vs 2021	30/06/2022	
Chiffre d'affaires Consolidé	MDH	9 645	7 423	30%	5 466	
Parité moyenne de vente	\$/DH	10,18	9,00	13%	9,77	
Zinc	Chiffre d'affaires	MDH	465	458	2%	279
	Quantité	(t)	47 379	52 510	-10%	25 423
	Cours	(\$/t)	3 430	3 038	13%	3 641
Plomb	Chiffre d'affaires	MDH	109	141	-23%	63
	Quantité	(t)	10 119	12 478	-19%	5 723
	Cours	(\$/t)	2 050	2 259	-9%	2 235
Cuivre Mines Maroc	Chiffre d'affaires	MDH	1 422	1 575	-10%	752
	Quantité	(t)	102 737	109 851	-6%	52 392
	Cours	(\$/t)	8 886	9 140	-3%	9 280
Argent SMI	Chiffre d'affaires	MDH	789	683	16%	415
	Quantité	(Kg)	108 559	116 260	-7%	56 488
	Cours	(\$/Oz)	22,26	20,87	7%	23,17
Or Groupe	Chiffre d'affaires	MDH	4 099	2 366	73%	2 250
	Quantité	(Kg)	6 868	4 585	50%	3 803
	Cours	(\$/Oz)	1 807	1 779	2%	1 879
Fluorine (*)	Chiffre d'affaires	MDH	95		-100%	
	Quantité	(t)		35 602	-100%	
	Cours	(\$/t)		304	-100%	
Cathodes de cobalt CTT	Chiffre d'affaires	MDH	820	659	+24%	464
	Quantité	(Kg)	1 408 000	1 391 000	+1%	673 000
	Cours	(\$/Lb)	27,0	22,0	23%	34,1
Produits de l'hydrometallurgie		MDH	136	122	11%	73
	Cuivre-Cobalt Pumpi	MDH	1 270	881	44%	894
Services et autres produits		MDH	535	282	90%	277

(*) En dehors du concentré Fluorine vendus aux cimentiers

Le chiffre d'affaires à fin Décembre 2022 s'établit à **9645,2 MDH** contre 7422,8 MDH à fin Décembre 2021, soit une forte augmentation de 2222,4 MDH (+30%). Cette évolution positive s'explique principalement par les effets suivants:

- › Impact positif de la hausse des volumes vendus de 683,3 MDH
- › Impact positif de la parité USD-MAD pour 879,3MDH
- › Faible impact des prix moyens de vente des minerais pour +5,8 MDH
- › La hausse du chiffre d'affaires provenant de la commercialisation de la part de Managem dans la production de la mine de PUMPI (off take) pour 388,6 MDH
- › Autres Variations pour +265,4 MDH

L'effet des volumes est de +683,3MDH, résultant principalement de

- › La hausse des volumes d'Or provenant de la production de la mine de TRIK en Guinée, entrée en production fin Juin 2021, pour +1042,6 MDH ;
- › La hausse des volumes vendus en Or de MANUB pour +131,5 MDH ;
- › La baisse des volumes vendus en Argent SMI pour -45,6 MDH
- › L'absence des volumes vendus en Oxyde de Zinc pour -49,8 MDH
- › La baisse des volumes vendus en Zinc et Plomb pour -71,5 MDH ;
- › La légère baisse des volumes vendus en Cuivre pour -88,2 MDH ;
- › La non récurrence des volumes vendus en Fluorine (Concentré titrant 97%) pour -95,5 MDH
- › La baisse des volumes vendus en Cobalt, provenant du traitement des matières secondaires pour -160,7 MDH et la hausse des volumes vendus en Cobalt provenant de la mine de Bou-Azzer pour +7,8 MDH ;

L'effet Parité USD-MAD pour +879,3MDH

L'effet prix de vente moyen des métaux est de +5,8 MDH ⁽²⁾, rationalisé comme suit

- › Amélioration des cours de l'Or pour +89,8 MDH ;
- › Appréciation des cours du Cobalt, pour un impact de +68,8 MDH ;
- › Hausse du cours d'Argent pour un effet de +68,1 MDH ;
- › Amélioration des cours du Zinc pour +15,5 MDH ;
- › Baisse des cours de Cuivre pour -242,5 MDH ;

Investissements

Les investissements consolidés du Groupe à fin Décembre 2022 s'élèvent à 2 117,6 MDH ⁽³⁾ détaillés ci-après par nature :

- › Investissements de Recherche et d'Exploration : 538,4 MDH ;
- › Investissements Physiques/Autres : 386 ,7 MDH ;
- › Investissements d'Infrastructures : 877,7 MDH ;
- › Investissements réalisés dans le cadre de nouveaux projets de développement du Groupe pour 314,8 MDH.

⁽²⁾ Prix moyens de ventes en \$/TC pour les concentrés ou \$/Kg pour les métaux précieux, incluant l'effet Régularisations des cours en application de la norme IFRS 15

⁽³⁾ L'investissement consolidé IFRS Net des cessions est de 2173,7 MDH comprenant l'impact des contrats de location pour 56 MDH .Les investissements n'incluent pas les variations des Comptes Courants d'associés envers les sociétés non intégrées globalement dans le périmètre de consolidation

Développement

Projet Cuivre de Tizert

Le projet cuprifère de Tizert dans la province de « Taroudant » recèle d'importantes ressources & réserves géologiques estimées à environ 925 000 Tonnes métal de cuivre contenu et 66.358 Koz d'argent.

L'étude de faisabilité du projet étant finalisée, le conseil d'administration tenu le 24 Mars 2022 a décidé de lancer les travaux de construction et le processus de financement de ce projet.

L'année 2022 a connu les réalisations suivantes :

- › La création de la société du projet « Métallurgie de l'Anti-Atlas » filiale détenue à 99% par AGM
- › L'avancement dans les travaux de construction et du financement du projet ;
- › La validation par la CRUI présidée par Monsieur le Wali d'Agadir Souss - Massa de la demande de signature de deux conventions d'investissement pour faire bénéficier le projet des incitations fiscales et douanières, en sus de la participation de l'Etat au financement des investissements d'infrastructures externes, des acquisitions du foncier et de la formation.

Projets d'extension Usine au Soudan

Le potentiel aurifère au Soudan est considérable. En effet, MANAGEM détient trois blocs d'exploration prometteurs, en plus d'une unité de production au bloc 15.

L'année 2022 a connu plusieurs avancées dans la concrétisation des projets de développement du Bloc 15 au Soudan, notamment :

- › Réalisation des travaux de l'extension de capacité à 1.6 Mtpa au Soudan;
- › Finalisation des travaux de réalisation de la 1ière tranche du pipe assurant l'alimentation en eau industrielle ;
- › Avancement dans les travaux de la BFS du grand projet Wadi Gabgaba avec le partenaire Wanbao.

Projet Or d'ETEKE

Les gisements aurifères d'Etéké sont situés dans la région de Mouila au Gabon.

L'année 2022 a été marqué par l'obtention du permis d'exploitation, après un long processus

Le domaine minier ETEKE couvre une superficie de 1408 km², afin d'améliorer l'économie du projet, il a été décidé de :

- › Actualiser l'étude de faisabilité par un cabinet international. Les travaux de cette étude sont en cours de réalisation.
- › Lancer le processus de négociation de la convention minière en vue de faire bénéficier le projet des avantages et incitations fiscales et douanières.

Projets de développement au Maroc :

L'année 2022 a connu des avancées majeures dans le développement de nouveaux projets des métaux de transition énergétique (cuivre, cobalt), notamment :

- › Signature d'un accord de partenariat entre Managem et Renault pour assurer un approvisionnement en sulfate de cobalt, bas carbone et responsable, pour les batteries électriques;
- › Signature d'un accord de partenariat entre Managem et Glencore pour produire du Cobalt à partir de batteries recyclées au sein des unités hydro métallurgiques du site de Guemassa;
- › Signature d'un MOU avec le ministère de l'investissement visant à qualifier les projets Cobalt-Cuivre comme projet à caractère stratégique qui s'inscrivent dans le cadre de la transition énergétique du pays et éligibles au bénéfice des mesures de soutien à l'investissement prévues par la loi cadre 03-22 formant nouvelle charte de l'investissement ;
- › Création de la société du projet de recyclage des batteries « GUEMASSA GREEN METALLURGY » filiale détenue à 99% par MANAGEM.
- › Les travaux de construction de l'unité de traitement/ recyclage des batterie (dite Black Mass) sont en cours. Le démarrage de production est prévu pour le deuxième semestre de 2023.

Autres projets d'Or en Afrique de l'ouest

L'année 2022 a connu la signature d'un accord avec la compagnie minière canadienne IAMGOLD Corporation (« IAMGOLD ») relatif à l'acquisition de ses participations dans des actifs au Sénégal – Mali et Guinée :

- › Sa participation de 90% dans la société portant le projet aurifère Boto (Sénégal) (la participation restante de 10% continuera d'être détenue par l'Etat Sénégalais);
- › L'ensemble des actifs de Diakha-Siribaya (Mali), Boto Ouest, Daorala et Senala Ouest (Sénégal), et Karita (Guinée), ainsi que les parts d'IAMGOLD dans la joint-venture Senala (Sénégal), (tous les actifs acquis dans le cadre de cette transaction étant collectivement désignés les « Actifs Bambouk).

Indicateurs clés

Résultats consolidés (En IFRS)

Synthèse des indicateurs clés IFRS et EBE par métal

Synthèse des indicateurs clés IFRS

		Réalisé 2022	Rappel 2021	Evolution Vs 2021		Réalisé S1-2022
				En MDH	En %	
Chiffre d'affaires	MDH	9 645,2	7 422,8	2 222,4	29,9%	5 466,0
Excédent Brut d'exploitation *	MDH	3 349,3	2 724,1	625,2	22,9%	2 139,5
Résultat d'exploitation courant	MDH	1 993	1 317,4	675,9	51,3%	1 291,7
Résultat d'exploitation	MDH	1 969,6	1 259,6	710,2	56,4%	1 296,0
Résultat financier	MDH	-146	-248,6	102,6	-41,3%	-50,0
Résultat avant impôts	MDH	1 823,6	1 011,0	812,8	80,4%	1 246,1
Part dans les résultats des sociétés Mises en équivalence	MDH	156,8	67,0	89,8	134,0%	236,1
Résultat net consolidé	MDH	1 751,3	926,1	825,3	89,1%	1 323,1
Résultat net part du groupe	MDH	1 614,5	861,5	753,2	87,4%	1 209,7

(*) EBE de pilotage de MANAGEM tel que remontés dans les tableaux de bord de gestion du Groupe

Tableau : Evolution des indicateurs clés consolidés en Normes IFRS à fin Décembre 2022 par rapport à fin Décembre 2021

EBE par métal : L'EBE de **3349 MDH** du Groupe est réparti comme suit, par métal et activité

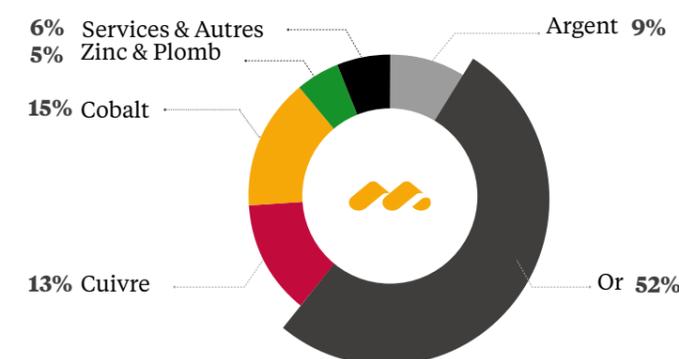


Figure : Répartition EBE Groupe par métal/activité

› Commentaire des évolutions des résultats

Le résultat d'exploitation courant réalisé à fin Décembre 2022 s'élève à **1993,3 MDH**, enregistrant ainsi un Gap de **675,9MDH** par rapport à fin 2021. Cette évolution positive s'explique principalement par les faits conjugués suivants⁽⁴⁾ :

- › Impact de la hausse de la contribution au REX Courant de la mine de TRIK pour 475,7 MDH dont l'activité de 2022 est sur une année complète, il convient de rappeler que cette mine est entrée en production fin Juin 2021 ;

⁴ Les effets Cours, volumes, CC, sont retraités de l'impact de SMM

- › Impact positif de l'appréciation de la parité USD-MAD pour 404,9 MDH
- › Hausse des cashs cost pour un effet de -213,7 MDH, suite principalement au renchérissement du coût des intrants en lien avec le contexte international affecté entre autres par la crise énergétique et les perturbations des chaînes logistiques

Le résultat d'exploitation s'établit à 1969,6 MDH, soit un fort rebond de **710,2 MDH** par rapport à fin 2021, expliqué principalement comme suit :

- › Variation du résultat d'exploitation courant de +675,9 MDH
- › Autres variations pour +34,3 MDH

Le résultat financier s'établit à -146,0 MDH, en hausse de **102,6 MDH** par rapport à fin 2021, expliqué principalement

- › Les produits de placement des excédents de trésorerie de la SMM,
- › Le bilan de change en raison notamment de l'appréciation de la parité de change USD /MAD
- › La baisse du coût d'endettement en lien avec la restructuration de la dette à court terme (souscription d'emprunt obligataire)

Le résultat Net Consolidé s'élève à 1751,3 MDH à fin 2022 contre **926,1 MDH** à fin 2021, soit une nette amélioration de 825,3 MDH qui s'explique par :

- › Hausse du résultat d'exploitation de 710,2 MDH ;
- › Hausse du résultat financier de 102,6 MDH ;
- › Variation des impôts pour 77,3 MDH ;
- › Evolution positive de la part des résultats des sociétés mises en équivalence (LAMIKAL) pour +89,8 MDH.

Le résultat Net Part du Groupe ressort à 1614,5 MDH, en rebond de **753,2MDH** par rapport à fin 2021, suite à :

- › La hausse du résultat Net Consolidé de 825,3 MDH ;
- › La variation des intérêts minoritaires pour -72,1 MDH, principalement les minoritaires de SMM (TRI-K)

Situation financière

En MDH	Clôture 2022	Clôture 2021	Variation
Capitaux propres	8.208,1	6.244,2	1.963,9
Endettement (*)	3.482,4	3.893,9	-411,5
Endettement (**)	4.346,5	4.345,0	1,5
Ratio d'endettement	53,0%	69,6%	-16,6 Pts

(*) Composé des dettes LMCT, diminué de la trésorerie actif en tenant compte des comptes courants associés hors Groupe et hors dettes liées aux contrats de location

(**) Endettement (*) en intégrant le MtM et les contrats de location, ainsi que les CCA envers les sociétés non intégrées globalement dans le périmètre de consolidation

Tableau : Situation financière à la clôture 2022 par rapport à la clôture 2021

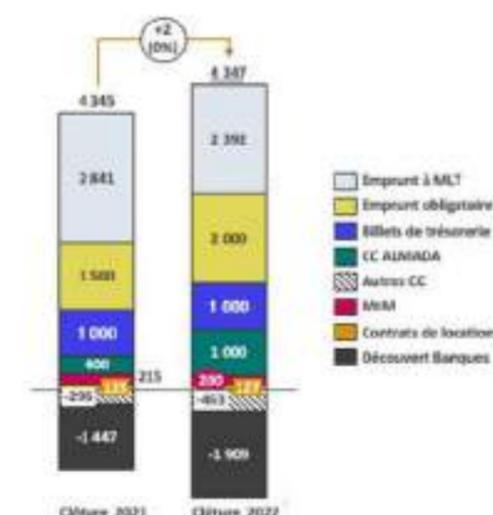


Figure : Répartition de l'endettement du Groupe

Commentaire

A fin Décembre 2022, **les capitaux propres de l'ensemble** en augmentation de **1963,9 MDH** par rapport à la clôture 2021. Cette évolution positive s'explique comme suit :

- › Le résultat net consolidé de l'année pour 1752,2 MDH ;
- › Variation positive nette du Mark to Market de 55,2 MDH ;
- › Dividendes versés de -233,0 MDH ;
- › Autres variations pour +390,3 MDH composées principalement des écarts de conversion des états financiers des établissements (filiales) à l'étranger.

L'endettement financier** se consolide à **4346,5 MDH** à fin 2022 contre 4345,0 MDH à fin 2021. Cette évolution s'explique par les effets suivants :

- › CAF de 3177,4 MDH et CAPEX de 2117,6 MDH
- › Hausse du BFR pour 1044,7 MDH, marquée essentiellement par :
 - › L'impact de la hausse des stocks en particulier des consommables stratégiques et stocks de sécurité et ce en vue de sécuriser les approvisionnements dans un contexte international affecté par des perturbations des chaînes logistiques et la crise énergétique
 - › La hausse des créances des crédits TVA à l'export suite à la non récurrence des opérations de remboursement des crédits TVA par voie d'affacturage)
 - › La baisse de l'encours des avances commerciales « prépaiement » (-350MDH)

Le Gearing Ratio s'établit à 53%, enregistrant ainsi une nette amélioration de 16,6 points grâce à la fois à la baisse de l'endettement et la hausse des capitaux propres.

Résultats sociaux : MANAGEM SA

	31/12/2022	31/12/2021	Var° Vs 2021	En %	30/06/2022
Chiffre d'affaires	380,2	293,5	86,6	29,5%	184,7
Excédent Brut d'exploitation	164,6	117,1	47,6	40,6%	82,3
Résultat d'exploitation	122,4	62,3	60,1	96,4%	46,3
Résultat financier	740,0	317,0	423,0	133,4%	683,2
Résultat courant	862,5	379,4	483,1	127,4%	729,4
Résultat Non courant	88,8	241,6	-152,7	NS	97,5
résultat avant impôts	951,3	620,9	330,4	53,2%	826,9
Résultat net	945,1	618,3	326,9	52,9%	822,3

Tableau : Evolution des Résultats sociaux MANAGEM SA

› **Le chiffre d'affaires** s'établit à 380,2 MDH à fin 2022 en amélioration par rapport à fin 2021, grâce notamment à la hausse des rémunérations de gestion et prestations de services effectuées en particulier pour le compte des filiales internationales ; Aussi, il convient de rappeler que les nouvelles modalités de facturation des prestations de services et d'administration des affaires assurées par Managem au profit de ses filiales ont été mises en œuvre à compter du 1ER janvier 2022. Ce changement est opéré dans le respect du principe du coût majoré au lieu des taux forfaitaires, jugés excessifs et disproportionnés souvent contestés par l'administration fiscale lors des contrôles;

› **L'Excédent Brut d'exploitation et résultat d'exploitation** s'élèvent, respectivement, à 164,6 MDH et 122,4 MDH en amélioration par rapport à 2021 grâce à la hausse de chiffre d'affaires ;

› Le **résultat financier** s'établit à 740,0 MDH, soit une forte hausse de 423,0 MDH par rapport à fin 2021 marquée principalement par les dividendes exceptionnels provenant de MANAGOLD pour 784MDH ;

› Le **résultat non courant** est de 88,8 MDH, il tient compte de la reprise de la provision pour dépréciation des créances de CCA, pour 133MDH ;

› Le **résultat net** est de 945,1 MDH à fin 2022, contre 618,3 MDH réalisé à fin 2021, soit un rebond de 326,9 MDH qui s'explique essentiellement par l'évolution positive du résultat financier

Décomposition du solde des dettes fournisseurs par date d'échéance :

En MDH	Non échues	0-30		31-60		61-90		>90		Total des dettes	intérêts de retard
		Dettes Frns	intérêts de retard								
MANAGEM	7,37	0,15	0,0001	0,00	0,00	0,00	0,00	4,84	1,63	12,36	1,78

ANNEXES

Périmètre de consolidation

Dénomination sociale	Pays	Déc 2022	Déc 2021	Méthode de consolidation
Managem	Maroc	100.00%	100.00%	Consolidante
Compagnie Minière des Guemassa	Maroc	86.96%	86.96%	IG(*)
Compagnie de Tifnout Tighanimine	Maroc	99.79%	99.79%	IG
Akka Gold Mining	Maroc	99.93%	93.48%	IG
Manatrade	Suisse	100.00%	100.00%	IG
Managem international	Suisse	100.00%	100.00%	IG
Société Métallurgique d'Imiter	Maroc	80.26%	80.26%	IG
Société Anonyme d'entreprise Minière	Maroc	99.79%	99.79%	IG
Somifer	Maroc	99.79%	99.79%	IG
Reminex	Maroc	100.00%	100.00%	IG
Techsub	Maroc	99.87%	99.87%	IG
Cie minière de SAGHRO	Maroc	100.00%	100.00%	IG
Cie minière Dadès	Maroc	100.00%	100.00%	IG
Cie minière d'Oumejrane	Maroc	100.00%	100.00%	IG
REG	Gabon	75.00%	75.00%	IG
LAMIKAL	RDC	20.00%	20.00%	ME (**)
MANUB	Soudan	50,70%	50,70%	IG
MANAGOLD	EAU	100.00%	100.00%	IG
MCM	Soudan	65.00%	65.00%	IG
TRADIST	EAU	100.00%	100.00%	IG
MANAGEM GABON	Gabon	100.00%	100.00%	IG
SMM	GUINEE	85.00%	85.00%	IG
MANACET	MAROC	100.00%	100.00%	IG
Mawa holding	EAU	65.00%	65.00%	IG
MANA Holding	Soudan	-	65.00%	NC
Société Métallurgique de l'Anti-Atlas	Maroc	100%	-	IG
Société Guemassa Green Metallurgy	Maroc	100%	-	IG
MW GOLD	EAU	65.00%	65.00%	IG

(*) : Intégration globale

(**) Mise en équivalence

NC : Non consolidé

Compte de résultat consolidé

	Exercice 2022.12	Exercice 2021.12
Chiffre d'affaires	9 645 248,2	7 422 838,1
Autres produits de l'activité	143 621,0	209 932,4
Produits des activités ordinaires	9 788 869,2	7 632 770,5
Achats	-4 273 054,3	-3 253 916,6
Autres charges externes	-2 268 751,6	-1 875 227,4
Frais de personnel	-1 264 308,7	-1 138 554,0
Impôts et taxes	-112 940,7	-78 940,6
Amortissements et provisions d'exploitation	-1 446 781,1	-1 452 826,2
Autres produits et charges d'exploitation	1 570 009,3	1 484 039,0
Charges d'exploitation courantes	-7 795 827,2	-6 315 425,9
Résultat d'exploitation courant	1 993 042,0	1 317 344,7
Cessions d'actifs	-337,0	1 000,0
Charges de restructuration	-	-
Cessions de filiales et participations	-	-
Ecarts d'acquisition négatifs	-	-
Résultats sur instruments financiers	-16 776,8	8 870,0
Autres produits et charges d'exploitation non courants	-6 344,9	-67 650,5
Autres produits et charges d'exploitation	-23 458,7	-57 780,5
Résultat des activités opérationnelles	1 969 583,3	1 259 564,1
Produits d'intérêts	48 913,2	39 662,2
Charges d'intérêts	-289 364,9	-312 703,6
Autres produits et charges financiers	94 447,3	24 458,6
Résultat financier	-146 004,4	-248 582,8
Résultat avant impôts des entreprises intégrées	1 823 578,9	1 010 981,3
Impôts sur les bénéfices	-63 561,0	-79 705,4
Impôts différés	-165 519,4	-72 113,7
Résultat net des entreprises intégrées	1 594 498,5	859 162,3
Part dans les résultats des sociétés mises en équivalence	156 762,1	67 000,7
Résultat net des activités poursuivies	1 751 260,6	926 163,0
Résultat net des activités abandonnées	-	-
Résultat de l'ensemble consolidé	1 751 260,6	926 163,0
Intérêts minoritaires	136 721,6	64 668,2
Résultat net - Part du groupe	1 614 539,0	861 494,9

Bilan consolidé

Actif	Exercice 2022.12	Exercice 2021.12
Goodwill	305 397,0	305 397,0
Immobilisations incorporelles,net	2 701 710,6	2 365 204,6
Immobilisations corporelles net	7 487 403,4	6 700 484,8
Immobilisations en droit d'usage	232 721,6	250 707,2
Immeubles de placement, net	8 858,0	8 858,0
Participations dans les entreprises associées	312 292,1	194 482,7
Autres actifs financiers	352 332,0	318 204,1
- Instruments dérivés de couverture	25 074,1	-
- Actifs financiers à la juste valeur par le résultat	-	-
- Prêts et créances,net	64 808,8	56 493,2
Elimination du coût de l'endettement financier net	-	-
- Actifs financiers disponibles à la vente	262 449,1	261 710,9
Créances d'impôts sur les sociétés	-	-
Impôts différés actifs	11 711,2	128 646,1
Autres débiteurs non courants,net	-	-
Actif non courant	11 412 425,8	10 271 984,7
Autres actifs financiers	10 176,0	-
- Instruments financiers dérivés	10 176,0	-
- Actifs financiers à la juste valeur par le résultat	-	-
- Actifs financiers disponibles à la vente	-	-
- Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	-	-
- Prêts et créances et placements,net	-	-
Stocks et en-cours,net	1 759 076,4	1 131 337,8
Créances clients,net	1 576 205,7	2 227 114,7
Autres débiteurs courants,net	2 051 149,7	1 536 368,5
Trésorerie et équivalent de trésorerie	2 496 124,4	1 726 920,6
Actifs non courants destinés à la vente et activités abandonnées	-	-
Actif courant	7 892 732,2	6 621 741,6
TOTAL ACTIF	19 305 158,0	16 893 726,3

Bilan consolidé

Passif	Exercice 2022.12	Exercice 2021.12
Capital	999 131,0	999 131,0
Primes d'émission et de fusion	1 657 269,0	1 657 269,0
Réserves	2 807 002,7	2 117 065,5
Ecarts de conversion	499 005,4	154 382,1
Résultat net part du groupe	1 614 539,0	861 494,9
"Capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires de la société mère"	7 576 947,0	5 789 342,5
Intérêts minoritaires	631 009,3	454 858,3
Capitaux propres de l'ensemble consolidé	8 207 956,3	6 244 200,8
Provisions	195 495,6	161 025,6
Avantages du personnel	275 959,6	298 259,5
Dettes financières non courantes	5 440 239,8	5 425 846,0
- Instruments financiers dérivés	209 214,4	205 055,5
- Dettes envers les établissements de crédit	3 104 263,4	2 588 137,8
- Dettes représentées par un titre	2 000 000,0	2 500 000,0
- Dettes liées aux contrat de location financement	-	-
Dont Dettes liées aux contrats à droit d'usage	126 762,0	132 652,8
Dettes d'impôts sur les sociétés	-	-
Impôts différés Passifs	72 387,0	32 230,0
Dettes fournisseurs non courantes	-	-
Autres créditeurs non courants	296,0	304,0
Passif non courant	5 984 378,0	5 917 665,1
Provisions	-	-
Dettes financières courantes	900 589,4	542 591,1
- Instruments financiers dérivés	26 338,9	9 916,0
- Dettes envers les établissements de crédit	874 250,5	532 675,1
- Dettes représentées par un titre	-	-
- Dettes liées aux contrat de location financement	-	-
- Autres dettes	-	-
Dettes fournisseurs courantes	1 553 341,4	1 327 673,2
Autres créditeurs courants	2 658 892,9	2 861 596,1
Passif courant	5 112 823,8	4 731 860,3
TOTAL PASSIF	11 097 201,8	10 649 525,5
TOTAL CAPITAUX PROPRES ET PASSIF	19 305 158,0	16 893 726,3

Tableau des flux de trésorerie

	Exercice 2022.12	Exercice 2021.12
Résultat net de l'ensemble consolidé	1 751 261,0	926 163,0
Ajustements pour	-	-
Dotations aux amortissements et provisions, pertes de valeur	1 482 981,0	1 452 970,3
Profits/pertes de réévaluation (juste valeur)	16 777,0	-8 870,0
Résultats de cession et des pertes et profits de dilution	337,0	-
Produits des dividendes	-	-
Elimination des profits et pertes sur JV Quote part Mise en équivalence	-156 762,0	-67 000,7
Capacité d'autofinancement après coût de l'endettement financier net et impôt	3 094 594,0	2 303 262,6
Elimination de la charge (produit) d'impôts	229 080,0	151 819,0
Elimination du coût de l'endettement financier net	289 365,0	312 703,6
Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net impôt	3 613 039,0	2 767 785,2
Incidence de la variation du BFR	-1 044 532,0	346 114,4
Impôts différés	-20 398,0	10 256,0
Impôts payés	-63 561,0	-79 705,4
Flux net de trésorerie liés aux activités opérationnelles	2 484 548,0	3 044 450,2
Incidence des variations de périmètre	-	-2 935,1
Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles	-2 173 725,0	-2 371 155,7
Acquisition d'actifs financiers	-	-18,1
Variation des autres actifs financiers	-2 453,0	-1 054,8
Subventions d'investissement reçues	-	-
Cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	51,0	9 553,0
Cessions d'actifs financiers	-	-
Dividendes reçus	56 875,0	-
Intérêts financiers versés	-289 365,0	-312 703,6
Flux net de trésorerie liés aux activités d'investissement	-2 408 617,0	-2 678 314,1
Augmentation de capital	1,0	53,4
Transactions entre actionnaires (acquisitions)	-	-
Transactions entre actionnaires (cessions)	-	555 062,4
Emission de nouveaux emprunts	1 500 000,0	2 621 776,4
Remboursement d'emprunts	-1 617 649,0	-421 588,2
Variation des créances et dettes résultant de contrats location-financement	-	-
Remboursement De loc fi	-6 420,0	-26 303,9
Autres flux liés aux opération de financement	-	-
Dividendes payés aux actionnaires de la société mère	-199 852,0	0,9
Dividendes payés aux minoritaires	-33 186,0	-16 236,9
Variation des comptes courants associés	574 542,0	357 284,2
Flux net de trésorerie provenant des activités de financement	217 436,0	3 070 048,2
Incidence de la variation des taux de change	169 377,0	48 133,3
Incidence de changement des méthodes et principes comptables	-	-
Variation de la trésorerie et équivalent de trésorerie	462 744,0	3 484 317,6
Trésorerie et équivalents de trésorerie net à l'ouverture*	1 446 701,0	-2 037 662,4
Trésorerie et équivalents de trésorerie net à la clôture*	1 909 444,0	1 446 634,0
Variation de la trésorerie et équivalent de trésorerie	462 743,0	3 484 296,4

Comptes sociaux

BILAN ACTIF

Exercice clos le 31 décembre 2022

ACTIF	Exercice			Exercice Précédent
	Brut	Amortissements et provisions	Net	Net
ACTIF IMMOBILISÉ				
IMMOBILISATIONS EN NON VALEURS (A)	48 516 349,45	46 085 219,67	2 431 129,78	2 473 953,98
▪ Frais préliminaires	34 787 141,25	34 787 141,25		
▪ Charges à répartir sur plusieurs exercices	13 729 208,20	11 298 078,42	2 431 129,78	2 473 953,98
▪ Primes de remboursement des obligations				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (B)	231 258 537,17	198 805 269,18	32 453 267,99	70 877 084,08
▪ Immobilisation en recherche et développement	160 660 693,87	160 660 693,87		2 366 666,65
▪ Brevets, marques, droits et valeurs similaires	42 859 565,43	38 144 575,31	4 714 990,12	2 899 372,56
▪ Fonds commercial				
▪ Autres immobilisations incorporelles	27 738 277,87		27 738 277,87	65 611 044,87
IMMOBILISATIONS CORPORELLES (C)	180 209 100,72	109 493 544,43	70 715 556,29	70 096 755,29
▪ Terrains	12 787 930,78		12 787 930,78	12 787 930,78
▪ Constructions	66 953 818,87	21 801 939,34	45 151 879,53	47 033 973,44
▪ Installations techniques, matériel et outillage	5 947 374,35	4 252 415,64	1 694 958,71	2 221 580,73
▪ Matériel de transport	2 135 297,74	1 345 620,41	789 677,33	1 105 548,27
▪ Mobilier, matériel de bureau et aménagements divers	86 250 569,66	82 093 569,04	4 157 000,62	5 538 584,03
▪ Autres immobilisations corporelles				
▪ Immobilisations corporelles en cours	6 134 109,32		6 134 109,32	1 409 138,04
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES (D)	4 666 825 512,86	588 303 266,21	4 078 522 246,65	3 164 114 472,98
▪ Prêts immobilisés	221 351 046,99		221 351 046,99	296 229 688,32
▪ Autres créances financières	10 000,00		10 000,00	10 000,00
▪ Titres de participation	4 445 464 465,87	588 303 266,21	3 857 161 199,66	2 867 874 784,66
▪ Autres titres immobilisés				
ÉCARTS DE CONVERSION-ACTIF (E)				
▪ Diminution des créances immobilisées				
▪ Augmentation des dettes de financement				
TOTAL I (A+B+C+D+E)	5 126 809 500,20	942 687 299,49	4 184 122 200,71	3 307 562 266,33
ACTIF CIRCULANT				
STOCKS (F)				
▪ Marchandises				
▪ Matières et fournitures consommables				
▪ Produits en cours				
▪ Produits intermédiaires et produits résiduels				
▪ Produits finis				
CRÉANCES DE L'ACTIF CIRCULANT (G)	4 842 456 558,43	30 334 000,00	4 812 122 558,43	3 356 990 706,53
▪ Fournisseurs, débiteurs, avances et acomptes	29 167 413,77		29 167 413,77	29 167 413,77
▪ Clients et comptes rattachés	655 168 898,42		655 168 898,42	499 199 629,80
▪ Personnel - Débiteur	844 146,99		844 146,99	292 803,83
▪ État - Débiteur	114 047 076,86		114 047 076,86	107 331 372,83
▪ Comptes d'associés	4 041 134 727,02	30 334 000,00	4 010 800 727,02	2 718 244 407,64
▪ Autres débiteurs				
▪ Comptes de régularisation-Actif	2 094 295,37		2 094 295,37	2 755 078,66
TITRES ET VALEURS DE PLACEMENT (H)				
ÉCARTS DE CONVERSION-ACTIF (I)				
(Eléments circulants)	3 363 971,45		3 363 971,45	35 560 555,63
TOTAL II (F+G+H+I)	4 845 820 529,88	30 334 000,00	4 815 486 529,88	3 392 551 262,16
TRÉSORERIE				
TRESORERIE-ACTIF	21 993 631,27		21 993 631,27	17 749 764,23
▪ Chèques et valeurs à encaisser				
▪ Banques, TG et CCP débiteurs	21 751 457,77		21 751 457,77	17 607 563,45
▪ Caisse, régie d'avances et accreditifs	242 173,50		242 173,50	142 200,78
TOTAL III	21 993 631,27		21 993 631,27	17 749 764,23
TOTAL GÉNÉRAL I+II+III	9 994 623 661,35	973 021 299,49	9 021 602 361,86	6 717 863 292,72

BILAN PASSIF

Exercice clos le 31 décembre 2022

PASSIF	Exercice	Exercice Précédent Net
FINANCEMENT PERMANENT		
CAPITAUX PROPRES		
▪ Capital social ou personnel (1)	999 130 800,00	999 130 800,00
▪ Moins : actionnaires, capital souscrit non appelé		
= Capital appelé dont versé.	999 130 800,00	999 130 800,00
▪ Primes d'émission, de fusion, d'apport	1 684 101 323,00	1 684 101 323,00
▪ Écarts de réévaluation		
▪ Réserve légale	99 913 080,00	99 913 080,00
▪ Autres réserves	100 646 510,00	300 472 670,00
▪ Report à nouveau (2)	-341 360 060,97	-959 643 983,80
▪ Résultats nets en instance d'affectation (2)		
▪ Résultat net de l'exercice (2)	945 148 003,33	618 283 922,83
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES (A)	3 487 579 655,36	2 742 257 812,03
CAPITAUX PROPRES ASSIMILÉS (B)		
▪ Subventions d'investissement		
▪ Provisions réglementées pour amortissements dérogatoires		
▪ Provisions réglementées pour plus-values en instance d'imposition		
▪ Provisions réglementées pour investissements		
▪ Provisions réglementées pour reconstitution des gisements		
▪ Provisions réglementées pour acquisition et construction de logements		
▪ Autres provisions réglementées		
DETTES DE FINANCEMENT (C)	3 000 000 000,00	2 646 300 000,00
▪ Emprunts obligataires	2 000 000 000,00	1 500 000 000,00
▪ Emprunts auprès des établissements de crédit	1 000 000 000,00	1 146 300 000,00
▪ Avances de l'État		
▪ Dettes rattachées à des participations et billets de fonds		
▪ Avances reçues et comptes courants bloqués		
▪ Fournisseurs d'immobilisations, cautionnements reçus et autres dettes de financement		
PROVISIONS DURABLES POUR RISQUES & CHARGES (D)		
▪ Provisions pour risques		
▪ Provisions pour charges		
ÉCARTS DE CONVERSION - PASSIF (E)		
▪ Augmentation des créances immobilisées		
▪ Diminution des dettes de financement		
TOTAL I (A+B+C+D+E)	6 487 579 655,36	5 388 557 812,03
PASSIF CIRCULANT		
DETTES DU PASSIF CIRCULANT (F)	1 965 923 567,59	1 083 185 805,57
▪ Fournisseurs et comptes rattachés	60 823 326,35	42 518 728,85
▪ Clients créditeurs, avances et acomptes		
▪ Personnel - Crédeur	16 546 757,90	14 486 274,81
▪ Organismes Sociaux	13 347 995,55	11 728 038,45
▪ État - Crédeur	30 835 979,38	8 629 619,70
▪ Comptes d'associés - Crédeurs	1 804 077 743,74	981 069 288,74
▪ Autres Créanciers		
▪ Comptes de régularisation - Passif	40 291 764,67	24 753 855,02
AUTRES PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (G)	3 363 971,45	35 560 555,63
ÉCARTS DE CONVERSION - PASSIF (Eléments circulants) (H)	163 981 102,33	9 584 942,30
TOTAL II (F+G+H)	2 133 268 641,37	1 128 331 303,50
TRÉSORERIE		
TRÉSORERIE - PASSIF		
▪ Crédits d'escompte		
▪ Crédits de trésorerie	400 000 000,00	200 000 000,00
▪ Banques (soldes créditeurs)	754 065,13	974 177,19
TOTAL III	400 754 065,13	200 974 177,19
TOTAL GÉNÉRAL I+II+III	9 021 602 361,86	6 717 863 292,72

(1) capital personnel débiteur (-)

(2) bénéficiaire (+); déficitaire (-)

COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES (HORS TAXES) Exercice du 01/01/2022 au 31/12/2022

NATURE	Opérations		Totaux de l'exercice 3=1+2	Totaux de l'exercice précédent 4
	Propres à l'exercice 1	Concernant les exercices précédents 2		
EXPLOITATION				
PRODUITS D'EXPLOITATION				
▪ Ventes de marchandises (en l'état)				
▪ Ventes de biens et services produits	380 161 593,39		380 161 593,39	293 527 097,17
▪ Variation de stocks de produits(±) (1)				
▪ Immobilisations produites par l'entreprise pour elle-même	2 173 214,00		2 173 214,00	3 075 258,88
▪ Subventions d'exploitation				
▪ Autres produits d'exploitation	300 000,00	2 364 141,28	2 664 141,28	300 000,00
▪ Reprises d'exploitation, transferts de charges	8 603 834,40		8 603 834,40	
TOTAL I	391 238 641,79	2 364 141,28	393 602 783,07	296 902 356,05
CHARGES D'EXPLOITATION				
▪ Achats revendus (2) de marchandises				
▪ Achats consommés (2) de matières et fournitures	32 459 074,72		32 459 074,72	24 577 509,32
▪ Autres charges externes	69 844 067,95	364 379,27	70 208 447,22	59 503 524,00
II ▪ Impôts et taxes	17 802 672,94	158 760,00	17 961 432,94	9 127 989,12
▪ Charges de personnel	93 784 934,33	3 301 928,60	97 086 862,93	86 330 476,78
▪ Autres charges d'exploitation	1 622 000,00		1 622 000,00	1 977 000,00
▪ Dotations d'exploitation	51 815 050,28		51 815 050,28	53 053 080,38
TOTAL II	267 327 800,22	3 825 067,87	271 152 868,09	234 569 579,60
III RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I-II)			122 449 914,98	62 332 776,45
FINANCIER				
PRODUITS FINANCIERS				
▪ Produits des titres de participation et autres titres immobilisés	791 949 216,83		791 949 216,83	66 018 000,00
IV ▪ Gains de change	16 835 618,17		16 835 618,17	2 366 873,29
▪ Intérêts et autres produits financiers	180 918 325,51		180 918 325,51	152 203 400,36
▪ Reprises financières, transferts de charges	39 847 320,63		39 847 320,63	286 326 445,10
TOTAL IV	1 029 550 481,14		1 029 550 481,14	506 914 718,75
CHARGES FINANCIÈRES				
▪ Charges d'intérêts	135 664 917,33		135 664 917,33	143 690 444,23
▪ Pertes de change	496 244,17		496 244,17	10 644 380,28
V ▪ Autres charges financières				
▪ Dotations financières	153 363 971,45		153 363 971,45	35 560 555,63
TOTAL V	289 525 132,95		289 525 132,95	189 895 380,14
VI RÉSULTAT FINANCIER (IV-V)			740 025 348,19	317 019 338,61
VII RÉSULTAT COURANT (III+VI)			862 475 263,17	379 352 115,06
NON COURANT				
PRODUITS NON COURANTS				
▪ Produits des cessions d'immobilisations				5 336 409,65
▪ Subventions d'équilibre				
VIII ▪ Reprises sur subventions d'investissement				
▪ Autres produits non courants				
▪ Reprises non courantes, transferts de charges	133 979 473,29		133 979 473,29	269 690 700,00
TOTAL VIII	133 979 473,29		133 979 473,29	275 027 109,65
CHARGES NON COURANTES				
▪ Valeurs nettes d'amortissements des immobilisations cédées				5 336 409,65
IX ▪ Subventions accordées				
▪ Autres charges non courantes	14 826 693,13		14 826 693,13	1 194 800,00
▪ Dotations non courantes aux amortissements et aux provisions	30 334 000,00		30 334 000,00	26 944 092,23
TOTAL IX	45 160 693,13		45 160 693,13	33 475 301,88
X RÉSULTAT NON COURANT (VIII+IX)			88 818 780,16	241 551 807,77
XI RÉSULTAT AVANT IMPÔTS (VII-X)			951 294 043,33	620 903 922,83
XII IMPÔTS SUR LES RÉSULTATS	6 146 040,00		6 146 040,00	2 620 000,00
XIII RÉSULTAT NET (XI-XII)			945 148 003,33	618 283 922,83
XIV TOTAL DES PRODUITS (I+IV+VIII)			1 557 132 737,50	1 078 844 184,45
XV TOTAL DES CHARGES (II+V+IX+XII)			611 984 734,17	460 560 261,62
XVI RÉSULTAT NET (PRODUITS-CHARGES)			945 148 003,33	618 283 922,83

(1) Variation de stocks : stock final-stock initial; augmentation (+) ; diminution (-)
 (2) Achats revendus ou consommés : achats - variation de stocks.

TABLEAU DE FINANCEMENT Exercice Clos le 31.12.2022

I. SYNTHÈSE DES MASSES DU BILAN	EXERCICE N	EXERCICE N-1	VARIATION A-B	
			EMPLOIS C	RESSOURCES D
1 Financement permanent	6 487 579 655,36	5 388 557 812,03		1 099 021 843,33
2 Moins actif immobilisé	4 184 122 200,71	3 307 562 266,33	876 559 934,38	
3 = FONDS DE ROULEMENT FONCTIONNEL (1-2) (A)	2 303 457 454,65	2 080 995 545,70		222 461 908,95
4 Actif circulant	4 815 486 529,88	3 392 551 262,16	1 422 935 267,72	
5 Moins passif circulant	2 133 268 641,37	1 128 331 303,50		1 004 937 337,87
6 = BESOIN DE FINANCEMENT GLOBAL (4-5) (B)	2 682 217 888,51	2 264 219 958,66	417 997 929,85	
7 TRÉSORERIE NETTE (Actif-Passif) A-B	-378 760 433,86	-183 224 412,96		195 536 020,90
II. EMPLOIS ET RESSOURCES				
	EXERCICE N		EXERCICE N-1	
	EMPLOIS	RESSOURCES	EMPLOIS	RESSOURCES
I. RESSOURCES STABLES DE L'EXERCICE (FLUX)				
* AUTOFINANCEMENT (A)		942 850 478,61		439 530 540,03
* Capacité d'autofinancement		1 142 676 638,61		439 530 540,03
* Distribution de bénéfices		199 826 160,00		
* CESSION ET RÉDUCTION D'IMMOBILISATIONS (B)		74 878 641,33		102 514 790,64
▪ Cession d'immobilisations incorporelles				5 336 409,65
▪ Cession d'immobilisations corporelles				
▪ Cession d'immobilisations financières				
▪ Récupération sur créances immobilisées		74 878 641,33		97 178 380,99
* AUGMENTATIONS DES CAPITAUX PROPRES ET ASSIMILÉS (C)				
* Augmentations de capital, apports				
* Subvention d'investissement				
* AUGMENTATIONS DES DETTES DE FINANCEMENT (D)		1 500 000 000,00		2 500 000 000,00
(nettes de primes de remboursement)				
TOTAL I. RESSOURCES STABLES (A+B+C+D)		2 517 729 119,94		3 042 045 330,67
II. EMPLOIS STABLES DE L'EXERCICE				
* ACQUISITIONS ET AUGMENTATIONS D'IMMOBILISATIONS (E)	1 148 129 835,99		6 220 006,32	
* Acquisitions d'immobilisations incorporelles	4 170 196,00		2 164 483,88	
* Acquisitions d'immobilisations corporelles	8 959 639,99		4 055 522,44	
* Acquisitions d'immobilisations financières	1 135 000 000,00			
* Augmentations des créances immobilisées				
* REMBOURSEMENT DES CAPITAUX PROPRES (F)				
* REMBOURSEMENT DES DETTES DE FINANCEMENT (G)	1 146 300 000,00		1 146 300 000,00	
* EMPLOIS EN NON-VALEURS (H)	837 375,00		2 890 000,00	
TOTAL II. EMPLOIS STABLES (E+F+G+H)	2 295 267 210,99		1 155 410 006,32	
III. VARIATION DE BESOIN DE FINANCEMENT GLOBAL (B.F.G)	417 997 929,85			105 557 993,87
IV. VARIATION DE LA TRÉSORERIE		195 536 020,90	1 992 193 318,22	
TOTAL GÉNÉRAL	2 713 265 140,84	2 713 265 140,84	3 147 603 324,54	3 147 603 324,54

ÉTAT DES SOLDES DE GESTION (E.S.G.)

I - TABLEAU DE FORMATION DU RÉSULTAT (T.F.R)

Exercice Clos le 31.12.2022

ÉLÉMENTS		EXERCICE	EXERCICE PRÉCÉDENT
1	Ventes de marchandises (en l'état)		
2	- Achats revendus de marchandises		
I	= MARGES BRUTES SUR VENTES EN L'ÉTAT		
II	+ PRODUCTION DE L'EXERCICE (3+4+5)	382 334 807,39	296 602 356,05
3	Ventes de biens et services produits	380 161 593,39	293 527 097,17
4	Variation de stocks de produits		
5	Immobilisations produites par l'entreprise pour elle même	2 173 214,00	3 075 258,88
III	- CONSOMMATION DE L'EXERCICE (6+7)	102 667 521,94	84 081 033,32
6	Achats consommés de matières et fournitures	32 459 074,72	24 577 509,32
7	Autres charges externes	70 208 447,22	59 503 524,00
IV	= VALEUR AJOUTÉE (I+II+III)	279 667 285,45	212 521 322,73
8	+ Subventions d'exploitation		
V	- Impôts et taxes	17 961 432,94	9 127 989,12
9	- Impôts et taxes	17 961 432,94	9 127 989,12
10	- Charges de personnel	97 086 862,93	86 330 476,78
	= EXCÉDENT BRUT D'EXPLOITATION (E.B.E)	164 618 989,58	117 062 856,83
	= INSUFFISANCE BRUT D'EXPLOITATION (I.B.E)		
11	+ Autres produits d'exploitation	2 664 141,28	300 000,00
12	- Autres charges d'exploitation	1 622 000,00	1 977 000,00
13	+ Reprises d'exploitation: transfert de charges	8 603 834,40	
14	- Dotations d'exploitation	51 815 050,28	53 053 080,38
VI	= RÉSULTAT D'EXPLOITATION (+ ou -)	122 449 914,98	62 332 776,45
VII	RÉSULTAT FINANCIER	740 025 348,19	317 019 338,61
VIII	= RÉSULTAT COURANT (+ ou -)	862 475 263,17	379 352 115,06
IX	RÉSULTAT NON COURANT (+ ou -)	88 818 780,16	241 551 807,77
15	- Impôts sur les résultats	6 146 040,00	2 620 000,00
X	= RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE (+ ou -)	945 148 003,33	618 283 922,83
II - CAPACITÉ D'AUTOFINANCEMENT (C.A.F) - AUTOFINANCEMENT			
1	- Bénéfice +	945 148 003,33	618 283 922,83
	- Perte -		
2	+ Dotation d'exploitation (1)	51 815 050,28	53 053 080,38
3	+ Dotations financières (1)	150 000 350,00	
4	+ Dotations non courantes (1)		
5	- Reprises d'exploitation. (2)		
6	- Reprises financières (2)	4 286 765,00	225 701 763,18
7	- Reprises non courantes (2) (3)		6 104 700,00
8	- Produits des cessions d'immobilisations		5 336 409,65
9	+ Valeurs nettes d'amortissements des immobilisations cédées.		5 336 409,65
	CAPACITÉ D'AUTOFINANCEMENT (C.A.F.)	1 142 676 638,61	439 530 540,03
I	- Distributions de bénéfices	199 826 160,00	199 826 160,00
II	AUTOFINANCEMENT	942 850 478,61	239 704 380,03

PRINCIPALES MÉTHODES D'ÉVALUATION SPÉCIFIQUES À L'ENTREPRISE

EXERCICE DU 01/01/2022 AU 31/12/2022

INDICATION DES MÉTHODES D'ÉVALUATION APPLIQUÉES PAR L'ENTREPRISE

I. ACTIF IMMOBILISÉ

A. ÉVALUATION À L'ENTRÉE

1. Immobilisation en non-valeurs
Les non valeurs correspond aux frais d'augmentation du capital et les frais d'acquisition des immobilisations.
2. Immobilisations incorporelles
Elles sont inscrites au bilan à leur valeur d'acquisition et/ou de production.
3. Immobilisations corporelles
Elles sont inscrites au coût d'acquisition et/ou de production.
4. Immobilisations financières
Comprenant les prêts, les dépôts et cautionnements comptabilisés à leur valeur nominale les titres sont portés en comptabilité pour leur prix d'achat à l'exclusion des frais d'acquisition.

B. CORRECTION DE VALEUR

1. Méthodes d'amortissement
Les immobilisations en non valeurs sont amorties sur 5 ans.
Les frais de R&D sont amortis sur la durée d'utilité correspondant à la durée d'exploitation estimée des réserves découvertes.
Les immobilisations corporelles sont amorties en fonction de la durée de vie économique probable.
2. Méthodes d'évaluation des provisions pour dépréciation
A la date d'inventaire, la valeur actuelle est comparée à la valeur d'entrée ou à la VNC pour les éléments amortissables, seules les moins-values dégagées de cette comparaison sont inscrites en comptabilité:
---> sous forme d'amortissements exceptionnels, si elles ont un caractère définitif
---> sous forme de provisions pour dépréciation, si elles n'ont pas un caractère définitif.

La valeur actuelle des titres de participation est déterminée selon l'une des méthodes suivantes:
- Valeur boursière si la participation est cotée
- ou l'une des deux méthodes suivantes si la participation est non cotée:
- Quote-part dans la situation nette de la filiale.
- Actualisation des cash flux futurs (DCF).

II. ACTIF CIRCULANT (Hors trésorerie)

A. ÉVALUATION À L'ENTRÉE

1. Stocks
Non applicable
2. Créances
Les créances libellées en monnaie étrangère sont revalorisées au cours de clôture
3. Titres et valeurs de placement

B. CORRECTIONS DE VALEUR

1. Méthodes d'évaluation des provisions pour dépréciation
Les avances en comptes courants d'associés sont comptabilisées à leur valeur nominale Les avances en comptes courants d'associés des filiales sont dépréciées si les perspectives de développement de la filiale s'avèrent pessimistes ou sa continuité d'exploitation est compromise.
2. Méthodes de détermination des écarts de conversion-Actif
Les créances libellées en devise sont converties aux taux de clôture et réajustées par les comptes d'écarts de conversion actif et passif. Les pertes de change latentes font l'objet de provision, en revanche les gains latents ne sont pas portés dans le compte de résultat.

III. FINANCEMENT PERMANENT

1. Méthodes de réévaluation des provisions durables pour risque et charges: la société applique les règles d'évaluation du CGNC en matière d'évaluation des provisions.

IV. PASSIF CIRCULANT (Hors trésorerie)

1. Dettes du passif circulant : les dettes relatives aux créanciers étrangers sont enregistrées à leur valeur nominale sur la base des cours dates des transactions
2. Méthodes de détermination des écarts de conversion-Passif : les dettes libellées en devises sont converties aux taux de clôture et re ajustées par les comptes d'écarts de conversion actif et passif. Les pertes de change latentes sont font l'objet de provision pour perte de change . En revanche les gains latents ne sont pas portés dans le compte de résultat

V. TRÉSORERIE

La société applique les règles et principes d'évaluation CGNC

ÉTAT DES DÉROGATIONS

EXERCICE DU 01/01/2022 AU 31/12/2022

INDICATIONS DES DÉROGATIONS	JUSTIFICATION DES DÉROGATIONS	INFLUENCE DES DÉROGATIONS SUR LE PATRIMOINE, LA SITUATION FINANCIÈRE ET LES RÉSULTATS
I. Dérogations aux principes comptables fondamentaux	Néant	Néant
II. Dérogations aux méthodes d'évaluation	Néant	Néant
III. Dérogations aux règles d'établissement et de présentation des états de synthèse	Néant	Néant

ÉTAT DES CHANGEMENTS DE MÉTHODES

Exercice Clos le 31.12.2022

NATURE DES CHANGEMENTS	JUSTIFICATION DU CHANGEMENT	INFLUENCE SUR LE PATRIMOINE, LA SITUATION FINANCIÈRE ET LES RÉSULTATS
I. Changements affectant les méthodes d'évaluation	Néant	Néant
II. Changements affectant les règles de présentation	Néant	Néant

DÉTAIL DES NON-VALEURS

EXERCICE DU 01/01/2022 AU 31/12/2022

COMPTE PRINCIPAL	INTITULÉ	MONTANT
211	FRAIS PRÉLIMINAIRES	34 787 141,25
2111	Frais de constitution	
2112	Frais préalable au démarrage	
2113	Frais d'augmentation du capital	31 170 049,34
2114	Frais sur opérations de fusions, scissions et transformations	
2116	Frais de prospection	3 617 091,91
2117	Frais de publicité	
2118	Autres frais préliminaires	
212	CHARGES À RÉPARTIR SUR PLUSIEURS EXERCICES	13 729 208,20
2121	Frais d'acquisition des immobilisations	793 825,00
2125	Frais d'émission des emprunts	6 563 666,27
2128	Autres charges à répartir	6 371 716,93
213	CHARGES À RÉPARTIR SUR PLUSIEURS EXERCICES	
2130	Primes de remboursement des obligations	
	TOTAL	48 516 349,45

TABLEAU DES IMMOBILISATIONS AUTRES QUE FINANCIERS

Exercice Clos le 31.12.2022

NATURE	MONTANT BRUT DÉBUT EXERCICE	AUGMENTATION			DIMINUTION			MONTANT BRUT FIN EXERCICE
		Acquisition	Production par l'entreprise pour elle-même	Virement	Cession	Retrait	virement	
IMMOBILISATION EN NON-VALEURS	47 678 974,45		837 375,00					48 516 349,45
* Frais préliminaires	34 787 141,25							34 787 141,25
* Charges à répartir sur plusieurs exercices	12 891 833,20		837 375,00					13 729 208,20
* Primes de remboursement obligations								
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	225 846 449,67	2 834 357,00	1 335 839,00	40 450 497,50			39 208 606,00	231 258 537,17
* Immobilisation en recherche et développement	121 452 087,87			39 208 606,00				160 660 693,87
* Brevets, marques, droits et valeurs similaires	38 783 316,93	2 834 357,00		1 241 891,50				42 859 565,43
* Fonds commercial								
* Autres immobilisations incorporelles	65 611 044,87		1 335 839,00				39 208 606,00	27 738 277,87
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	172 491 352,23	8 959 639,99		164 843,00			1 406 734,50	180 209 100,72
* Terrains	12 787 930,78							12 787 930,78
* Constructions	65 555 224,76	1 398 594,11						66 953 818,87
* Installations techniques, matériel et outillage	5 947 374,35							5 947 374,35
* Matériel de transport	2 135 297,74							2 135 297,74
* Mobilier, matériel de bureau et aménagement	84 656 386,56	1 429 340,10		164 843,00				86 250 569,66
* Autres immobilisations corporelles Informatique								
* Immobilisations corporelles en cours	1 409 138,04	6 131 705,78					1 406 734,50	6 134 109,32

TABLEAU DES AMORTISSEMENTS

Exercice Clos le 31.12.2022

NATURE	Cumul d'amortissement début exercice 1	Dotation de l'exercice 2	Amortissements sur immobilisations sorties 3	Cumul d'amortissement fin exercice 4 = 1 + 2 - 3
IMMOBILISATIONS EN NON-VALEURS	45 205 020,47	880 199,20		46 085 219,67
* Frais préliminaires	34 787 141,25			34 787 141,25
* Charges à répartir sur plusieurs exercices	10 417 879,22	880 199,20		11 298 078,42
* Primes de remboursement obligations				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	154 969 365,59	43 835 903,59		198 805 269,18
* Immobilisation en recherche et développement	119 085 421,22	41 575 272,67		160 660 693,89
* Brevets, marques, droits et valeurs similaires	35 883 944,37	2 260 630,92		38 144 575,29
* Fonds commercial				
* Autres immobilisations incorporelles				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	102 394 596,94	7 098 947,49		109 493 544,43
* Terrains				
* Constructions	18 521 251,32	3 280 688,02		21 801 939,34
* Installations techniques, matériel et outillage	3 725 793,62	526 622,02		4 252 415,64
* Matériel de transport	1 029 749,47	315 870,94		1 345 620,41
* Mobilier, matériel de bureau et aménagement	79 117 802,53	2 975 766,51		82 093 569,04
* Autres immobilisations corporelles Informatique				
* Immobilisations corporelles en cours				

TABLEAU DES PLUS OU MOINS VALUES SUR CESSIONS OU RETRAITS D'IMMOBILISATIONS

Exercice Clos le 31.12.2022

	Compte principal	Montant brut	Amortissements cumulés	Valeur nette d'amortissements	Produit de cession	Plus-values	Moins-values
Immobilisations Incorporelles	22+						
Immobilisations corporelles	23+						
Immobilisations Financières	24+ & 25+						
TOTAL							

TABLEAU DES TITRES DE PARTICIPATION

Exercice Clos le 31.12.2022

Raison sociale de la société émettrice	Secteur d'activité 1	Capital social 2	Participation au capital en % 3	Prix d'acquisition global 4	Valeur comptable nette 5	Extrait des derniers états de synthèse de la société émettrice			Produits inscrits au C.P.C de l'exercice 9
						Date de clôture	Situation nette	Résultat net	
						6	7	8	
TITRES DE PARTICIPATION									
- CTT	MINES	302 685 000,00	99,78%	147 664 508,25	147 664 508,25	31/12/2022	898 611 774,25	415 202 318,48	
- CMG	MINES	690 000 000,00	80,00%	841 799 385,00	841 799 385,00	31/12/2022	1 063 473 664,14	294 311 051,79	
- SMI	MINES	164 509 000,00	80,26%	760 629 613,75	760 629 613,75	31/12/2022	1 171 126 488,84	19 160 725,85	
- SAMINE	MINES	29 000 000,00	85,21%	150 000 088,00		31/12/2022	-37 938 525,87	-25 080 505,87	
- SOMIFER	MINES	88 888 500,00		134,05	134,05	31/12/2022	237 452 070,87	64 702 597,36	225,00
- REMINEX	SERVICES	12 922 700,00	100,00%	14 990 132,00	14 990 132,00	31/12/2022	19 160 725,85	21 184 345,57	
- TECHSUB	SERVICES	10 162 090,00	98,47%	20 026 090,00	20 026 090,00	31/12/2022	30 109 957,38	-15 566 266,76	
- CTTA	SERVICES	100 000,00	100,00%	105 624,15	105 624,15	31/12/2022	263 888,70	-1 175 478,37	
- AKKA GOLD MINING	MINES	600 100,00	99,93%	1 714 261 500,00	1 714 261 500,00	31/12/2022	536 023 590,17	64 909 570,72	
- MANAGEM INTERNATIONAL	SERVICES	133 540 080,02	100,00%	133 540 080,02	133 540 080,02	31/12/2022	1 971 832 269,05	111 946 444,97	
- ESPATIEL	TELECOMMUNICAT	100 000,00		100,00	100,00	31/12/2022			
- NAPHTA	COMMERCE	900 000,00		100,00	100,00	31/12/2022			
- SI IDEAL	IMPRIMERIE	10 000,00		50,00	50,00	31/12/2022			
- SOCIMO	IMMOBILIER	10 000,00		10,65	10,65	31/12/2022			
- SAGHRO	MINES	50 000 000,00	100,00%	49 999 700,00	49 999 700,00	31/12/2022	48 430 687,22	-1 144 571,74	
- OUMJRANE	MINES	100 000 000,00	100,00%	469 999 700,00	31 696 521,79	31/12/2022	-7 224 996,77	-8 858 835,55	
- MANAGOLD	SERVICES	42 215 000,00	100,00%	42 215 000,00	42 215 000,00	31/12/2022	97 150 974,00	41 801 754,00	783 838 266,00
- TRADIST	SERVICES	233 400,00	20,00%	233 400,00	233 400,00	31/12/2022	-7 281 118,73	-8 440 032,17	8 110 725,83
- DADES	MINES	50 000 000,00	100,00%	49 999 600,00	49 999 600,00	31/12/2022	56 262 605,54	1 146 874,60	
- GGM	MINES	50 000 000,00	100,00%	49 999 600,00	49 999 600,00	31/12/2022	12 500 000,00	-3 000,00	
- MAA	MINES	50 000 000,00		100,00	100,00	31/12/2022	12 216 546,41	-57 477,26	
TOTAL				4 445 464 515,87	3 857 161 249,66		6 102 170 601,05	974 039 515,62	791 949 216,83

La valeur actuelle de la participation AGM (Akka Gold Mining), CMG et OUMEJRANE correspond à leurs valeurs d'utilités obtenues par actualisation des cash flows futurs. Cette valeur d'utilité tient compte des perspectives de développement significatif de l'activité Cuivre et reste supérieure à son prix d'acquisition.

TABLEAU DES PROVISIONS

Exercice Clos le 31.12.2022

NATURE	Montant début exercice	DOTATIONS			REPRISES			Montant fin exercice
		d'exploitation	financières	Non courantes	d'exploitation	financières	Non courantes	
1. Provisions pour dépréciation de l'actif immobilisé	442 590 031,21		150 000 000,00			4 286 765,00		588 303 266,21
2. Provisions réglementées								
3. Provisions durables pour risques et charges								
SOUS TOTAL (A)	442 590 031,21		150 000 000,00			4 286 765,00		588 303 266,21
4. Provisions pour dépréciation de l'actif circulant (hors trésorerie)	142 583 307,69			30 334 000,00	8 603 834,40	133 979 473,29		30 334 000,00
5. Autres Provisions pour risques et charges	35 560 555,63		3 363 971,45			35 560 555,63		3 363 971,45
6. Provisions pour dépréciation des comptes de trésorerie								
SOUS TOTAL (B)	178 143 863,32		3 363 971,45	30 334 000,00	8 603 834,40	169 540 028,92		33 697 971,45
TOTAL (A + B)	620 733 894,53		153 363 971,45	30 334 000,00	8 603 834,40	173 826 793,92		622 001 237,66

TABLEAU DES CRÉANCES

Exercice Clos le 31.12.2022

CRÉANCES	TOTAL	ANALYSE PAR ÉCHÉANCE			AUTRES ANALYSES			
		Plus d'un an	Moins d'un an	Échues et non recouvrées	Montants en devises	Montants sur l'État et Organismes Publics	Montants sur les entreprises liées	Montants représentés par effets
DE L'ACTIF IMMOBILISÉ	221 361 046,99	221 361 046,99			221 351 046,99		221 351 046,99	
- Prêts immobilisés	221 351 046,99	221 351 046,99			221 351 046,99		221 351 046,99	
- Autres créances financières	10 000,00	10 000,00						
DE L'ACTIF CIRCULANT	4 842 456 558,43	538 533 066,16	4 273 589 492,27	30 334 000,00	1 672 537 319,22	114 047 076,86	4 694 969 625,44	
- Fournisseurs débiteurs, avances et acomptes	29 167 413,77	29 167 413,77					29 000 000,00	
- Clients et comptes rattachés	655 168 898,42	429 035 251,32	226 133 647,10		534 938 737,82		655 168 898,42	
- Personnel	844 146,99		844 146,99					
- État	114 047 076,86	80 330 401,07	33 716 675,79			114 047 076,86		
- Comptes d'associés	4 041 134 727,02		4 010 800 727,02	30 334 000,00	1 137 598 581,40		4 010 800 727,02	
- Autres débiteurs								
- Comptes de régularisation-Actif	2 094 295,37		2 094 295,37					

TABLEAU DES DETTES

Exercice Clos le 31.12.2022

CRÉANCES	ANALYSE PAR ÉCHÉANCE				AUTRES ANALYSES			
	TOTAL	Plus d'un an	Moins d'un an	Échues et non recouvrées	Montants en devises	Montants vis-à-vis de l'État et Organismes Publics	Montants vis-à-vis des entreprises liées	Montants représentés par effets
DE FINANCEMENT	3 000 000 000,00	3 000 000 000,00						
- Emprunts obligataires	2 000 000 000,00	2 000 000 000,00						
- Autres dettes de financement	1 000 000 000,00	1 000 000 000,00						
DU PASSIF CIRCULANT	1 965 923 567,59	4 692 914,79	1 961 230 652,80		3 818 017,96	44 183 974,93	1 821 878 238,74	
- Fournisseurs et comptes rattachés	60 823 326,35	4 692 914,79	56 130 411,56		3 818 017,96		17 800 495,00	
- Clients créditeurs, avances et acomptes								
- Personnel	16 546 757,90		16 546 757,90					
- Organismes sociaux	13 347 995,55		13 347 995,55			13 347 995,55		
- État	30 835 979,38		30 835 979,38			30 835 979,38		
- Comptes d'associés	1 804 077 743,74		1 804 077 743,74				1 804 077 743,74	
- Autres créanciers								
- Comptes de régularisation-Passif	40 291 764,67		40 291 764,67					

TABLEAU DES BIENS EN CRÉDIT BAIL

Exercice Clos le 31.12.2022

Rubriques	Date de la 1 ^{ère} échéance	Durée du contrat en mois	Valeur estimée du bien à la date du contrat	Durée théorique d'amortissement du bien	Cumul des exercices précédents des redevances	Montant de l'exercice des redevances	Redevances restant à payer		Prix d'achat résiduel en fin de contrat	Observations
							À moins d'un an	À plus d'un an		
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
BMW	20/08/2018	60	599 999,99	5	522 938,60	153 055,20	77 061,40		50 000,00	
BMW	01/07/2018	60	599 999,99	5	535 693,20	153 055,20	64 306,80		50 000,00	
BMW	01/07/2018	60	599 999,99	5	535 693,20	153 055,20	64 306,80		50 000,00	
BMW	15/04/2019	60	599 999,99	5	446 215,44	162 260,16	162 260,16	40 565,04	6 000,00	
BMW	15/04/2019	60	599 999,99	5	446 215,44	162 260,16	162 260,16	40 565,04	6 000,00	
BMW	01/09/2020	48	599 999,96	4	260 333,56	197 656,56	197 656,56	134 979,56	6 000,00	
DS7	01/06/2021	60	600 887,40	5	70 103,53	120 177,48	120 177,48	290 428,91	4 443,88	
JEEP	25/02/2022	48	554 990,10	4		139 661,06	152 357,52	317 411,50	5 549,90	

TABLEAU DES SÛRETÉS RÉELLES DONNÉES OU REÇUES

Exercice Clos le 31.12.2022

Tiers Crédeurs ou Tiers débiteurs	Montant couvert par la sûreté	Nature (1)	Date et lieu d'inscription	Objet (2) (3)	Valeur comptable nette de la sûreté donnée à la date de clôture
Sûretés données	Néant				
Sûretés reçues					

(1) Gage: 1 - Hypothèque: 2 - Nantissement: 3 - Warrant: 4 - Autres: 5 - (à préciser)

(2) Préciser si la sûreté est donnée au profit d'entreprises ou de personnes tierces (sûretés données)

(entreprises liées, associés, membres du personnel)

(3) Préciser si la sûreté reçue par l'entreprise provient de personnes tierces autres que le débiteur (sûretés reçues)

ENGAGEMENTS FINANCIERS REÇUS OU DONNÉS HORS OPÉRATIONS DE CRÉDIT-BAIL

Exercice Clos le 31.12.2022

ENGAGEMENTS DONNÉS	Montants Exercice	Montants Exercice précédent
. Avals et cautions	19 000,00	974 000,00
. Engagements en matières de pensions de retraites et obligations similaires	19 303 000,00	19 704 000,00
. Autres engagements donnés		
- Gain latent sur contrats de couvertures		
- Perte latente sur contrats de couvertures	200 347 070,00	214 283 625,09
TOTAL (I)	219 669 070,00	234 961 625,09

(I) Dont engagements à l'égard d'entreprises liées.....

ENGAGEMENTS REÇUS	Montants Exercice	Montants Exercice précédent
* Avals et cautions		
* Autres engagements reçus		
TOTAL		

DÉTAIL DES POSTES DU C.P.C

Exercice Clos le 31.12.2022

POSTE	ELEMENTS	EXERCICE	EXERCICE PRÉCÉDENT
611	CHARGES D'EXPLOITATION		
	Achats revendus de marchandises		
	Achats de marchandises		
	Variation des stocks de marchandises (+/-)		
	TOTAL		
612	Achats consommés de matières et fournitures		
	Achats de matières premières		
	Variation des stocks de matières premières (+/-)		
	Achats de matières et fournitures consommables et d'emballages		
	Variation des stocks de matières, fournitures et emballages (+/-)		
	Achats non stockés de matières et fournitures	3 785 228,88	2 424 825,69
	Achats de travaux, études et prestations de service	28 673 845,84	22 152 683,63
	TOTAL	32 459 074,72	24 577 509,32
613/614	Autres charges externes		
	Locations et charges locatives	4 011 216,00	3 784 586,66
	Redevances de crédit-bail	1 241 181,02	1 051 446,01
	Entretien et réparations	10 692 276,71	10 093 029,83
	Primes d'assurances	517 643,47	975 881,04
	Rémunérations du personnel extérieur à l'entreprise		
	Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	18 424 658,72	7 968 447,33
	Redevances pour brevets, marques, droits...		
	Transports	472 489,46	505 614,91
	Déplacements, missions et réceptions	21 661 111,20	27 000 000,00
	Reste du poste des autres charges externes	13 187 870,64	8 124 518,22
	TOTAL	70 208 447,22	59 503 524,00
617	Charges du personnel		
	Rémunérations du personnel	65 655 746,35	56 905 653,51
	Charges sociales	22 284 942,24	19 488 635,37
	Reste du poste des charges de personnel	9 146 174,34	9 936 187,90
	TOTAL	97 086 862,93	86 330 476,78
618	Autres charges d'exploitation		
	Jetons de présence	1 622 000,00	1 977 000,00
	Pertes sur créances irrécouvrables		
	Reste du poste des autres charges d'exploitation		
	TOTAL	1 622 000,00	1 977 000,00
638	CHARGES FINANCIÈRES		
	Autres charges financières		
	Charges nettes sur cessions de titres et valeurs de placement		
	Reste du poste des autres charges financières		
	TOTAL		
658	CHARGES NON COURANTES		
	Autres charges non courantes		
	Pénalités sur marchés et dédits		
	Rappels d'impôts (autres qu'impôts sur les résultats)		
	Pénalités et amendes fiscales ou pénales		
	Créances devenues irrécouvrables		
	Reste du poste des autres charges non courantes	14 826 693,13	800 000,00
	TOTAL	14 826 693,13	800 000,00

DÉTAIL DES POSTES DU C.P.C

Exercice Clos le 31.12.2022

POSTE	ELEMENTS	EXERCICE	EXERCICE PRÉCÉDENT
711	PRODUITS D'EXPLOITATION		
	Ventes de marchandises		
	Ventes de marchandises au Maroc		
	Ventes de marchandises à l'étranger		
	Reste du poste des ventes de marchandises		
	TOTAL		
712	Ventes des biens et services produits		
	Ventes de biens au Maroc		
	Ventes de biens à l'étranger		
	Ventes de services au Maroc	179 294 297,82	163 905 549,16
	Ventes de services à l'étranger	193 760 295,57	129 621 548,01
	Redevances pour brevets, marques, droits...		
	Reste du poste des ventes et services produits	7 107 000,00	
	TOTAL	380 161 593,39	293 527 097,17
713	Variation des stocks de produits		
	Variation des stocks de biens produits (+ ou -)		
	Variation des stocks des services produits (+ ou -)		
	Variation des stocks des produits en cours (+ ou -)		
	TOTAL		
718	Autres produits d'exploitation		
	Jetons de présence reçus	300 000,00	300 000,00
	Reste du poste (produits divers)	2 364 141,28	
	TOTAL	2 664 141,28	300 000,00
719	Reprises d'exploitation; transferts de charges		
	Reprises d'exploitation	8 603 834,40	
	Transferts de charges		
	TOTAL	8 603 834,40	
738	PRODUITS FINANCIERS		
	Intérêts et autres produits financiers		
	* Intérêt et produits assimilés	180 918 325,51	152 203 400,36
	* Revenus des créances rattachées à des participations		
	* Produits nets sur cessions de titres et valeurs de placement		
	* Reste du poste intérêts et autres produits financiers		
	Total	180 918 325,51	152 203 400,36

PASSAGE DU RÉSULTAT NET COMPTABLE AU RÉSULTAT NET FISCAL

Exercice Clos le 31.12.2022

INTITULÉ	MONTANT	MONTANT
I- RÉSULTAT NET COMPTABLE		
Bénéfice net	945 148 003,33	
Perte nette		
II- RÉINTEGRATIONS FISCALES	241 262 268,24	
1. Courantes		
Excédent non déductible sur les cadeaux	370 731,00	
Amort et/ou redevance non déductibles (location véhicule)	862 551,00	
Écart conversion Passif	163 981 102,33	
Autres charges sur exercice antérieur	3 825 067,87	
Excédent non déductible sur intérêts comptes courants	13 587 543,07	
Retenue à la source / prestations	17 301 425,34	
Créances devenues irrécouvrables	4 776 858,60	
Edon non déductible	76 949,03	
Total des réintégrations courantes	204 782 228,24	
2. Non Courantes		
Impôt sur les résultats	6 146 040,00	
Provision dépréciation Créances	30 334 000,00	
Total des réintégrations non courantes	36 480 040,00	
III- DÉDUCTIONS FISCALES		944 116 524,52
1. Courantes		
Reprise écart de conversion N-2021		9 584 000,00
Dividendes		791 949 216,83
Total des déductions fiscales courantes		801 533 216,83
2. Non Courantes		
Reprise dépréciation créances		133 979 473,29
Reprise dépréciation créance		8 603 834,40
Total des déductions fiscales non courantes		8 603 834,40
Total	1 186 410 271,57	944 116 524,52
IV- RÉSULTAT BRUT FISCAL		
Bénéfice brut si T1 > T2 (A)		242 293 747,05
Déficit brut fiscal si T1 < T2 (B)		
Déficit ou fraction de déficit correspondant à la dotation aux amortissements pratiqués.		
Surplus correspondant au déficit d'exploitation.		
V- REPORTS DÉFICITAIRES IMPUTÉS (C) (1)	242 293 740,00	
Exercice N-4		
Exercice N-3		
Exercice N-2	242 293 740,00	
Exercice N-1		
Déficit absorbé sur les amortissements indéfiniment reportables		
VI- RÉSULTAT NET FISCAL		
Bénéfice net fiscal (A-C)		
ou		
Déficit net fiscal (B)		
		Montants
VII CUMUL DES REPORTS DE DÉFICITS SUR AMORTISSEMENTS		31 179 690,46
VIII CUMUL DES DÉFICITS D'EXPLOITATION RESTANT À REPORTER		27 739 162,00
FISCALEMENT		
Exercice N-4		
Exercice N-3		
Exercice N-2	27 739 162,00	
Exercice N-1		

(1) Dans la limite du montant du bénéfice brut fiscal (A)

DÉTERMINATION DU RÉSULTAT COURANT APRÈS IMPÔT

Exercice Clos le 31.12.2022

I. DÉTERMINATION DU RÉSULTAT		MONTANT
Résultat courant d'après C.P.C	(+,-)	862 475 263,17
Réintégrations fiscales sur opérations courantes	(+)	204 782 228,24
Déductions fiscales sur opérations courantes	(-)	801 533 216,83
Résultat courant théoriquement imposable	(=)	265 724 274,58
Impôt théorique sur résultat courant	(-)	82 374 525,12
Résultat courant après impôts	(=)	183 349 749,46
II. INDICATION DU RÉGIME FISCAL ET DES AVANTAGES OCTROYÉS PAR LES CODES DES INVESTISSEMENTS OU PAR DES DISPOSITIONS LÉGALES SPÉCIFIQUES		

PASSIFS ÉVENTUELS

Exercice Clos le 31.12.2022

Les déclarations fiscales au titre de l'impôt sur les sociétés (IS), la taxe sur la valeur ajoutée (TVA), l'impôt sur les revenus (IR) ainsi que les déclarations sociales de la CNSS non prescrites pourraient faire l'objet d'un contrôle et des rappels

DÉTAIL DE LA TAXE SUR LA VALEUR AJOUTÉE

Exercice Clos le 31.12.2022

NATURE	Solde au début de l'exercice	Opérations comptables de l'exercice	Déclarations TVA de l'exercice	Solde fin d'exercice
	1	2	3	(1 + 2 - 3 = 4)
A. T V A Facturée	3 771 414,88	42 707 470,16	25 235 984,26	21 242 900,78
B. T V A Récupérable	5 260 442,66	22 487 175,79	23 470 575,71	18 245 216,98
* Crédit antérieurs				
* sur charges	5 260 442,66	19 778 168,33	20 761 568,25	4 277 042,74
* sur immobilisations		2 709 007,46	2 709 007,46	
C. T V A dûe ou crédit de T V A = (A - B)	-1 489 027,78			2 997 683,80

ÉTAT DE RÉPARTITION DU CAPITAL SOCIAL

Montant du capital : 999 130 800 Dh

Exercice Clos le 31.12.2022

Nom, prénom ou raison sociale des principaux associés (1)	Adresse	NOMBRE DE TITRES		Valeur nominale de chaque action ou part sociale	MONTANT DU CAPITAL		
		Exercice précédent	Exercice actuel		Souscrit	Appelé	Libéré
1	2	3	4	5	6	7	8
AL MADA	60, RUE D'ALGER - CASABLANCA	8 135 590	7 150 590	100,00	715 059 000,00	715 059 000,00	715 059 000,00
M. Bassim JAÏ HOKIMI	3 ALLÉE DES MIMOSAS ANFA CASABLANCA	1	1	100,00	100,00	100,00	100,00
M.Abdellaziz ABARRO	7 RUE DES SAPINS ANFA CASABLANCA	1	1	100,00	100,00	100,00	100,00
SIGER	5 AVENUE LA PRINCESSE LAILA MERYEM RABAT	1	1	100,00	100,00	100,00	100,00
S.F.G.P.	60, RUE D'ALGER - CASABLANCA	2	2	100,00	200,00	200,00	200,00
NAPHTA	60, RUE D'ALGER - CASABLANCA	1	1	100,00	100,00	100,00	100,00
SAMINE	Twin Center, Tour A Bd Zerktoumi et Massira - Casablanca	1	1	100,00	100,00	100,00	100,00
CTT	Twin Center, Tour A Bd Zerktoumi et Massira - Casablanca	1	1	100,00	100,00	100,00	100,00
OFFICE NATIONAL DES HYDROCARBURES ET DES MINES	5 BD MOULAY HASSAN RABAT	1	1	100,00	100,00	100,00	100,00
OUHMANE FADWA	10 ANGLE BIR HAKIM ET ABOU DABI OISIS CASABLANCA	44	44	100,00	4 400,00	4 400,00	4 400,00
BENYAKHLEF RACHID		1	1	100,00	100,00	100,00	100,00
LASKY NAJMA	RUE DE CORIANDRE ANFA CASABLANCA	-	-	100,00			
OURIAGLI MOHAMED HASSAN	VILLA DES IRIS 17 BIS RUE DE LA PAPETERIE QUARTIER DES CRETES	1	1	100,00	100,00	100,00	100,00
NOUFISSA KESSAR	VILLA CAYOLA N°16 CASA	1	1	100,00	100,00	100,00	100,00
TOUMI IMAD	Twin Center, Tour A Bd Zerktoumi et Massira - Casablanca	1	1	100,00	100,00	100,00	100,00
ARROUB RAMSES		1	1	100,00	100,00	100,00	100,00
C I M R	100 BD ABDELMOUMEN CASABLANCA	868 565	868 565	100,00	86 856 500,00	86 856 500,00	86 856 500,00
WAFI ASSURANCE	1 BD ABDELMOUMEN CASABLANCA	76 934	-	100,00			
DIVERS PORTEURS		910 161	1 972 095	100,00	197 209 500,00	197 209 500,00	197 209 500,00

(1) Quand le nombre des associés est inférieur ou égal à 10, l'entreprise doit déclarer tous les participants au capital. Dans les autres cas, il y a lieu de ne mentionner que les 10 principaux associés par ordre d'importance décroissante.

ÉTAT POUR LE CALCUL DE L'IMPÔT DÛ PAR LES ENTREPRISES BÉNÉFICIAIRES
D'ENCOURAGEMENTS AUX INVESTISSEMENTS

Exercice Clos le 31.12.2022

RUBRIQUES 1	Ensemble des produits 2	Ensemble des produits correspondant à la base imposable 3	Ensemble des produits correspondant au numérateur taxable 4
Ventes			
1 Ventes imposables	186 401 297,82	186 401 297,82	186 401 297,82
2 Ventes exports	193 760 295,57	193 760 295,57	193 760 295,57
3 Ventes exonérées à 50%			
Lotissement et promotion immobilière			
4 Ventes et locations imposables			
5 Ventes et locations exclues à 100%			
6 Ventes et locations exclues à 50%			
Prestations de services			
7 Imposables			
8 Exonérées à 100%			
9 Exonérées à 50%			
10 Produits accessoires, Produits financiers, dons & libéralités	1 156 348 404,12	1 156 348 404,12	1 156 348 404,12
11 Subventions d'équipement			
12 Subventions d'équilibre			
12a Imposables			
12b Exonérées à 100%			
12c Exonérées à 50%			
13 Totaux partiels	1 536 509 997,51	1 536 509 997,51	1 536 509 997,51
14 Profit net global des cessions après abattement pondéré			
15 Autres profits exceptionnels			
16 Total général (13+14+15)	1 536 509 997,51	1 536 509 997,51	1 536 509 997,51

RÉSULTAT ET AUTRES ÉLÉMENTS CARACTÉRISTIQUES
DE L'ENTREPRISE AU COURS DES TROIS DERNIERS EXERCICES

Exercice Clos le 31.12.2022

NATURE DES INDICATIONS	Exercice n - 2	Exercice n - 1	Exercice n
SITUATION NETTE DE L'ENTREPRISE			
Capitaux propres plus capitaux propres assimilés moins immobilisation en non valeurs	2 119 212 628,24	2 739 783 858,05	3 485 148 525,58
OPÉRATIONS ET RÉSULTAT DE L'EXERCICE			
1. Chiffres d'affaires hors taxes	228 919 939,64	293 527 097,17	380 161 593,39
2. Résultat avant impôt	-255 944 643,86	620 903 922,83	951 294 043,33
3. Impôt sur les résultats	1 947 531,00	2 620 000,00	6 146 040,00
4. Bénéfices distribués			
5. Résultats non distribués (mis en réserve ou en instance d'affectation)			618 283 922,83
RÉSULTAT PAR TITRE (Pour les sociétés par action et S A R L)			
Résultat net par action ou part social	**NÉANT**	61,88	94,60
Bénéfices distribués par action ou part social			
PERSONNEL			
Montant des salaires bruts de l'exercice	47 751 806,60	56 905 653,51	65 655 746,35
Effectif moyen des salariés employés pendant l'exercice	89,00	92,00	117,00

ÉTAT D'AFFECTATION DES RÉSULTATS INTERVENUE AU COURS DE L'EXERCICE

Exercice Clos le 31.12.2022

ÉLÉMENTS	MONTANT	ÉLÉMENTS	MONTANT
A. ORIGINE DES RÉSULTATS À AFFECTER		B. AFFECTATION DES RÉSULTATS	
Décision AGO du..... 03/Juin/2022		* Réserve légale	
* Report à nouveau	-959 643 983,80	* Autres réserves	
* Résultats nets en instance d'affectation		* Tantièmes	
* Résultat net de l'exercice 2020	618 283 922,83	* Dividendes (affectés après distribution à l'augmentation du Capital social)	
* Prélèvements sur les réserves		* Autres affectations (en instance d'affectation)	
* Autres prélèvements		* Report à nouveau	-341 360 060,97
TOTAL A	-341 360 060,97	TOTAL B	-341 360 060,97
TOTAL A = TOTAL B			

TABLEAU DES OPÉRATIONS EN DEVICES COMPTABILISÉES PENDANT L'EXERCICE

Du 01.01.2021 au 31.12.2022

NATURE	Entrée contre -valeur en DH	Sorties contre -valeur en DH
.Financement permanent		
.Immobilisations brutes		587 426,52
.Retournée sur Immobilisations	90 885 354,70	
.Remboursement des dettes de financement		146 300 000,00
.Produits	193 760 295,57	
.Charges		2 323 930,96
TOTAL DES ENTRÉES	284 645 650,27	
TOTAL DES SORTIES		149 211 357,48
BALANCE DEVICES		135 434 292,79
TOTAL	284 645 650,27	284 645 650,27

DATATION ET ÉVÈNEMENTS POSTÉRIEURS

Exercice Clos le 31.12.2022

DATATION

Date de clôture (1)	31-Décembre-2022.
Date d'établissement des états de synthèse (2)	22-Mars-2023.
(1) Justification en cas de changement de la date de clôture de l'exercice	
(2) Justification en cas de dépassement du délai réglementaire de trois mois prévu pour l'élaboration des états de synthèses	

II ÉVÈNEMENTS NÉS POSTÉRIEUREMENT À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE NON RATTACHABLES À CET EXERCICE ET CONNUS AVANT LA 1^{ère} COMMUNICATION EXTERNE DES ÉTATS DE SYNTHÈSE

DATES	INDICATION DES ÉVÈNEMENTS
	Favorables
	Défavorables:

comptes consolidés

COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ

Exercice Clos le 31.12.2022

(En millions de dirhams)	31-déc.-22	31-déc.-21
Chiffre d'affaires	9 645,2	7 422,8
Autres produits de l'activité	143,6	209,9
Produits des activités ordinaires	9 788,9	7 632,8
Achats	- 4 273,1	- 3 253,9
Autres charges externes	- 2 268,8	- 1 875,2
Frais de personnel	- 1 264,3	- 1 138,6
Impôts et taxes	- 112,9	- 78,9
Amortissements et provisions d'exploitation	- 1 446,8	- 1 452,8
Autres produits et charges d'exploitation	1 570,0	1 484,0
Charges d'exploitation courantes	- 7 795,8	- 6 315,4
Résultat d'exploitation courant	1 993,0	1 317,3
Cessions d'actifs	- 0,3	1,0
Charges de restructuration	-	-
Cessions de filiales et participations	-	-
Écarts d'acquisition négatifs	-	-
Résultats sur instruments financiers	- 16,8	8,9
Autres produits et charges d'exploitation non courants	- 6,3	- 67,7
Autres produits et charges d'exploitation	- 23,5	- 57,8
Résultat des activités opérationnelles	1 969,6	1 259,6
Produits d'intérêts	48,9	39,7
Charges d'intérêts	- 289,4	- 312,7
Autres produits et charges financiers	94,4	24,5
Résultat financier	- 146,0	- 248,6
Résultat avant impôts des entreprises intégrées	1 823,6	1 011,0
Impôts sur les bénéficiaires	- 63,6	- 79,7
Impôts différés	- 165,5	- 72,1
Résultat net des entreprises intégrées	1 594,5	859,2
Part dans les résultats des sociétés mises en équivalence	156,8	67,0
Résultat net des activités poursuivies	1 751,3	926,2
Résultat net des activités abandonnées	-	-
RÉSULTAT DE L'ENSEMBLE CONSOLIDÉ	1 751,3	926,2
Intérêts minoritaires	136,7	64,7
RÉSULTAT NET - PART DU GROUPE	1 614,5	861,5

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

Exercice Clos le 31.12.2022

ACTIF	(En millions de dirhams)	31-déc.-22	31-déc.-21
Goodwill		305,4	305,4
Immobilisations incorporelles, net		2 701,7	2 365,2
Immobilisations corporelles net		7 487,4	6 700,5
Immobilisations en droit d'usage		232,7	250,7
Immeubles de placement, net		8,9	8,9
Participations dans les entreprises associées		312,3	194,5
Autres actifs financiers		352,3	318,2
- Instruments dérivés de couverture		25,1	-
- Prêts et créances, net		64,8	56,5
Elimination du coût de l'endettement financier net		-	-
- Actifs financiers disponibles à la vente		262,4	261,7
Créances d'impôts sur les sociétés		-	-
Impôts différés actifs		11,7	128,6
Autres débiteurs non courants, net		-	-
Actif non courant		11 412,4	10 272,0
Autres actifs financiers		10,2	-
- Instruments financiers dérivés		10,2	-
- Actifs financiers à la juste valeur par le résultat		-	-
- Actifs financiers disponibles à la vente			
- Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance		-	-
- Prêts et créances et placements, net		-	-
Stocks et en-cours, net		1 759,1	1 131,3
Créances clients, net		1 576,2	2 227,1
Autres débiteurs courants, net		2 051,1	1 536,4
Trésorerie et équivalent de trésorerie		2 496,1	1 726,9
Actifs non courants destinés à la vente et activités abandonnées		-	-
Actif courant		7 892,7	6 621,7
TOTAL ACTIF		19 305,2	16 893,7
PASSIF	(En millions de dirhams)	31-déc.-22	31-déc.-21
Capital		999,1	999,1
Primes d'émission et de fusion		1 657,3	1 657,3
Réserves		2 807,0	2 117,1
Écarts de conversion		499,0	154,4
Résultat net part du groupe		1 614,5	861,5
Capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires de la société mère		7 576,9	5 789,3
Intérêts minoritaires		631,0	454,9
Capitaux propres de l'ensemble consolidé		8 208,0	6 244,2
Provisions		195,5	161,0
Avantages du personnel		276,0	298,3
Dettes financières non courantes		5 440,2	5 425,8
- Instruments financiers dérivés		209,2	205,1
- Dettes envers les établissements de crédit		3 104,3	2 588,1
- Dettes représentées par un titre		2 000,0	2 500,0
- Dettes liées aux contrats de location financement		-	-
- Dettes liées aux contrats à droit d'usage		126,8	132,7
Dettes d'impôts sur les sociétés		-	-
Impôts différés Passifs		72,4	32,2
Dettes fournisseurs non courantes		-	-
Autres créditeurs non courants		0,3	0,3
Passif non courant		5 984,4	5 917,7
Provisions		-	-
Dettes financières courantes		900,6	542,6
- Instruments financiers dérivés		26,3	9,9
- Dettes envers les établissements de crédit		874,3	532,7
- Dettes représentées par un titre		-	-
- Dettes liées aux contrats de location financement		-	-
- Autres dettes		-	-
Dettes fournisseurs courantes		1 553,3	1 327,7
Autres créditeurs courants		2 658,9	2 861,6
Passif courant		5 112,8	4 731,9
TOTAL PASSIF		11 097,2	10 649,5
TOTAL CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS		19 305,2	16 893,7

TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

(En millions de dirhams)	Capital	Réserves	Écart de conversion	Résultat net part Groupe	Total Part du Groupe	Intérêt minoritaire	Total
AU 1^{ER} JANVIER 2021	999	2 922	69	225	4 214	280	4 495
Résultat net de la période				861	861	65	926
Résultat couverture des flux de trésorerie		188			188	49	236
Pertes et profits de conversion			94		94	6	88
Pertes et profits de réévaluation des AFS					-		-
Gains / pertes actuariels	-	18		-	18	1	20
Impôts relatifs aux autres éléments du résultat global	-	14		-	14	6	19
Autres éléments du résultat global					-		-
Résultat global total de l'année	-	156	94	861	1 111	100	1 211
Dividendes distribués					-	16	16
Augmentation de capital					-		-
Elimination titres d'autocontrôle					-		-
Autres transactions avec les actionnaires		472	-	9	463	91	554
Transfert en résultat non distribué		225		-	225		-
Total des transactions avec les actionnaires	-	697	-	9	463	75	538
AU 31 DÉCEMBRE 2021	999	3 774	154	861	5 789	455	6 244
AU 1^{ER} JANVIER 2022	999	3 774	154	861	5 789	455	6 244
Résultat net de la période				1 615	1 615	137	1 751
Résultat couverture des flux de trésorerie		47			47	7	54
Pertes et profits de conversion			345		345	11	355
Pertes et profits de réévaluation des AFS					-		-
Gains / pertes actuariels		34			34	3	36
Impôts relatifs aux autres éléments du résultat global	-	9	0	-	9	0	9
Autres éléments du résultat global					-		-
Résultat global total de l'année	-	72	345	1 615	2 031	157	2 188
Dividendes distribués	-	200		-	200	33	233
Augmentation de capital					-		-
Elimination titres d'autocontrôle					-		-
Autres transactions avec les actionnaires	-	43	0	-	43	52	9
Transfert en résultat non distribué		861		-	861		-
Total des transactions avec les actionnaires	-	618	0	-	861	19	224
AU 31 DÉCEMBRE 2022	999	4 464	499	1 615	7 577	631	8 208

TABLEAU DE FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS

Exercice Clos le 31.12.2022

(En millions de dirhams)	31-déc.-22	31-déc.-21
Résultat net de l'ensemble consolidé	1 751,3	926,2
Ajustements pour		
Dotations aux amortissements et provisions, pertes de valeur	1 483,0	1 453,0
Profits/pertes de réévaluation (juste valeur)	16,8	(8,9)
Résultats de cession et des pertes et profits de dilution		
Produits des dividendes		
Élimination des profits et pertes sur JV Quote part Mise en équivalence	(156,8)	(67,0)
Capacité d'autofinancement après coût de l'endettement financier net et impôt	3 094,3	2 303,3
Élimination de la charge (produit) d'impôts	229,1	151,8
Élimination du coût de l'endettement financier net	289,4	312,7
Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net impôt	3 612,7	2 767,8
Incidence de la variation du BFR	(1 044,5)	346,1
Impôts différés	10,3	10,3
Impôts payés	(63,6)	(79,7)
Flux net de trésorerie liés aux activités opérationnelles	2 514,9	3 044,5
Incidence des variations de périmètre	0,0	(2,9)
Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles	(2 173,7)	(2 371,2)
Acquisition d'actifs financiers	0,0	(0,0)
Variation des autres actifs financiers	(2,5)	(1,1)
Subventions d'investissement reçues		
Cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	0,1	9,6
Cessions d'actifs financiers		
Dividendes reçus		
Intérêts financiers versés	(289,4)	(312,7)
Flux net de trésorerie liés aux activités d'investissement	(2 465,5)	(2 678,3)
Augmentation de capital	0,0	0,1
Transactions entre actionnaires (acquisitions)		
Transactions entre actionnaires (cessions)	0,3	555,1
Émission de nouveaux emprunts	1 500,0	2 621,8
Remboursement d'emprunts	(1 617,6)	(421,6)
Variation des créances et dettes résultant de contrats location-financement		
Remboursement de location-financement	(6,4)	(26,3)
Autres flux liés aux opérations de financement		
Dividendes payés aux actionnaires de la société mère	(199,9)	0,0
Dividendes payés aux minoritaires	(33,2)	(16,2)
Variation des comptes courants associés	574,5	357,3
Flux net de trésorerie provenant des activités de financement	217,8	3 070,0
Incidence de la variation des taux de change	169,4	48,1
Incidence de changement des méthodes et principes comptables		
VARIATION DE LA TRÉSORERIE ET EQUIVALENTS DE TRÉSORERIE	436,5	3 484,3
Trésorerie et équivalents de trésorerie net à l'ouverture*	1 446,7	(2 037,7)
Trésorerie et équivalents de trésorerie net à la clôture*	1 909,4	1 446,6
VARIATION DE LA TRÉSORERIE ET EQUIVALENTS DE TRÉSORERIE	462,7	3 484,3

* Ce montant de Trésorerie et équivalents de trésorerie n'est pas en lecture directe au niveau du bilan dans la mesure où la Trésorerie- Passif est comprise dans les dettes courantes envers les établissements de crédit

Exercice Clos le 31.12.2022

ÉTAT DES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL CONSOLIDÉ

(En millions de dirhams)	31-déc.-22	31-déc.-21
Résultat de l'exercice	1751,3	926,2
Autres éléments du résultat global (bruts d'impôts)		
Écart de conversion des activités à l'étranger	355,4	87,8
Pertes et profits relatifs à la réévaluation des Actifs financiers disponibles à la vente		
Partie efficace des produits ou pertes sur instruments de couverture de flux de trésorerie	54,2	236,3
Variation de la réserve de réévaluation des immobilisations		
Écarts actuariaux sur les obligations des régimes à prestations définies	36,1	-19,5
Impôt sur le résultat sur les autres éléments du résultat global	-9,4	-19,3
Quote Part des autres éléments du résultat global dans les entreprises associées	-	-
Autres éléments du résultat global	0,0	0,0
Frais d'augmentation de capital des filiales	-	-
Autres éléments du résultat global nets d'impôts	436,4	285,3
RÉSULTAT GLOBAL TOTAL DE L'ANNÉE	2187,7	1211,5
Dont Intérêts minoritaires	157,0	100,1
DONT RÉSULTAT GLOBAL NET - PART DU GROUPE	2030,7	1111,4

Notes aux comptes consolidés

1. DESCRIPTION DE L'ACTIVITÉ

Le Groupe Managem est un opérateur de référence du secteur minier au Maroc et dans la région, avec deux grands métiers : l'exploitation minière et l'hydrométallurgie.

Les activités du Groupe incluent l'exploration, l'extraction, la valorisation et la commercialisation de substances minérales.

Parallèlement à ces activités, le Groupe intervient également au niveau de la recherche & développement et l'ingénierie visant le développement de nouvelles méthodes et procédés d'exploitation des gisements miniers.

Les opérations du Groupe sont principalement conduites au Maroc avec une présence au niveau de certains pays africains, à travers des projets en construction en Guinée, Soudan et en RDC ainsi que des projets d'exploration au Soudan.

Les principaux produits du Groupe sont : Cobalt, Argent, Zinc, Cuivre, Oxyde de Cobalt, Oxyde de Zinc, Fluorine, Or et Plomb.

2. ÉVÈNEMENTS SIGNIFICATIFS INTERVENUS AU COURS DE LA PÉRIODE

- › Croissance importante du Chiffre d'affaires à 9645 MDH ;
- › Le démarrage des travaux de construction du projet de Cuivre Tizert au Maroc ;
- › Réalisation d'un RNPG de 1,6 Milliard enregistrant ainsi une hausse importante à 2021 grâce à la production de Tri-k sur une année pleine et la consolidation des performances des mines du Groupe.
- › La signature de deux accords de partenariat entre Managem, Glencore et Renault dans le cadre du développement de la filière Cobalt pour les batteries électriques ;
- › La Signature d'un accord avec la compagnie minière canadienne IAMGOLD Corporation relatif à l'acquisition de trois actifs aurifères au Sénégal, Mali et Guinée, collectivement désignés les « Actifs Bambouk ».

3. RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

3.1. Référentiel comptable

En application de l'avis n°5 du Conseil National de la Comptabilité (CNC) du 26/05/2005 et conformément aux dispositions de l'article 6, paragraphe 6.2 de la circulaire n°07/09 du Conseil Déontologique des Valeurs Mobilières (CDVM) du 26 juin 2009, les états financiers consolidés du Groupe sont établis en conformité avec les normes comptables internationales (« Normes IFRS ») et interprétations telles qu'adoptées par l'Union européenne au 31 décembre 2022. Par ailleurs, ces états financiers ont été préparés conformément aux normes IFRS émises par l'International Accounting Standards Board (IASB).

Les normes comptables internationales comprennent les IFRS (International Financial Reporting Standards), les IAS (International Accounting Standards) et leurs interprétations SIC et IFRIC (Standards Interpretations Committee et International Financial Reporting Interpretations Committee).

Les principes et méthodes comptables du Groupe sont décrits ci-après et ont été appliqués pour l'exercice 2022 ainsi que pour les périodes comparatives présentées.

3.2. Nouvelles normes et interprétations

Normes, interprétations et amendements à des normes existantes d'application obligatoire aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2022

Les normes et interprétations applicables, de façon obligatoire, à compter du 1er janvier 2022 n'ont pas eu d'impact significatif sur les comptes consolidés du groupe Managem au 31 décembre 2022. Elles concernent principalement :

› Amendements à IFRS 3 – Référence au cadre conceptuel

Ces amendements sont d'application prospective et obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2022. Ils mettent à jour une référence au Cadre conceptuel sans changer les dispositions comptables pour les regroupements d'entreprises.

› Amendements à IAS 16 – Immobilisations corporelles – produits antérieurs à l'utilisation prévue

Ces amendements sont d'application rétrospective à compter du 1er janvier 2022. Ils suppriment l'exception au principe général prévue au paragraphe IAS 16.17e, ce qui interdit à l'entité de déduire du coût d'une immobilisation corporelle les produits nets dégagés au cours des tests de fonctionnement de l'immobilisation. Le produit de la vente de tels éléments sera nécessairement reconnu au compte de résultat.

› Amendements à IAS 37 – Contrats déficitaires – coûts d'exécution d'un contrat

Ces amendements sont d'application rétrospective à compter du 1er janvier 2022. Ils précisent les coûts qu'une entreprise doit inclure pour déterminer si un contrat est déficitaire et notamment que les coûts d'exécution d'un contrat incluent à la fois les coûts marginaux, tels que les coûts de la main-d'œuvre directe et des matières, et l'imputation d'autres coûts directement liés au contrat, comme par exemple la charge d'amortissement relative à une immobilisation corporelle utilisée entre autres pour l'exécution du contrat.

› Améliorations annuelles des normes IFRS – Cycle 2018-2020

› IFRS 9 « Précisions sur les frais à inclure dans le test des 10% applicable aux modifications de dettes » ;

› IAS 41 « Évaluation à la juste valeur de l'actif biologique » ;

› IFRS 16 « Exemples illustratifs » - modification de l'exemple concernant les concessions faites aux locataires ;

› IFRS 1 « Précision sur l'évaluation des écarts de conversion ».

Ces textes n'ont pas d'impact significatif sur les états financiers consolidés du Groupe MANAGEM

Normes, interprétations et amendements à des normes existantes applicables par anticipation aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2022 ou postérieurement

- Néant.

Normes, interprétations et amendements à des normes existantes publiés mais non encore applicables

Le Groupe n'a anticipé aucune des nouvelles normes et amendements mentionnés ci-après qui pourraient le concerner et dont l'application n'est pas obligatoire au 1er janvier 2022 :

› Amendements à IAS 1 « Informations à fournir sur les méthodes comptables » ;

› Amendements à IAS 1 « Présentation des états financiers – Classement des passifs en tant que passifs courants ou non courants » ;

› Amendements à IAS 8 « Définition d'une estimation comptable » ;

› Amendements à IAS 12 « Impôts différés relatifs à des actifs et passifs résultant d'une même transaction » ;

› IFRS 17 « Contrats d'assurance – Principe de comptabilisation, évaluation, présentation ».

3.3. Bases d'évaluation

Les états financiers consolidés sont présentés en millions de dirhams (MDH), arrondis au million le plus proche. Ils sont établis selon la convention du coût historique à l'exception de certaines catégories d'actifs et passifs conformément aux principes édictés par les IFRS. Les catégories concernées sont mentionnées dans le résumé des notes ci-après.

3.4. Utilisation d'estimations et hypothèses

L'établissement des états financiers consolidés, en conformité avec les normes comptables internationales en vigueur, a conduit le Groupe à faire des estimations et formuler des hypothèses ayant une incidence sur les états financiers et les notes les accompagnants.

a) Dépréciation des stocks

Les stocks et en-cours de production industrielle sont évalués au plus bas de leur coût de revient et de leur valeur nette de réalisation. Le calcul de dépréciation des stocks est fondé sur une analyse des changements prévisibles de la demande, des technologies ou du marché afin de déterminer les stocks obsolètes ou en excès.

Les dépréciations sont comptabilisées parmi les charges d'exploitation courantes ou en charges de restructuration, le cas échéant, suivant la nature des montants concernés.

b) Dépréciation des créances clients et des prêts

Une dépréciation des créances clients et des prêts est comptabilisée si la valeur actualisée des encaissements futurs est inférieure à la valeur nominale. Le montant de la dépréciation prend en compte la capacité du débiteur à honorer sa dette et l'ancienneté de la créance. Un taux de recouvrabilité plus faible que celui estimé ou la défaillance de nos principaux clients peut avoir un impact négatif sur nos résultats futurs.

c) Frais de développement capitalisés, goodwill, immobilisations incorporelles et immobilisations corporelles

Le Groupe active les dépenses d'exploration et de recherche minière selon les principes comptables exposés ci-dessous.

Les dépenses d'exploration activées sont revues pour perte de valeur en cas d'indices de pertes de valeur et elles sont dépréciées dans le cas où la valeur comptable de ces actifs excède leur valeur recouvrable.

Les conditions de capitalisation des frais de développement sont énoncées ci-dessous. Une fois capitalisés, ces frais sont amortis sur la durée de vie estimée des produits concernés.

Le Groupe doit en conséquence évaluer la faisabilité commerciale et technique de ces projets et estimer les durées de vie des produits en résultant. S'il s'avérait qu'un produit n'était pas en mesure de satisfaire aux attentes initiales, le Groupe pourrait être dans l'obligation de déprécier dans le futur, tout ou partie des frais capitalisés ou de modifier le plan d'amortissement initial.

Le Groupe a par ailleurs à son actif des immobilisations incorporelles acquises en espèces ou par le biais d'opérations de regroupement d'entreprises ainsi que les goodwill en résultant.

Outre les tests de dépréciation annuels relatifs aux goodwill, il est procédé à des tests ponctuels en cas d'indice de perte de valeur des actifs incorporels détenus. Les dépréciations éventuelles résultent d'un calcul de flux de trésorerie futurs actualisés et/ou de valeurs de marché des actifs concernés. Une évolution des conditions de marché ou des flux de trésorerie initialement estimés peut donc conduire à revoir et à modifier la dépréciation comptabilisée précédemment.

Concernant les tests de dépréciation des immobilisations incorporelles et corporelles, la norme IAS 36 « Dépréciation d'actifs » précise que lorsque des événements ou modifications d'environnement de marché indiquent un risque de dépréciation de ces immobilisations, celles-ci font l'objet d'une revue détaillée afin de déterminer si leur valeur nette comptable est inférieure à leur valeur recouvrable (la plus élevée de la valeur d'utilité et de la juste valeur diminuée des coûts de vente) pouvant conduire à la comptabilisation d'une perte de valeur. La valeur d'utilité est estimée en calculant la valeur actuelle des flux de trésorerie futurs. La juste valeur repose sur les informations disponibles jugées les plus fiables (données de marché, transactions récentes ...).

La fermeture planifiée de certains sites, des réductions d'effectifs complémentaires ainsi que la révision à la baisse des perspectives de marché peuvent, dans certains cas, être considérées comme des indices de perte de valeur.

Des hypothèses et estimations sont prises en compte dans la détermination de la valeur recouvrable des immobilisations corporelles, parmi lesquels on notera notamment les perspectives de marché, l'obsolescence et la valeur de réalisation en cas de cession ou de liquidation. Toute modification de ces hypothèses peut avoir un effet significatif sur le montant de la valeur recouvrable et pourrait conduire à revoir le montant des pertes de valeur comptabilisées.

d) Provisions

Le montant des provisions comptabilisé par le Groupe est basé sur la meilleure estimation de la sortie d'avantages économiques futurs à la date où le Groupe a comptabilisé cette obligation. Le montant des provisions est ajusté à chaque date de clôture en tenant compte de l'évolution éventuelle de l'estimation de la sortie d'avantages futurs attendue.

Lorsque l'effet temps est significatif sur l'évaluation d'une obligation de sortie d'avantages futurs, les provisions sont actualisées, l'effet actualisation étant comptabilisé ultérieurement en charges financières.

e) Impôts différés

Les impôts différés actifs comptabilisés résultent pour l'essentiel des déficits fiscaux reportables et des différences temporelles déductibles entre les valeurs comptables et fiscales des actifs et passifs. Les actifs relatifs au report en avant des pertes fiscales sont reconnus s'il est probable que le Groupe disposera de bénéfices imposables futurs sur lesquels ces pertes fiscales pourront être imputées.

Les estimations de bénéfices futurs sont réalisées à partir des budgets et prévisions de résultats comptables, ajustés des ajustements fiscaux. Ces estimations sont réalisées sur la base d'hypothèses de marché qui pourraient ne pas être confirmées dans le futur.

Les actifs et passifs d'impôts différés, quel que soit leur échéance, doivent être compensés lorsqu'ils sont prélevés par la même autorité fiscale et concernent une même entité fiscale qui dispose du droit de compenser les actifs et passifs d'impôts exigibles. Ainsi, chaque entité du Groupe a procédé à la compensation de ces impôts différés actifs et passifs.

f) Provision pour retraite et autres avantages postérieurs à l'emploi

Le Groupe participe à des régimes de retraites à cotisations définies. Par ailleurs, certains autres avantages postérieurs à l'emploi tels que la couverture médicale, les indemnités de départ en retraite et les médailles de travail font l'objet de provisions. L'ensemble de ces engagements est calculé sur le fondement de calculs actuariels reposant sur des hypothèses telles que le taux d'actualisation, le taux d'inflation médicale, les augmentations de salaires futurs, le taux de rotation du personnel et les tables de mortalité. Ces hypothèses sont généralement mises à jour annuellement.

g) Comptabilisation des revenus

Les revenus sont comptabilisés à la juste valeur de la contrepartie reçue ou à recevoir lorsque l'entreprise a transféré le contrôle du bien ou du service à l'acheteur

h) Juste valeur des dérivés et des autres instruments financiers

La juste valeur des instruments financiers qui ne sont pas négociés sur un marché actif est déterminée à l'aide des techniques d'évaluation. Le Groupe sélectionne les méthodes et retient les hypothèses qui lui paraissent les plus adéquates en se basant principalement sur les conditions de marché existant à la date de chaque clôture.

3.5. Principes de consolidation

3.5.1. Filiales

Les sociétés dans lesquelles le Groupe exerce un contrôle exclusif de fait ou de droit sont consolidées selon la méthode de l'intégration globale. Le contrôle s'entend comme le pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles d'une entité afin d'obtenir les avantages de ses activités. Les états financiers des sociétés contrôlées sont consolidés dès que le contrôle devient effectif et jusqu'à ce que ce contrôle cesse.

Le contrôle est présumé exister lorsque la mère détient, directement ou indirectement par l'intermédiaire de filiales, plus de la moitié des droits de vote d'une entité, sauf si dans des circonstances exceptionnelles où il peut être clairement démontré que cette détention ne permet pas le contrôle.

Pour déterminer si une entité du groupe exerce un contrôle sur une autre, il est tenu compte également de l'existence et de l'effet des droits de vote potentiels exerçables à la date d'arrêté des comptes. Cependant, la répartition entre le pourcentage d'intérêt du groupe et les intérêts minoritaires est déterminée sur la base du pourcentage actuel d'intérêt.

La quote-part de résultat net et de capitaux propres est présentée sur la ligne « intérêts minoritaires ».

3.5.2. Participations dans les entreprises associées et coentreprises

Les sociétés dans lesquelles le Groupe exerce une influence notable sur la gestion et la politique financière sont consolidées selon la méthode de la mise en équivalence; l'influence notable étant présumée lorsque plus de 20% des droits de vote sont détenus.

Selon la méthode de la mise en équivalence, les titres de participation sont comptabilisés au coût, ajusté des modifications post-acquisition dans la quote-part de l'investisseur dans l'entité détenue, et des éventuelles pertes de valeurs de la participation nette.

Tout excédent du coût d'acquisition sur la quote-part du Groupe dans la juste valeur des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables de l'entreprise associée à la date d'acquisition, est comptabilisé en tant que goodwill et inclus dans la valeur comptable de la participation mise en équivalence. Un test de dépréciation est alors effectué pour la valeur comptable totale de la participation (y compris le goodwill). Tout excédent de la quote-part du Groupe dans la juste valeur nette des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables de l'entité sur le coût d'acquisition, est comptabilisé immédiatement en résultat.

Pour les entités sous contrôle conjoint, le Groupe avait fait le choix de les consolider selon la méthode de l'intégration proportionnelle comme cela était autorisé par la norme IAS 31.

Pour les exercices ouverts à partir du 1er janvier 2013, le Groupe se conforme aux dispositions de la norme IAS 28 révisée qui requiert que les entités sous contrôle conjoint soient consolidées par la méthode de la mise en équivalence à l'instar des entreprises associées.

Les participations dans des entités sur lesquelles le Groupe a cessé d'exercer un contrôle conjoint ou une influence notable, ne sont plus consolidées à partir de cette date et sont évaluées conformément aux dispositions d'IAS 39.

Les participations dans des filiales, des coentreprises et des entreprises associées qui sont classées comme détenues en vue de la vente (ou incluses dans un Groupe destiné à être cédé qui est classé comme détenu en vue de la vente) selon IFRS 5 sont comptabilisées conformément aux dispositions de cette norme.

Actuellement, le Groupe ne dispose pas dans son périmètre de consolidation de co-entreprise.

3.5.3. Exclusions du périmètre de consolidation

Conformément aux dispositions des IFRS, il n'y a pas d'exemption au périmètre de consolidation du Groupe. Les participations non significatives sont traitées en tant que titres AFS.

3.5.4. Retraitements de consolidation

Toutes les transactions intragroupes, ainsi que les actifs et passifs réciproques significatifs entre les sociétés consolidées par intégration globale ou intégration proportionnelle sont éliminés. Il en est de même pour les résultats internes au Groupe (dividendes, plus-values...).

Les résultats des cessions internes réalisées avec les sociétés mises en équivalence sont éliminés dans la limite du pourcentage d'intérêt du Groupe dans ces sociétés.

3.5.5. Date de clôture

Toutes les sociétés du Groupe sont consolidées à partir des comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2022 à l'exception des entités Managold et Manacet.

3.6. Conversion des états financiers et des opérations en monnaies étrangères

La monnaie fonctionnelle de la société MANAGEM est le dirham, c'est également la monnaie de présentation des comptes consolidés du Groupe.

3.6.1. Conversion des états financiers des sociétés étrangères

Les comptes des filiales étrangères autonomes, dont la monnaie fonctionnelle est différente du dirham, sont convertis en dirham comme suit :

- › A l'exception des capitaux propres pour lesquels les cours historiques sont appliqués, les comptes de bilan sont convertis sur la base des taux de change en vigueur à la date de clôture,
- › Les comptes de résultat et les tableaux de flux de trésorerie sont convertis sur la base des taux de change moyens de la période,
- › L'écart de conversion en résultant est porté au poste "Écarts de conversion" inclus dans les capitaux propres.

Les Goodwill et ajustements de juste valeur provenant de l'acquisition d'une entité étrangère sont considérés comme des actifs et passifs de l'entité étrangère et sont exprimés dans la monnaie fonctionnelle de l'entité acquise et sont convertis en dirham au taux de clôture.

Les comptes des entités étrangères non autonomes, dont la monnaie fonctionnelle est différente du dirham et dont l'activité est le prolongement de la société mère, sont convertis en dirham selon la méthode du cours historique.

3.6.2. Conversion des opérations en monnaies étrangères

Les transactions en monnaies étrangères (c'est-à-dire dans une monnaie différente de la monnaie fonctionnelle de l'entité) sont converties au cours de change en vigueur à la date de la transaction.

Les actifs et passifs libellés en devises étrangères sont évalués au cours en vigueur à la date de clôture ou au cours de la couverture qui leur est affectée le cas échéant.

Les différences de change correspondantes sont enregistrées au compte de résultat, les variations de juste valeur des instruments de couverture sont enregistrées conformément au traitement décrit dans la note 4.18.3 « Instruments dérivés ci-après ».

3.7. Regroupements d'entreprises

Les acquisitions de filiales sont comptabilisées selon la méthode de l'acquisition. Le coût d'acquisition correspond à la contrepartie transférée pour obtenir le contrôle et comprend, à la date du regroupement, les éléments suivants :

- › La juste valeur, à la date d'échange, des actifs remis, des passifs encourus ou assumés;
- › Les éventuels instruments de capitaux propres émis par le Groupe en échange du contrôle de l'entité acquise.

Les autres coûts éventuellement directement attribuables au regroupement d'entreprises sont comptabilisés en charges de l'exercice au cours duquel ils ont été encourus.

Les actifs, passifs, passifs éventuels identifiables de l'entité acquise qui répondent aux critères de comptabilisation énoncés par la norme IFRS 3 révisée sont comptabilisés à la juste valeur à l'exception des actifs (ou groupe d'actifs), répondant aux dispositions de la norme IFRS 5 pour une qualification d'actifs non courants destinés à être cédés, alors comptabilisés et évalués à la juste valeur diminuée des coûts nécessaires à la vente.

Dans le cas d'une première consolidation d'une entité, le Groupe procède dans un délai n'excédant pas un an à compter de la date d'acquisition à l'évaluation de tous les actifs, passifs et passifs éventuels à leur juste valeur.

Lors d'une prise de contrôle d'une cible, dans laquelle le Groupe détenait une participation ne lui conférant pas de contrôle, cette participation est évaluée à la juste valeur en contrepartie du résultat.

Le goodwill correspond à la différence entre la somme du coût d'acquisition et du montant comptabilisé des intérêts non assortis de contrôle et la juste valeur nette des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables. Il suit les principes définis dans le paragraphe « 3.8 Goodwill ».

3.8. Goodwill

Le goodwill est évalué dans la monnaie fonctionnelle de l'entité acquise. Il est comptabilisé à l'actif du bilan. Il n'est pas amorti et fait l'objet d'un test ou de tests de pertes de valeur annuels ou dès l'apparition d'indices susceptibles de remettre en cause la valeur comptabilisée au bilan. Les pertes de valeur enregistrées ne peuvent pas faire l'objet d'une reprise ultérieure.

Le goodwill est déterminé une fois pour toutes à la date de prise de contrôle ; ainsi, il n'est pas possible de l'ajuster au-delà de la période d'évaluation.

Lorsque la quote-part de la juste valeur des actifs, passifs et passifs éventuels acquise excède le coût d'acquisition, un écart d'acquisition négatif est immédiatement comptabilisé en résultat.

Lors de la perte de contrôle exclusif d'une filiale, le montant du goodwill attribuable à la filiale est inclus dans le calcul du résultat de cession.

Les intérêts minoritaires peuvent être évalués à leur juste valeur (méthode du Goodwill complet).

3.9. Immobilisations incorporelles

Les éléments comptabilisés en immobilisations incorporelles sont essentiellement des frais d'exploration et de recherche minière, des brevets et des logiciels.

a. Frais d'exploration et de recherche minière

Conformément à la norme IFRS 6 : « Prospection et évaluation de ressources minérales », le Groupe maintient ses principes comptables relatifs à l'évaluation et à la comptabilisation des dépenses d'exploration minière. Ces dépenses incluent principalement les coûts directement liés aux éléments suivants :

- › Études géologiques d'ordre général pour évaluer le potentiel d'une zone ou d'un permis ;
- › Travaux de géologie de détail et géochimie ;
- › Travaux de géophysique ;
- › Travaux de sondages ;
- › Travaux miniers ;
- › Échantillonnage ;
- › Essais de traitement.

Les dépenses d'exploration incluent également les coûts engagés pour l'obtention ou l'acquisition des droits d'explorer « permis de recherche minière ».

Les dépenses de prospection sont comptabilisées :

- › À l'actif si ces dépenses permettent d'identifier de nouveaux gisements ; où
- › En charges de la période au cours de laquelle elles sont encourues, si elles n'ont pas permis l'identification de nouvelles réserves minières.

Les dépenses d'exploration activées sont amorties sur la durée des réserves identifiées et revues pour perte de valeur en cas d'indices de perte de valeur.

b. Autres immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont inscrites au coût d'acquisition initial diminué du cumul des amortissements et des éventuelles pertes de valeur.

Les immobilisations incorporelles identifiables acquises dont la durée d'utilité est définie sont amorties en fonction de leur propre durée d'utilité dès leur mise en service.

Les immobilisations incorporelles identifiables acquises dont la durée d'utilité est indéfinie, ne sont pas amorties mais font l'objet, tous les ans, de tests de perte de valeur ou dès l'apparition d'indices susceptibles de remettre en cause la valeur comptabilisée au bilan. Le cas échéant, une perte de valeur est enregistrée.

Les immobilisations incorporelles dont la durée d'utilité est définie sont amorties selon les périodes suivantes :

Ce mode d'amortissement reflète fidèlement le rythme de consommation des avantages économiques.

3.10. Immobilisations corporelles

Conformément à la norme IAS 16, les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût d'acquisition historique ou de fabrication initial, diminué du cumul des amortissements et, le cas échéant, du cumul des pertes de valeur.

Les intérêts financiers des capitaux utilisés pour financer les investissements, pendant la période précédant leur mise en exploitation, font partie intégrante du coût historique.

Les coûts d'entretien courants sont comptabilisés en charges de la période à l'exception de ceux qui

prolongent la durée d'utilisation ou augmentent la valeur du bien concerné qui sont alors immobilisés.

Les amortissements sont pratiqués en fonction des durées d'utilité des immobilisations corporelles ou de leurs composants, et ce dans la limite de la durée de vie du gisement pour les équipements et autres actifs miniers.

Le mode d'amortissement retenu par le Groupe est le mode linéaire. L'ensemble des dispositions concernant les immobilisations corporelles est également appliqué aux actifs corporels détenus par l'intermédiaire d'un contrat de location financement. Les durées d'amortissements de ces immobilisations sont fournies ci-après :

Immobilisation corporelles :

Types d'immobilisations corporelles	Mode d'amortissement	Durée d'amortissement
Infrastructures minières	Linéaire	Durée d'exploitation prévisionnelle du gisement
Installations techniques	Linéaire	5 à 10 ans
Matériel et outillage	Linéaire	5 à 10 ans

3.11. Immeubles de placement

Les immeubles de placement sont les biens immobiliers détenus afin d'en retirer des loyers et/ou de valoriser le capital, plutôt que de les utiliser dans la production et la fourniture de biens et de services ou à des fins administratives ou les vendre dans le cadre de l'activité ordinaire.

Conformément à l'option offerte par la norme IAS 40, les immeubles de placement sont comptabilisés au coût diminué du cumul des amortissements et des éventuelles pertes de valeur.

3.12. Actifs biologiques

Conformément à IAS 41, le Groupe comptabilise à partir du 1er janvier 2009, les actifs biologiques, les produits agricoles y afférents au moment de la récolte et les subventions publiques.

Les actifs biologiques sont évalués lors de la comptabilisation initiale et à chaque date de clôture à leur juste valeur diminuée des coûts de la vente. Aussi, est évaluée à sa juste valeur diminuée des coûts de la vente, la production agricole récoltée à partir des actifs biologiques.

Dans le cadre de la norme IAS 41, la juste valeur est assimilée au prix du marché d'un actif biologique ou d'un produit agricole dans sa situation et son état actuels.

Pour la première application de la norme IAS 41, les actifs biologiques sont valorisés à leurs coûts correspondant aussi bien à leurs valeurs de marché qu'à leurs valeurs d'acquisition.

3.13. Contrats de location

Selon la norme IFRS 16, tous les contrats de location sont comptabilisés au bilan sous la forme d'un droit d'utilisation parmi les immobilisations, et d'un passif locatif.

Ce passif est évalué en date de prise d'effet du contrat de location à la valeur actualisée des paiements futurs sur la durée du contrat de location.

Ces paiements incluent les loyers fixes ou fixes en substance, les loyers variables basés sur un indice ou un taux retenu sur la base du dernier indice ou taux en vigueur, les éventuelles garanties de valeur résiduelle ainsi que le cas échéant toute somme à régler au bailleur au titre des options dont l'exercice est raisonnablement certain.

Le droit d'utilisation est comptabilisé à l'actif en date de prise d'effet du contrat de location pour

une valeur égale au montant du passif locatif à cette date, ajusté des paiements versés au bailleur avant ou à cette date et ainsi non pris en compte dans l'évaluation du passif locatif, sous déduction des avantages incitatifs reçus.

Le droit d'utilisation est amorti linéairement et le passif locatif actuariellement sur la durée du contrat de location en retenant comme taux d'actualisation le taux d'emprunt marginal du groupe.

La durée de location correspond à la période non résiliable pendant laquelle le preneur a le droit d'utiliser le bien sous-jacent à laquelle s'ajoutent, le cas échéant, les périodes couvertes par des options de prolongation dont le preneur juge son exercice raisonnablement certain et les périodes couvertes par des options de résiliation que le preneur a la certitude raisonnable de ne pas exercer.

3.14. Test de dépréciation et pertes de valeur des actifs

Conformément aux dispositions de la norme IAS 36, le Groupe examine au moins une fois par an les valeurs comptables des immobilisations corporelles et incorporelles à durée d'utilité définie afin d'apprécier s'il existe un quelconque indice montrant que ces actifs ont pu perdre de la valeur. Si un tel indice existe, la valeur recouvrable de l'actif est estimée afin de déterminer, s'il y a lieu, le montant de la perte de valeur. La valeur recouvrable est la valeur la plus élevée entre sa juste valeur diminuée des coûts de vente et sa valeur d'utilité.

Les Goodwill et les immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéfinie font l'objet d'un test de dépréciation annuel. Un test de dépréciation complémentaire est réalisé à chaque fois qu'un indice de perte de valeur a pu être identifié.

Le Groupe a déterminé que le plus petit niveau auquel les actifs pouvaient être testés pour perte de valeur est constitué par les différentes mines exploitées par le Groupe.

Lorsque la valeur recouvrable d'une Unité Génératrice de Trésorerie (UGT) est inférieure à sa valeur comptable, une perte de valeur est alors comptabilisée en résultat. Cette perte de valeur est affectée en premier lieu sur la valeur au bilan du goodwill. Le reliquat est affecté au reste des actifs inclus dans l'UGT au prorata de leurs valeurs comptables.

La valeur recouvrable des UGT est déterminée à partir des projections actualisées des flux de trésorerie futurs d'exploitation, sur une durée de cinq ans extrapolée dans la limite de la durée du gisement. Le taux d'actualisation retenu pour ces calculs et le coût moyen pondéré du capital diffèrent en fonction des UGT et des secteurs d'activités dans lesquels elles interviennent. Ces taux varient entre 5 et 10%.

Pour une filiale cotée, la valeur recouvrable de l'Unité Génératrice de Trésorerie (UGT) retenue est sa capitalisation boursière à moins que celle-ci soit inférieure à la valeur nette comptable, auquel cas, une estimation de la valeur d'utilité est effectuée.

3.15. Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées

Les actifs ou groupes d'actifs destinés à être cédés, satisfont aux critères d'une telle classification si leur valeur comptable sera principalement recouvrée par le biais d'une transaction de vente plutôt que par leur utilisation continue. Cette condition est considérée comme remplie lorsque la vente est hautement probable et que l'actif (ou le groupe d'actifs destiné à être cédé) est disponible en vue de la vente immédiate dans son état actuel. La direction doit s'être engagée envers un plan de vente, et dont on s'attend à ce que la vente soit conclue dans un délai de douze mois à compter de la date où l'actif ou groupe d'actifs a été qualifié d'actif non courant destiné à être cédé.

Le Groupe évalue à chaque date d'arrêt s'il est engagé dans un processus de sortie d'actif ou d'activité et présente ces derniers, le cas échéant, en « actifs destinés à être cédés ».

Ces actifs détenus en vue de la vente sont présentés séparément des autres actifs au bilan. Les

éventuelles dettes liées à ces actifs destinés à être cédés sont également présentées sur une ligne distincte au passif du bilan.

Les actifs détenus en vue de la vente et les groupes d'actifs destinés à être cédés sont évalués au plus faible de leur valeur comptable et de leur juste valeur diminuée des coûts de sortie, à compter de la date d'une telle classification, l'actif cesse d'être amorti.

Une activité abandonnée représente une activité ou une zone géographique significative pour le Groupe faisant soit l'objet d'une cession soit d'un classement en actifs détenus en vue de la vente. Les résultats des activités abandonnées sont présentés, au compte de résultat, distinctement du résultat des activités poursuivies.

3.16. Stocks

Les stocks sont évalués au plus bas de leur coût de revient ou de leur valeur nette de réalisation.

Le coût de revient correspond au coût d'acquisition ou aux coûts de production encourus pour amener les stocks dans l'état et à l'endroit où ils se trouvent. Ces derniers comprennent, sur la base d'un niveau normal d'activité, les charges directes et indirectes de production. Les coûts de revient sont généralement calculés selon la méthode du coût moyen pondéré.

La valeur nette de réalisation des stocks correspond au prix de vente estimé dans le cours normal de l'activité diminué des coûts estimés pour achever les produits et des coûts estimés nécessaires pour réaliser la vente.

3.17. Titres d'autocontrôle et actions propres

Les titres d'autocontrôle et actions propres détenus par le Groupe sont enregistrés en diminution des capitaux propres consolidés pour leur coût d'acquisition. Les cessions ultérieures sont imputées directement en capitaux propres et ne donnent lieu à l'enregistrement d'aucun résultat.

3.18. Actifs financiers

Les actifs financiers doivent être classés selon les quatre catégories suivantes :

- › Actifs évalués à la juste valeur en résultat : juste valeur avec variations de juste valeur en résultat ;
- › Actifs détenus jusqu'à l'échéance : coût amorti, les provisions pour dépréciation éventuelles sont constatées en résultat. Cette catégorie n'est pas utilisée par le Groupe ;
- › Prêts et créances : coût amorti, les provisions pour dépréciation éventuelles sont constatées en résultat ;
- › Actifs disponibles à la vente : juste valeur avec variations de juste valeur en capitaux propres, ou en résultat pour provisionner une dépréciation objective durable (six mois) ou significative (baisse supérieure à 20%) et dans ce cas toute baisse ultérieure sera portée en résultat tandis que toute hausse ultérieure sera portée en capitaux propres.

3.18.1. Évaluation des créances clients et actifs financiers non courants

Les créances clients, prêts et autres actifs financiers non courants sont considérés comme des actifs émis par l'entreprise et sont comptabilisés selon la méthode du coût amorti. Ils peuvent, par ailleurs, faire l'objet d'une provision pour dépréciation s'il existe une indication objective de perte de valeur.

Une provision pour dépréciation des créances est constituée lorsqu'il existe un indicateur objectif de l'incapacité du Groupe à recouvrer l'intégralité des montants dus dans les conditions initialement prévues lors de la transaction. Des difficultés financières importantes rencontrées par le débiteur, la

probabilité d'une faillite ou d'une restructuration financière du débiteur ou un défaut de paiement constituent des indicateurs de dépréciation d'une créance. Le montant de la provision représente la différence entre la valeur comptable de l'actif et la valeur des flux de trésorerie futurs estimés actualisés le cas échéant. Le montant de la perte est comptabilisé en dépréciation des comptes de créances et contrepartie d'une dotation pour dépréciation de l'actif circulant.

3.18.2. Titres de participation des sociétés non consolidées et autres titres immobilisés

Les titres de participation des sociétés non consolidées et les autres titres immobilisés sont qualifiés d'actifs disponibles à la vente (AFS) et figurent au bilan pour leur juste valeur. Les pertes et gains latents sont enregistrés dans une composante séparée des capitaux propres. Pour les titres cotés, la juste valeur correspond au cours de bourse. Pour les autres titres, si la juste valeur n'est pas estimable de façon fiable, elle correspond au coût d'acquisition net des dépréciations éventuelles.

Une dépréciation est constatée en cas de signes objectifs de dépréciation des actifs autres que ceux classés en transaction. Sauf exception, le Groupe considère qu'une baisse significative ou durable est présumée lorsque l'instrument de capitaux propres a perdu 20 % au moins de sa valeur sur une période de 6 mois consécutifs.

Ce critère de baisse significative ou durable de la valeur du titre est une condition nécessaire mais non suffisante pour justifier l'enregistrement d'une provision. Cette dernière n'est constituée que dans la mesure où la dépréciation se traduira par une perte probable de tout ou partie du montant investi. La reprise de cette perte de valeur par le compte de résultat ne peut intervenir qu'au moment de la cession des titres, toute reprise antérieure étant comptabilisée en capitaux propres.

3.18.3. Instruments dérivés

Les instruments dérivés sont comptabilisés au bilan à leur juste valeur sur les lignes instruments dérivés en actifs financiers courants ou non courants ou passifs financiers courants ou non courants. L'impact comptable des variations de juste valeur de ces instruments dérivés peut se résumer de la manière suivante :

Application de la comptabilité de couverture :

- › Pour les couvertures de juste valeur d'actifs ou de passifs existants au bilan, la partie couverte de ces éléments est évaluée à sa juste valeur. La variation de cette juste valeur est enregistrée en résultat et compensée pour la part efficace par les variations symétriques de juste valeur des instruments dérivés ;
- › Pour les couvertures de flux futurs de trésorerie, la part efficace de la variation de juste valeur des instruments dérivés est enregistrée directement en autres éléments du résultat global et la part inefficace impacte les autres produits et charges financiers ;
- › Pour la couverture d'investissement net à l'étranger, le gain ou la perte résultant de la couverture sera différé en autres éléments du résultat global jusqu'à la cession totale ou partielle de l'investissement.

Dans le cas où la comptabilité de couverture n'est pas appliquée, la variation de juste valeur des instruments dérivés est enregistrée en résultat.

3.19. Valeurs mobilières de placement

Conformément à la norme IAS 39 « Instruments financiers: comptabilisation et évaluation », les valeurs mobilières de placement sont évaluées à leur juste valeur. Aucun placement n'est analysé comme étant détenu jusqu'à l'échéance. Pour les placements considérés comme détenus à des fins de transaction, les variations de juste valeur sont comptabilisées systématiquement en résultat (en

autres produits et charges financiers). Pour les placements disponibles à la vente, les variations de juste valeur sont comptabilisées directement en autres éléments du résultat global ou en résultat (en autres produits et charges financiers) dans le cas d'indication objective d'une dépréciation plus que temporaire de la valeur mobilière ou en cas de cession.

3.20. Trésorerie et équivalents de trésorerie

Conformément à la norme IAS 7 « Tableau des flux de trésorerie », la trésorerie et équivalents de trésorerie figurant au bilan, comprend la trésorerie (fonds en caisse et dépôts à vue) ainsi que les équivalents de trésorerie (placements à court terme, très liquides, qui sont facilement convertibles en un montant connu de trésorerie et qui sont soumis à un risque négligeable de changement de valeur). Les placements dans des actions cotées, les placements dont l'échéance initiale est à court ou moyen terme sans possibilité de sortie anticipée ainsi que les comptes bancaires faisant l'objet de restrictions (comptes bloqués) autres que celles liées à des réglementations propres à certains pays ou secteurs d'activités (contrôle des changes, etc.) sont exclus de la trésorerie et des équivalents de trésorerie du tableau des flux de trésorerie.

Les découverts bancaires liés à des opérations de financement sont également exclus de la trésorerie et des équivalents de trésorerie.

3.21. Décomptabilisation des actifs financiers

Un actif financier tel que défini par la norme IAS 32 « Instruments financiers: informations à fournir et présentation » est sorti du bilan en tout ou partie lorsque le Groupe n'attend plus de flux de trésorerie futurs de celui-ci et transfère la quasi-totalité des risques et avantages qui lui sont attachés.

3.22. Impôts sur le résultat

3.22.1. Impôts différés

Le Groupe comptabilise les impôts différés pour l'ensemble des différences temporelles existantes entre les valeurs fiscales et comptables des actifs et des passifs du bilan à l'exception de :

- › La comptabilisation initiale du goodwill ; où
- › La comptabilisation initiale d'un actif ou d'un passif dans une transaction qui :
 - N'est pas un regroupement d'entreprises ; et
 - Au moment de la transaction, n'affecte ni le bénéfice comptable, ni le bénéfice imposable (perte fiscale).

Les taux d'impôt retenus sont ceux votés ou quasi adoptés à la date de clôture de l'exercice en fonction des juridictions fiscales.

Le montant d'impôts différés est déterminé pour chaque entité fiscale.

Les actifs d'impôts relatifs aux différences temporelles et aux reports déficitaires ne sont comptabilisés que dans la mesure où il est probable qu'un profit imposable futur déterminé avec suffisamment de précision sera dégagé au niveau de l'entité fiscale.

Les impôts exigibles et/ou différés sont comptabilisés au compte de résultat de la période sauf s'ils sont générés par une transaction ou un événement comptabilisé directement en capitaux propres.

Une entité du Groupe doit compenser les actifs et passifs d'impôt exigible si, et seulement si, cette entité :

- (a) a un droit juridiquement exécutoire de compenser les montants comptabilisés ; et
- (b) a l'intention, soit de régler le montant net, soit de réaliser l'actif et de régler le passif simultanément.

Les actifs et passifs d'impôts différés, quel que soit leur échéance, doivent être compensés lorsqu'ils sont prélevés par la même autorité fiscale et concernent une même entité fiscale qui dispose du droit de compenser les actifs et passifs d'impôts exigibles. Ainsi, chaque entité du Groupe a procédé à la compensation de ses impôts différés actifs et passifs.

3.22.2. Incertitudes relatives au traitement des impôts sur le résultat

Pour évaluer quand et comment une incertitude fiscale affecte la détermination du bénéfice imposable (perte fiscale), des bases d'imposition, des déficits reportables, des crédits d'impôt non utilisés et des taux d'imposition, une entité doit partir de l'hypothèse que l'administration fiscale contrôlera tous les montants qu'elle a le droit de contrôler et qu'elle procédera à ces contrôles en ayant l'entière connaissance de toutes les informations connexes.

Dans l'hypothèse où il serait probable que l'administration fiscale n'accepte pas le traitement fiscal retenu, IFRIC 23 indique que le montant de l'incertitude à refléter dans les états financiers doit être estimé selon la méthode qui fournira la meilleure prévision du dénouement de l'incertitude.

3.23. Avantages du personnel

Les engagements du Groupe au titre des régimes de couverture maladie à prestations définies et des indemnités de fin de carrière sont déterminés, conformément à la norme IAS 19, sur la base de la méthode des unités de crédit projetées, en tenant compte des conditions économiques propres à chaque pays (essentiellement le Maroc pour le Groupe). Les engagements sont couverts par des provisions inscrites au bilan au fur et à mesure de l'acquisition des droits par les salariés. Les provisions sont déterminées selon la méthode actuarielle dite des unités de crédits projetés (« projected unit credit method ») qui stipule que chaque période de service donne lieu à constatation d'une unité de droit à prestation et évalue séparément chacune de ces unités pour obtenir l'obligation finale. Ces calculs intègrent des hypothèses de mortalité, de rotation du personnel et de projection des salaires futurs...

Les primes versées à l'occasion de la remise des médailles du travail pendant toute la période de travail des salariés font l'objet d'une provision. Cette dernière est évaluée en tenant compte des probabilités que les salariés atteignent l'ancienneté requise pour chaque échelon et est actualisée.

Les indemnités de départ en retraite font également l'objet d'une provision. Cette dernière est évaluée en tenant compte de la probabilité de la présence des salariés dans le Groupe, à leur date de départ en retraite. Cette provision est actualisée.

3.24. Provisions

Le Groupe comptabilise une provision dès lors qu'il existe une obligation légale ou implicite envers un tiers qui se traduira par une sortie de ressources, sans contrepartie attendue, nécessaire pour éteindre cette obligation et pouvant être estimée de façon fiable. Les montants comptabilisés en provisions tiennent compte d'un échéancier de décaissements et sont actualisés lorsque l'effet du passage du temps est significatif. Cet effet est comptabilisé en résultat financier.

Les provisions pour restructuration sont comptabilisées dès lors que le Groupe a établi un plan formalisé et détaillé dont l'annonce a été faite aux parties concernées.

Lorsqu'une obligation légale, contractuelle ou implicite rend nécessaire le réaménagement de sites, une provision pour frais de remise en état est comptabilisée en autres charges d'exploitation. Elle est comptabilisée sur la durée d'exploitation du site en fonction du niveau de production et d'avancement de l'exploitation dudit site.

Les coûts engagés pour limiter ou prévenir des risques environnementaux et engendrant des avantages économiques futurs, tels que l'allongement des durées de vie des immobilisations, l'accroissement de la capacité de production et l'amélioration du niveau de sécurité, sont immobilisés. Lorsque

le Groupe estime qu'il a une obligation légale ou implicite liée à un risque environnemental dont l'extinction devrait se traduire par une sortie de ressource, une provision correspondant aux coûts futurs estimés est comptabilisée sans tenir compte des indemnités d'assurance éventuelles (seules les indemnités d'assurance quasi certaines sont comptabilisées à l'actif du bilan). Lorsque le Groupe ne dispose pas d'un échéancier de reversement fiable ou lorsque l'effet du passage du temps est non significatif, l'évolution de ces provisions se fait sur la base des coûts non actualisés. Les autres coûts environnementaux sont comptabilisés en charges de la période où ils sont encourus.

Le groupe applique également l'interprétation IFRIC 21 « Comptabilisation des taxes » pour les exercices ouverts à partir du 1er janvier 2015, tel que cela est requis par le Règlement Européen du 13 juin 2014. Cette interprétation pose comme principe que la taxe doit être comptabilisée à la date du fait générateur de l'acquittement de cette taxe.

L'interprétation considère que le fait générateur peut intervenir à une date spécifiée comme il peut intervenir à la suite de l'atteinte de certains seuils. Ceci a des impacts principalement au niveau des comptes intermédiaires.

Ainsi, la taxe professionnelle, la taxe sur services communaux et la taxe sur terrains non bâtis exigibles en totalité à la date d'arrêté des comptes intermédiaires est comptabilisée en totalité à cette date.

Par ailleurs la contribution sociale de solidarité n'est comptabilisée au niveau des comptes intermédiaires que lorsque les seuils la rendant exigible sont atteints à la date d'arrêté de ces comptes.

Le Groupe comptabilise une provision dès lors qu'il existe une obligation légale ou implicite envers un tiers qui se traduira par une sortie de ressources, sans contrepartie attendue, nécessaire pour éteindre cette obligation et pouvant être estimée de façon fiable. Les montants comptabilisés en provisions tiennent compte d'un échéancier de décaissements et sont actualisés lorsque l'effet du passage du temps est significatif. Cet effet est comptabilisé en résultat financier.

Les provisions pour restructuration sont comptabilisées dès lors que le Groupe a établi un plan formalisé et détaillé dont l'annonce a été faite aux parties concernées.

Lorsqu'une obligation légale, contractuelle ou implicite rend nécessaire le réaménagement de sites, une provision pour frais de remise en état est comptabilisée en autres charges d'exploitation. Elle est comptabilisée sur la durée d'exploitation du site en fonction du niveau de production et d'avancement de l'exploitation dudit site.

Les coûts engagés pour limiter ou prévenir des risques environnementaux et qui engendrent des avantages économiques futurs, tels que l'allongement des durées de vie des immobilisations, l'accroissement de la capacité de production et l'amélioration du niveau de sécurité, sont immobilisés.

3.25. Frais d'augmentation de capital

Les frais d'augmentation de capital sont imputés sur les primes d'émission, de fusion ou d'apport.

3.26. Passifs financiers

3.26.1. Dettes financières

Les emprunts et autres passifs financiers porteurs d'intérêt sont évalués selon la méthode du coût amorti en utilisant le taux d'intérêt effectif de l'emprunt. Les frais et primes d'émission viennent impacter la valeur à l'entrée et sont étalés sur la durée de vie de l'emprunt via le taux d'intérêt effectif.

Dans le cas des dettes financières issues de la comptabilisation des contrats de location-financement, la dette financière constatée en contrepartie de l'immobilisation corporelle est initialement comptabilisée à la juste valeur du bien loué ou, si celle-ci est inférieure, à la valeur actualisée des paiements minimaux au titre de la location.

3.26.2. Autres passifs financiers

Les autres passifs financiers concernent essentiellement les dettes fournisseurs et les autres créiteurs. Ces passifs financiers sont comptabilisés au coût amorti.

3.27. Produits des activités ordinaires

Les produits des activités ordinaires du Groupe sont composés principalement des natures suivantes de chiffre d'affaires :

- › Ventes de biens et services produits ;
- › Contrats de construction ;
- › Revenus locatifs.

Les produits des activités ordinaires sont comptabilisés quand les biens ou les services promis aux clients sont fournis et pour un montant de la contrepartie que le Groupe s'attend à avoir droit en échange de ces biens ou services.

Ce principe fondamental est présenté sous forme d'un modèle en cinq étapes :

- › Identifier les contrats avec des clients,
- › Identifier les obligations de prestation prévues au contrat,
- › Déterminer le prix de transaction,
- › Répartir le prix de transaction entre les différentes obligations de prestation prévues au contrat,
- › Comptabiliser les produits des activités ordinaires lorsque le Groupe a rempli (ou à mesure qu'elle remplit) une obligation de prestation.

Les produits des activités ordinaires sont évalués à la juste valeur de la contrepartie reçue ou à recevoir. Les produits des loyers sont comptabilisés de façon linéaire sur les durées fermes des baux. En conséquence, les dispositions particulières et avantages définis dans les contrats de bail (franchise, droit d'entrée...) sont étalés sur la durée ferme du bail.

Les remises commerciales ou rabais pour quantité sont comptabilisés en déduction du revenu à l'exception des actions commerciales prenant la forme d'attribution de produits gratuits qui sont comptabilisés dans le coût des ventes et provisionnés conformément aux dispositions d'IAS 37 « Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels ».

Les produits des activités ordinaires relatifs à la vente de biens et d'équipements sont comptabilisés lorsqu'il existe un accord formel avec le client, que la livraison est intervenue, que le montant du revenu peut être mesuré de façon fiable et qu'il est probable que les avantages économiques associés à cette transaction reviendront au Groupe.

3.28. Autres produits de l'activité

Les autres produits liés à l'activité incluent des produits à caractère non récurrent ou non directement liés aux opérations décrites dans le paragraphe « chiffre d'affaires ».

3.29. Coût de l'endettement net

Il inclut les charges et produits d'intérêts sur les emprunts bancaires, les emprunts obligataires et les autres dettes financières (y compris dettes sur contrat de location financement).

Les coûts d'emprunts qui sont directement attribuables à l'acquisition, la construction ou la production d'un actif sont incorporés dans le coût de cet actif.

3.30. Évaluation à la juste valeur

i. Hiérarchie de la juste valeur

Tous les instruments financiers pour lesquels la juste valeur est comptabilisée ou mentionnée dans les présents états financiers sont classés selon la hiérarchie prévue par la norme IFRS 13.

En effet, cette norme classe selon trois niveaux d'importance les données d'entrée des techniques d'évaluation utilisées pour déterminer la juste valeur :

Niveau 1 :

Les données de ce niveau s'entendent des prix cotés sur des marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques auxquels l'entité peut avoir accès à la date d'évaluation.

Niveau 2 :

Les données d'entrée de ce niveau 2 sont des données, autres que les prix cotés inclus dans les données d'entrée de niveau 1, qui sont observables pour l'actif ou le passif, soit directement, soit indirectement.

Niveau 3 :

Les données d'entrée de ce niveau sont les données d'entrée concernant l'actif ou le passif qui sont fondées sur des données non observables.

ii. Techniques d'évaluation

Les titres cotés sont évalués au cours de bourse de clôture, sauf lorsque ce dernier est jugé impertinent par rapport à la valeur des titres concernés.

Les titres non cotés sont évalués en fonction de leur situation nette comptable.

Les instruments dérivés sont évalués à leur valeur marché à la date de clôture.

3.31. Résultat par action

Le résultat de base par action est calculé en divisant le résultat net part du Groupe par le nombre moyen d'actions en circulation au cours de l'exercice. Le nombre moyen d'actions en circulation de la période et des exercices antérieurs présentés est calculé hors actions d'auto détention et actions détenues dans le cadre de plans d'options d'achat.

A ce jour, le Groupe n'a pas émis d'instrument financier ayant un effet dilutif. Dès lors, le résultat de base par action est équivalent au résultat dilué par action.

Évolution du périmètre de consolidation au cours de la période

3.32. Cessions

Aucune.

4 : Informations sectorielles

4.1 Niveaux d'information sectorielle

La segmentation primaire du Groupe Managem est basée sur les secteurs d'activité, la segmentation secondaire est basée sur les secteurs géographiques.

Les transactions inter-secteurs portent principalement sur les ventes de l'acide sulfurique qui interviennent entre CTT et certaines filiales relevant du secteur mine notamment CMG. Ces transactions sont facturées par CTT en se référant aux prix du marché international.

4.1.1 Premier niveau d'information sectorielle : secteurs d'activité

Exploitation minière

Cette activité consiste à exploiter plusieurs gisements par le Groupe Managem ainsi qu'à produire des concentrés aussi variés comme les concentrés de zinc, cuivre, plomb et la fluorine. La production concerne également les métaux précieux tels que l'or et l'argent.

Hydrométallurgie

Cette activité porte sur la transformation et la valorisation de minerais pour obtenir des produits à forte valeur ajoutée notamment les dérivés métalliques et spécialités chimiques, tels que les cathodes de cobalt, les dérivés de nickel, le sulfate de cuivre et le trioxyde d'arsenic, l'oxyde de Zinc. L'hydrométallurgie fait appel à des techniques et technologies spécifiques comme : l'extraction liquide, électrolyse, séchage, calcination, grillage, ...etc.

4.1.2 Deuxième niveau d'information sectorielle : secteurs géographiques

Le découpage géographique des activités du Groupe retenu est le suivant :

- › Maroc
- › Europe
- › Autre

4.2 Informations par secteur d'activité

31/12/2022	Mine	Hydro	Autres	Total
Chiffre d'affaires	9 534,7	76,3	34,2	9 645,2
Interne				
Total	9 534,7	76,3	34,2	9 645,2
Résultat des activités opérationnelles	1 618,9	220,2	130,5	1 969,6
Résultat financier	-388,7	-44,6	287,3	-146,0
Impôts	-26,9	-98,3	-103,8	-229,1
Résultat des activités poursuivies	1 185,1	77,3	488,9	1 751,3

Le chiffre d'affaires divers correspond principalement aux ventes réalisées par le segment opérationnel service notamment Reminex et Techsub.

Les principaux éléments du bilan peuvent être affectés aux différents secteurs d'activité de façon suivante :

31/12/2022	Mine	Hydro	Autres	Total
Actif	7.008,23	2.035,50	10.261,4	19.305,2
Total actif consolidé	7.008,23	2.035,50	10.261,4	19.305,2
Investissements	-1.593,45	-404,88	-175,35	-2.173,67
Total passif	-1.199,67	2.035,50	10.261,37	11.097,20

4.3 Informations par secteurs géographique

En MMAD	Maroc	Europe	Autres	Total
Chiffre d'affaires	185	8.812	648	9.645
Autres produits	95		48	144
Total	280	8.812	697	9.789
Investissements	-1.046	0	-1.128	-2.174

5 : Chiffre d'Affaires

Le chiffre d'affaires (produit des activités ordinaires) du Groupe Managem est constitué des éléments suivants :

- › Ventes de biens et services produits ;
- › Contrats de construction ;
- › Revenus locatifs.

Le chiffre d'affaires se décompose de la manière suivante :

En millions de MAD	Décembre 2022	Décembre 2021
Chiffre d'affaires	9 645,2	7 422,8
Autres produits de l'activité	143,6	209,9
Total des activités ordinaires	9 788,8	7 632,7

(a) Y compris des prestations de services.

(b) Les autres produits de l'activité comprennent principalement la variation de stock de produits finis et autres produits d'exploitation

- › Hausse importante du Chiffre d'affaires de 30% portée essentiellement par la forte évolution du CA de l'Or, grâce à la production en provenance de TRI-K, appuyée par la hausse du CA de l'Argent et l'Off-take du Cuivre & Cobalt de Lamikal ainsi que l'effet combiné de la hausse des cours des métaux et parité dollar ;

6 : Achats et autres charges externes

Les achats et charges externes se décomposent comme suit :

	Décembre 2022	Décembre 2021
Achats revendus de marchandises	0,0	0,0
Achats consommés de matières et fournitures	(4 273,1)	(3 254,0)
Achats	(4 273,1)	(3 254,0)
Loyers opérationnels	(107,6)	(59,8)
Entretien et réparations	(40,7)	(30,3)
Rémunération de personnel extérieur à l'entreprise	(9,5)	(19,7)
Charges externes diverses	(2 111,0)	(1 765,4)
Autres charges externes	(2 268,8)	(1 875,2)
Total achats et autres charges externes	(6 541,9)	(5 129,2)

Hausse des achats et autres charges externes de 1,4 Md dhs par rapport à l'exercice 2021, suite aux effets ci-dessous :

- › Offtake Lamikal : +276 Mdhs
- › Consommables (Gasoil, réactifs, etc.) +211 Mdhs
- › Prestations et autres +341 Mdhs
- › Transport +108 Mdhs

7 : FRAIS DE PERSONNEL ET EFFECTIFS

7.1 Frais de personnel

Les charges de personnel de l'exercice sont détaillées, ci-dessous, par nature de coût :

	Décembre 2022	Décembre 2021
Salaires et traitements	(903,4)	(812,2)
Autres charges sociales	(335,5)	(306,5)
Dotations nettes aux provisions pour avantages du personnel	(25,4)	(19,9)
Total frais de personnel	(1.264,3)	(1.138,6)

La note 20 détaille les autres informations relatives aux avantages du personnel.

7.2 Rémunérations des organes d'administration et de direction

Les organes d'administration et de direction sont composés du :

- › Conseil d'administration dont les membres sont rémunérés par des jetons de présence ;
- › Comité exécutif dont les membres perçoivent des rémunérations salariales.

8 : AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS D'EXPLOITATION

Les variations d'amortissements et de provisions ayant un impact sur le résultat d'exploitation courant pour les périodes clôturées au 31 Décembre 2022 et 31 Décembre 2021 se décomposent comme suit :

En millions de MAD	Décembre 2022	Décembre 2021
Amortissements nets impactant le résultat d'exploitation courant		
Immobilisations incorporelles	(382,6)	(369,4)
Immobilisations corporelles	(1.016,1)	(1.000,5)
Immobilisations en droit d'usage	(74,6)	(75,0)
Immeubles de placement	0,0	0,0
Total	(1.473,3)	(1.444,8)
Provisions et Pertes de valeur nettes impactant le résultat d'exploitation courant		
Immobilisations	44,1	57,4
Stocks	(0,2)	(1,0)
Créances	8,6	(18,7)
Provisions pour risques et charges	(26,0)	(45,7)
Total	26,5	(8,0)
Total	(1.446,8)	(1.452,8)
Dont Amortissements et provisions des activités poursuivies		
	(1.446,8)	(1.452,8)

(a) Une description des variations d'amortissement et des pertes de valeur des immobilisations est incluse dans la note 14 de ces états financiers.

(b) Le détail des variations des pertes de valeur relatives aux stocks et aux créances est inclus dans les notes 15 et 16 de ces états financiers.

9 : AUTRES PRODUITS ET CHARGES D'EXPLOITATION

Les autres produits et charges d'exploitation s'analysent de la façon suivante :

En millions de MAD	Décembre 2022	Décembre 2021
Cession d'actifs	(0,3)	1,0
Cessions de filiales et participations	0,0	0,0
Résultats sur dérivés matière - trading	(16,2)	8,9
Résultats sur dérivés de change - trading	(0,6)	0,0
Autres produits et charges d'exploitation	1.563,7	1.416,3
Total produits et charges d'exploitation	1.546,6	1.426,2

Les variations de valeur entre les deux périodes sont imputables à la variation de juste valeur des dérivés classés en Trading du fait des éléments suivants :

a) Couverture métaux :

a. Le Trading matières reflète la partie des instruments financiers non éligible à la comptabilité de couverture correspondant ainsi à la partie asymétrique des options de ventes « Call »,

b) Couverture de change : correspond à la partie asymétrique des tunnels.

9.1 Autres produits et charges d'exploitation non courants

Les autres produits et charges d'exploitation non courants se détaillent comme suit :

En Millions de MAD	Décembre 2022	Décembre 2021
Autres produits non courants	72,9	5,3
Autres charges non courantes	(79,2)	(73,0)
Autres produits et charges d'exploitation nets*	1.570,0	1.484,0
Total autres produits et charges d'exploitation non courants	1.563,7	1.416,3

Le poste autres produits et charges d'exploitation enregistre principalement :

- › les productions des immobilisations à soi-même, notamment les frais de recherche et développement et les infrastructures minières.

10 : RÉSULTAT FINANCIER

Le résultat financier aux 31 Décembre 2022 et Décembre 2021 se décompose comme suit :

En Millions de MAD	Décembre 2022	Décembre 2021
Charges financières		
Intérêts sur emprunts	(289,4)	(312,7)
Autres charges financières	15,3	(0,7)
Variations de juste valeur des actifs et passifs financiers évalués en juste valeur	0,0	0,0
Pertes de valeur des actifs financiers	0,0	0,0
Dotations nettes aux provisions	(6,7)	(241,7)
Total charges financières	(280,9)	(555,1)
Produits financiers		
Intérêts et autres produits financiers	48,9	39,7
Autres produits	5,0	64,7
Variations de juste valeur des actifs et passifs financiers évalués en juste valeur	0,0	0,0
Gain réalisé JV sur titres disponibles à la vente	0,0	0,0
Gains et pertes de change financiers	76,6	(39,5)
Total produits financiers	134,7	306,5
Résultat financier	(146,0)	(248,6)

Hausse du résultat financier de 103 Mdhs par rapport à l'exercice précédent expliquée par :

- › Baisse des charges d'intérêts expliquée par la non récurrence de l'opération d'affacturage TVA réalisé en 2021
- › Hausse du Résultat de change suite à l'amélioration de la parité USD-MAD

- › Baisse des coûts d'emprunts incorporés dans le coût de production des immobilisations suite au démarrage du projet TRIK.

10.1 La charge d'impôt

En Millions de MAD	Décembre 2022	Décembre 2021
Charge d'impôt courant		
Charge de l'exercice	(63,6)	(79,7)
Ajustement de la charge d'impôt provenant d'exercices antérieurs	0,0	0,0
	(63,6)	(79,7)
(Charges) / produits d'impôts différés		
Variations des différences temporaires	29,1	90,0
Variations des taux d'imposition	(30,8)	0,0
Variation des déficits fiscaux antérieurs	(163,8)	(162,1)
	(165,5)	(72,1)
(Charge) / Produit total d'impôt	(229,1)	(151,8)

La charge d'impôt pour les exercices clos 2022 et 2021 s'analyse comme suit :

Baisse de l'impôt exigible expliquée par :

- › Amélioration des résultats des filiales CTT, AGM, MANAGEM, MANUB et TRIK atténuée par la baisse du résultat de Somifer
- › La reprise partielle de la provision risque fiscal selon IFRIC 23

Impacts nouvelles dispositions de la loi de finances 2023 sur la clôture des comptes 2022

Ajustement des impôts différés à la clôture de l'exercice 2022 des conséquences des changements de taux d'IS selon les nouvelles dispositions de la loi de finances 2023, en établissant un calendrier de résorption des différences temporaires et en appliquant le taux d'IS en vigueur les années de reversements de ces différences ;

- › Ces ajustements se sont traduits par un impact de -30 MDH en résultat et +1MDH en capitaux propres ;

Dé-comptabilisation des IDA sur déficits fiscaux

- › Dé-comptabilisation des IDA des filiales AGM, CTT, SMI et MANAGEM suite à l'amélioration des résultats au titre de l'exercice 2022 ;
- › Dé-comptabilisation des IDA de CMG suite à l'amélioration du résultat issue de la plus-value générée suite à l'opération de transfert interne des titres AGM vers MANAGEM, se traduisant par un déstockage d'IDA de 42 Mdhs ;
- › La charge d'impôt courant correspond aux montants payés et/ ou restant à payer à court terme aux administrations fiscales au titre de l'exercice 2022 en fonction des règles en vigueur dans les différents pays et des conventions spécifiques.

› Les produits d'impôts différés résultent de la comptabilisation d'un impôt différé actif sur les déficits fiscaux issus des amortissements indéfiniment reportables.

10.1.1 Impôts différés comptabilisés dans les capitaux propres

Les actifs nets d'impôts sont limités aux capacités de chaque entité fiscale à recouvrer ses actifs dans un proche avenir.

10.1.2 Impôts différés comptabilisés au bilan

En Millions de MAD	Actif		Passif		Net	
	Décembre 2022	Décembre 2021	Décembre 2022	Décembre 2021	Décembre 2022	Décembre 2021
Provenant des différences temporaires	(111,2)	(152,6)	72,4	32,2	(183,6)	(184,8)
Provenant des déficits fiscaux	122,9	281,2	-	-	122,9	281,2
Total	11,7	128,6	72,4	32,2	(60,7)	96,4

10.1.3 Preuve d'impôt

	Décembre 2022 .12	Décembre 2021 .12
Résultat net comptable retraité IFRS - part du groupe	1614,5	861,5
Quote-part de résultat des S.M.E.	156,8	67,0
Résultat hors groupe	-136,7	-64,7
Résultat net comptable retraité IFRS	1594,5	859,2
Impôt sur les bénéfices	-63,6	-79,7
Impôts différés	-165,5	-72,1
Total charge fiscale retraitée IFRS	-229,1	-151,8
Résultat comptable retraité IFRS avant impôts	1823,6	1011,0
Charge fiscale théorique	-353,0	-262,9
Charge fiscale recalculée	-565,3	-313,4
Taux à contrôler par rapport à 31%	-31%	-31%

11 : ACTIFS DESTINÉS À ÊTRE CÉDÉS ET PASSIFS LIÉS

Actuellement, le Groupe ne dispose pas d'actifs ou passifs destinés à être cédés.

12 : RÉSULTAT PAR ACTION

Le résultat de base par action est calculé en divisant le résultat net part du Groupe par le nombre moyen d'actions en circulation au cours de l'exercice. Le nombre moyen d'actions en circulation de la période et des exercices antérieurs présentés est calculé hors actions d'auto détention et actions détenues dans le cadre de plans d'options d'achat.

Exercices clos le 31 Décembre 2022	31 déc.-2022	31-déc.-2021
Nombre moyen pondéré:		
- d'actions ordinaires émises	9 991 308	9 991 308
- d'actions détenues dans le cadre de plans d'options d'achat		
- d'actions d'auto détention		
Nombre d'actions retenu pour le calcul du résultat de base par action	9 991 308	9 991 308
Nombre d'instruments dilutifs		
Nombre d'actions retenu pour le calcul du résultat dilué par action	9 991 308	9 991 308

à ce jour, le Groupe n'a pas émis d'instrument financier ayant un effet dilutif. Dès lors, le résultat de base par action est équivalent au résultat dilué par action.

Exercices clos le 31 Décembre 2022	31 déc. 2022	31 déc. 2021
Résultat net de l'exercice imputable aux actionnaires de la société-mère	1.614,5	861,5
Nombre d'actions retenu pour le calcul du résultat par action	9 991 308	9 991 308
Résultat de base par action	161,6	86,2
dont part sur activités non poursuivies		
Résultat dilué par action		
dont part sur activités non poursuivies		

13 : Goodwill

En Millions de MAD	Décembre 2022	Décembre 2021
Au 1 ^{er} janvier	305,4	305,4
Valeur brute	812,0	811,4
Pertes de valeur cumulées	- 506,6	- 506,0
Entrée de périmètre	-	-
Cessions et écarts d'acquisition classés en actifs détenus en vue de la vente	-	-
Pertes de valeur	-	-
Écarts de conversion	-	-
Autres mouvements	-	-
Au 31 décembre	305,4	305,4
Valeur brute	813,6	812,0
Pertes de valeur cumulées	- 508,2	- 506,6

Au bilan, les Goodwill (écarts d'acquisition) nets concernent les sociétés suivantes :

En Millions de MAD	31-déc-22	31-déc.-2021
IMITER	161,2	161,2
CMG	130,9	130,9
CTT	13,3	13,3
RGGG	0,0	0,0
Total	305,4	305,4

14 : IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

En millions de MAD	Frais de développement	Licences Télécom et Logiciels	Concessions, brevets & droits similaires	Autres	Total
Valeurs brutes					
Au 1er janvier 2021	4 940,8	2,7	214,9	1 481,2	6 639,6
Acquisitions	280,9	2,8	2,2	206,5	492,4
Variations de périmètre	0,0	-	-	-	0,0
Cessions et actifs classés en actifs détenus en vue de la vente	-	0,0	0,0	(5,3)	(5,3)
Écarts de conversion	(1,9)	0,0	0,0	3,2	1,4
Autres mouvements	703,8	0,0	2,1	(675,5)	30,3
Au 31 décembre 2021	5 923,6	5,5	219,3	1 010,0	7 158,4
Au 1er janvier 2022	5 923,6	5,5	219,3	1 010,0	7 158,4
Acquisitions	329,7	0,5	7,1	343,6	680,9
Variations de périmètre	(95,1)	-	-	-	(95,1)
Cessions et actifs classés en actifs détenus en vue de la vente	-	0,0	0,0	0,0	0,0
Réévaluation des immobilisations	-	-	-	-	-
Écarts de conversion	139,8	0,5	0,1	20,0	160,5
Autres mouvements	24,5	0,0	0,0	(24,5)	0,0
Au 31 décembre 2022	6 322,5	6,6	226,4	1 349,0	7 904,7
Amortissements et pertes de valeurs					
	Frais de développement	Licences Télécom et Logiciels	Concessions brevets et droits similaires	Autres	Total
Au 1er janvier 2021	(4 122,6)	(1,2)	(115,1)	(181,8)	(4 420,8)
Amortissements	(367,4)	(0,6)	(0,3)	(1,0)	(369,4)
Pertes de valeur	0,0	-	0,0	-	0,0
Reprise de pertes de valeur	4,1	-	0,0	-	4,1
Cessions et actifs classés en actifs détenus en vue de la vente	-	-	0,0	-	0,0
Écarts de conversion	(7,0)	(0,0)	(0,0)	-	(7,1)
Variation de périmètre	-	0,0	0,0	-	0,0
Autres mouvements	-	-	0,0	-	0,0
Au 31 décembre 2021	(4 493,0)	(1,9)	(115,5)	(182,8)	(4 793,2)
Au 1er janvier 2022	(4 493,0)	(1,9)	(115,5)	(182,8)	(4 793,2)
Amortissements	(371,7)	(2,1)	(0,5)	(8,2)	(382,6)
Reprise de pertes de valeur	8,6	-	0,0	-	8,6
Cessions et actifs classés en actifs détenus en vue de la vente	-	-	0,0	-	0,0
Écarts de conversion	(35,4)	(0,2)	(0,1)	-	(35,8)
Variation de périmètre	-	0,0	0,0	-	0,0
Autres mouvements	-	-	0,0	-	0,0
Au 31 décembre 2022	(4 891,6)	(4,1)	(116,1)	(191,0)	(5 203,0)
Valeurs nettes					
Au 31 décembre 2021	1 430,6	3,7	103,8	827,1	2 365,2
Au 31 décembre 2022	1 430,9	2,5	110,3	1 158,0	2 701,7

Les amortissements de la période sont comptabilisés en résultat au niveau du poste « amortissements et provisions d'exploitation »
Le poste immobilisations incorporelles comprend essentiellement les dépenses relatives à l'exploration et à la recherche minière.

IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET IMMEUBLES DE PLACEMENT

Les principales variations s'expliquent par :

En millions de MAD	Terrains	Constructions	Matériel et outillage	Immobilisations en cours	Immeubles de placement	Autres	Total
Valeurs brutes							
Au 1er janvier 2021	35,7	6 436,6	6 067,6	2 066,7	8,9	1 663,5	16 279,1
Acquisitions	0,0	454,3	1 068,9	269,2	0,0	51,1	1 843,5
Variations de périmètre	-	-	-	-	-	-	-
Cessions et actifs classés en actifs détenus en vue de la vente	0,0	0,0	0,0	0,0	-	(5,0)	(5,0)
Écarts de conversion	0,5	9,3	32,3	13,7	-	6,3	62,0
Autres mouvements*	17,0	563,3	779,8	(1 515,0)	0,0	124,7	(30,2)
Au 31 décembre 2021	53,3	7 463,5	7 948,6	834,6	8,9	1 840,6	18 149,4
Au 1er janvier 2022	53,3	7 463,5	7 948,6	834,6	8,9	1 840,6	18 149,2
Acquisitions	6,0	469,6	359,6	498,5	0,0	103,1	1 436,8
Cessions et actifs classés en actifs détenus en vue de la vente	0,0	0,0	0,0	0,0	-	(11,9)	(11,9)
Réévaluation des immobilisations	-	-	-	-	-	-	0,0
Écarts de conversion	2,3	128,0	254,2	28,7	-	28,1	441,2
Autres mouvements*	0,0	778,6	(490,8)	(198,1)	0,0	(89,6)	0,1
Au 31 décembre 2022	61,6	8 839,7	8 071,6	1 163,6	8,9	1 870,1	20 015,4
Amortissements et pertes de valeurs							
Au 1er janvier 2021	(0,2)	(4 594,6)	(4 283,3)	(30,5)	0,0	(1 575,6)	(10 484,2)
Amortissements	(0,7)	(520,6)	(406,3)	0,14	0,0	(72,9)	(1 000,6)
Pertes de valeur	-	-	40,66	(3,3)	(0,1)	-	1,37
Reprises de pertes de valeur	0,0	75,7	22,8	-	-	0,2	98,7
Cessions et actifs classés en actifs détenus en vue de la vente	-	0,0	0,0	-	-	1,8	1,8
Écarts de conversion	(0,0)	(1,6)	(1,6)	(1,1)	-	(6,1)	(10,4)
Variation de périmètre	-	-	-	-	-	-	-
Autres mouvements	-	(0,1)	0,0	-	0,0	0,0	0,0
Au 31 décembre 2021	(0,9)	(5 081,7)	(4 671,6)	(31,9)	0,0	(1 653,9)	(11 440,0)
Au 1er janvier 2021	(0,9)	(5 081,7)	(4 671,6)	(31,9)	0,0	(1 653,9)	(11 440,0)
Amortissements	(1,6)	(545,3)	(397,8)	-	0,0	(71,4)	(1 016,1)
Pertes de valeur	-	-	0,0	(31,1)	-	-	(31,1)
Reprises de pertes de valeur	0,1	40,4	23,4	-	-	2,8	66,7
Cessions et actifs classés en actifs détenus en vue de la vente	-	0,0	0,0	-	-	11,5	11,5
Écarts de conversion	(0,1)	(33,1)	(49,8)	(4,0)	-	(23,2)	(110,2)
Autres mouvements	-	(34,5)	24,4	-	0,0	10,0	(0,0)
Au 31 décembre 2021	(2,5)	(5 654,2)	(5 071,5)	(67,0)	0,0	(1 724,1)	(12 519,2)
Valeurs nettes							
Au 31 décembre 2021	52,4	2 381,7	3 276,9	802,6	8,9	186,7	6 709,4
Au 31 décembre 2022	59,1	3 185,5	3 000,0	1 096,6	8,9	146,0	7 496,2

10.2 Autres actifs financiers

Les autres actifs financiers du Groupe se décomposent en valeur nette comme suit :

En millions de MAD	Décembre 2022	Décembre 2021
Part non courante		
- instruments financiers dérivés	25,1	0,0
Prêts et créances	64,8	56,5
Actifs financiers disponibles à la vente	262,4	261,7
Total	352,3	318,2
Part courante		
Instruments financiers dérivés	10,2	0,0
Prêts et créances	0,0	0,0
Total	10,2	0,0
Total autres actifs financiers	362,5	318,2

(*) Instruments financiers dérivés : correspondent aux gains sur opérations de couvertures des métaux

(**) Les actifs disponibles à la vente correspondent principalement aux bons de trésor acquis dans le cadre de l'utilisation de la provision réglementée fonds social (20% de la PRG), soit 246,9 Mdhs

10.3 Instruments financiers dérivés

10.3.1 Actifs financiers

Les instruments financiers dérivés dont la juste valeur est positive sont comptabilisés à l'actif et se répartissent comme suit :

En millions de MAD	2022.12	2021.12
	JV	JV
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	0,0	0,0
Total	0,0	0,0

Les instruments dérivés dont la juste valeur est négative sont comptabilisés au passif et se répartissent comme suit :

En millions de MAD	2022.12	2021.12
	JV	JV
Instruments matières	-200,3	-214,9
Contrat à terme		
Autres instruments matières	-200,3	-214,9
Instruments de change		
Change à terme		
Autres instruments de change		
Autres instruments dérivés		
Dérivés de taux		
Autres dérivés		
Total	-200,3	-214,9

10.4 Actifs financiers disponibles à la vente ou titres disponibles à la vente

Les actifs disponibles à la vente comprennent les titres de participation non consolidés, les autres titres immobilisés et les titres et valeurs de placement non reclassés en équivalent de trésorerie.

L'ensemble de ces éléments est évalué à la juste valeur à la date de clôture.

Les actifs financiers disponibles à la vente se décomposent de la façon suivante au 31 Décembre 2022 et au 31 décembre 2021 :

En millions de MAD	Juste valeur	% d'intérêt	Capitaux propres	Résultat	Date de clôture
Au 31 Décembre 2022	262,4				31/12/2022
Autre : titres non consolidés	15,5				
Entité : Autres (bons de trésor)	246,9				
Au 31 Décembre 2021	261,7				31/12/2021

10.5 Prêts et créances

Les prêts et créances au 31 Décembre 2022 se composent essentiellement des dépôts et cautionnement.

15 : STOCKS ET EN-COURS

Les stocks et en-cours se décomposent comme suit pour les périodes closes les 31 Décembre 2022 et 31 décembre 2021 :

En millions de MAD	Décembre 2022	Décembre 2021
Stocks de marchandises	6,3	6,3
Stocks de matières et fournitures consommables	1.173,2	669,9
En-cours de production	150,4	149,0
Stocks de produits finis intermédiaires	451,6	328,0
Total des stocks en valeur brute	1.781,6	1.153,3
Montant de la perte de valeur en début de période	(21,9)	(20,7)
Perte de valeur constatée sur la période	(19,6)	(19,5)
Reprise de perte de valeur suite à des sorties et des cessions	17,0	15,4
Reprise de perte de valeur devenue sans objet	2,3	3,1
Autres mouvements	(0,3)	(0,1)
Montant de la perte de valeur en fin de période	(22,4)	(21,9)
Total Stocks, net	1.759,1	1.131,3

(*) Les stocks produits finis et intermédiaires sont évalués au plus bas de leur coût de revient ou de leur valeur nette de réalisation.

Le coût de revient correspond au coût d'acquisition ou aux coûts de production encourus pour amener les stocks dans l'état et à l'endroit où ils se trouvent.

La valeur nette de réalisation des stocks correspond au prix de vente estimé dans le cours normal de l'activité diminué des coûts estimés pour achever les produits et des coûts estimés nécessaires pour réaliser la vente.

Le dépassement du coût de revient par rapport à la valeur nette de réalisation fait l'objet d'une dépréciation.

Au cours de l'année 2022 :

- › Le montant des provisions est de -19,6 millions de dirhams ;
- › Le montant des reprises s'élève à 17,00 millions de dirhams.

16 : CRÉANCES CLIENTS ET AUTRES DÉBITEURS

La valeur brute et la valeur de réalisation des créances clients au 31 Décembre 2022 et 31 décembre 2021 sont détaillées dans le tableau ci-dessous :

En millions de MAD	Décembre 2022	Décembre 2021
Clients et comptes rattachés	1.580,1	2.239,5
Dépréciation clients et comptes rattachés	(3,8)	(12,4)
Total Créances clients	1.576,2	2.227,1
Autres débiteurs	113,2	65,3
Compte de régularisation - Actif	134,0	112,4
Comptes d'associés débiteurs	870,0	697,6
Dépréciation autres débiteurs	0,0	0,0
Dépréciation comptes d'associés débiteurs	(195,6)	(174,4)
Dépréciation fournisseurs débiteurs - avances et acomptes	(2,4)	(2,4)
Dépréciation personnel débiteur	0,0	0,0
État - débiteur	1.016,5	725,9
Fournisseurs débiteurs - Avances et acomptes	97,8	94,8
Personnel - débiteur	17,7	17,2
Total Autres débiteurs courants	2.051,1	1.536,4

Compte de régularisation – Actif : correspond aux réceptions de consommables et PDR en cours de route

Les créances clients et autres débiteurs enregistrent une baisse de -136,1 Mdhs expliquée principalement par :

- › Baisse des créances clients de 650,9 Mdhs malgré une forte croissance du chiffre d'affaires suite aux régularisations des expéditions provisoires selon IFRS 15 et la baisse des avances clients ;
- › Hausse des créances de crédits TVA pour 291 MDH ;
- › Hausse des avances en compte courant d'associés envers les filiales non consolidées.

17 : TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE

La trésorerie et les équivalents de trésorerie se composent de fonds de caisse, des soldes bancaires ainsi que des placements à court terme en instruments monétaires. Ces placements, d'échéance inférieure à douze mois, sont facilement convertibles en un montant de trésorerie connu et sont soumis à un risque négligeable de changement de valeur.

En Millions de MAD	Décembre 2022	Décembre 2021
Titres et valeurs de placement	1.367,4	149,0
Banque	1.121,9	1.467,0
Autres comptes de trésorerie	6,9	110,9
Total	2.496,1	1.726,9

18 : CAPITAUX PROPRES

18.1 Politique de Gestion du capital

Dans le cadre de la gestion de son capital, le Groupe a pour objectif de préserver sa continuité d'exploitation, afin de servir un rendement aux actionnaires, de procurer des avantages aux autres partenaires et de maintenir une structure de capital optimale susceptible de réduire le coût du capital.

Pour maintenir ou ajuster la structure du capital, le Groupe peut soit :

- › Ajuster le montant des dividendes versés aux actionnaires ;
- › Rembourser le capital aux actionnaires ;
- › Émettre de nouvelles actions ;
- › Vendre des actifs pour réduire le montant des dettes.

Le Groupe utilise différents indicateurs, dont le levier financier (endettement net / capitaux propres), qui fournit aux investisseurs une vision de l'endettement du Groupe comparativement au total des capitaux propres. Ces fonds propres incluent notamment la réserve des variations de valeur des couvertures des flux de trésorerie et la réserve de variation de valeur des actifs financiers disponibles à la vente (AFS).

18.2 Variation des capitaux propres part du Groupe

En millions de MAD	31-déc-2022	31-déc-2021
Capitaux propres consolidés Part du Groupe début d'exercice	5 789,0	4 214, 2
Dividendes versés	-200,0	0,0
Écart de conversion	344,6	94,2
Variation nette de JV des instruments financiers	46,9	187,8
Autres variations	-9,1	444,9
Augmentation de capital	0,0	0,0
Résultat net (Part du Groupe) de la période	1 614,5	861,5
Impôts relatifs aux autres éléments du résultat global	-8,9	-13,6
Capitaux propres consolidés Part du Groupe	7 576,6	5 788,9

18.3 Variation des intérêts minoritaires

En millions de MAD	31-déc-2022	31-déc-2021
Intérêts minoritaires en début d'exercice	454,8	280,1
Dividendes versés	-33,2	-16,2
Variation nette de JV des instruments financiers	7,3	48,5
Pertes et profits de conversion	10,8	-6,4
Autres variations	54,9	89,8
Augmentation de capital	0,0	0,0
Résultat de l'exercice	136,7	64,7
Impôts relatifs aux autres éléments du résultat global	-0,4	-5,7
Intérêts minoritaires	631	454,9

19 : PROVISIONS

Les provisions courantes et non courantes s'analysent comme suit :

En Millions de MAD	Décembre 2022	Décembre 2021
Provision environnement	46,8	33,5
Provision pour démantèlement	-	-
Litiges	-	-
Garanties	-	-
Autres risques	148,7	127,5
Total	195,5	161,0

- › Les provisions constituées au 31 Décembre 2022 portent principalement sur les risques liés aux maladies professionnelles non couverts par la compagnie d'assurance durant la période 2003 à 2006
- › Provision pour démantèlement et remise en état de sites (Réhabilitation)

En millions de MAD	31-déc-21	Écart de conversion	Dotations de l'exercice	Reprise provisions utilisées	Reprise provisions non utilisées	Reclassement	Autres mouvements	31-Déc-2022
Provision environnement	33,5	2,3	11,0	-	-	-	-	46,8
Provision pour démantèlement	0,0	-	0,0	0,0	-	0,0	-	0,0
Litiges	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-	0,0
Garanties	0,0	0,0	0,0	0,0	-	0,0	-	0,0
Autres risques	127,5	6,2	103,5	(78,7)	(9,8)	0,0	0,0	148,7
Total	161,0	8,5	114,5	(78,7)	(9,8)	0,0	0,0	195,5
Dont:								
- Part non courante	161,0	8,5	114,5	(78,7)	(9,8)	0,0	0,0	195,5
- Part courante	0,0	-	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

NOTE 20 : AVANTAGES DU PERSONNEL

Les hypothèses retenues au 1er janvier 2006, au 31 décembre 2006 et au 31 Décembre 2022 se détaillent comme suit :

Au 1^{er} janvier 2006 :

Hypothèses économiques :

› Date d'évaluation :	01.01.2006
› Taux d'inflation :	1,50%
› Taux d'inflation médicale :	4%
› Taux d'actualisation	
› Frais de santé	6,20% ou 6,95% selon les entités
› Indemnité de fin de carrière	6,20%
› Taux moyen des charges sociales	15,00%
› Taux d'augmentation des rémunérations (brut d'inflation)	3,50%
› Taux de revalorisation des indemnités forfaitaires	1,50%

Hypothèses démographiques :

› Mortalité	TVF 88-90
› Invalidité	Non prise en compte
› Taux de mobilité par tranches d'âges	

Tranches d'âges	Cadres	Non cadres
29 ans et avant	20,00%	10,00%
30 à 34 ans	10,00%	5,00%
35 à 39 ans	7,50%	3,75%
40 à 44 ans	5,00%	2,50%
45 à 49 ans	2,00%	1,00%
50 ans et plus	0,00%	0,00%

› Taux d'occupation jusqu'à la retraite	Identique à celui de la date d'évaluation	
› âge de départ à la retraite	Personnel non minier	: 60 ans
	Personnel minier	: 55 ans
› Date d'évaluation :	31.12.2022	
› Taux d'actualisation		
Frais de santé	3,80%	
Indemnité de fin de carrière	3,80%	

Le reste des hypothèses économiques et démographiques est resté inchangé par rapport au 1er janvier 2006.

Conformément à la norme IAS 19 révisée, le Groupe comptabilise immédiatement la totalité des écarts actuariels en autres éléments du résultat global

Le Groupe estime que les hypothèses actuarielles retenues sont appropriées et justifiées mais les modifications qui y seront faites dans le futur peuvent cependant avoir un impact significatif sur le montant des engagements ainsi que sur le résultat du Groupe. Le test de sensibilité au taux d'actualisation est effectué à la date de clôture annuelle.

Au 31 décembre 2022

Autres avantages long terme

en millions de MAD	Retraites et indemnités assimilées		Avantages sociaux accordés postérieurement à l'emploi autres que les retraites	
	31-déc-21	31-déc-22	31-déc-21	31-déc-22
Montant des engagements à l'ouverture de l'exercice	87,0	97,4	171,8	200,8
Coût des services	7,9	7,8	15,4	16,5
Charge d'intérêt	3,0	3,0	5,9	6,2
Cotisations des participants	0,0	0,0	0,0	0,0
Modifications des plans (Coût des services passés)	-2,9	0,0	-1,8	0,0
Variations de périmètre /	0,0	0,0	0,0	0,0
Business Combination (seulement si significatif)	0,0	0,0	0,0	0,0
Réduction	0,0	0,0	0,0	0,0
Liquidation de régimes	0,0	0,0	0,0	0,0
Prestations payées	-1,5	-3,7	-6,1	-4,4
Pertes / Gains actuariels	4,0	-5,1	15,5	-31,0
Écarts de Change	0,0	0,2	0,0	0,0
Autres	0,0	-11,7	0,0	0,0
Montant des engagements à la clôture de l'exercice	97,4	87,9	200,8	188,1

en millions de MAD	Retraites et indemnités assimilées		Avantages sociaux accordés postérieurement à l'emploi autres que les retraites	
	31-déc-21	31-déc-22	31-déc-21	31-déc-22
Valeur de marché des actifs affectés aux plans à l'ouverture	0,0	0,0	0,0	0,0
Rendement attendus des actifs	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations de l'employeur	1,5	3,7	6,1	4,4
Cotisations des participants	0,0	0,0	0,0	0,0
Variations de périmètre /	0,0	0,0	0,0	0,0
Business Combination (seulement si significatif)	0,0	0,0	0,0	0,0
Réduction	0,0	0,0	0,0	0,0
Liquidation de régimes	0,0	0,0	0,0	0,0
Prestations payées	-1,5	-3,7	-6,1	-4,4
Pertes/Gains actuariels	0,0	0,0	0,0	0,0
Écarts de conversion	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres	0,0	0,0	0,0	0,0
Valeur de marché des actifs affectés aux plans à la clôture	0,0	0,0	0,0	0,0

	Retraites et indemnités assimilées		Avantages sociaux accordés postérieurement à l'emploi autres que les retraites	
	31-déc-21	31-déc-22	31-déc-21	31-déc-22
Coût des services	7,9	7,8	15,4	16,5
Charge d'intérêt	3,0	3,0	5,9	6,2
Rendements attendus des actifs	0,0	0,0	0,0	0,0
Effet de la limitation des surplus	0,0	0,0	0,0	0,0
Amortissement du coût des services passés	-2,9	0,0	-1,8	0,0
Amortissement des pertes/gains actuariels	0,0	0,0	0,0	0,0
Réduction	0,0	0,0	0,0	0,0
Liquidation suppression	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres	0,0	0,0	0,0	0,0
Charge de la période	8,0	10,8	19,6	22,7

En millions de MAD	Retraites et indemnités assimilées		Avantages sociaux accordés postérieurement à l'emploi autres que les retraites	
	31-déc-21	31-déc-22	31-déc-21	31-déc-22
Engagement net	97,4	87,9	200,8	188,1
Limitation de l'actif de retraite	0,0	0,0	0,0	0,0
Coûts des services passés non reconnus	0,0	0,0	0,0	0,0
Gains/Pertes actuariels non reconnus	0,0	0,0	0,0	0,0
Actif/Provision net figurant au bilan	97,4	87,9	200,8	188,1

› Sensibilité de l'engagement par rapport au taux d'actualisation

	31-déc-22
Sensibilité de l'engagement	-11,2%
Sensibilité du coût des services	-14,0%
Sensibilité de la charge d'intérêt (taux d'actualisation)	12,1%

› Sensibilité de l'engagement par rapport au taux d'inflation médicale

	31-déc-22
Sensibilité de l'engagement	15,1%
Sensibilité du coût des services	19,8%
Sensibilité de la charge d'intérêt (taux d'actualisation)	15,1%

21 : DETTES FINANCIÈRES

Les dettes financières courantes et non courantes du Groupe se décomposent comme suit :

En millions de MAD	Décembre 2022	Décembre 2021
Emprunts obligataires	2 000,0	2 500,0
Emprunts auprès des établissements de crédit	3 104,3	2 588,1
Dettes liées aux contrats à droit d'usage	126,8	132,7
Instruments financiers dérivés	209,2	205,1
Total dettes financières non courantes	5 440,3	5 425,9
Emprunts obligataires	0,0	0,0
Emprunts auprès des établissements de crédit	874,3	532,7
Dettes de location financement	0	0
Dettes liées aux contrats à droit d'usage	0,0	0,0
Instruments financiers dérivés	26,3	9,9
Total dettes financières courantes	900,6	542,6
Total	6 340,9	5 968,5

Les dettes financières non courantes ont connu une hausse de +14,4 millions de dirhams expliquée par :

- › Emprunt obligataire + 500 Mdhs
- › Billet de trésorerie : Remboursement 1 000 Mdhs, nouvel emprunt 1 000 Mdhs
- › Remboursement emprunt - 483 Mdhs
- › Dettes liées aux contrats à droit d'usage : -5,9 Mdhs

22 : DETTES FOURNISSEURS ET AUTRES CRÉDITEURS

Par échéance en millions de MAD	- 1 an (*)	1 à 5 ans	+ 5 ans	Clôture
Dettes fournisseurs	1.552,9	0,4	-	1.553,3
Autres créditeurs	2.659,0	-	-	2.659,0
Au 31 décembre 2022	4.211,9	-	-	4.212,3
Au 31 décembre 2021	4.189,6	-	-	4.189,6

23 : INSTRUMENTS FINANCIERS

23.1 Juste valeur des actifs financiers

En raison de leur caractère court terme, la valeur comptable des créances d'exploitation, de la trésorerie, des comptes courants de trésorerie est une estimation de leur juste valeur.

La juste valeur des autres instruments financiers est déterminée par référence au prix de marché résultant d'échanges sur une bourse de valeurs nationales ou un marché de gré à gré.

Lorsqu'aucun cours de marché coté n'est disponible, la juste valeur est estimée à partir d'autres méthodes de valorisation, telle que la valeur actualisée des flux de trésorerie. En tout état de cause, l'estimation des valeurs de marché se fonde sur une certaine interprétation des informations de marché nécessaires à la valorisation. L'utilisation de différentes estimations, méthodes et hypothèses peut avoir un effet important sur les montants estimés de juste valeur. Les méthodes utilisées sont les suivantes :

› Titres de participation dans des sociétés non consolidées :

Pour les actions de sociétés cotées, la juste valeur est déterminée sur la base du cours de bourse publié le jour de la clôture considérée.

Pour les actions de sociétés non cotées, lorsque la juste valeur ne peut être déterminée de façon fiable, les titres sont valorisés à la quote-part de la situation nette IFRS, ou à défaut à la quote-part de la situation nette établie selon les règles marocaines. En l'absence d'information sur la situation nette IFRS ou Maroc Gaap, les titres sont valorisés à leur coût.

› Instruments dérivés : la valeur de marché des opérations de taux, de change et de matières est estimée à partir de valorisations provenant des contreparties bancaires ou de modèles financiers communément utilisés sur les marchés financiers, sur la base des données de marché à la date de clôture de l'exercice.

23.2 Juste valeur des passifs financiers

En raison de leur caractère court terme, la valeur comptable des concours bancaires courants, des dettes fournisseurs et autres créateurs et des emprunts à court terme apparaît comme une estimation de leur juste valeur.

La juste valeur des autres instruments financiers est déterminée par référence au prix de marché résultant d'échanges sur une bourse de valeurs nationales ou un marché de gré à gré.

Lorsqu'aucun cours de marché coté n'est disponible, la juste valeur est estimée à partir d'autres méthodes de valorisation, telle que la valeur actualisée des flux de trésorerie. En tout état de cause, l'estimation des valeurs de marché se fonde sur une certaine interprétation des informations de marché nécessaires à la valorisation. L'utilisation de différentes estimations, méthodes et hypothèses peut avoir un effet important sur les montants estimés de juste valeur. Les méthodes utilisées sont les suivantes :

› Dettes de financement : la juste valeur des dettes de financement (emprunts obligataires, dettes auprès des établissements de crédit...) correspond à leur coût amorti (valeur nominale diminuée des frais d'émission de l'emprunt si ces derniers représentent au moins 1% de cette valeur).

› Instruments dérivés : la valeur de marché des opérations de taux et de change est estimée à partir de valorisations provenant des contreparties bancaires ou de modèles financiers communément utilisés sur les marchés financiers, sur la base des données de marché à la date de clôture de l'exercice.

Le tableau ci-après détaille la valeur comptable et la juste valeur des passifs financiers comptabilisés au bilan pour lesquels ces deux valeurs sont identiques :

En millions de MAD	31-déc-22	31-déc-21
	Valeur comptable <=> Juste valeur	
Concours bancaires courants	874,3	532,5
Fournisseurs et autres créateurs	4 212,3	4 189,3
Emprunts obligataires	2 000,0	2 500,0
Dettes liées aux contrats à droit d'usage	126,8	132,6
Autres passifs financiers	26,3	9,9
Options de vente octroyées à des minoritaires		
Dettes de financement	3 104, 3	2 588,1
Total	10 344,0	9 953,0

23.3 Gestion des risques

Le Groupe utilise des instruments financiers dérivés pour gérer son exposition aux fluctuations de cours de change et de prix de matières premières.

Les risques de change et de matières premières font l'objet d'une gestion décentralisée au niveau des filiales qui gèrent en concertation avec le holding, leurs risques de marchés.

23.4 Risque de prix couverts :

Compte tenu de la nature de ses activités, le Groupe Managem est largement exposé aux fluctuations des prix des matières premières qu'il commercialise aux taux de change avec lesquels sont libellées ses ventes.

La politique de couverture vise à protéger le Groupe Managem des risques de prix susceptibles d'avoir un impact significatif sur sa rentabilité à court et à moyen terme.

Pour gérer ces risques de marchés, le recours aux instruments financiers dérivés (matières premières et change), est admis dans l'objectif exclusif de couverture.

Les produits dérivés utilisés par le groupe sont qualifiés de couverture de flux de trésorerie (cash-flow hedge) ou de Trading.

24.4.1.1 Risques de prix des métaux

Managem couvre le risque attribuable aux variations du prix de vente des métaux, qui sont exprimées en dollars US.

La relation de couverture correspond à la couverture de flux de trésorerie futurs, issus de ventes futures de matières premières (zinc, plomb, cuivre, argent et or) déterminées en fonction d'un planning de production.

Les instruments dérivés ont vocation à couvrir un budget prévisionnel soit des flux de trésorerie futurs. C'est une relation de type cash-flow hedge.

24.4.1.2 Risques de change

La politique du risque de change au sein du groupe vise à couvrir les expositions budgétaires en devises hautement probables et /ou les engagements fermes à l'importation et à l'exportation.

Les expositions futures en devises sont déterminées dans le cadre d'une procédure budgétaire régulièrement réactualisée.

L'horizon de couverture actuel, n'excède pas l'année à chaque date de clôture.

Les instruments de couverture de change ont vocation à couvrir un budget prévisionnel soit des flux de trésorerie futurs. C'est une relation de type cash-flow hedge.

24.4.2 Comptabilisation au 31 Décembre 2022

24.4.2.1 Risque sur matières premières

Au 31 décembre 2022, l'enregistrement dans le bilan à la juste valeur des produits dérivés liés à la couverture du risque de matières premières s'est traduit par une perte de -209,9 MMAD enregistrée pour -193,2 MMAD en couverture de flux de trésorerie et -16,7 MMAD en Trading.

En millions de MAD	31-déc-22	31-déc-21
	Total MTM	Total MTM
Couverture de flux de trésorerie (a)	-193,2	-204,8
Argent	-7,9	-2,4
Or	-192,4	-194,3
Zinc	3,5	-6,3
Plomb	-1,6	-0,5
Cuivre	-19,9	-1,3
cobalt		0,0
Dérivés taux intérêts	25,1	
Dérivés classés en trading (b)	-16,7	-0,5
Total (a) + (b)	-209,9	-205,3

24.4.2.2 Risque de change :

Au 31 Décembre 2022, la valeur de marché des produits dérivés liés à la couverture du risque de change est de 9,6 MMAD dont 10,2 MDH en couverture de flux de trésorerie.

En millions de MAD	31-déc-22	31-déc-21
	Total MTM	Total MTM
Couverture des flux de trésorerie	10,2	-8,9
Dérivés non qualifiés de couverture	-0,6	0,0
Total	9,6	-8,9

24.4.3 Analyse de sensibilité

24.4.3.1 Risque de matières premières

En millions de MAD	MTM au 31/12/2022 (a)	MTM +10% variation (b)	Variation Total du MTM (b-a)	Impact sur le résultat	Impact sur les capitaux propres
+ 10% sous-jacent	-209,9	-434,0	-224,1	-43,8	-390,2
Argent	-16,3	-33,7	-17,3	-13,8	-19,9
Or	-194,8	-349,8	-155,0	-9,4	-340,4
Zinc	3,5	-4,8	-8,3		-4,8
Plomb	-1,6	-3,0	-1,4	-	-3,0
Dérivés taux intérêts	25,1	33,8	8,7		33,8
Cuivre	-25,8	-76,6	-50,8	-20,7	-55,9

Le scénario correspond à des variations de cours des métaux de +10% maximisant le risque sur matières premières du Groupe, à savoir une hausse de +10% des cours de l'Argent, de l'Or, du Zinc, du Plomb et du Cuivre par rapport aux cours spot de clôture entraînerait une perte de -434,0 MMAD enregistrée en capitaux propres pour un montant de -390,2 Mdhs et -43,8 en résultat, soit une variation de -224,1 MMAD.

En millions de MAD	MTM au 31/12/2022(a)	MTM -10% variation (b)	Variation Total du MTM (b-a)	Impact sur le résultat	Impact sur les capitaux propres
- 10% sous-jacent	-209,9	3,7	213,7	2,2	1,6
Argent	-16,3	0,1	16,4	-3	3,3
Or	-194,8	-56,5	138,4	2	-58,0
Zinc	3,5	11,9	8,4	-	11,9
Plomb	-1,6	-0,1	1,4		-0,1
Dérivés taux intérêts	25,1	29,1	4,0		29,1
Cuivre	-25,8	19,2	45,0	4	15,4

Le scénario correspondant à des variations de cours des métaux de -10% minimisant le risque sur matières premières du Groupe, à savoir une baisse de -10% des cours de l'Argent, de l'Or, du Zinc, du Plomb et du Cuivre par rapport aux cours spot de clôture entraînerait un gain de 3,7 MMAD enregistré en capitaux propres pour 1,6 Mdhs et 2,2 en résultat, soit une variation de +213,7 MMAD.

24.4.3.2 Risque de change

Le niveau de la juste valeur des dérivés de change du groupe au 31 décembre 2022 est de 9,6 MMAD.

En millions de MAD	MTM au 31/12/2022(a)	MTM +10% variation (b)	Variation Total du MTM (b-a)	Impact sur le résultat	Impact sur les capitaux propres
+ 10% sous-jacent	9,6	-109,3	-118,8	-3,5	-105,7
Managem	9,6	-109,3	-118,8	-3,5	-105,7

Le scénario d'une hausse de +10% des cours de change, par rapport aux cours spot de clôture entraînerait une perte de -109,3 MMAD enregistrée en capitaux propres pour un montant de -105,7 Mdhs et -3,5 en résultat, soit une variation de -118,8 MMAD.

En millions de MAD	MTM au 31/12/2022(a)	Mtm -10% variation (b)	Variation Total du MTM (b-a)	Impact sur le résultat	Impact sur les capitaux propres
- 10% sous-jacent	9,6	126,1	116,5	0,0	126,1
Managem	9,6	126,1	116,5	0,0	126,1

Le scénario correspond à des variations de -10% minimisant les cours de change à savoir une baisse de -10% des cours de change, par rapport aux cours spot de clôture entraînerait un gain de 126,1 MMAD enregistrée en capitaux propres pour un montant de 126,1 MMAD et -0,00 en résultat, soit une variation de 116,5 MMAD.

Au 31 Décembre 2022, les flux contractuels (principal et intérêts) non actualisés sur l'encours des passifs financiers par date de maturité sont les suivants :

En Millions de MAD	Décembre 2022	Décembre 2021
Emprunts obligataires	2.000,0	2.500,0
Emprunts auprès des établissements de crédit	3104,3	2.588,1
Dettes de location financement	126,8	132,7
Autres dettes financières	-	-
Instruments financiers dérivés	209,2	205,1
Total dettes financières non courantes	5 440,3	5 425,9
Emprunts obligataires	-	-
Emprunts auprès des établissements de crédit	874,3	532,7
Dettes de location financement	-	-
Instruments financiers dérivés	26,3	9,9
Total dettes financières courantes	900,6	542,6
Total	6 340,9	5 968,5

24 : AUTRES ENGAGEMENTS

Engagements donnés

En Millions de MAD	Décembre 2022	Décembre 2021
Avals, cautions et garanties donnés	68,6	102,9
Dettes garanties par des actifs nantis ou hypothéqués	-	-
Autres engagements donnés	5,1	19,6
Total	73,7	122,6

Engagements reçus

En Millions de MAD	Décembre 2022	Décembre 2021
Avals, cautions et garanties reçus	10,4	112,2
Autres engagements reçus	-	-
Total	10,4	112,2

25 : PASSIFS ÉVENTUELS

Aucun.

26 : PARTIES LIÉES

26.1 Transactions avec les autres parties liées

Les transactions avec les autres parties liées se décomposent de la façon suivante :

En Millions de MAD	31 Déc. 2022	31 Déc. 2021
Actif	3,3	-
Créances client (net)	3,3	-
Autres débiteurs courants	-	-
Autres actifs non courants	-	-
Passif	-	-
Dettes fournisseurs	6,3	3,3
Autres dettes courantes (CCA)	1 000,0	400,0
Autres dettes à long terme	-	-
	1 006,3	403,3

En Millions de MAD	31 Déc. 2022	31 Déc. 2021
Chiffre d'affaires	2,7	-
Autres produits	-	-
Achats et autres charges externes	15,3	16,1
Autres (FF)	18,9	12,3
	34,2	28,4

Les autres parties liées comprennent la maison mère ALMADA. Les transactions portent sur les intérêts sur avances en comptes courants et les rémunérations de gestions.

27 : TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE

27.1 Détail de l'incidence de la variation du BFR sur la trésorerie de l'exercice

En Millions de MAD	Décembre 2022	Décembre 2021
Variation des stocks	(577,1)	(262,3)
Variation des créances	547,0	(934,4)
Variation des dettes	(1.014,4)	1.542,9
Variation du BFR	(1.044,5)	346,1

27.2 Réconciliation de la trésorerie affichée au bilan et au TFT

En Millions de MAD	31 Déc. 2022	31 déc. 2021
Trésorerie et équivalents de trésorerie nette – bilan	1.909,4	1 446,6
Trésorerie et équivalents de trésorerie – TFT	1.909,4	1 446,6

28 : ÉVÈNEMENTS POSTÉRIEURS À LA CLÔTURE

Aucun

29 : PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION AU 31 DÉCEMBRE 2022

Dénomination sociale	Pays	déc-22	déc-21	Méthode de consolidation
Managem	Maroc	100.00%	100.00%	Consolidante
Compagnie Minière des Guemassa	Maroc	86.96%	86.96%	IG(*)
Compagnie de Tifnout Tighanimine	Maroc	99.79%	99.79%	IG
Akka Gold Mining	Maroc	99.93%	93.48%	IG
Manatrade	Suisse	100.00%	100.00%	IG
Managem international	Suisse	100.00%	100.00%	IG
Société Métallurgique d'Imiter	Maroc	80.26%	80.26%	IG
Société Anonyme d'entreprise Minière	Maroc	99.79%	99.79%	IG
Somifer	Maroc	99.79%	99.79%	IG
Reminex	Maroc	100.00%	100.00%	IG
Techsub	Maroc	99.87%	99.87%	IG
Cie minière de SAGHRO	Maroc	100.00%	100.00%	IG
Cie minière Dadès	Maroc	100.00%	100.00%	IG
Cie minière d'Oumejrane	Maroc	100.00%	100.00%	IG
REG	Gabon	75.00%	75.00%	IG
LAMIKAL	RDC	20.00%	20.00%	ME (**)
MANUB	Soudan	50,70%	50,70%	IG
MANAGOLD	EAU	100.00%	100.00%	IG
MCM	Soudan	65.00%	65.00%	IG
TRADIST	EAU	100.00%	100.00%	IG
MANAGEM GABON	Gabon	100.00%	100.00%	IG
SMM	GUINEE	85.00%	85.00%	IG
MANACET	MAROC	100.00%	100.00%	IG
Mawa holding	EAU	65.00%	65.00%	IG
MANA Holding	Soudan	-	65.00%	NC
Société Métallurgique de l'Anti-Atlas	Maroc	100%	-	IG
Société Guemassa Green Metallurgy	Maroc	100%	-	IG
MW GOLD	EAU	65.00%	65.00%	IG

(*) IG : intégration globale

(**) : mise en équivalence

Aux Actionnaires de la Société
MANAGEM S.A.
TWIN CENTER, Tour A, Angle Bd. Zerkouni et Bd. Al Massira Al Khadra
Casablanca

RAPPORT GENERAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES EXERCICE DU 1^{er} JANVIER 2022 AU 31 DECEMBRE 2022

Audit des états de synthèse

Opinion

Conformément à la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale du 25 juin 2020, nous avons effectué l'audit des états de synthèse ci-joints de la société MANAGEM S.A, qui comprennent le bilan au 31 décembre 2022, le compte de produits et charges, l'état des soldes de gestion, le tableau de financement pour l'exercice clos à cette date, ainsi que l'état des informations complémentaires (ETIC). Ces états de synthèse font ressortir un montant de capitaux propres et assimilés de 3.487.579.655,36 MAD dont un bénéfice net de 945.148.003,33 MAD.

Nous certifions que les états de synthèse cités au premier paragraphe ci-dessus sont réguliers et sincères et donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société MANAGEM S.A. au 31 décembre 2022, conformément au référentiel comptable en vigueur au Maroc.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit selon les Normes de la Profession au Maroc. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états de synthèse » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la société conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états de synthèse au Maroc et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Questions clés de l'audit

Les questions clés de l'audit sont les questions qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes dans l'audit des états de synthèse de la période considérée. Ces questions ont été traitées dans le contexte de notre audit des états de synthèse pris dans leur ensemble et aux fins de la formation de notre opinion sur ceux-ci, et nous n'exprimons pas une opinion distincte sur ces questions.

1. Evaluation des titres de participation non cotés et des avances accordées aux filiales non cotées.

Question clé identifiée	Notre réponse
Les titres de participation non cotés et les avances accordées aux filiales non cotées, figurent au bilan au 31 décembre 2022 pour des montants nets respectifs de 3 097 MMAD et 4 002 MMAD.	Nos travaux ont consisté principalement à : <ul style="list-style-type: none"> Prendre connaissance du processus de détermination de la valeur actuelle des titres de participation non cotés et des avances aux filiales non cotées ; Examiner les méthodes d'évaluation et les éléments chiffrés utilisés par la direction pour déterminer les valeurs actuelles ; Tester par sondage l'exactitude arithmétique des calculs des valeurs actuelles retenues par la direction.
Les titres de participation non cotés et les avances accordées aux filiales non cotées sont comptabilisés respectivement à leur date d'entrée au prix d'achat et à la valeur nominale et sont dépréciés sur la base de leur valeur actuelle.	
Comme indiqué dans la note A1 de l'ETIC, la valeur actuelle des titres non cotés y compris les avances accordées aux filiales non cotées est estimée par la direction par référence à la quote-part des capitaux propres que les titres représentent, celle-ci étant, le cas échéant, rectifiée pour tenir compte notamment des perspectives de développement et de la performance de ces participations.	
L'estimation de la valeur actuelle des titres non cotés y compris les avances accordées aux filiales non cotées requérant l'exercice du jugement de la direction dans son choix des éléments à considérer selon les participations concernées, nous avons considéré que l'évaluation de ces actifs constitue un point clé de l'audit.	

Responsabilités de la direction et des responsables de la Gouvernance à l'égard des états de synthèse

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états de synthèse, conformément au référentiel comptable en vigueur au Maroc, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états de synthèse exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états de synthèse, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions se rapportant à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la société ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la société.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états de synthèse

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états de synthèse pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes de la profession au Maroc permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que,

individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états de synthèse prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes de la profession au Maroc, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états de synthèse comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la société ;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière ;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états de synthèse au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la société à cesser son exploitation ;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états de synthèse, y compris les informations fournies dans l'ETIC, et apprécions si les états de synthèse représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Vérifications et informations spécifiques

Nous avons procédé également aux vérifications spécifiques prévues par la loi et nous nous sommes assurés notamment de la sincérité et de la concordance, des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'administration destiné aux actionnaires avec les états de synthèse de la société.

Par ailleurs, à l'issue des autres vérifications spécifiques imposées par la loi, nous portons à votre connaissance les prises de participation suivantes intervenues au cours de l'exercice :

- **Guemassa Green Metallurgy S.A** : Souscription de 499.996 actions représentant 99,99% du capital pour un montant total de 49.999.600,00 MAD,
- **Société Anonyme d'entreprises Minières** : Souscription de 1.500.000 actions représentant 85,23% du capital pour un montant total de 150.000.000,00 MAD.
- **Akka Gold Mining S.A** : Acquisition de 2.999 actions représentant 49,98% du capital pour un montant total de 935.000.000,00 MAD.

Casablanca, le 28 avril 2023

Les Commissaires aux Comptes

FIDAROC GRANT THORNTON

FIDAROC GRANT THORNTON
Membre du Réseau Grant Thornton
7 Bd. D'Alger, Casablanca
Té : 05 22 54 26 50 - Fax : 05 22 28 96 72

Faïçal MEKOUAR
Associé

DELOITTE AUDIT

Deloitte Audit
Boulevard de la Liberté, Casablanca
Téléphone : 05 22 40 20 / 05 22 22 67 94
Fax : 05 22 22 65 78 / 47 33

Sakina BENSOUA KORACHI
Associée

Aux Actionnaires de la Société

MANAGEM S.A.

TWIN CENTER, Tour A, Angle Bd. Zerktouni et Bd. Al Massira Al Khadra
Casablanca

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES EXERCICE DU 1^{er} JANVIER 2022 AU 31 DECEMBRE 2022

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés de la société MANAGEM S.A. et de ses filiales (Groupe MANAGEM), qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2022, ainsi que l'état consolidé du résultat global, l'état consolidé des variations des capitaux propres et le tableau consolidé des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi que les notes annexes, y compris un résumé des principales méthodes comptables. Ces états financiers consolidés font ressortir un montant de capitaux propres consolidés de 8 208 MMAD dont un bénéfice net consolidé de 1 751 MMAD.

Nous certifions que les états financiers consolidés cités au premier paragraphe ci-dessus, sont réguliers et sincères et donnent dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière consolidée du Groupe MANAGEM au 31 décembre 2022, ainsi que de sa performance financière consolidée et de ses flux de trésorerie consolidés pour l'exercice clos à cette date, conformément aux Normes Internationales d'Information Financière (IFRS).

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit selon les Normes de la Profession au Maroc. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés » du présent rapport. Nous sommes indépendants du groupe conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers consolidés au Maroc et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Questions clés de l'audit

Les questions clés de l'audit sont les questions qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes dans l'audit des états financiers consolidés de la période considérée. Ces questions ont été traitées dans le contexte de notre audit des états financiers consolidés pris dans leur ensemble et aux fins de la formation de notre opinion sur ceux-ci, et nous n'exprimons pas une opinion distincte sur ces questions.

1. Evaluation des écarts d'acquisition (Goodwill), immobilisations incorporelles et corporelles des filiales minières.

Question clé identifiée	Notre réponse
<p>Au 31 décembre 2022, la valeur nette des écarts d'acquisition (Goodwill), des immobilisations incorporelles et corporelles s'élève respectivement à 305 MMAD, 2 702 MMAD et 7 487 MMAD.</p> <p>Ces actifs sont comptabilisés comme indiqué aux notes annexes n°3.8 « Goodwill », n°3.9 « Immobilisations incorporelles » et, n°3.10 « Immobilisations corporelles ».</p> <p>Ces actifs peuvent présenter un risque de dépréciation lié à des facteurs internes ou externes, comme par exemple la détérioration de la performance du Groupe, l'évolution de l'environnement concurrentiel, des conditions de marché défavorables et des changements de législations ou de réglementations. Ces évolutions sont susceptibles d'avoir une incidence sur les prévisions de flux de trésorerie du Groupe et par conséquent, sur la détermination des valeurs recouvrables de ces actifs.</p> <p>Comme indiqué dans la note annexe 3.14 « Test de dépréciation et pertes de valeurs des actifs », le test de dépréciation annuel se fonde sur la valeur recouvrable de chaque unité génératrice de trésorerie testée, déterminée sur la base de flux de trésorerie nets futurs actualisés.</p> <p>Le goodwill et les immobilisations incorporelles et corporelles impactent de manière significative les comptes du Groupe et font par ailleurs appel, pour les besoins de leur évaluation, au jugement et aux estimations de la Direction. De ce fait, nous avons considéré que l'évaluation de ces actifs constitue un point clé de l'audit.</p>	<p>Nos travaux ont consisté principalement à :</p> <ul style="list-style-type: none"> Prendre connaissance du processus appliqué par le Groupe pour l'identification des indices de pertes de valeur et la mise en œuvre des tests de dépréciation pour ces actifs, et examiner les contrôles clés y afférents ; Apprécier la cohérence des hypothèses retenues avec l'environnement économique à la date de clôture ; Examiner au niveau des business plan les flux de trésorerie prévisionnels ; Tester par sondage l'exactitude arithmétique des calculs des valeurs recouvrables retenues par le Groupe ; Examiner l'information présentée dans l'annexe.

Responsabilités de la direction et des responsables de la Gouvernance à l'égard des états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers consolidés conformément aux IFRS, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers consolidés, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité du groupe à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions se rapportant à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider le groupe ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière du groupe.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes de la profession au Maroc permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers consolidés prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes de la profession au Maroc, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne du groupe ;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière ;

- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité du groupe à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener le groupe à cesser son exploitation ;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers consolidés, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers consolidés représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.
- nous obtenons des éléments probants suffisants et appropriés concernant les informations financières des entités et activités du groupe pour exprimer une opinion sur les états financiers consolidés. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit du groupe. Nous assumons l'entière responsabilité de l'opinion d'audit.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Casablanca, le 28 avril 2023

Les Commissaires aux Comptes

FIDAROC GRANT THORNTON



FIDAROC GRANT THORNTON
Membre du Réseau Grant Thornton
Casablanca
7 Bd. Oudaya Street - Casablanca
Té : 05 22 54 22 00 - Fax : 05 22 29 06 70

Faïçal MEKOUAR
Associé

DELOITTE AUDIT



Deloitte Audit
Société Anonyme
Siège Social : Casablanca
Capital : 100 000 000,00 Dirhams
Régist. au Tribunal de Commerce de Casablanca
N° 12 22 40 23 / 05 22 22 47 34
N° 05 22 61 46 74 / 47 08

Sakina BENSOUA KORACHI
Associée

Aux Actionnaires de la Société
MANAGEM S.A.
TWIN CENTER, Tour A, Angle Bd. Zerktouni et Bd. Al Massira Al Khadra
Casablanca

**RAPPORT SPECIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES
EXERCICE DU 1^{er} JANVIER 2022 AU 31 DECEMBRE 2022**

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées conformément aux dispositions des articles 56 à 59 de la loi 17-95 telle que modifiée et complétée.

Il nous appartient de vous présenter les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés par le président du Conseil d'Administration ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé, ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon la loi ci-dessus, de vous prononcer sur leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimées nécessaires au regard des normes de la profession au Maroc. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été communiquées avec les documents de base dont elles sont issues.

I. CONVENTIONS NOUVELLES CONCLUES AU COURS DE L'EXERCICE 2022.

1.1. Convention d'acquisition des titres de participation de AGM auprès de CMG filiale de MANAGEM S.A

- Date de signature : 27 juin 2022
- Nature et objet de la convention :
CMG cède à MANAGEM S.A 2.999 actions de AGM représentant 49,98% du capital de la société.
- Modalités essentielles :
Le prix de cession total des actions cédées est égal à 935.000.000 MAD.
- Montant comptabilisé : Au titre de l'exercice 2022, le montant comptabilisé en titres de participation s'élève à 935.000.000 MAD.
- Montant décaissé : Le montant décaissé courant 2022 s'élève à 935.000.000 MAD

1.2. Convention d'assistance conclue entre MANAGEM S.A et ses filiales

- Date de signature : 1^{er} janvier 2022
- Date d'entrée en vigueur : 1^{er} janvier 2022
- Nature et objet des prestations :

a) Prestations d'administration des affaires :

MANAGEM S.A assurera pour le compte de ses filiales les opérations suivantes :

- Prestations de la direction générale en vue d'assurer le suivi et la coordination des différentes activités opérationnelles et fonctionnelles ;
- Gestion courante des opérations de trésorerie ;
- Gestion et suivi des contrats de couverture des matières premières et taux de change ;
- Contrôle de gestion relatif à la préparation des plans et des budgets, la conception et la mise en place de systèmes de gestion, l'élaboration des tableaux de bord, le suivi des indicateurs de performance, le calcul des coûts de revient, Etc. ;
- Assistance comptable ;
- Assistance fiscale ;
- Assistance en matière d'audit et de Risk management ;
- Assistance juridique ;
- Développement et administration des systèmes d'information.

b) Gestion et le suivi des approvisionnements et de la logistique :

MANAGEM S.A assurera pour le compte de ses filiales, notamment les opérations suivantes :

- Assistance à la mise en place des procédures régissant le choix des fournisseurs notamment l'homologation et l'évaluation de ces derniers ;
- Rédaction des cahiers de charges ;
- Lancement des appels d'offres ;
- Choix des fournisseurs ;
- Négociation des contrats-cadre ;
- Négociation des conditions générales et spécifiques d'achat ;
- Gestion des plateformes logistiques ;
- Réalisation des approvisionnements en consommables, pièces de rechange et investissements ;
- Etc.

c) Administration du personnel :

MANAGEM S.A assurera pour le compte de ses filiales, notamment les opérations suivantes :

- Recrutement du personnel ;
- Formation du personnel ;
- Gestion de la paie ;
- Gestion des plans de carrière ;
- Gestion de la communication interne et externe ;
- Gestion et organisation des activités à caractère social et sociétal ;
- Gestion de l'hygiène et de la sécurité du travail ;
- Gestion de la médecine du travail ;
- Mise en place de la démarche qualité.
- Etc.

- Modalités essentielles :

En contrepartie des prestations d'assistance fournies dans le cadre de la présente Convention, les filiales procéderont au versement d'une rémunération définie comme suit :

- Pour les prestations d'administration des affaires : en fonction de la quote-part revenant aux filiales déterminées sur la base « i » des dépenses de fonctionnement des Directions Fonctionnelles (financière, juridique, audit et Risk-management et systèmes d'informations) engagées par

MANAGEM pour fournir les prestations, majorées d'une marge de pleine concurrence et « ii » d'une clé de répartition tenant compte de la nature des activités couvertes par ladite assistance.

- Pour les prestations de gestion et de suivi des approvisionnements et de la logistique : en fonction de la quote-part revenant aux filiales déterminées sur la base « i » des dépenses de fonctionnement de la direction des Achats et Logistique engagées par MANAGEM pour fournir les prestations, majorées d'une marge de pleine concurrence et « ii » d'une clé de répartition correspondant à la quote-part des filiales en nombre (bons de commande) et en valeur des achats effectués par ladite direction.
 - Pour les prestations d'administration du personnel : en fonction de la quote-part revenant aux filiales déterminées sur la base « i » des dépenses de fonctionnement de la Direction des Ressources Humaines et Communication engagées par MANAGEM pour fournir les prestations, majorées d'une marge de pleine concurrence et « ii » d'une clé de répartition tenant compte de la quote-part des filiales en nombre (effectifs) et en valeur (masse salariale) de la rémunération gérée par ladite direction.
- Montant comptabilisé : les produits comptabilisés répartis par filiales au titre de l'exercice 2022 sont détaillés comme suit :

Filiale	Administration des affaires	Gestion et suivi des approvisionnements	Administration du personnel	Total
CMG	27 075 462	1 629 396	5 958 475	34 663 332
CTT	39 341 047	2 099 002	9 094 516	50 534 565
SMI	22 453 431	1 359 197	7 049 836	30 862 467
AGM	13 162 278	1 060 548	2 190 295	16 422 120
REMINEX	4 037 826	229 186	2 649 810	6 916 822
TECHSUB	11 254 248	556 458	3 648 716	15 459 423
CMO	11 590 358	595 263	2 008 483	14 194 103
SOMIFER	8 105 592	779 142	1 356 732	10 241 466
Total	137 020 242	8 317 190	33 956 865	179 294 298

- Montant encaissé ou décaissé : le montant encaissé au titre de cette convention courant l'exercice 2022 est détaillé comme suit :

Filiale	Encaissement
AGM	13 713 714
CMG	29 117 136
CTT	41 076 522
CMO	11 718 653
REMINEX	5 968 801
SMI	26 319 407
SOMIFER	8 210 527
TECHSUB	12 929 082
Total	149 053 841

1.3. Convention d'avances en compte courant conclue entre MANAGEM SA et sa filiale MANAGOLD

- Nature et objet de la convention :

Afin de participer au développement des projets de la société, notamment l'acquisition des actifs BAMBOUK, MANAGEM S.A a consenti à la Société en 2022 un prêt de 18 993 352,33 USD.

- Modalités essentielles :

Au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2022, ces avances de trésorerie octroyées ont été rémunérées au taux de 5,35 %

- Montant comptabilisé : Au titre de l'exercice 2022, les produits comptabilisés par MANAGEM S.A., dans le cadre de cette convention, s'élèvent à 114 KMAD Hors Taxes.

- Montant encaissé des intérêts : Aucun montant n'a été encaissé, dans le cadre de cette convention, au cours de l'exercice 2022.

- Solde des avances au 31/12/2022 : 18 993 352,33 USD

1.4. Convention d'avances en compte courant conclue entre MANAGEM SA et sa filiale MANAGOLD

- Nature et objet de la convention :

Cette convention prévoit la capitalisation des dividendes à recevoir par MANAGEM S.A en comptes courants à hauteur de 80 054 458,82 USD.

- Modalités essentielles :

Au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2022, ces avances ont été rémunérées au taux de 5,20%.

- Montant comptabilisé : Au titre de l'exercice 2022, les produits comptabilisés par MANAGEM S.A., dans le cadre de cette convention, s'élèvent à 11 050 KMAD Hors Taxes.

- Montant encaissé des intérêts : Aucun montant n'a été encaissé, dans le cadre de cette convention, au cours de l'exercice 2022.

- Solde des avances au 31/12/2022 : 80 054 458,82 USD

II. CONVENTIONS CONCLUES AU COURS DES EXERCICES ANTERIEURS ET DONT L'EXECUTION S'EST POURSUIVIE DURANT L'EXERCICE

2.1. Convention de compte courant conclue entre MANAGEM SA et sa filiale Société des Mines de Mandiana « SMM »

- Nature et objet de la convention :

Cette convention prévoit la mise à la disposition de la société des mines de MANDIANA « SMM » d'avances en comptes courants à hauteur de 7 615 000,00 USD en 2020, dans le but de participer au développement des projets de cette dernière.

- Modalités essentielles :

Ces avances de trésorerie sont rémunérées aux taux Libor USD majoré de 7%.

- Montant comptabilisé : Cette convention n'a pas produit d'effets au titre de l'exercice 2022.

- Montant encaissé ou décaissé : Aucun montant n'a été encaissé ou décaissé, dans le cadre de cette convention, au cours de l'exercice 2022.

- Solde des avances au 31/12/2022 : Néant.

2.2. Convention d'avances en compte courant conclue entre MANAGEM SA et sa filiale MANAGOLD

- Nature et objet de la convention :

Cette convention prévoit la mise à la disposition de la société MANAGOLD d'avances en comptes courants à hauteur de 80 157 647,00 USD en 2020, dans le but de participer au développement des projets de cette dernière.

- Modalités essentielles :

Au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2022, ces avances de trésorerie octroyées ont été rémunérées aux taux Libor USD 12 mois majoré de 7%.

- Montant comptabilisé : Au titre de l'exercice 2022, les produits comptabilisés par MANAGEM S.A., dans le cadre de cette convention, s'élèvent à 93 251 KMAD Hors Taxes.

- Montant encaissé des intérêts : Aucun montant n'a été encaissé, dans le cadre de cette convention, au cours de l'exercice 2022.

- Solde des avances au 31/12/2022 : 85 157 647,00 USD

2.3. Convention de prêt conclue entre MANAGEM SA et sa filiale MANAGOLD

- Nature et objet de la convention :

Cette convention prévoit la mise à la disposition de la société MANAGOLD d'un prêt à hauteur de 35 899 248,82 Euros en 2020, dans le but de participer au développement des projets de cette dernière.

- Modalités essentielles :

Ce prêt est rémunéré au taux annuel de 5,13% en 2022.

- Montant comptabilisé : Au titre de l'exercice 2022, les produits comptabilisés par MANAGEM S.A., dans le cadre de cette convention, s'élèvent à 16 226 KMAD Hors Taxes.

- Montant encaissé des intérêts : Aucun montant n'a été encaissé, dans le cadre de cette convention, au cours de l'exercice 2022.

- Solde du prêt au 31/12/2022 : 19 865 474,00 Euros

2.4. Convention de détachement de personnel conclue avec la société LA MINIERE DE LA LUKUGA S.P.R.L (LAMILU) faisant partie du GROUPE MANAGEM

- Nature et objet de la convention :

Cette convention prévoit la mise à disposition du personnel de MANAGEM SA et ses filiales au profit de la société LAMILU en République Démocratique du Congo (RDC).

- Modalités essentielles :

Cette prestation de mise à disposition du personnel est facturée au prix coûtant, toutes charges comprises.

- Montant comptabilisé : Cette convention n'a pas produit d'effets au titre de l'exercice 2022.

- Montant encaissé ou décaissé : Aucun montant n'a été encaissé ou décaissé, dans le cadre de cette convention, au cours de l'exercice 2022.

2.5. Convention de détachement de personnel conclue avec la société TANGANYIKA MINING COMPANY (TMC) faisant partie du GROUPE MANAGEM

- Nature et objet de la convention :

Cette convention prévoit la mise à disposition du personnel de MANAGEM et ses filiales au profit de la société TMC en République Démocratique du Congo (RDC).

- Modalités essentielles :

Cette prestation de mise à disposition du personnel est facturée au prix coûtant, toutes charges comprises.

- Montant comptabilisé : Cette convention n'a pas produit d'effets au titre de l'exercice 2022.

- Montant encaissé ou décaissé : Aucun montant n'a été encaissé ou décaissé, dans le cadre de cette convention, au cours de l'exercice 2022.

- Montant comptabilisé en perte : La créance vis-à-vis TANGANYIKA MINING COMPANY (TMC) a été comptabilisée en perte pour un montant global de 4 611 KMAD.

2.6. Convention de rémunération de la caution donnée, au titre de l'emprunt octroyé par CHAABI INTERNATIONAL BANK OFFSHORE au profit de RGGG, faisant partie du GROUPE MANAGEM

- Nature et objet de la convention :

Cette convention porte sur l'engagement de cautionnement solidaire, pris par MANAGEM S.A. au profit de RGGG (Gabon), dans le cadre du financement du projet BAKOUDOU dont le montant principal s'élève à 20 000 000,00 USD.

- Modalités essentielles :

MANAGEM S.A. reçoit une rémunération au taux annuel de 2,5% appliqué sur l'encours de l'emprunt.

- Montant comptabilisé : Cette convention n'a pas produit d'effets au titre de l'exercice 2022.

- Montant encaissé ou décaissé : Aucun montant n'a été encaissé ou décaissé, dans le cadre de cette convention, au cours de l'exercice 2022.

2.7. Convention de mise à disposition du personnel conclue avec la société CTT filiale de MANAGEM S.A.

- Nature et objet de la convention :

Cette convention prévoit la mise à disposition du personnel de MANAGEM S.A. au profit de la société CTT.

- Modalités essentielles :

Cette prestation de mise à disposition du personnel est facturée au prix coûtant, toutes charges comprises.

- Montant comptabilisé : Cette convention n'a pas produit d'effets au titre de l'exercice 2022.

- Montant encaissé ou décaissé : Aucun montant n'a été encaissé ou décaissé, dans le cadre de cette convention, au cours de l'exercice 2022.

2.8. Convention de mise à disposition du personnel conclue avec la société MCM (Managem International For Mining Compagny) filiale de MANAGEM

- Nature et objet de la convention :

Cette convention prévoit la mise à disposition du personnel de MANAGEM SA au profit de la société MCM au Soudan.

- Modalités essentielles :

Cette prestation de mise à disposition du personnel est facturée au prix coûtant, toutes charges comprises.

- Montant comptabilisé : Cette convention n'a pas produit d'effets au titre de l'exercice 2022.

- Montant encaissé ou décaissé : Aucun montant n'a été encaissé ou décaissé, dans la cadre de cette convention, au cours de l'exercice 2022.

2.9. Convention de mise à disposition du personnel conclue avec la société Lamikal

- Nature et objet de la convention :

Cette convention prévoit la mise à disposition du personnel de MANAGEM SA au profit de la société Lamikal (République Démocratique du Congo).

- Modalités essentielles :

Cette prestation de mise à disposition du personnel est facturée au prix coûtant, toutes charges comprises.

- Montant comptabilisé : Cette convention n'a pas produit d'effets au titre de l'exercice 2022.

- Montant encaissé ou décaissé : Aucun montant n'a été encaissé ou décaissé, dans la cadre de cette convention, au cours de l'exercice 2022.

2.10. Convention de mise à disposition du personnel conclue avec la société RGGG filiale de MANAGEM S.A.

- Nature et objet de la convention :

Cette convention prévoit la mise à disposition du personnel de MANAGEM SA au profit de la société RGGG (Gabon).

- Modalités essentielles :

Cette prestation de mise à disposition du personnel est facturée au prix coûtant, toutes charges comprises.

- Montant comptabilisé : Cette convention n'a pas produit d'effets au titre de l'exercice 2022.

- Montant encaissé ou décaissé : Aucun montant n'a été encaissé ou décaissé, dans la cadre de cette convention, au cours de l'exercice 2022.

2.11. Convention de mise à disposition du personnel conclue avec la société COMISA (Compagnie Minière les SARAS) en République du Congo filiale du GROUPE MANAGEM

- Nature et objet de la convention :

Cette convention prévoit la mise à disposition du personnel de MANAGEM SA au profit de la société COMISA en République du Congo.

- Modalités essentielles :

Cette prestation de mise à disposition du personnel est facturée au prix coûtant, toutes charges comprises.

- Montant comptabilisé : Cette convention n'a pas produit d'effets au titre de l'exercice 2022.

- Montant encaissé ou décaissé : Aucun montant n'a été encaissé ou décaissé, dans la cadre de cette convention, au cours de l'exercice 2022.

- Montant comptabilisé en perte : La créance vis-à-vis COMISA a été comptabilisée en perte pour un montant global de 8 604 KMAD.

2.12. Convention de mise à disposition du personnel conclue avec la société Managem Gabon filiale du GROUPE MANAGEM

- Nature et objet de la convention :

Cette convention prévoit la mise à disposition du personnel de MANAGEM S.A. au profit de la société Managem Gabon.

- Modalités essentielles :

Cette prestation de mise à disposition du personnel est facturée au prix coûtant, toutes charges comprises.

- Montant comptabilisé : Cette convention n'a pas produit d'effets au titre de l'exercice 2022.

- Montant encaissé ou décaissé : Aucun montant n'a été encaissé ou décaissé, dans la cadre de cette convention, au cours de l'exercice 2022.

2.13. Convention de mise à disposition de cadres conclue avec la société REMINEX filiale de MANAGEM

- Nature et objet de la convention :

Cette convention prévoit la mise à disposition de cadres de REMINEX au profit de MANAGEM S.A.

- Modalités essentielles :

Cette prestation de mise à disposition de cadres est facturée au prix coûtant, toutes charges comprises.

- Montant comptabilisé : Au titre de l'exercice 2022, les charges comptabilisées par MANAGEM S.A. dans le cadre de cette convention, s'élèvent à 7 995 KMAD Hors Taxes.

- Montant décaissé : Au cours de l'exercice 2022, le montant décaissé, dans le cadre de cette convention, s'élève à 11 479 KMAD.

b) *Gestion et de suivi des approvisionnements :*

Filiale	Taux	Rémunération (En MAD)
CMG	3%	-
CTT	3%	-
SMI	3%	-
SAMINE	3%	-
AGM	3%	-
REMINEX	3%	-
TECHSUB	3%	-
SOMIFER	3%	-
CMO	3%	-
SMM	5%	93 461 090
Total		93 461 090

c) *Administration du personnel :*

Filiale	Taux	Rémunération (En MAD)
CMG	2,50%	-
CTT	2,50%	-
SMI	2,50%	-
SAMINE	2,50%	-
AGM	2,50%	-
REMINEX	2,50%	-
TECHSUB	2,50%	-
SMM	5%	729 066
SOMIFER	2,50%	-
CMO	2,50%	-
Total		729 066

⇒ La convention avec les filiales locales a pris fin le 1^{er} janvier 2022 suite à la signature du nouveau contrat d'assistance.

- Montant encaissé :

Au titre de l'exercice 2022, le montant total encaissé par MANAGEM S.A., dans le cadre de cette convention, s'élève à 269 751 KMAD détaillé comme suit par filiale :

Filiale	Encasement
AGM	5 569 038
CMG	6 430 827
CTT	7 234 119
CMO	3 644 939
REMINEX	2 814 958
SMI	11 849 399
SOMIFER	3 467 604
TECHSUB	2 091 692
SMM	226 648 256
Total	269 750 832

2.15. *Convention de gestion de trésorerie conclue entre MANAGEM SA et ses filiales*

- Nature et objet de la convention :

Cette convention prévoit la mise en commun de l'ensemble des disponibilités des différentes unités du Groupe dans le but d'optimiser, à la fois le recours au crédit et le placement des excédents de trésorerie.

- Modalités essentielles :

Les comptes courants débiteurs et avances de trésorerie, octroyées par MANAGEM S.A. à ses filiales ainsi sont rémunérés au taux maximum des intérêts déductibles des comptes courants d'associés fixé annuellement par arrêté du Ministre de l'Economie et des Finances majoré de 1,5 points. A ce titre, le taux de rémunération appliqué en 2022 est de 2,92%.

Le compte courant créditeur et les avances octroyées par les filiales SMI, CMG & DADES à MANAGEM SA ont été rémunérés au taux de 4,15 % & 2,92 % en 2022.

- Montant comptabilisé : Au titre de l'exercice 2022, les produits et charges, comptabilisés par MANAGEM S.A., dans le cadre de cette convention, s'élèvent respectivement à 60 277 KMAD et 19 583 KMAD :

Produits financiers :

Filiale	Montant en MAD
AKKA GOLD MINING	6 246 940
CMG	3 296 284
CTT	15 462 933
CTTA	69 995
METALLURGIE DE L'ANTI-ATLAS	21 600
CMO	11 723 594
REMINEX	6 197 459
SAGAX	6 879
SAGHRO	4 927 762
SAMINE	1 143 395
SOMIFER	1 159 649
TECHSUB	10 020 843
Total	60 277 332

Charges financières :

Filiale	Taux d'intérêt	Montant en MAD
SMI	4,15%	5 822 559
CMO	2,92%	1 628 545
CMG	2,92%	8 656 146
SOMIFER	2,92%	3 463 294
CTTA	2,92%	12 046
Total		19 582 590

- **Montant encaissé ou décaissé des intérêts :** Au cours de l'exercice 2022, cette convention a généré des encaissements de 57 013 KMAD et des décaissements de 15 781 KMAD :

Filiale	Encaissement
AGM	4 930 000
CMG	4 579 007
CTT	15 846 721
CMO	11 035 248
REMINEX	4 706 022
SOMIFER	342 815
TECHSUB	8 563 464
CTTA	165 307
SAGAX	4 538
SAGHRO	4 489 865
SAMINE	2 347 939
Total	57 012 926

Filiale	Décaissement
CMG	3 717 852
CMD	1 473 798
SMI	6 315 893
SOMIFER	4 273 634
Total	15 780 887

- **Soldes des avances au 31/12/2022 :**

Filiale (En KMAD)	Solde débiteur	Solde créditeur
AKKA GOLD MINING	306 281	-
CTT	371 425	-
CTTA	7 459	-
METALLURGIE DE L'ANTI-ATLAS	6 000	-
CMO	442 486	-
REMINEX	208 488	-
SAGAX	1 315	-
SAGHRO	171 850	-
SAMINE	38 405	-
SOMIFER	151 591	-
TECHSUB	405 809	-
SMI	-	49 003
CMD	-	54 920
CMG	-	662 054
SOMIFER	-	-
Total	2 110 909	766 576

2.16. Convention de couverture des métaux conclue entre MANAGEM SA et ses filiales

- **Nature et objet de la convention :**

Cette convention prévoit la réalisation par MANAGEM S.A. pour le compte de ses filiales des opérations de couverture de métaux.

- **Modalités essentielles :**

L'encours global de ces opérations de couverture, assorties d'une garantie de MANAGEM SA s'élève à -200 347 KMAD au 31 décembre 2022 (Comptabilisé en Hors bilan).

- **Montant comptabilisé en charges ou produits :** Néant

- **Montant encaissé ou décaissé :** Aucun montant n'a été encaissé ou décaissé, dans le cadre de cette convention, au cours de l'exercice 2022.

2.17. Convention de rémunération de gestion de couverture conclue avec la société RGGG faisant partie du GROUPE MANAGEM

- **Nature et objet de la convention :**

Cette convention prévoit la mise en place d'un programme de couverture de l'OR au profit de la société RGGG.

- **Modalités essentielles :**

Cette prestation de couverture est facturée au prix coûtant, toutes charges comprises.

- **Montant comptabilisé :** Cette convention n'a pas produit d'effets au titre de l'exercice 2022.

- **Montant encaissé ou décaissé :** Aucun montant n'a été encaissé ou décaissé, dans le cadre de cette convention, au cours de l'exercice 2022.

2.18. Convention de gestion de trésorerie conclue entre AL MADA et sa filiale MANAGEM SA

- **Nature et objet de la convention :**

Cette convention prévoit la mise en commun de l'ensemble des disponibilités des différentes unités de AL MADA dans le but d'optimiser, à la fois le recours au crédit et le placement des excédents de trésorerie.

- **Modalités essentielles :**

Les comptes courants créditeurs et avances de trésorerie, octroyées par la société AL MADA à MANAGEM S.A., ont été rémunérés aux taux de 2.85 % & 3.20% en 2022.

- **Montant comptabilisé :** Au titre de l'exercice 2022, les charges, comptabilisées par MANAGEM S.A., dans le cadre de cette convention, s'élèvent à 18 687 KMAD Hors Taxes.

- Montant encaissé ou décaissé : Au cours de l'exercice 2022, le montant décaissé dans le cadre de cette convention s'élève à 14 616 KMAD.
- Solde des avances au 31/12/2022 : 1 000 000 KMAD

Casablanca, le 28 avril 2023

Les Commissaires aux Comptes

FIDAROC GRANT THORNTON

FIDAROC GRANT THORNTON
Membre du Réseau Grant Thornton
7 Bd. Oudaya - Casablanca
Tél : 05 22 54 27 00 - Fax : 05 22 29 66 70

Faïçal MEKOUAR
Associé

DELOITTE AUDIT

Deloitte Audit
Boulevard Mohammed VI, Casablanca
Tél : 05 22 54 27 00 / Fax : 05 22 29 66 70

Sakira BENSOUA KORACHI
Associée

www.Managemgroup.com

Twin Center, Tour A, Angle Boulevards Zerktouni et Al Massira Al Khadra
BP 5199, Casablanca. Maroc